



CABINET IEC

Siège social : Abidjan-
Cocody-Danga

Tél. : (225) 23 46 48 64 / 53
80 19 79

Adresse postale : 06 BP 432
Abidjan 06



Siège social : Abidjan-
Abobo-Plateau Dokui

Tél. : (225) 09 713 934 /
58 508 583

Adresse postale : 14 BP
41528 Abidjan 14

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Union – Discipline – Travail

COORDINATION GENERALE DU PROGRAMME SOCIAL DU GOUVERNEMENT (PSGouv)

PROJET MULTISECTORIEL D'APPUI AU PROGRAMME SOCIAL DU GOUVERNEMENT

CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Rapport final – Octobre 2019

SIGLES ET ABBREVIATIONS

SIGLES	DEFINITIONS
AES	: Audit Environnemental et Social
AGC	: Augmentation Générale de Capital
AGEROUTE	: Agence de Gestion des Routes
ANADER	: Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
ANAGED	: Agence Nationale de Gestion des Déchets
ANDE	: Agence Nationale De l'Environnement
BAD	: Banque Africaine de Développement
BEIE	: Bureau d'Etude d'Impact Environnemental
BMD	: Banques Multilatérales de Développement
BTP	: Bâtiment et Travaux Publics
CEC	: Constat d'Exclusion Catégorielle
CGES	: Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
CGP	: Coordination Générale du Projet
CIAPOL	: Centre Ivoirien Anti-Pollution
CIES	: Constat d'Impact Environnemental et Social
CP	: Comité de Pilotage
CPR	: Cadre de Politique de Réinstallation
DAO	: Dossier d'Appel d'Offres
DDDS	: Direction Départementale et ses Districts Sanitaires
DGBF	: Direction Générale du Budget et des Finances
DGE	: Direction Générale de l'Economie
DGIR	: Direction Générale des Infrastructures Routières
DGTCP	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
EESS	: Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique
EIES	: Etude d'Impact Environnemental et Social
EPI	: Equipement de Protection Individuelle
FAD	: Fonds Africain de Développement
ICPE	: Installation Classée Pour l'Environnement
IEC	: Information, Education et Communication
IFC	: International Finance Corporation (SFI)

IST	: Infections Sexuellement Transmissibles
MBPE	: Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat
MCLU	: Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme
MEPS	: Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale
MINEDD	: Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MINEF	: Ministère des Eaux et Forêts
MH	: Ministère de l'Hydraulique
ONEP	: Office National de l'Eau Potable
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PAPs	: Persnnes Affectées par le Projet
PAR	: Plan d'Action de Réinstallation
PGES	: Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PGESE	: Plan de Gestion Environnementale et Sociale Entreprise
PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PND	: Plan National de Développement
PSGouv	: Programme Social du Gouvernement
PSU	: Programme de Salubrité Urbaine
PV	: Procès-verbal
3RVE	: Récupération-Réduction-Réutilisation-Valorisation- Elimination
RES	: Répondant Environnemental et Social
SDS	: Spécialiste en Développement Social
SE	: Spécialiste en Environnement (SE)
SEBC	: Spécialiste en Environnement du Bureau de Contrôle
SO	Sauvegarde Opérationnelle
SSI	; Système de Sauvegarde Intégré
SSP	: Soins de Santé Primaires
TDR	: Termes De Référence

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Zones concernées et centres sociaux à réhabiliter	42
Tableau 2 : Zones concernées pour les routes en terre et pistes rurales	44
Tableau 3 : Zones concernées et infrastructures hydrauliques à réaliser	51
Tableau 4 : Coûts du Projet par composantes et sous composantes	62
Tableau 5 : Organes de mise en œuvre du Projet	64

Tableau 6 : Répartition démographique de la Région Agneby-Tiassa	93
Tableau 7 : Répartition démographique de la Région du Bélier	98
Tableau 8 : Répartition démographique de la Région du Cavally	103
Tableau 9 : Répartition démographique de la Région de l'Indénie Djuablin	107
Tableau 10 : Répartition démographique de la Région du Poro	115
Tableau 11 : Répartition démographique de la Région du Tchologo	118
Tableau 12 : Répartition démographique de la Région du Tonpki	123
Tableau 13 : Répartition démographique de la Région du Haut-Sassandra	127
Tableau 14 : Répartition démographique de la Région du Kabadougou	130
Tableau 15 : Répartition démographique de la Région du Guemon	136
Tableau 16 : Répartition démographique de la Région de la Marahoué.	139
Tableau 17 : Répartition démographique de la Région du Gontougo	145
Tableau 18 : Relevé météorologique de la station de Soubré	147
Tableau 19 : Répartition démographique de la Région de la Nawa	149
Tableau 20 : Cadre législatif et réglementaire du projet	164
Tableau 21 : Conventions et Accords internationaux signés par la Côte d'Ivoire applicables au Projet	169
Tableau 22 : Exigences des politiques de Sauvegardes Opérationnelles déclenchées par le Projet et les dispositions nationales pertinentes.....	176
Tableau 23 : Synthèse des capacités de gestion environnementale des acteurs du projet	189
Tableau 24 : Analyse des impacts environnementaux et sociaux positifs	191
Tableau 25 : Analyse des impacts environnementaux et sociaux négatifs	192
Tableau 26 : Mesures d'atténuation générales pour l'exécution des sous-projets	195
Tableau 27 : Mesures d'atténuation spécifiques pour l'exécution des sous-projets	196
Tableau 28 : Récapitulatif des étapes de la sélection environnementale et sociale des investissements du Projet.	210
Tableau 29 : Modules de formation de renforcement des capacités pour la gestion environnementale et sociale	213
Tableau 30 : Indicateurs de suivi des mesures du CGES	218
Tableau 31 : Indicateurs de suivi des mesures du PGES	219
Tableau 32 : Canevas de surveillance et de suivi environnemental et social	221
Tableau 33 : Rôles et responsabilités des acteurs dans la gestion environnementale et sociale du projet	225

Tableau 34 : Synthèse des arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du PGES	228
Tableau 35 : Estimation des coûts des mesures environnementales du Projet	230
Tableau 36 : Récapitulatif des coûts des mesures environnementales du Projet	232

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Carte de localisation des régions des sous-composantes	66
Figure 2 : Carte de répartition des parcs et réserves de la Côte d'Ivoire.....	73
Figure 3 : Carte de répartition des forêts classées de la Côte d'Ivoire	74
Figure 4 : Carte du District Autonome d'Abidjan	85
Figure 5 : Carte de la région de l'Agnéby-Tiassa	90
Figure 6 : Carte de la région du Béliér	96
Figure 7 : Carte de la Région du Cavally	102
Figure 8 : Carte de la Région de l'Indenié-Djuablin	105
Figure 9 : Carte de la Région du Poro	113
Figure 10 : Carte de la Région du Tchologo	117
Figure 11 : Carte de la Région du Tonkpi	121
Figure 12 : Carte de la Région du Haut-Sassandra	124
Figure 13 : Carte de la Région du Kabadougou	129
Figure 14 : Carte de la Région du Guémon	135
Figure 15 : Carte de la Région de la Marahoué	138
Figure 16 : Carte de la Région du Gontougo	143

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Formulaire de sélection environnementale et sociale

Annexe 2 : Liste de contrôle environnemental et social

Annexe 3 : Clauses environnementales et sociales

Annexe 4 : TDR Type pour réaliser une EIES

Annexe 5 : TDR type pour réaliser un CIES

Annexe 6 : PV et liste des personnes rencontrées lors des consultations publiques Département d'Odienné

Annexe 7 : Termes de référence de la mission

Annexe 8 : Equipe principale de l'élaboration du CGES

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS	1
LISTE DES TABLEAUX	2
LISTE DES FIGURES	5
LISTE DES ANNEXES	6
RESUME EXECUTIF NON TECHNIQUE	10
1. INTRODUCTION	38
1.1. Contexte	38
1.2. Objectif du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES).....	41
1.3. Méthodologie	41
1.4. Structuration du rapport.....	42
2. DESCRIPTION DU PROJET	42
2.4 Dispositif relatif à la mise en œuvre du projet	69
3. SITUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DES ZONES DU PROJET	70
4. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL	159
4.1.1 Politique de développement de la Côte d'Ivoire	163
4.1.2 Politique en matière de protection du climat	164
4.1.3 Politique nationale sur l'Egalité des chances, l'Equité et le Genre	165
4.1.4 Politique d'assainissement	166
4.1.5 Politique de l'eau potable	166
4.1.6 Politique sanitaire et d'hygiène du milieu	167
4.1.7 Politique de décentralisation	168
4.1.8 Plan national de développement.....	168
4.1.9 Plan National de Développement Sanitaire (PNDS)	169
4.1.10 Programme National de Développement Routier (PNDR)	170
4.1.11 Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS)	171
4.5.1 Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER)	193
4.5.2 Ministère des Ressources animales et Halieutiques (MIRAH)	193
4.5.3 Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP).....	193
4.5.4 Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale (MEPS)	194
4.5.5 Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier.....	194
4.5.6 Ministère de l'Hydraulique (MH)	195
4.5.7 Coordination Générale du Projet (CGP).....	195
4.5.8 Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD)	196
4.5.9 Ministère du Plan et du Développement (MPD)	196

4.5.10 Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme (MCLU)	196
4.5.11 Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	197
4.5.12 Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat (MBPE)	197
4.5.13 Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	198
4.5.14 Ministère de la Décentralisation du Territoire.....	198
4.5.15 Ministère des Eaux et Forêts	198
4.5.16 Ministère des Transports	199
4.5.17 Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité.....	199
4.5.18 Etat des lieux de la capacité de gestion environnementale des acteurs clés	200
5. IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX GENERIQUES ET MESURES D'ATTENUATION	201
5.1 Impacts environnementaux et sociaux positifs du Projet	201
5.2 Impacts environnementaux et sociaux négatifs du Projet	203
5.3 Mesures d'atténuation des impacts négatifs	205
5.3.1 Mesures d'atténuation générales	206
5.3.2 Mesures d'atténuation spécifiques	207
6. CONSULTATIONS PUBLIQUES	215
6.1 Objectif de la consultation.....	215
6.2 Objectif de la consultation.....	216
6.3 Méthodes employées	217
6.3.1 Analyse documentaire	217
6.3.2 Enquêtes socio-économiques sur le terrain	217
6.3.3 Résultats des consultations	218
7. PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.....	218
7.1 Objectif du PCGES	218
7.2 Procédure de gestion environnementale et sociale des sous-projets	218
7.2.1 Etape 1 : Identification de la localisation/site et principales caractéristiques technique du sous-projet	219
7.2.2 Etape 2: Remplissage du formulaire Sélection et détermination du type d'instrument spécifique de sauvegarde des sous-projets	219
7.2.3 Etape 3 : Approbation de la catégorisation des sous-projets	220
7.2.4 Etape 4 : Exécution de l'étude environnementale et sociale	220
7.2.5 Etape 5 : Examen et approbation des rapports	220
7.2.6 Etape 6 : Consultations publiques et diffusion	220
7.2.7 Etape 7 : Intégration des dispositions environnementales et sociales dans les Dossiers d'appels d'offres et approbation des PGES-chantier.....	221
7.2.8 Etape 8 : Suivi environnemental de la mise en œuvre du Projet	221

7.2.9 Récapitulatif des étapes de la procédure de gestion environnementale et sociale des sousprojets	222
7.3 Renforcement des capacités institutionnelles et techniques	223
7.3.1 Besoins en renforcement des capacités	225
7.3.2 Contenu du projet de renforcement des capacités	225
7.3.3 Mesure d'appui technique, de formation et de sensibilisation	226
7.4 Mécanisme de gestion des plaintes.....	226
7.4.1 Principes.....	226
7.4.2 Mesures à mettre en oeuvre.....	227
7.4.3 Procédure de résolution des plaintes	228
7.5 Cadre de surveillance, Suivi et Evaluation Environnementale et Sociale	229
7.5.1 Surveillance Environnementale et Sociale	229
7.5.2 Inspection ou supervision.....	230
7.5.3 Suivi environnemental et social	230
7.5.4 Indicateurs du processus.....	231
7.6 Arrangement institutionnel.....	235
7.6.1 Comité de Pilotage du Projet (CPP)	235
7.6.2 Coordination Générale du Projet (CGP).....	235
7.6.3 Experts en Sauvegardes Environnementales et Sociales.....	236
7.6.4 Cellule Sectorielle d'Exécution (CSE).....	236
7.6.5 Agence Nationale De l'Environnement (ANDE).....	237
7.6.6 Collectivités ciblées par le projet	237
7.6.7 Entreprises en charge des travaux	237
7.6.8 Organisations de la Société Civile (OSC) et associations locales	238
7.6.9 Banque Africaine de Développement (BAD).....	238
7.7 Coûts des mesures environnementales à prévoir dans le projet	243
CONCLUSION	246
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	248
ANNEXES	251

RESUME EXECUTIF NON TECHNIQUE

1) Brève description du projet

En 2018, le Gouvernement de Côte d'Ivoire tenant compte de l'urgence à renforcer le rythme d'amélioration des conditions de vie des populations surtout en milieu rural, a décidé de la mise en œuvre d'un programme social, dénommé PSGouv, sur la période 2019-2020. Il vise à intensifier l'action sociale du Gouvernement pour avoir un impact plus important sur le quotidien des populations, notamment les couches les plus vulnérables.

Il s'agit à travers des mesures fortes de répondre aux attentes des ivoiriens en rendant les services sociaux plus perceptibles par les populations d'accentuer la lutte contre la pauvreté et d'améliorer l'impact social de l'action gouvernementale sur les populations, notamment vulnérables, en améliorant significativement leur pouvoir d'achat.

Le Gouvernement ivoirien avec l'appui de la Banque Africaine de Développement entend mettre en œuvre le Projet Multisectoriel à travers deux (2) composantes :

Composante A : Développement d'infrastructures sociales sensibles au genre :

- ✓ *Sous composante : santé et protection sociale : vise à améliorer et renforcer les capacités des services publics sociaux et sanitaires ;*
- ✓ *Sous composante : pistes rurales et routes en terre : vise à un meilleur désenclavement des zones concernées avec la facilitation de l'accès, de la communication, des échanges et de la libre circulation des biens et des personnes ;*
- ✓ *Sous composante : hydraulique : vise à contribuer à la satisfaction des besoins fondamentaux en eau potable des populations rurales.*

Composante B : Amélioration des conditions de vie et renforcement des capacités :

- ✓ *Sous composante : sécurité alimentaire : vise à améliorer les techniques de production ; à accroître les productions ; à améliorer la prise en compte du Genre...*

2) Description des enjeux environnementaux et sociaux pour les zones du Projet

Les enjeux environnementaux pour les zones d'implantation potentielle des sous-projets concernent la problématique de la gestion des déchets solides et liquides, la pollution des eaux de surface, la dégradation des routes rurales, l'utilisation accrue des herbicides pour le

nettoyage des champs de manioc et de maraîchers, l'utilisation de pesticides pour la pêche. Au plan social, on notera le manque d'emploi des jeunes, la non-prise en compte du genre, les conditions de vie difficiles liées aux pénuries d'eau, de nourriture.

Les enjeux environnementaux et sociaux majeurs sont les suivants :

- le renforcement et l'amélioration des capacités des services publics sociaux et sanitaires ;*
- le meilleur désenclavement des zones concernées avec la facilitation de l'accès, de la communication, des échanges et de la libre circulation des biens et des personnes ;*
- l'amélioration de l'accessibilité des zones de production et des conditions d'écoulement des produits agricoles ;*
- la satisfaction des besoins fondamentaux en eau potable des populations rurales ;*
- l'amélioration des conditions de vie ;*
- le renforcement de la gestion durable des lacs de Buyo et de Kossou*
- l'amélioration des techniques de production (culture, pêche, élevage...) ;*
- la valorisation des savoirs traditionnels dans la gestion des ressources forestières et fauniques ;*
- la transformation de production agricole (manioc) ;*
- l'accroissement des productions agricoles, animales et halieutiques.*

**3) Cadre juridique et institutionnel des évaluations environnementale et sociale du pays
et mention des exigences de la Banque satisfaites par le CGES**

Le contexte politique, législatif et réglementaire du secteur environnemental et des secteurs d'intervention du Projet est marqué par l'existence de documents de politique et de planification stratégiques (Politique Nationale de l'Environnement ; Stratégie Nationale du Développement Durable ; Politique nationale sur l'Egalité des chances, l'Equité et le Genre ; la Stratégie Nationale de Protection Sociale ; Politique d'assainissement ; Politique de l'eau potable ; Politique sanitaire et d'hygiène du milieu ; Politique de décentralisation ; Plan national de développement ; Plan National de Développement Sanitaire ; Programme National de Développement Routier...) ainsi que des textes pertinents au plan législatif et réglementaire

(Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement ; Loi n°2014-390 du 20 juin 2014 d'Orientation sur le Développement Durable ; Décret n°96-894 du 08 novembre 1996 relatif aux EIE déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement ; etc.). Au plan législatif, on note une parfaite concordance entre la législation nationale en matière d'étude d'impact environnemental et social et les exigences de la Banque.

Selon les exigences de Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), le Projet PSGouv est classé en catégorie 2.

Les projets de catégorie 2 sont susceptibles d'entraîner des impacts probables peu nombreux, liés au site, largement réversibles et faciles à minimiser par l'application de mesures de gestion et d'atténuation appropriées ou par l'intégration de normes et critères de conception internationalement reconnus. Les projets de catégorie 2 exigent un niveau approprié d'évaluation environnementale et sociale (EESS pour les opérations de programmes, les plans d'investissement et certains prêts aux entreprises, ou EIES pour les projets d'investissement) adapté au risque environnemental et social prévu, de sorte que l'emprunteur puisse préparer et mettre en œuvre un PGES (dans le cas d'un projet d'investissement) ou un CGES (dans le cas des opérations de programme, comme c'est le cas du PSGouv) pour gérer les risques environnementaux et sociaux des sous-projets conformément aux sauvegardes de la Banque.

Au plan institutionnel, le Projet interpelle plusieurs acteurs notamment le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ; le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques ; le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique ; le Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale ; le Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier ; le Ministère de l'Hydraulique ; le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable ; le Ministère du Plan et du Développement ; les communautés locales et les producteurs agro-pastoraux ; les Organisations environnementales de la Société Civile.

4) Impacts/risques génériques par type de sous-projets ou microprojets

Lors des travaux de réhabilitation/construction d'établissements de santé et sociaux, d'aménagement agricoles et de réalisation des infrastructures (conditionnement et transformation des produits, pistes rurales, de pose d'ouvrages, d'eau potable, etc.), d'activités d'élevage et de pêche, les impacts négatifs potentiels attendus sont inhérents à la perte de la biodiversité, à l'érosion des sols, à l'ensablement des cours d'eau ; aux pollutions

et nuisances, à la génération de déchets de chantier, de gravats et autres résidus de démolition et perturbations d'activités, etc. En phase d'exploitation, les risques portent sur la pollution et dégradation des cours d'eau liées à l'usage des pesticides et des engrais, et les pollutions et nuisances dues aux déchets solides et liquides issus des activités agricoles ; les risques de propagation de maladies (VIH/SIDA) et de conflits sociaux liés aux us et coutumes locales. Les habitats terrestres et aquatiques (zones humides) peuvent être altérés principalement pendant la phase de démarrage et de mise en œuvre des activités agricoles et de pêche.

Synthèse des impacts négatifs des composantes du projet

Activités des souscomposantes	Impacts négatifs potentiels
Activités communes à toutes les sous composantes (travaux de génie civil ; etc.)	<ul style="list-style-type: none"> • Risques de pollutions et nuisances • Conflits sociaux dus à la non-utilisation de la main d'œuvre locale • Risques d'accidents • Risques liées aux VIH/SIDA
Composante A : Développement d'infrastructures sociales sensibles au genre	
<p>A.1 : Appui à la santé : MSHP ; Construction/réhabilitation des établissements de santé</p>	<p><u>Construction :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Génération de déchets solides • Pollution et nuisances (poussières et bruit) pour les patients et usagers) <p><u>Exploitation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les problèmes environnementaux concernant les établissements de santé se rapportent aux catégories suivantes : ○ Gestion des déchets ○ Émissions atmosphériques ○ Rejet d'eaux usées • Pollutions et nuisances par les déchets biomédicaux <p>Les risques concernant l'hygiène et la sécurité au travail dans les établissements de santé peuvent concerner le personnel soignant, le personnel de nettoyage et de maintenance et les personnes chargées de la manutention, du traitement et de l'élimination des déchets. Les risques spécifiques à ce secteur sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Exposition aux infections et maladies • Exposition aux matériaux et déchets dangereux • Exposition aux radiations • Incendies
	<p>A.2 : Appui à la protection sociale : MEPS ; Construction/réhabilitation des centres sociaux</p> <p><u>Construction</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • génération de déchets et nuisances lors des travaux • risques d'accidents liés aux travaux de chantier <p><u>Exploitation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Nuisances dues à l'absence de mesures d'accompagnement (sanitaires séparées et fonctionnelles ; raccordement aux réseaux d'eau et d'électricité; etc.) ; <p>Risque d'insalubrité du milieu en l'absence d'entretien</p>

A.3 : Appui aux pistes rurales	<p>Les problèmes environnementaux posés plus particulièrement par la construction et à l'exploitation des routes concernent, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les eaux de pluie • les déchets • le bruit • les émissions atmosphériques • les eaux usées
Activités des souscomposantes	Impacts négatifs potentiels
A.4 : Appui à l'hydraulique	<p><u>Construction :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Génération de déchets solides (déblais, démolition, etc.) • Pollution du milieu par les rejets solides et liquides issus du chantier • Pollution de l'air par les poussières et émissions gazeuses • Risque de perturbation de l'écoulement normal des eaux • Risque de perturbation d'activités économiques le long des emprises • Risque de perturbation des réseaux des concessionnaires (eau, téléphone, électricité) • Risque de déforestation et modification du paysage en cas d'ouverture des zones d'emprunt ou des carrières • Nuisances sonores □ Risque d'accidents • Risque de perturbation du trafic le long des itinéraires à réhabiliter <p><u>Exploitation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des risques d'accidents de la circulation • Augmentation des conditions d'écoulement des eaux pluviales le long de la voirie <p><u>Construction :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Génération de déchets solides (déblais, démolition, etc.) • Pollution du milieu par les rejets solides et liquides issus du chantier • Pollution de l'air par les poussières et émissions gazeuses • Pollutions et nuisances par les déchets solides et liquides • Risques d'accidents liés à l'exploitation et l'entretien des ouvrages • Risques de gaspillage • Risques de pollution autour des points d'eau
Composante B : Amélioration des conditions de vie et renforcement des capacités	
B.1 : Appui à la sécurité alimentaire du MIRAH	<p><u>Aménagement :</u> □ Perturbation des écosystèmes environnants (cours d'eau, plans d'eau, sols) <u>Exploitation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques de résurgence de certaines épizooties (Maladie de Newcastle etc...) • Faible constitution des noyaux reproducteurs de volailles • Développement de maladies liées à l'eau (paludisme, bilharziose) □ • Risque de destruction des habitats et de ressources halieutiques • Accroissement de la compétition sur l'utilisation des ressources en eau • Risques de conflits sociaux avec les populations riveraines <p>Risques de pollution des eaux de surface</p>

Activités des souscomposantes	Impacts négatifs potentiels
<p align="center">Composante B : Amélioration des conditions de vie et renforcement des capacités</p>	
<p><i>B.2 : Appui à la sécurité alimentaire du MINADER</i></p>	<p><i>Les problèmes environnementaux associés à la production de cultures saisonnières rentrent essentiellement dans les catégories suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Pressions exercées sur les ressources en eau / stress hydrique</i> <i>Érosion du sol et perte de capacité de production</i> <i>Utilisation de pesticides</i> <i>Eutrophisation du milieu aquatique</i> <i>Dégradation des points d'eau de surface due à la sédimentation consécutive aux envols de poussières et aux perturbations subies par les sols □ Pertes de biodiversité, d'espaces agricoles et d'habitats fauniques</i> <i>Transformation des systèmes fonciers traditionnels</i> <i>Pollution des eaux et des sols dues aux pesticides et aux engrais</i> <i>Nuisances sanitaires dues aux pesticides</i> <i>Risques de conflits/frustrations</i> <i>Faible demande de produits cultivés</i> <p><i>Les problèmes environnementaux associés au stockage, au conditionnement et à la transformation du manioc rentrent essentiellement dans les catégories suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Emission de poussière, bruit, pollution par les déchets de chantier, problème d'hygiène et de sécurité (accidents) liés aux travaux de construction des unités de transformation □ Risque sanitaire lié au défaut d'hygiène dans le conditionnement et la transformation</i>

5) Résumé des consultations publiques menées

Dans le cadre de la réalisation du volet socio-économique de l'étude d'impact environnemental et social des différents projets, des consultations avec des parties prenantes identifiées ont eu lieu. Ces rencontres avaient pour but d'informer et de recueillir les avis et préoccupations des populations sur les Projets. Les consultations ont été tenues du 01 août au 05 Août 2019 avec les responsables administratifs, techniques et populations dans les localités d'Odienné, de Vavoua.

Les quelques communautés riveraines rencontrées lors des consultations n'ont pas caché leur joie face au PSGouv, auquel ils ont marqué leur adhésion totale. Cependant, les populations des zones concernées par les sous-projets souhaitent surtout l'emploi des jeunes chômeurs au cours des travaux.

Ces consultations seront davantage renforcées en associant les différentes Autorités Préfectorales des régions concernées à la validation du rapport en commission interministérielle.

6) Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale 6.1) Mesures génériques de gestion environnementale et sociale

Le tableau ci-dessous regroupe les mesures génériques de gestion environnementale et sociale.

Sous-projet	Impacts négatifs potentiel	Mesures d'atténuation
Activités communes à tous les sous-projets (travaux de génie civil ; etc.)	<ul style="list-style-type: none"> Risques de pollutions et nuisances Conflits sociaux dus à la non-utilisation de la main d'œuvre locale □ Risques d'accidents Risques liées aux VIH/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> Collecte, évacuation et élimination des déchets □ Sensibilisation des populations riveraines Recrutement de la main d'œuvre locale en priorité Dotation du personnel en Equipements de Protection individuelle (EPI) Signalisation des travaux Sensibilisation sur les IST/VIH
Composante A : Développement d'infrastructures sociales sensibles au genre		

<p>A.1 : Appui à la santé : MSHP ; Construction/réhabilitation des établissements de santé</p>	<p><u>Construction :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Pollution du milieu par les rejets solides et liquides issus du chantier • Pollution et nuisances (poussières et bruit) pour les patients et usagers) <p><u>Exploitation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les problèmes environnementaux concernant les établissements de santé se rapportent aux catégories suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ Gestion des déchets ○ Émissions atmosphériques ○ Rejet d'eaux usées • Pollutions et nuisances par les déchets biomédicaux <p>Les risques concernant l'hygiène et la sécurité au travail dans les établissements de santé peuvent concerner le personnel soignant, le personnel de nettoyage et de maintenance et les personnes chargées de la manutention, du traitement et de l'élimination des déchets. Les risques spécifiques à ce secteur sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Exposition aux infections et maladies • Exposition aux matériaux et déchets dangereux • Exposition aux radiations • Incendies 	<p><u>struction :</u> Collecte et évacuation des déchets <u>Exploitation</u></p> <p>Les itation, réutilisation et recyclage des déchets établissements de santé doivent mettre en œuvre des itiques et appliquer des procédures permettant de imiser</p> <p>roduction de déchets, sans compromettre l'hygiène et la itrité des patients, et à cette fin prendre des mesures pour</p> <p>□</p> <p>□ réduire les sources : envisager l'utilisation de produits/matériaux de substitution pour éviter les produits contenant des matières dangereuses nécessitant un traitement spécial (ex. mercure ou bombes aérosol) et choisir parmi des produits équivalents ayant les mêmes fonctions que ceux qui ont un conditionnement moins important ou qui pèsent moins lourd ;</p> <p>□ préférer les méthodes de nettoyage physiques aux méthodes chimiques (ex. serpillières et chiffons microfibrés), dans la mesure où ces pratiques ne compromettent pas la désinfection et sont conformes aux</p> <p>□ normes d'hygiène et de sécurité des patients. Réduire la toxicité des déchets :</p> <p>□ envisager d'utiliser de produits/matériaux de substitution à la place des équipements contenant du mercure ou des produits chimiques dangereux ; des produits qui doivent être traités comme des déchets dangereux après utilisation ; des produits en polychlorure de vinyle (PVC) ; des composés halogénés ; des produits émettant des composés organiques volatils (VOC) ou contenant des composés persistants, bioaccumulables et toxiques (PBT) ;</p> <p>□ des produits contenant des substances carcinogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction (CMR). Utiliser des pratiques efficaces de gestion et de suivi des stocks (notamment de produits chimiques et pharmaceutiques) :</p>
--	---	--

Sous-projet	Impacts négatifs potentiel	Mesures d'atténuation
-------------	----------------------------	-----------------------

- procéder à des commandes fréquentes portant sur de petites quantités pour les produits qui périssent rapidement et procéder à un contrôle strict des dates de péremption ;
- utiliser tous les stocks antérieurs avant d'utiliser les produits les plus récemment stockés. Encourager la réutilisation des équipements dans de bonnes conditions de sécurité ;
- réutiliser les équipements après stérilisation et désinfection (ex. conteneurs pour objets piquants, coupants ou tranchants).

Tri des déchets

Les déchets doivent être identifiés et triés à leur point de production. Les déchets non dangereux (ex. papier et carton, verre, aluminium et plastique) et les restes d'aliments doivent être collectés séparément et enlevés par une structure agréée par l'ANAGED.

Les déchets infectieux ou dangereux doivent être identifiés, triés par catégories indiquées par des couleurs codifiées

Manutention, collecte, transport et stockage sur site

- Fermer hermétiquement et changer les sacs et les conteneurs de déchets quand ils sont à peu près aux trois quarts pleins. Les sacs et conteneurs pleins doivent être immédiatement remplacés.
- Identifier et étiqueter correctement les sacs et conteneurs avant de les enlever.
- Transporter les déchets vers les zones de stockage dans des chariots adaptés qui seront lavés et désinfectés régulièrement.
- Prévoir des zones de stockage des déchets à l'intérieur de l'établissement. La dimension des aires de stockage doit être déterminée en fonction de la quantité de déchets produits.

Transport vers des installations extérieures

- Transporter les déchets vers des installations extérieures conformément aux **Directives EHS générales** pour le transport des matières et déchets dangereux.
- Utiliser, pour le transport des déchets infectieux, des conteneurs dotés d'un revêtement interne étanche métal ou en plastique et d'un système de fermeture hermétique. Le conditionnement externe doit être suffisamment solide et sa capacité doit être adaptée au type et volume de déchets produits.
- Utiliser, pour des objets piquants, coupants ou tranchants, des conteneurs non perforables. Apposer sur les déchets une étiquette appropriée indiquant la classe, le pictogramme (ex. déchets infectieux, déchets

Sous-projet	Impacts négatifs potentiel	Mesures d'atténuation
		<p>radioactifs), la catégorie, le poids/volume, la partie de l'hôpital d'où ils proviennent et leur destination finale.</p> <p>□ Utiliser les véhicules de transport des déchets uniquement à cette fin, et assurer une fermeture hermétique des compartiments intérieurs dans lesquels les déchets sont transportés.</p> <p><i>Traitement et élimination</i> Les installations recevant des déchets dangereux d'activités de soins doivent posséder les autorisations nécessaires et la capacité de manipuler ces déchets. Le choix d'une technologie d'élimination doit tenir compte des questions sanitaires et environnementales selon le traitement.</p> <p>Exposition aux infections et maladies Le personnel soignant peut être exposé aux infections, aux pathogènes transmissibles par le sang et aux substances potentiellement infectieuses lors des soins et de la collecte, de la manutention, du traitement et de l'élimination des déchets d'activités de soins. Les mesures recommandées pour réduire les risques de transmission des maladies infectieuses sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rédiger un plan de contrôle des expositions pour les pathogènes transmissibles par le sang. • Informer le personnel et les visiteurs des politiques et procédures de contrôle des infections. • Établir des normes et précautions pour traiter le sang et autres matériaux potentiellement infectieux • Mettre en œuvre les recommandations suivantes lors de la manipulation des aiguilles et objets piquants, coupants ou tranchants : Établir des politiques interdisant les animaux dans l'établissement. Vacciner le personnel comme requis (ex. contre l'hépatite B, le tétanos). • Fournir des équipements de protection individuelle : combinaisons et tabliers à usage industriel, pantalons, bottes, gants haute résistance, casques, visières, masques, lunettes (en particulier lors du nettoyage des éclaboussures) et respirateurs (pour les éclaboussures ou déchets comprenant des poussières toxiques ou des résidus d'incinération). • Installer des équipements permettant au personnel d'assurer son hygiène, en particulier dans les locaux de stockage des déchets.

<p>A.2 : Appui à la protection sociale : MEPS :</p>	<p><u>Construction</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • génération de déchets et nuisances lors des travaux • risques d'accidents liés aux travaux <p><u>Exploitation</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Prévoir un aménagement paysager et un mur de clôture. □ Prévoir des points d'eau et des blocs sanitaires lors des travaux. • Equiper le personnel de chantier d'EPI • Les déchets doivent être identifiés et triés à leur point de production. Les déchets non dangereux (ex. papier et
---	---	--

Sous-projet	Impacts négatifs potentiel	Mesures d'atténuation
<p>Construction/réhabilitation des centres sociaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nuisances dues à l'absence de mesures d'accompagnement (sanitaires séparées et fonctionnelles ; raccordement aux réseaux d'eau et d'électricité; etc.) ; • Risque d'insalubrité du milieu en l'absence d'entretien 	<p>carton, verre, aluminium et plastique) et les restes d'aliments doivent être collectés séparément et enlevés par une structure agréée par l'ANAGED. □ Eviter les dépôts sauvages.</p> <p>□ Procéder à l'entretien régulier des locaux.</p>

A.3 : Appui aux pistes rurales	<p>Les problèmes environnementaux posés plus particulièrement par la construction et à l'exploitation des routes concernent, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les eaux de pluie • les déchets • le bruit • les émissions atmosphériques • les eaux usées <p><u>Construction :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Génération de déchets solides (déblais, démolition, etc.) • Pollution du milieu par les rejets solides et liquides issus du chantier • Pollution de l'air par les poussières et émissions gazeuses • Risque de perturbation de l'écoulement normal des eaux • Risque de perturbation d'activités économiques le long des emprises • Risque de perturbation des réseaux des concessionnaires (eau, téléphone, électricité) • Risque de déforestation et modification du paysage en cas d'ouverture des zones d'emprunt ou des carrières • Nuisances sonores ☐ Risque d'accidents • Risque de perturbation du trafic le long des itinéraires à réhabiliter 	<p><u>Construction :</u></p> <p>Gérer les matériaux enlevés dans le cadre des travaux de construction conformément aux recommandations des Directives EHS pour l'extraction des matériaux de construction et des Directives EHS générales ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Eviter d'installer la base des travaux à proximité des zones sensibles • Prévoir des dispositifs de déviation pour maintenir la circulation des biens et des personnes • Initier une campagne de sensibilisation sur le planning d'exécution des travaux et les mesures de sécurité routière • Matérialiser par des panneaux et réguler les sorties des engins et véhicules de chantier • Collecter et stocker les terres souillées pour traitement approprié par une structure agréée par le CIAPOL ou mise en décharge agréée par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre • Arroser régulièrement en période sèche, les plateformes des routes à la traversée des localités desservies • Se rapprocher des différentes Directions Régionales et / ou Départementales des Mines et de la Géologie pour la prise en compte des zones d'emprunt • Réhabiliter tous les sites dégradés par les travaux (base-chantiers, zones d'emprunt et de dépôts de terres végétales) des matériaux de déconstruction, etc. • Interdire au personnel de chantier la chasse et l'abattage d'animaux durant les travaux de construction (déboisement, défrichage, décapage, terrassement, planage, etc.), d'ouverture et d'exploitation des sites d'emprunt • Eviter les dépôts sauvages dans les environs des localités desservies par les différentes routes • Réduire le taux maximum de ruissellement des eaux de pluies ainsi que la charge sédimentaire <p><u>Exploitation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Prévoir la signalisation verticale (panneaux de limitation de vitesse, chaussée rétrécie, virage dangereux, etc.) aux points critiques (virages, traversées des localités, équipements et établissements communautaires, etc.) des routes réhabilitées • Réaliser un système de drainage adéquat
--------------------------------	---	---

Sous-projet	Impacts négatifs potentiel	Mesures d'atténuation
	<p><u>Exploitation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ☐ Augmentation des risques d'accidents de la circulation ☐ Augmentation des conditions d'écoulement des eaux pluviales le long de la voirie 	<ul style="list-style-type: none"> • Prévoir des dos d'âne aux entrées et sorties des villages desservis par les routes réhabilitées • Mener une campagne de sécurité routière avant la mise en service des infrastructures routières réhabilitées. • Inspecter et entretenir régulièrement les installations permanentes de contrôle de l'érosion et des ruissellements.

A.4 : Appui à l'hydraulique	<p><u>Construction :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Génération de déchets solides (déblais, démolition, etc.) Pollution du milieu par les rejets solides et liquides issus du chantier Pollution de l'air par les poussières et émissions gazeuses <p><u>Exploitation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Risques de gaspillage Risques de pollution autour des points d'eau 	<p><u>Construction :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Collecte et évacuation des déchets <p><u>Exploitation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Assurer la surveillance régulière des fuites, et autres actes de vandalismes sur le réseau Sensibiliser et informer les populations Assurer la surveillance autour des forages
<p align="center">Composante B : Amélioration des conditions de vie et renforcement des capacités</p>		
B.1 : Appui à la sécurité alimentaire du MIRAH	<p><u>Aménagement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Perturbation des écosystèmes environnants (cours d'eau, plans d'eau, sols) <p><u>Exploitation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Risques de résurgence de certaines épizooties (Maladie de Newcastle etc...) Faible constitution des noyaux reproducteurs de volailles Développement de maladies liées à l'eau (paludisme, bilharziose) Risque de destruction des habitats et de ressources halieutiques Accroissement de la compétition sur l'utilisation des ressources en eau Risques de conflits sociaux avec les populations riveraines Risques de pollution des eaux de surface 	<ul style="list-style-type: none"> Respecter les normes en matière de pêche (maille des filets, période de repos biologique, etc.) Suivre l'itinéraire technique d'élevage de façon rigoureuse Activer les groupements de défense sanitaire et le dispositif d'épidémiologie-surveillance Disposer de deux (2) coqs pour la constitution des noyaux de reproducteurs Préserver les habitats naturels et les zones humides □ Initier des cadres de concertation entre acteurs Sensibiliser les usagers sur les mesures d'hygiène Mettre en place un système de collecte et de gestion des déchets
B.2 : Appui à la sécurité	Les problèmes environnementaux associés à la	Pressions exercées sur les ressources en eau

Sous-projet	Impacts négatifs potentiel	Mesures d'atténuation
-------------	----------------------------	-----------------------

<p>alimentaire du MINADER</p>	<p>production de cultures saisonnnières rentrent essentiellement dans les catégories suivantes :</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Déterminer la quantité et la qualité de l'eau requise pour la production de cultures • Evaluer les ressources en eaux de surface et souterraines et s'assurer, notamment en collaborant avec les institutions nationales ou régionales que le projet prend en compte les plans, existants ou en cours, de gestion et de suivi des ressources en eau • Sélectionner les cultures en fonction des disponibilités en eau • Récolter au maximum lorsque cela est possible, l'eau de pluie • Conserver les eaux d'irrigation en appliquant les méthodes de réduction Érosion du sol • Assurer une gestion intégrée des éléments nutritifs pour éviter leur épuisement ou leur accumulation • Cultiver des plantes adaptées au climat local et aux conditions édaphiques • Dans les régions très pentues, choisir attentivement et prudemment les zones de plantation et l'orientation des cultures par rapport aux dénivellations du terrain pour prévenir l'érosion due aux précipitations ou à l'irrigation • Mettre en place des murets de pierres, des barrières végétales transversales, des terrasses ou des canaux de drainage ou de dérivation pour prévenir l'érosion éolienne ou hydrique • Utiliser des machines appropriées pour éviter le compactage du sol par des matériels excessivement lourds • Eviter d'utiliser une eau trop salée à des fins d'irrigation pour éviter la salinisation • Recourir à un couvert végétal ou à des cultures intercalaires ou mettre en place des coupe-vents pour réduire l'action érosive du vent ou des pluies fortes • Augmenter la teneur du sol en matières organiques en utilisant des matières comme les résidus de cultures, le compost et le fumier pour protéger le sol contre le soleil, la pluie et le vent, et pour nourrir le biote qu'il abrite.
	<p>Les problèmes environnementaux associés au stockage, au conditionnement et à la transformation du manioc rentrent essentiellement dans les catégories suivantes :</p>	<p>Résidus des cultures Recycler les résidus des cultures et autres matières organiques en les laissant dans les champs, en les enfouissant dans le sol, en procédant au labourage ou en les transformant en compost.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Éviter les versants, les zones de fortes pentes et les sols facilement érodables • Éviter d'empiéter dans les aires naturelles protégées, les habitats de faune sauvage et les zones de biodiversité significative
	<ul style="list-style-type: none"> • Pressions exercées sur les ressources en eau / stress hydrique • Érosion du sol et perte de capacité de production • Utilisation de pesticides • Eutrophisation du milieu aquatique • Pertes de biodiversité, d'espaces agricoles et d'habitats fauniques • Résidus des cultures et autres déchets solides • Émissions atmosphériques • Dégradation des points d'eau de surface due à la sédimentation consécutive aux envols de poussières et aux perturbations subies par les sols • Pollution des eaux et des sols dues aux pesticides et aux engrais • Nuisances sanitaires dues aux pesticides • Risques de conflits/frustrations • Faible demande de produits cultivés 	

--	--	--

<i>Sous-projet</i>	<i>Impacts négatifs potentiel</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
		<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Approche participative de la communauté en ayant conscience des droits et des devoirs de tous <input type="checkbox"/> Respect des us et coutumes <input type="checkbox"/> Appliquer les bonnes pratiques de gestion des pesticides <input type="checkbox"/> Interdire le brûlage des résidus de récolte <input type="checkbox"/> Utiliser des produits agrochimiques homologués <input type="checkbox"/> Initier une production alternée par site de production, afin d'éviter des risques éventuels d'une forte offre de produits <p>Transformation du manioc</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Utiliser des engins motorisés en bon état de fonctionnement <input type="checkbox"/> Faire l'entretien régulier des engins motorisés <input type="checkbox"/> Collecter les huiles usagées et les céder à une structure agréée par le CIAPOL <input type="checkbox"/> Doter le personnel d'EPI <input type="checkbox"/> Former le personnel à l'utilisation des machines <input type="checkbox"/> Appliquer les bonnes pratiques d'hygiène

6.2) Procédure de gestion environnementale et sociale des sous-projets

Afin d'être en conformité avec les exigences environnementales et sociales de la BAD et de la législation nationale, les sous-projets des différentes sous composantes feront l'objet d'un screening. Le screening des sous-projets du Projet permet de s'assurer de la bonne classification du projet selon les catégories définies par la SOI de la BAD, afin de définir les outils de gestion environnementale et sociale adéquats à mettre en œuvre. Ainsi, le screening sera mis en œuvre par le Spécialiste Sauvegarde Environnementale (SSE) et le Spécialiste en Développement Social (SDS) de la Coordination Générale du Projet (CGP), et devra être appliqué systématiquement à tous les sous-projets et activités d'investissements physiques dont les sites d'exécution sont identifiés, et ce en s'appuyant sur la réglementation nationale.

Il s'agira de procéder :

- à l'identification de la localisation/site et principales caractéristiques technique du sous-projet ;
- au remplissage du formulaire Sélection et détermination du type d'instrument spécifique de sauvegarde des sous-projets ;
- à l'approbation de la catégorisation des sous-projets ;
- à l'exécution de l'étude environnementale et sociale ;
- à l'examen et approbation des rapports ;
- aux consultations publiques et diffusion ;
- à l'intégration des dispositions environnementales et sociales dans les Dossiers d'appels d'offres et approbation des PGES-chantier ;
- au suivi environnemental de la mise en œuvre du Projet.

Récapitulatif des étapes de la procédure environnementale et sociale du Projet

Etapes	Responsabilités/Exécutants
Etape 1 : Remplissage du formulaire de screening environnemental et social	☐ Spécialiste Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Développement Social (SDS) de la CGP et des CSE
Etape 2 : Approbation du formulaire de screening environnemental et social	☐ ANDE

Etape 3: Réalisation du « travail » environnemental	Application de simples mesures d'atténuation	<input type="checkbox"/> Spécialiste Sauvegarde (SSE) et Spécialiste en Développement Social (SDS) de la CGP <input type="checkbox"/> Spécialistes Désignés des Directions Régionales du Ministère de l'Environnement et de Développement Durable (SP-DR MINEDD)
	Réalisation de Constatsd'Impact Environnemental et Social(CIES) ou de Plan de Gestion Environnementale et Sociale de Chantier (PGES-Chantier)	<input type="checkbox"/> Spécialiste Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Développement Social (SDS) de la CGP <input type="checkbox"/> Consultants <input type="checkbox"/> Entreprises de réalisation des travaux <input type="checkbox"/>
Etape 4 : Examen et approbation des rapports de CIES/PGESChantier		<input type="checkbox"/> ANDE <input type="checkbox"/> BAD <input type="checkbox"/> Spécialiste Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Développement Social (SDS) de la CGP
Etape 5 : Consultations publiques et diffusion		<input type="checkbox"/> CGP <input type="checkbox"/> ANDE <input type="checkbox"/> Directions Régionales du Ministère de l'Environnement et de Développement Durable (DR MINEDD) <input type="checkbox"/> Point Focal des Ministères <input type="checkbox"/> ONG et Collectivités Locales
Etape 6 : Intégration des dispositions environnementales et sociales dans les Dossiers d'Appel d'Offres		<input type="checkbox"/> Spécialiste Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Développement Social (SDS) de la CGP
Etape 7 : Suivi environnemental et social		<input type="checkbox"/> Spécialiste Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Développement Social (SDS) de la CGP <input type="checkbox"/> Directions Régionales du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (DR- MINEDD) <input type="checkbox"/> CGP <input type="checkbox"/> ANDE <input type="checkbox"/> Collectivités locales <input type="checkbox"/> Consultants <input type="checkbox"/> ONG

6.3) Renforcement des capacités institutionnelles et techniques

Le plan de renforcement des capacités institutionnelles et techniques prend en charge les préoccupations des services techniques documentées, à travers la consultation du public ainsi que l'analyse des besoins de renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la gestion environnementale et sociale du Projet. Il s'appuie sur la gouvernance du Projet et du cadre

institutionnel en place. Ainsi, le ciblage effectué dépend de l'organisation du projet et des missions des services techniques impliqués dans le contrôle réglementaire et/ou suivi environnemental.

En rapport avec les préoccupations de protection de l'environnement, le programme de renforcement des capacités des bénéficiaires du Projet devra comporter des modules ci-après récapitulés.

Recapitulatif des modules de formation de renforcement des capacités

Thèmes	Cibles	Responsabilité
<i>Sensibilisation et plaidoyer sur les enjeux environnementaux des sous projets</i>	<i>Bénéficiaires du projet - Populations de la zone d'intervention du sous projet - Ministères d'exécution</i>	<i>CGP à travers un consultant en éducation environnementale et sociale</i>
<i>Evaluation environnementale des sous projets</i>	<i>Responsables des sous-projets</i>	<i>CGP à travers des consultants en EES</i>
<i>Suivi environnemental des travaux, reporting</i>	<i>Responsables des sous projets</i>	<i>CGP à travers des consultants en EES</i>
<i>Mise en œuvre des mesures d'atténuation</i>	<i>- Agents projet - Agents des structures d'encadrement</i>	<i>CGP à travers des consultants en EES</i>
<i>Textes législatifs et réglementaires sur la protection de la nature</i>	<i>- Cadres et agents du Projet - Responsables des sous projets - Agents des structures d'exécution</i>	<i>CGP à travers des consultants en EES</i>
<i>Formation sur la gestion des conflits E & S / plaintes</i>	<i>Responsables des sous projets</i>	<i>CGP à travers des consultants un consultant sociologue</i>
<i>Gestion des conflits E & S / plaintes</i>	<i>Responsables des sous projets</i>	<i>CGP à travers des consultants un consultant sociologue</i>

6.4) Mécanisme de gestion des plaintes et conflits environnementaux et sociaux du projet

Le mécanisme de gestion des plaintes du Projet est conçu pour être simple, robuste et utilisable facilement par les populations affectées. Il a pour objectif de recueillir les préoccupations ou les plaintes.

Les mesures suivantes seront mises en place pour atteindre les objectifs de gestion des plaintes :

- *le mécanisme de gestion des plaintes sera expliqué aux riverains pour chaque sous-projet ;*
- *les différents moyens de déposer une plainte seront indiqués sur des panneaux d'information disposés aux entrées des chantiers ;*
- *une ligne téléphonique dédiée sera affectée à la réception des plaintes. Cette ligne sera établie au secrétariat de la Coordination Générale du Projet (CGP). Le numéro de cette ligne sera distribué aux chefs de villages et/ou chef de quartier et communiqué lors des réunions d'informations avec les populations locales pour chaque sous-projet ;*
- *les chefs de village pourront recueillir les plaintes des riverains et les transmettre à la CGP où elles seront enregistrées. Cette transmission pourra être effectuée oralement par téléphone ou par voie écrite. Un registre sera mis à la disposition des chefs de village et/ou chef de quartier où les sous-projets interviennent ;*
- *le secrétariat de la CGP sera formé à recevoir les plaintes, à les enregistrer dans la base de données des plaintes ;*
- *les plaintes pourront être déposées par voie écrite ou orale ;*
- *des explications spécifiques seront données aux personnes vulnérables.*

Toutes les plaintes devront être documentées et enregistrées par la CGP, ainsi que les réponses qui leur sont apportées. Les plaintes enregistrées dans le système de gestion des plaintes seront classées par sous-projet.

6.5) Principaux indicateurs de mise en œuvre du CGES

Les indicateurs essentiels à suivre porteront sur :

- *le nombre de sous-projets ayant fait l'objet de sélection environnementale et sociale (Screening) ;*
- *le nombre de CIES réalisés et publiés et le nombre de PGES-Chantier éventuels réalisés et validés ;*
- *le nombre de sous-projets ayant fait l'objet de suivi environnemental et de «reporting»*
- *Nombre d'acteurs formés/sensibilisés en gestion environnementale et sociale ;*
- *Nombre de campagnes de sensibilisation réalisés.*

6.6) Arrangement institutionnel

Il importe de définir très clairement les responsabilités des différents organismes impliqués dans la mise en œuvre du PCGES. Cela en vue de permettre la mise en œuvre effective.

Synthèse des arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du PCGES

No	Etapes/Activités	Responsable	Appui/Collaboration	Prestataire
1.	Identification de la localisation/sites et principales caractéristiques techniques du sous-projet	CSE	<ul style="list-style-type: none"> Services Techniques départementaux et régionaux Bénéficiaires 	□ CGP
2.	Sélection environnementale (Screening-remplissage des formulaires), et détermination du type d'instrument spécifique de sauvegarde	Spécialistes Sauvegarde Environnementale et Sociale (SSES) de la CGP	<ul style="list-style-type: none"> Bénéficiaires ; Mairie SSE - SDS/CGP Services Techniques 	□ Spécialistes Sauvegarde Environnementale et Sociale (SSE-SDS) de la CGP Répondant Environnement et Social (RES)
3.	Approbation de la catégorisation	Coordonnateur du Projet	SSE-SDS/CGP	□ ANDE
4.	Préparation de l'instrument spécifique de sauvegarde E&S des sous-projets			
	Préparation, approbation et publication des TDR	SSE - SDS/CGP	ANDE	BAD
	Réalisation de l'étude y compris consultation du public		<ul style="list-style-type: none"> Spécialiste passation de marché (SPM); ANDE ; Mairie 	CGP à travers un consultant
	Validation du document et obtention du certificat environnemental		SPM, Mairie	<ul style="list-style-type: none"> ANDE BAD
	Publication du document		Coordonnateur	<ul style="list-style-type: none"> Média BAD
5.	(i) Intégration dans le dossier d'appel d'offres (DAO) du sous-projet, de toutes les mesures de la phase des travaux contractualisables avec l'entreprise ; (ii)	Responsable technique (RT) de l'activité	<ul style="list-style-type: none"> SSE - SDS SPM 	□ Spécialistes en Sauvegarde Environnementales et Sociales (SSE-SDS)

	<i>approbation du PGES entreprise</i>			
No	Etapes/Activités	Responsable	Appui/Collaboration	Prestataire
6.	<i>Exécution/Mise en œuvre des mesures non contractualisées avec l'entreprise des travaux</i>	<i>SSE-SDS</i>	<ul style="list-style-type: none"> • SPM • RT • Responsable financier (RF) • Mairie • Autres 	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise des travaux • Consultant • ONG • Autres
7.	<i>Surveillance interne de la mise en œuvre des mesures E&S</i>	<i>SSE-SDS/CGP</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Spécialiste en SuiviEvaluation (S-SE) • RF • Mairie 	<i>Bureau de Contrôle</i>
	<i>Diffusion du rapport de surveillance interne</i>	<i>Coordonnateur</i>	<i>SSE -SDS/ CGP</i>	<i>SSE -SDS/CGP</i>
	<i>Surveillance externe de la mise en œuvre des mesures E&S</i>	<i>ANDE</i>	<i>SSE - SDS/ CGP</i>	<ul style="list-style-type: none"> • ANDE, • BAD • ONG
8.	<i>Suivi environnemental et social</i>	<i>SSE- SDS/ CGP</i>	<ul style="list-style-type: none"> • ANDE • Mairie • Bénéficiaire 	<input type="checkbox"/> Laboratoires /centres spécialisés <input type="checkbox"/> ONG
9.	<i>Renforcement des capacités des acteurs de mise en œuvre E&S</i>	<i>SSE - SDS/ CGP</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Autres SSE-SDS • SPM • RF 	<ul style="list-style-type: none"> • Consultants • Structures publiques compétentes
11.	<i>Audit de mise en œuvre des mesures E&S</i>	<i>SSE -SDS/ CGP</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Autres SSE-SDS • SPM • ANDE • Maire 	<input type="checkbox"/> Consultants

Les rôles et responsabilités tels que décrits ci-dessus seront intégrés dans le Manuel d'Exécution du Projet (MEP).

6.7) Budget global

Le coût global des mesures environnementales du projet est estimé à **1 196 000 000 FCFA** soit **\$ US 2 174 000**

Estimation des coûts des mesures environnementales du Projet

N°	Activités	Unité	Quantité	Coût unitaire		Coût total		Source de financement
				millions FCFA	millions US\$	millions FCFA	millions US\$	
1. Mesures institutionnelles, techniques et de suivi								
1.1	Appuis divers aux Répondants Environnementaux et sociaux des Directions Régionales impliquées (carburant, prise en charge, etc.)	Nb	15	10	0,018	150	0,273	BAD
1.2	Organisation d'atelier national de validation et de dissémination	FF	1	15	0,027	15	0,027	
1.3	Organisation d'ateliers régionaux	Nb	15	5	0,009	75	0,136	
1.4	Provision pour la réalisation et mise en œuvre de CIES/PGES (éventuellement)	Nb	50	15	0,027	750	1,364	
1.5	Renforcement de la base des données environnementales et sociales	FF	1	5	0,009	5	0,009	
1.6	Elaboration de bonnes pratiques sanitaires et d'hygiène	FF	1	20	0,036	20	0,036	

	Suivi permanent de la mise en œuvre du PGES :						
	Convention avec l'ANDE ;	Nb	4	15	0,027	60	0,109
1.7	Convention avec autres structures de suivi						
1.8	Audit (à mi-parcours et final) de la mise en œuvre du PCGES	FF	2	10	0,018	20	0,036
Sous-Total mesures institutionnelles, techniques et de suivi				95	0,171	1095	1,991

N°	Activités	Unité	Quantité	Coût unitaire		Coût total		Source de financement
				millions FCFA	millions US\$	millions FCFA	millions US\$	
2. Formations								
2.1	Formation en évaluation Environnementale et Sociale pour les responsables des délégations régionales des services adimnistratifs et des autres services techniques partenaires	FF	1	15	0,027	15	0,027	BAD
2.2	Formation en gestion des déchets provenant des activités des sous projets	FF	1	7	0,013	7	0,013	
2.3	Formation sur la prévention et la gestion des conflits	FF	1	7	0,013	7	0,013	
2.4	Formation des ONGs, OCB et organisations de la société civile en suivi environnemental et social des projets	FF	1	7	0,013	7	0,013	
Sous-Total Formation				36	0,065	36	0,065	
3. Mesures de Sensibilisation								
3.1	Campagnes d'information et de sensibilisation des populations, des prestataires privés et du personnel administratif	FF	1	15	0,027	15	0,027	BAD

<i>Sous-Total mesures de Sensibilisation</i>				<i>15</i>	<i>0,027</i>	<i>15</i>	<i>0,027</i>	<i>BAD</i>
<i>TOTAL 1</i>				<i>146</i>	<i>0,263</i>	<i>1146</i>	<i>2,083</i>	
<i>4. Réparation pour d'éventuelles pertes de cultures et de biens des populations</i>								
<i>4.1</i>	<i>Provision pour réparation pour d'éventuelles pertes de cultures et de biens des populations</i>	<i>FF</i>	<i>1</i>	<i>50</i>	<i>0.091</i>	<i>50</i>	<i>0.091</i>	<i>Etat Ivoirien</i>
<i>Sous-Total mesures de Réparation</i>				<i>50</i>	<i>0.091</i>	<i>50</i>	<i>0.091</i>	
<i>TOTAL 2</i>				<i>50</i>	<i>0.091</i>	<i>50</i>	<i>0.091</i>	<i>Etat Ivoirien</i>

Récapitulatif des coûts des mesures environnementales du Projet

<i>N°</i>	<i>Activités</i>	<i>Coût unitaire</i>		<i>Coût total</i>		<i>Source de financement</i>
		<i>millions FCFA</i>	<i>millions US\$</i>	<i>millions FCFA</i>	<i>millions US\$</i>	
<i>1</i>	<i>Mesures institutionnelles, techniques et de suivi</i>	<i>95</i>	<i>0,171</i>	<i>1095</i>	<i>1,991</i>	<i>BAD</i>
<i>2</i>	<i>Formations</i>	<i>36</i>	<i>0,065</i>	<i>36</i>	<i>0,065</i>	
<i>3</i>	<i>Mesures de sensibilisation</i>	<i>15</i>	<i>0,027</i>	<i>15</i>	<i>0,027</i>	
<i>4</i>	<i>Réparation pour d'éventuelles pertes de cultures et de biens des populations</i>	<i>50</i>	<i>0,091</i>	<i>50</i>	<i>0,091</i>	<i>Etat Ivoirien</i>
<i>TOTAL GENERAL (Total + Total 2)</i>		<i>196</i>	<i>0,354</i>	<i>1196</i>	<i>2,174</i>	

7) Conclusion

Les activités du Projet Multisectoriel d'Appui au Programme Social du Gouvernement ivoirien auront des impacts positifs majeurs sur le cadre de vie des populations dans les zones retenues. Toutefois, certaines activités génèreront également des impacts négatifs. Cependant, les aspects positifs l'emportent très largement au regard des impacts négatifs potentiels qui pourraient découler de sa mise en œuvre. Les impacts probables du projet identifiés sont peu nombreux et sont liés aux sites qui devront les accueillir. Par ailleurs, ils sont largement réversibles et faciles à minimiser par l'application de mesures de gestion et d'atténuation appropriées ou par l'intégration de normes et critères de conception internationalement reconnus.

Le présent CGES prend en compte l'essentiel de ces exigences environnementales et sociales. Il s'agira d'organiser régulièrement des missions de suivi/surveillance environnementale et sociale du PSGouv, élargies à tous les acteurs identifiés et faire respecter la mise en œuvre des mesures d'atténuation recommandées par les CIES et PGES éventuels ou les prescriptions environnementales à appliquer. Il s'agira aussi de déterminer des mesures de bonnes pratiques environnementales à insérer dans les cahiers de charges des travaux à réaliser. Ces mesures seront déterminées après la réalisation des études environnementales des sous-projets.

La mise en œuvre des activités sera assurée par la Coordination Générale du Projet (CGP), la Cellule Sectorielle d'Exécution (CSE) et sous la supervision du Spécialiste de Sauvegarde Environnementale (SSE) et du Spécialiste de Sauvegarde Sociale (SSS) de la CGP, avec l'implication des régions et communautés bénéficiaires.

Le programme de suivi portera sur le suivi permanent, la supervision, et l'évaluation annuelle. Le suivi externe devra être assuré par l'ANDE dont les capacités devront être renforcées à cet effet. Les membres du Comité de Pilotage et la BAD participeront aussi à la supervision.

*Le coût des mesures environnementales est estimé à **1 196 000 000 FCFA** soit **\$ US 2 174 000**. Cependant, les entreprises en charge des travaux seront responsables des éventuels dommages causés aux cultures et biens des populations. Cette exigence sera incluse dans le Dossier d'Appel d'Offre (DAO), et une provision de **50 000 000 FCFA** soit **\$ US 91 000** est prévu à cet effet par l'Etat de Côte d'Ivoire.*

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte

La Côte d'Ivoire enregistre depuis 2012, une croissance économique soutenue et a fait des efforts importants en matière d'investissement dans les secteurs sociaux en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations. Cependant, d'importants défis demeurent, notamment en terme de développement du capital humain tant pour soutenir la croissance que pour la rendre plus inclusive. Depuis la sortie de crise, le dynamisme des trois secteurs : primaire, secondaire et tertiaire de l'économie, a impulsé la croissance avec un taux moyen compris entre 8% et 10% depuis 2012. Le Gouvernement a fait d'importants efforts pour inverser la tendance haussière de la pauvreté depuis plus de 30 ans. Ainsi, le taux de pauvreté est passé de 51% en 2011 à 46,3% en 2015. Les dernières données sur la pauvreté ne sont pas encore disponibles. Toutefois, le niveau de la pauvreté reste encore élevé et le Gouvernement entend accélérer le rythme d'amélioration des conditions de vie des populations, notamment grâce au Programme Social du Gouvernement, qui met l'accent sur les couches de la population les plus vulnérables, notamment les jeunes et les femmes qui ont de plus grandes difficultés d'insertion professionnelle.

Le Gouvernement considère l'autonomisation de la femme et des jeunes comme un axe prioritaire dans la marche du pays vers l'émergence. A cet égard, il a créé un Département Ministériel et des Agences spécialisées pour répondre efficacement à la problématique de l'emploi des jeunes et des femmes. Des défis majeurs demeurent, notamment pour faire face aux attentes d'une frange de la population en quête d'un premier emploi depuis la période de crise et des jeunes en attente de stages requis pour la validation de leurs diplômes de fin de cycle. En effet, au niveau du dispositif national de formation technique et professionnelle, on enregistre annuellement 12.000 jeunes candidats aux diplômes de fin de cycle, et dont la validation est conditionnée à la réalisation d'un stage pratique en milieu professionnel.

Le secteur agricole qui a été historiquement le socle du développement économique de la Côte d'Ivoire continue de jouer un rôle majeur et d'être prioritaire pour le Gouvernement. Il représente aujourd'hui environ 20% du PIB, plus de 50% des recettes d'exportations et les 2/3 des sources d'emploi et de revenu de la population. Dans le cadre du Programme National d'Investissement Agricole 2010-2015 (PNIAI), les actions réalisées ont permis de renforcer le

cadre institutionnel, mettre en cohérence les interventions et procéder à des aménagements infrastructurels.

Ces réformes ont permis aux filières agricoles d'enregistrer des croissances fortes en termes de production, de revenus pour les paysans et de création d'emplois directs (633.562 emplois en 2014).

Les productions vivrières sont passées de 10.946.604 tonnes en 2011 à 15.256.030 tonnes en 2015, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 13%. Pour atteindre les niveaux de performance retenus dans le PNIA II, le secteur agricole doit relever les défis liés (i) aux faibles niveaux de productivité endémique ; (ii) à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle qui demeure importante à l'échelle nationale ; (iii) au faible niveau de revenu par travailleur agricole, se manifestant par un taux de pauvreté rurale supérieur à 50% ; (iv) à l'impact négatif du secteur sur l'environnement (dont urgence de lutter contre la déforestation) et du changement climatique ; (v) au faible taux de transformation des produits agricoles ; et (vi) au besoin de renforcement de la gouvernance en matière de planification, de programmation et de suiviévaluation aux niveaux national et local.

Relativement à la nutrition, le Gouvernement a mis en place le Conseil National de Nutrition placé sous l'autorité du Premier Ministre et a élaboré une nouvelle Politique Nationale de Nutrition qui ambitionne de « Garantir à l'ensemble de la population un statut nutritionnel optimal en vue d'améliorer son bien-être et soutenir durablement une croissance inclusive et le développement du pays ». L'analyse de la situation nutritionnelle révèle que le défi majeur à relever est la prévalence du retard de croissance qui est passée de 29,8% en 2012 à 21,6% en 2016. Les données de l'Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples (MICS) 2016 mettent aussi en évidence des écarts selon le milieu de résidence, le niveau d'instruction de la mère et le niveau de pauvreté. En effet, la prévalence du retard de croissance est nettement plus élevée en milieu rural qu'urbain (27,4% contre 12,5%). Les résultats selon les régions font apparaître des niveaux particulièrement élevés dans le Nord et le Centre-Ouest avec des prévalences qui sont respectivement de 29,6% et 28,7%.

Pour l'hydraulique, la politique d'amélioration de l'accès à l'eau potable a permis d'accroître substantiellement la production nationale. Le taux de couverture est passé, en milieu urbain, de 92% à 94% entre 2010 et 2018. A l'intérieur du pays, cet indicateur est passé de 67% à 69% sur la même période. Le défi du Gouvernement reste dans l'amélioration des infrastructures de

distribution en milieu urbain. En milieu rural, la fourniture d'eau potable est assurée en général par les pompes à motricité humaine (PMH). Le parc de PMH estimé à 21.000 pompes, est vieillissant avec un âge moyen de 30 ans. Le taux de panne à ce jour est estimé à environ 40% soit un nombre de 8.500 pompes à réparer ou à réhabiliter. Il résulte aussi bien de l'âge des ouvrages, de la surexploitation des PMH, que des problèmes de mécanisme de gestion de l'entretien et de la maintenance par les communautés villageoises.

C'est pourquoi, le Gouvernement a pris en compte la réhabilitation de ce réseau dans le cadre du programme social 2019-2020. Dans ce cadre, le besoin de financement de 15 milliards de FCFA a été couvert à hauteur de 5 milliards dans le budget 2019.

Dans le but d'améliorer les conditions de mobilité des populations rurales et l'évacuation des produits agricoles, le Gouvernement a entrepris de réhabiliter les pistes rurales sur toute l'étendue du territoire national. Ce projet consiste à rompre avec la faiblesse voire la quasiabsence d'entretien de nombreuses pistes rurales, depuis plus de 20 ans. Il en résultait que les populations rurales étaient confrontées à des problèmes d'accès aux centres de santé des régions, à la commercialisation des produits agricoles et à la mise en œuvre d'activités génératrices de revenu. Ce Projet à impact majeur du PSGouv devrait contribuer à améliorer substantiellement les conditions de vie des populations en milieu rural, y compris à l'accélération de la réduction de la pauvreté.

Par la nature, les caractéristiques et l'envergure des activités envisagées dans le cadre de l'exécution du PSGouv, celui-ci s'est vu classer en catégorie environnementale « 2 » selon les critères de catégorisation environnementale du groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) et les cinq (5) Sauvegardes Opérationnelles (SO) de son Système de Sauvegarde Intégrée (SSI) sont déclenchées à savoir : (i) SO1 « Evaluation Environnementale et Sociale » (ii) SO2 « réinstallation involontaire (acquisition de terres, déplacements de populations et indemnisation) » ; (iii) SO3 « biodiversité, ressources renouvelables et services écosystémiques » ; (iv) SO4 « prévention et contrôle de la pollution, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources » et (v) SO5 « conditions de travail, santé et sécurité ».

C'est dans cette optique que le présent Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) est élaboré conformément aux sauvegardes opérationnelles et procédures de la BAD, notamment la SO1 sur l'Evaluation Environnementale et Sociale. Ce CGES devra être revu et validé autant par la BAD que par le Gouvernement de la Côte d'Ivoire, notamment l'Agence

Nationale de l'Environnement (ANDE), conformément à l'article 39 de la Loi 96-766 portant Code de l'Environnement. Il sera divulgué en Côte d'Ivoire ainsi que sur le site Web de la BAD.

1.2. Objectif du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES)

L'élaboration du CGES permet d'identifier les impacts et risques associés aux différentes interventions pendant la mise en œuvre du Projet Multisectoriel d'Appui au Programme Social du Gouvernement et de définir les procédures et les mesures d'atténuation et de gestion qui devront être mises en œuvre en cours d'exécution du projet.

Le CGES est conçu comme étant un mécanisme de tri pour les impacts environnementaux et sociaux des investissements et activités inconnues avant la mise en œuvre du projet. Il se présente donc comme un instrument servant à déterminer et évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels futurs des investissements devant être financés par la Banque. A ce titre, il sert de guide à l'élaboration des futurs outils de gestion environnementale et sociale spécifiques aux investissements dont le nombre, les sites et les caractéristiques environnementales et sociales restent encore inconnus. En outre, le CGES définit le cadre de suivi et de surveillance ainsi que les dispositions institutionnelles à prendre durant la mise en œuvre du Projet et la réalisation des activités pour éviter les impacts environnementaux et sociaux négatifs, les supprimer ou les réduire à des niveaux acceptables.

1.3. Méthodologie

Afin d'apprécier le contour du Projet et les tâches qui lui incombent dans le cadre des aspects environnementaux, le consultant a d'abord réuni la documentation et les données relatives aux composantes A et B du PSGouv.

L'analyse des informations disponibles a permis de disposer :

- des caractéristiques des éléments physiques (climat, géologie, géomorphologie, pédologie, hydrogéologie et hydrologie de surface, etc.) ;
- des caractéristiques des éléments biologiques (la faune, la flore, les espèces rares ou en danger de disparition, les habitats naturels et les habitats sensibles) ;
- des informations sur le cadre administratif et réglementaire pour poser la réglementation et les normes nationales dans le domaine de l'environnement.

Le consultant a procédé aux observations (analyse de la cartographie existante, des éléments du milieu d'étude sur le terrain) et aux entretiens avec divers acteurs concernés par le Projet, notamment les ministères sectoriels d'exécution, les ONG et tout acteur impliqué dans les questions d'impact social et environnemental. L'étude a privilégié une démarche participative qui a permis de prendre en compte les avis et observations des différents acteurs.

C'est sur la base des propositions techniques retenues et forte de l'analyse de l'état initial des zones du Projet qu'est proposé le présent CGES.

1.4. Structuration du rapport

La rédaction du présent cadre est structurée de la manière suivante:

1. Résumé non technique
2. Introduction
3. Description du Projet
4. Situation environnementale et sociale des zones du Projet
5. Cadre politique, juridique et institutionnel
6. Impacts environnementaux et sociaux génériques et mesures d'atténuation
7. Consultations publiques
8. Plan cadre de gestion environnementale et sociale
9. Conclusion
10. Références bibliographiques
11. Annexes

2. DESCRIPTION DU PROJET

2.1. Objectif du Programme Social du Gouvernement (PSGouv)

En 2018, le Gouvernement de Côte d'Ivoire tenant compte de l'urgence à renforcer le rythme d'amélioration des conditions de vie des populations surtout en milieu rural, a décidé de la mise en œuvre d'un programme social, dénommé PSGouv, sur la période 2019-2020. Il vise à intensifier l'action sociale du Gouvernement pour avoir un impact plus important sur le quotidien des populations, notamment les couches les plus vulnérables

Il s'agit à travers des mesures fortes de répondre aux attentes des ivoiriens en rendant les services sociaux plus perceptibles par les populations d'accentuer la lutte contre la pauvreté et d'améliorer l'impact social de l'action gouvernementale sur les populations, notamment vulnérables, en améliorant significativement leur pouvoir d'achat.

Le PSGouv repose sur cinq axes stratégiques : (i) Santé et protection sociale ; (ii) Education ; (iii) Accès aux biens de première nécessité ; (iv) Emploi/Autonomisation des jeunes et des femmes ; et (v) Bien-être en milieu rural. Le PSGouv comporte douze (12) mesures prioritaires pour un coût total 727,5 milliards FCFA. Les financements acquis en 2019 portent sur un montant de 359,1 milliards FCFA. Les financements à mobiliser de diverses sources pour 2020 sont de 368,4 milliards FCFA.

2.2. Composantes du Projet

Le projet est structuré en deux (2) composantes avec chacune des sous-composantes qui sont :

Composante A : Développement d'infrastructures sociales sensibles au genre :

- ✓ Sous composante : santé et protection sociale
- ✓ Sous composante : routes en terre et pistes rurales
- ✓ Sous composante : hydraulique

Composante B : Amélioration des conditions de vie et renforcement des capacités :

- ✓ Sous composante : sécurité alimentaire

2.2.1 Composante A : Développement d'infrastructures sociales sensibles au genre

-  **Sous composante : santé et protection sociale**

La mise en œuvre du Programme d'Appui à la Santé est portée par deux (2) ministères à savoir : le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) et le Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale (MEPS).

➤ **Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique**
(MSHP) ❖ Objectif

Le volet du projet porté par le MSPH est élaboré pour permettre de :

- ✓ Améliorer les plateaux techniques des ESPC ciblés ;
 - ✓ Améliorer le cadre de travail du personnel ;
 - ✓ Contribuer à une prise en charge efficace des patients ;
 - ✓ Rapprocher les services de soins maternels et infantiles des populations.
- ❖ Activités du projet**

Le projet d'Appui à la Santé porté par le MSHP comporte quatre (4) activités :

✓ **Activité 1 : Réhabilitation/Construction**

Il s'agira d'effectuer des travaux de rénovation des ESPC dégradés et vétustes, d'achever certains travaux déjà entamés, de construire des maternités en complément de certains dispensaires existants et de construire des logements Sage-Femme et infirmier.

✓ **Activité 2 : Rééquipement/Equiperment**

Il s'agira d'acquérir des équipements médicaux complémentaires pour les ESPC existants et d'équiper les nouveaux ESPC construits.

✓ **Activité 3 : Acquisition de matériel roulant**

Il s'agira d'acquérir des motos pour des activités de stratégies avancées et de sensibilisations ainsi que des ambulances pour le transfert des malades.

✓ **Activité 4 : Gestion du projet**

Cette activité renferme la gestion administrative et comptable du projet, le suivi, la supervision et le contrôle du projet.

❖ Zones d'exécution du projet

Les régions d'exécution du projet ont été choisies en tenant compte des zones dans lesquelles la BAD finance déjà des projets. En suivant le zonage déjà défini par la BAD lors de sa mission

de préparation du 08 au 19 juillet 2019, les régions et districts du projet sont classifiés comme suit :

Zone 1 :

- Tiassa : District Sanitaire de Tiassalé
- Agnéby : District Sanitaire d'Agboville
- Gontougo : Districts Sanitaires de Tanda, Koun-Fao et Bondoukou
- Indénié : Districts Sanitaires de Bettié et Agnibilékrou

Zone 3 :

- Poro : Districts Sanitaires de Sinématiali et Korhogo 2
- Kabadougou : Districts Sanitaires d'Odienné et Madinani
- Tchologo : District Sanitaire d'Ouangolodougou

- Béliér : Districts Sanitaires de Didiévi, Yamoussoukro et Toumodi
- Marahoué : Districts Sanitaires de Zuénoula, Bouaflé et Sinfra

Zone 5 :

Hautassandra : Districts Sanitaires de Vavoua et Zoukougbeu

- Cavally : District Sanitaire de Toulepleu
- Guémon : Districts Sanitaires de Bangolo et Duekoué
- Tonkpi : Districts Sanitaires de Kouibly et Biankouma

➤ **Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale
(MEPS) ❖ Objectif**

Le volet du Projet porté le Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale (MEPS) vise à :

- ✓ Améliorer le cadre de travail du personnel des centres sociaux ;
 - ✓ Améliorer l'accessibilité des centres sociaux ;
 - ✓ Assurer la prise en charge des populations en situation de vulnérabilité.
- ❖ Centres concernés**

Au total onze (11) centres sociaux sont concernés par le Programme d'Appui à la Protection Sociale (voir tableau ci-après).

Tableau 1 : Zones concernées et centres sociaux à réhabiliter

N°	Régions	Centre social	Travaux à réaliser	
01	Guémon	Bangolo	Réhabilitation	Bâtiment, Clôture + Guérite, Préau, Latrine
			Equipement	Mobiliers et matériels de bureau
				Matériels roulants
02	Marahoué	Sinfra,	Réhabilitation	Préau, Clôture
			Equipement	Mobiliers et Matériels de bureau
				Matériels roulants
03	Marahoué	Bouaflé	Réhabilitation	Bâtiment, Préau
			Equipement	Mobiliers et matériels de bureau
				Matériels roulants
04	Bélier	Didievi	Réhabilitation	Bâtiment, Clôture,
			Equipement	Mobiliers et matériels de bureau
				Matériels roulants
05	Worodougou	Kani	Réhabilitation	Bâtiment, Préau
			Equipement	Mobiliers et matériels de bureau
				Matériels roulants
06	Indénié-Djuablin	Abengourou	Réhabilitation	Bâtiment, Préau, Clôture
			Equipement	Mobiliers et matériels de bureau
				Matériels roulants
07	Agneby-Tiassa	Agboville	Réhabilitation	Bâtiment
			Equipement	Mobiliers et matériels de bureau
				Matériels roulants
08	San-Pedro	San-Pedro	Réhabilitation	Bâtiment
			Equipement	Mobiliers et matériels de bureau
				Matériels roulants
09	Lagunes 1 /Abidjan	Yopougon (Maca)	Réhabilitation	Bâtiment, Préau, Clôture
			Equipement	Mobiliers et matériels de bureau
				Matériels roulants
10	Lagunes 2 /Abidjan	Port-Bouet (Jean Foly)	Réhabilitation	Bâtiment
			Equipement	Mobiliers et matériels de bureau
				Matériels roulants
11	Lagunes 2 /Abidjan	Akoupé-Zéudji (Anyama)	Réhabilitation	Bâtiment, Préau, Clôture (y compris Guérite)
			Equipement	Mobiliers et matériels de bureau
				Matériels roulants

Sous composante : routes en terre et pistes rurales

Cette sous composante vise : (i) la réhabilitation et l'entretien de 1200 km de routes en terre et pistes rurales ; (ii) l'aménagement et le drainage de plateforme agro-commerciale et gares routières ; (iii) le contrôle et la surveillance des travaux routiers.

❖ Objectifs du projet

L'objectif général de cette sous-composante du Projet veut atteindre est celui de préserver le patrimoine routier et de rendre les routes rurales praticables en toutes saisons, en particulier pour certains groupes spécifiques (populations rurales, jeunes filles, enfants, groupes défavorisés, etc.). Il faut donc promouvoir ces routes en assurant une meilleure gestion aux fins de conserver des routes rurales de qualité.

La satisfaction d'un tel objectif passe par la prise en compte d'objectifs spécifiques :

- ✓ Améliorer la qualité et la pertinence de développement des routes et de l'entretien périodique, courant et d'urgence des routes rurales.
- ✓ Désenclaver les localités et les zones de production.

❖ Importance du projet

L'avènement du projet est indispensable pour les différentes régions concernées, en particulier pour les populations des zones rurales desservies par les itinéraires concernés, où la pauvreté est accentuée. En effet, son exécution permettra de redynamiser l'économie locale, d'améliorer et de faciliter l'accès aux services de santé des populations rurales. Par ailleurs, il est non seulement inscrit comme une priorité nationale dans le PND 2016-2020, mais aussi dans le Programme National de Développement Routier (2016-2025), qui a pour ambition de consolider la dynamique d'amélioration et de développement du réseau routier national, avec la préservation du réseau bitumé existant, la remise à niveau, la poursuite de l'entretien du réseau de routes non revêtues. Dans le domaine routier en ce qui concerne les zones rurales, la construction et l'amélioration de pistes de desserte agricole, est un moyen indispensable pour la promotion du développement. En effet, les pistes rurales sont incontestablement, un des moteurs de croissance pour les populations rurales.

❖ Justification du choix des itinéraires et zones concernées

L'agriculture constitue la principale activité économique des populations des différents départements. Ces localités disposent des plantations de cultures pérennes et annuelles, telles que la culture de palmier à huile, de cocotier, de l'hévéa, de l'ananas, du café, du cacao, de l'anacarde et du coton.

Ces départements disposent de réseau routier fortement dégradé et caractérisé par d'importants points critiques du fait du déficit d'entretien. Sa réhabilitation surtout dans les zones rurales, s'avère donc indispensable pour redynamiser la croissance économique de la région à travers l'amélioration et la facilitation de l'accessibilité des petits producteurs aux marchés. C'est dans cette perspective que le présent projet a été initié pour permettre de préserver le patrimoine routier et de rendre les routes rurales praticables en toutes saisons, en particulier pour certains groupes spécifiques (populations rurales, jeunes filles, enfants, groupes défavorisés, etc.).

Ainsi, le présent projet de réhabilitation et d'entretien de routes en terre et pistes rurales d'un ensemble d'itinéraires d'une longueur de 1026,3 km, puis de 1321 ouvrages (buses et dalots) à réaliser dans les Régions de l'AGNEBY-TIASSA, du BELIER, du CAVALLY, de l'INDENIEDJUABLIN, du PORO, du TCHOLOGO, du Bélér, du TONPKI, du HAUT-SASSANDRA, du KABADOUGOU, du GUEMON et du GONTOUGO permettra de desservir les zones de production agricoles.

Les itinéraires concernés par cette sous-composante sont mentionnés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Zones concernées pour les routes en terre et pistes rurales

REGION	DEPARTEMENT	ITINERAIRES	LONGUEUR Km	Nbre d'ouvrage (buses et dalots)
AGNEBY TIASSA	AGBOVILLE	Inters, GUESSIGUIE- KASSIGUIE-ATTEHOU-Limite Département	15	14
AGNEBY TIASSA	AGBOVILLE	AZAGUIE-OUANGUIEGRAND YAPO	42,5	55
AGNEBY TIASSA	AGBOVILLE	Bitume-CNRA-Limite département	4,3	5
AGNEBY TIASSA	AGBOVILLE	GOUABO-AMANGBEUANANGUIE	22	29
AGNEBY TIASSA	SIKENSI	Inters A1_SR05 - SAHUYE	3,2	3
TOTAL ROUTES SECONDAIRES AGNEBY - TIASSA			87	106

AGNEBY-TIASSA	TIASSALE	ATTIGUEHI - BOKOBOUSSOUKANKROKPOINDIKRO	10,20	23
AGNEBY-TIASSA	TIASSALE	CARREF. (ATTIGUEHI BOKABO) -N DRIKRO	5,90	13
TOTAL PISTES RURALES AGNEBY - TIASSA			16,10	36
AGNEBY TIASSA			103,1	142
BELIER	TOUMODI	N'Dakro-Langossou-AhouékroNiamkey Konankro	9,9	9

BELIER	TOUMODI	Inters Kouèbo-Kalékoua	15	11
BELIER	TOUMODI	inters Vers SakassouKouadiotékro	4,3	10
BELIER	TOUMODI	Bofrebo Inters-Yobouébou	11,8	13
BELIER	TOUMODI	Pokoukro-Wawakro-Lmt Dptmt vers Yaokouadiokro	4,2	10
BELIER	TIEBISSOU	Yakpabo Sakassou-Carrefour Gangrassou	6,7	7
BELIER	DJEKANOU	Tokohiri-Bonikro-limite dptmt vers Langossou	1,5	-
BELIER	DIDIEVI	Kangrassou-Limite dpmt vers Yakpabo Sakassou	3	3
BELIER	DIDIEVI	Didievi(Gbégbéssou)-Amiankro	3,8	1
BELIER	DIDIEVI	N'Guyakro-Assankro-MafèN'Gom	11,8	9
BELIER	DIDIEVI	N'Gom-Golikro-Allialikro-yakroAssuakro-Sarakakro	9,3	10
BELIER	DIDIEVI	Allialikro-Krou OkoukroN'Guayakro Inter	8,8	7
BELIER	DIDIEVI	Yakro-M'Bam	3,5	1
BELIER	DIDIEVI	Sarakakro-Molonou	3	2
BELIER	DIDIEVI	Bongué inters-Molonou	6,6	8
BELIER	DIDIEVI	limite dptmt Pakobo-Saracakro	3,8	11
BELIER	DIDIEVI	Raviat Inters-Alanikro-TakikroBoli	23,6	25
TOTAL ROUTES SECONDAIRES BELIER			130,6	137
BELIER	Toumodi	Angoda-Piste ferme Dr Yao	8,00	16

BELIER	Toumodi	Tafissou-Niabo	7,00	14
BELIER	Toumodi	Bonikro-Kouadiolangokro	6,00	12
BELIER	Toumodi	Bonikro-N'dakro	1,50	3
BELIER	Toumodi	Adaou - Ossou	4,00	9
TOTAL PISTES RURALES BELIER			26,5	54
BELIER			157,1	191
CAVALLY	TOULEPLEU	Dédjéan - Bohobly	6,3	6
TOTAL ROUTES SECONDAIRES CAVALLY			6,3	6
CAVALLY	TOULEPLEU	GUIELLE - ZIOMBLY	6,00	10
CAVALLY	TOULEPLEU	Méo - Campement Winiwé	19,80	20
CAVALLY	BLOLEQUIN	BLOLEQUIN - AMANIKRO - CIB	21,50	18
TOTAL PISTES RURALES CAVALLY			47,3	48
CAVALLY			53,6	54
INDENIE DJUABLIN	BETTIE	CARR YERE YERE-CARR DIAMARAK	9	13
TOTAL ROUTES SECONDAIRES INDENIE DJUABLIN			9	13
INDENIE-DJUABLIN	AGNIBILEKROU	Manzanouan - Adhirikro - Achiakra	20,00	40
INDENIE-DJUABLIN	AGNIBILEKROU	Damé - Carrefour Rte Agnibilékrou - Takikro	10,00	10
TOTAL PISTES RURALES INDENIE DJUABLIN			30	50
INDENIE DJAUBLIN			39	63
PORO	SINEMATIALI	Sinematiali-Labelakaha-Noussourokaha	9,6	17
PORO	SINEMATIALI	Sinematiali-Ziekaha-KolokahaNakouroubelekaha (Nakourgo ou Nagnelekaha)	9	8
PORO	SINEMATIALI	Sinematiali (Tresor)-Klotiakaha-Tiongofolokaha-Nadjolobivogo	9	10
PORO	SINEMATIALI	Nongotchenekaha-Sekontarikaha-Inters N19_SR10	7,1	15
PORO	SINEMATIALI	Dohiriguekaha-Nongotchenekaha	4,3	7

PORO	SINEMATIALI	Bahouakaha-Inters vers Ouolo	1,4	3
PORO	DIKODOUGOU	Poundia inters N239_SR02-Tokaha-Toufiné	8,8	14
PORO	DIKODOUGOU	Guiémbe inters N239_SR03-Karakpo-Taléré	7,9	9
TOTAL ROUTES SECONDAIRES PORO			57,1	83
PORO	KORHOGO	odia-nafoun-zangaha-limite départ vers ganaoni sur B303	18	27
PORO	KORHOGO	kanoroba B310-limite départ vers kadioha	22	33
TOTAL PISTES RURALES PORO			40	60
PORO			97	143
TCHOLOGO	OUANGOLODOUGOU	DIAWALA INTERS N212_SR01 - DJELISSO- DABOKIRI-KOKOROGO - NAFOUNGOLO	31,2	33
TCHOLOGO	OUANGOLODOUGOU	DJELISSO - TIDIANEVOGO - SINAKAHA - SOMANVOGOGO - SOMABADALA	13,4	14
TCHOLOGO	OUANGOLODOUGOU	DIAWALA - GBINZO 1 - NAFOUNGOLO	24,4	17
TCHOLOGO	FERKESSEDOUGOU	FERKESSEDOUGOU - GNANDONON - POULO	15,9	17
TCHOLOGO	FERKESSEDOUGOU	FERKESSEDOUGOU - LAFILE -DJONGOKAHA - KOUMBALA INTERS N19_SR09	13,8	5
TCHOLOGO	FERKESSEDOUGOU	SEPENEDIOKAHA - KAFRIKPOUOVOGO - TIEKPE (OUOLOKOUUMANVOGO) SOHOUOLOKAHA INTERS N19_SR09	48	45
TCHOLOGO	FERKESSEDOUGOU	KORGOLA - BASSELE	6,3	7
TCHOLOGO	FERKESSEDOUGOU	YONDOLO - SOKOLO - KOLON	17,2	18
TCHOLOGO	FERKESSEDOUGOU	KONG - SIDANA	16,4	13
TOTAL ROUTES SECONDAIRES TCHOLOGO			187	169
TCHOLOGO	FERKE	Carrefour route (A12-SEFONGNEKAHA)-TOGONIERE	5,00	6
TCHOLOGO	FERKE	Carrefour route (LASSOLOGO - KORKOUNKAHA)-LAFOKPOKAHA	7,40	4

TOTAL PISTES RURALES TCHOLOGO			12,40	10
TCHOLOGO			199	179
TONPKI	BIANKOUMA	Kpata - Thè - Limite Département vers Bofesso	13,00	4
TONPKI	BIANKOUMA	Yorodougou - Sokourala	15,80	16
TONPKI	BIANKOUMA	Blapleu _ Yepleu _ Carrefour ancien Zocoma	28,10	35
TONPKI	DANANE	VIPLEU - SOHOUPLEU	3,30	9
TONPKI	DANANE	SOHOUPLEU-DIAHOUEUPLEU-DANANE INTERS N110	18,40	16
TONPKI	ZOUAN-HOUNIEN	Gbatéagbeupleu - Biantouo	7,20	16
TONPKI	ZOUAN-HOUNIEN	Gouakatoué - Limite département (Cavally)	8,30	20
TONPKI	ZOUAN-HOUNIEN	BIN HOUYE GLEPLEUGLEPLEU GBAMPLEU - PEHE	24,70	24
TOTAL ROUTES SECONDAIRES TONKPI			118,80	140
TONKPI	BIANKOUMA	Gbonné-Douéné	20,00	15
TOTAL PISTES RURALES TONKPI			20,00	15
TONKPI			139	155
HAUT SASSANDRA	DALOA	BELLEVILLE-BLAIZEKRO	18,00	11
HAUT SASSANDRA	VAVOUA	Ténéféro - Vrouo 2	13,70	7
HAUT SASSANDRA	VAVOUA	Tiahou - Oussoukoffikro	7,20	79
HAUT SASSANDRA	VAVOUA	Déma - N'guessankro	6,70	6
ROUTES PISTES RURALES HAUT SASSANDRA			45,60	103
HAUT SASSANDRA	DALOA	BOGUEDIA - LOBOUA	Ouvrages	
HAUT SASSANDRA	DALOA	BOGUEDIA - LOBOUA		
HAUT SASSANDRA	DALOA	BOUGEDIA - BIGA - LABABRA - LOUABOUA		
HAUT SASSANDRA	DALOA	SAPIA - BAHIFLA		
HAUT SASSANDRA	DALOA	SAPIA - BAHIFLA		
HAUT SASSANDRA	DALOA	GONATE - ZALIOUAN - GADOUAN - GADOUA		

HAUT SASSANDRA	DALOA	GONATE - ZALIOUAN - GADOUAN - GADOUA	
HAUT SASSANDRA	DALOA	GONATE - ZALIOUAN - GADOUAN - GADOUA	
HAUT SASSANDRA	DALOA	GONATE - ZALIOUAN - GADOUAN - GADOUA	
HAUT SASSANDRA	DALOA	GONATE - ZALIOUAN - GADOUAN - GADOUA	
HAUT SASSANDRA	DALOA	GONATE - ZALIOUAN - GADOUAN - GADOUA	
HAUT SASSANDRA (km Routes)			46 103
Ouvrages sur routes traitées			11
KABADOUGOU ODIENNE	KORO OULE - GBAGAKIMBRILA SUD	15,00	36
KABADOUGOU ODIENNE	KOTOULA-DIOLOLA	18,00	28
KABADOUGOU ODIENNE	SOKORODOUGOU (SUR LA ROUTE A7) - KAHANLOZANDOUUGOU	17,50	32
KABADOUGOU ODIENNE	SOKORODOUGOU-TINDRIMA SOKORO	3,00	13
TOTAL PISTES RURALES KABADOUGOU		53,50	109
KABADOUGOU			54 109
GUEMON	BANGOLO	Ouyably Gnonrou – Piebly	20,00 60
TOTAL PISTES RURALES GUEMON		20,00	60,00
GUEMON	BANGOLO	GOZON-BANGUEHI	OUVRAGES
GUEMON	BANGOLO	GOZON-BANGUEHI	
GUEMON	BANGOLO	GOZON-BANGUEHI	
GUEMON	BANGOLO	GOZON-BANGUEHI	
GUEMON	BANGOLO	GOZON-BANGUEHI	
GUEMON	BANGOLO	BANGUEHI-BABLY	
GUEMON	BANGOLO	BANGUEHI-BABLY	
GUEMON	BANGOLO	BANGUEHI-BABLY	
GUEMON	BANGOLO	BANGUEHI-BABLY	
GUEMON	BANGOLO	BANGUEHI-BABLY	
GUEMON (km Routes)			20

Ouvrages sur routes traitées			12	
MARAHOUÉ	BOUAFLE	Alanikro1-Souroukou-Siétinfla- Blanfla	25,00	50
MARAHOUÉ	BOUAFLE	Bounatinfla-Bognonzra	25,00	50
ROUTES PISTES RURALES MARAHOUÉ			50,00	100,00
MARAHOUÉ	ZUENOULA	ZUENOULA - DOUAFLA	OUVRAGES	
MARAHOUÉ	ZUENOULA	DJELOUZA-KOUREFLA		
MARAHOUÉ	ZUENOULA	DJELOUZA-KOUREFLA		
MARAHOUÉ (km routes)			50	100
Ouvrages sur routes traitées			3	
GONTOUGOU	TANDA	Abokrodame-Woroko- Tanokoffikro	15,00	30
GONTOUGOU	TANDA	Ouangui-Pambareba-Yobouebou	18,00	36
GONTOUGOU	TANDA	Yaokro-Kotokouayara- Agouakouadiokro	10,00	23
GONTOUGOU	DOROPO	ANGAYE - TESSO(A1)	4,50	3
GONTOUGOU	Koun-fao	Brindoukro-Yaobadoukro	12,00	30
GONTOUGOU	Koun-fao	Adoukro-Djatokro	10,00	30
ROUTES PISTES RURALES GONTOUGO			70	152
GONTOUGO			70	152
TOTAL RESEAU SECONDAIRE / PISTES RURALES			1 026,3	1 390,5
TOTAL OUVRAGES SUR ROUTES DEJE TRAITEES			26	

✚ Sous composante : hydraulique

❖ Justification du projet

✓ Au plan social

Cette composante vise à :

- contribuer à la satisfaction des besoins fondamentaux en eau potable des populations rurales de certains villages de la zone du projet, afin de couvrir leurs besoins moyens de consommation ;
- réduire les maladies d'origines hydriques ;

- contribuer à la lutte contre la pauvreté par l'encouragement de l'émergence d'activités économiques dans la zone du projet, permettant d'accroître les revenus des populations rurales, et réduire en conséquence l'exode rural.

✓ **Au plan technique**

Le système HV (forage équipé de PMH) va permettre de réduire considérablement les corvées d'eau de par sa localisation (dans le village ou à défaut dans un rayon de moins de 500 m). L'eau souterraine captée par ce moyen d'exhaure et distribuée à la population respecte les normes de qualité telles que définies par l'OMS, d'où la réduction des maladies d'origine hydrique.

Pour garantir la ressource en eau et la pérennité des installations, il est prévu la réalisation de nouveaux forages avec des débits de 1 m³/h pour l'HV.

❖ **Objectifs du projet**

Le projet de réparation de PMH et de construction de forages a pour objectif global de :

- satisfaire l'approvisionnement en eau potable des populations rurales de la zone du projet par l'exploitation des eaux souterraines par forages équipés de pompes à motricité humaine ;
- contribuer à l'amélioration de la santé des populations rurales par la réduction voire l'éradication des maladies liées à la consommation de l'eau non potable.

Les objectifs spécifiques du projet sont :

- équiper ou mettre à niveau l'équipement des centres de peuplement, pour fournir un ratio de 15 à 20 l/j/hab., ce qui représente en terme de rapport point d'eau/population, un point d'eau pour au moins cent (100) habitants et cela jusqu'à 600 habitants au maximum. Au-delà créer un point d'eau supplémentaire pour chaque tranche additionnelle de quatre cents (400) habitants ;
- réorganiser le système d'entretien et de gestion des infrastructures d'hydraulique en dissociant les tâches d'exploitant qui seront confiées à un opérateur économique, de la gestion du service de l'eau du village qui sera confiée à l'autorité villageoise ;
- améliorer les conditions de desserte dans les centres de peuplement de plus de 2000 habitants par la mise en place de système d'hydraulique villageoise améliorée, (HVA).

❖ **Activités du projet**

Le projet hydraulique comporte trois (3) composantes :

✓ **Réalisation de forages neufs équipés de Pompes à Motricité Humaine (PMH)**

Il sera réalisé 100 forages équipés de PMH. L'implantation des sites des nouveaux sera faite à environ 100% par la méthode de prospection géophysique. Les forages à faible débit (<700 l/h) seront soumis à la fracturation hydraulique, ce qui permettra de récupérer 25% des forages négatifs.

✓ **Fourniture et pose de 1200 PMH neuves sur des forages réalisés ou existants**

Ce volet concerne la fourniture et la pose 1200 PMH destinées à équiper les 100 nouveaux forages à réaliser dans le cadre de ce projet ou à remplacer 1100 PMH obsolètes.

✓ **Réhabilitation de 2800 PMH et renouvellement de 1200 PMH**

Ce volet concerne la réhabilitation/réparation de 2800 PMH.

❖ **Localités concernées par le projet**

Le projet hydraulique concerne 24 départements de 15 régions. Les infrastructures à réaliser par zone sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau 3 : Zones concernées et infrastructures hydrauliques à réaliser

N°	ZONES	DEPARTEMENT	INFRASTRUCTURES A REALISER		
			FORAGES	REPARATION/ REHABILITATION	CHANGEM ENT DE POMPES
1	Guémon	Kouibly	0	100	40
		Duékoué	0	150	80
		Bongolo	0	100	40
2	Haut Sassandra	Daloa	6	200	80
		Vavoua	6	100	50
3	Cavally	Touleupleu	0	100	50
		Guiglo	0	200	50
4	Tonkpi	Sipilou	0	50	50
		Man	0	150	50
5	Marahoué	Zuénoula	0	100	50
6	Bélier	Didiévi	5	100	40
		Toumodi	5	100	40

		Yamoussoukro	0	100	40
7	Tchologo	Ferké	8	100	40
8		Sinématiali	8	100	40
9	Poro	Korhogo	8	200	80
10	Kabadougou	Odienné	8	150	40
11		Abengourou	5	100	40
	Indénié-Djuablin	Bétié	5	50	20
12	Gontougo	Bondoukou	8	150	40
13	Agneby Tiassa	Agboville	7	100	40
		Tiassalé	7	100	30
14	San-Pedro	San-Pedro	7	100	30
15	Gkêke	Bouaké	7	100	40
TOTAUX	15	24	100	2800	1100

2.2.2 Composante B : Amélioration des conditions de vie et renforcement des capacités

Sous composante : Sécurité Alimentaire

La mise en œuvre du Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire est portée par deux (2) ministères à savoir : le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) et le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH).

➤ Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) Pour

le MINADER, le projet vise les objectifs suivants :

- accroître la production vivrière notamment celle des cultures maraîchères et du manioc;
- promouvoir la transformation du manioc ;
- renforcer la commercialisation des productions maraîchères, du manioc et de ses dérivés.

Le projet sera axé autour de quatre activités principale en ce qui concerne le MINADER : (i) Renforcement de la production maraîchère, (ii) Renforcement de la production et de la transformation du manioc, (iii) Renforcement de la commercialisation des produits maraîchers, du manioc et ses dérivés et (iv) Fonctionnement de la Cellule Sectorielle du PSGouv.

Le projet sera mis en oeuvre dans les régions du Gontougo, du Tchologo, du Poro, du Bélier, de l'Agneby-Tiassa et du Gbêkê. Les sites sélectionnés dans le cadre du PSGouv ont déjà fait l'objet d'aménagement dans le cadre de précédents projets notamment le Projet d'Appui à la

Relance des Filières Agricoles de Côte d'Ivoire (PARFACI) financé sur le Contrat de Désendettement et de Développement (C2D).

Le choix des sites a été fait sur la base des critères suivants :

- les régions choisies par le bailleur (BAD) dans le cadre du PSGouv ;
- la disponibilité de sites aménagées et prêts à être mis en valeur ;
- le potentiel de la région pour la production vivrière ;
- l'existence de groupements de producteurs ou de transformateurs pour les spéculations choisies.

Activité 1 : Renforcement de la production maraîchère

Cette activité prend en compte le développement de la production des cultures maraîchères : tomate, aubergine, piment, carotte, laitue, chou et oignon.

Il s'agira de procéder aux actions suivantes : acquisition des intrants des cultures ci-dessus, acquisition des petits matériels agricoles en appui à la production, accompagnement des producteurs maraîchers.

Pour cette activité, la cible est constituée de 52 groupements de producteurs maraîchers repartis sur l'ensemble des zones du projet, comme suit :

- 276 producteurs de tomate ;
- 221 producteurs d'aubergine ;
- 200 producteurs de piment ;
- 135 producteurs de carotte ;
- 114 producteurs de laitue ;
- 136 producteurs de chou ;
- 311 producteurs d'oignon.

Les différents sites ont été choisis selon les critères suivants :

- disponibilité de la ressource en eau pour la production en toute saison ;
- absence de conflits fonciers ;
- sites en exploitation ;
- existence d'une organisation de producteurs ;
- présence de femmes et de jeunes sur le site ; - motivation des bénéficiaires.

En ce qui concerne les bénéficiaires, pour être sélectionné dans le cadre du projet, le producteur devra :

- être membre d'un groupement identifié dans le cadre du projet ;
- disposer d'une parcelle sécurisée (foncier rural) ;
- disposer d'une ressource en eau pouvant permettre l'irrigation de la parcelle.

Une priorité sera accordée aux jeunes et aux femmes dans la sélection des bénéficiaires.

❖ Acquisition des intrants

Il s'agit de mettre à la disposition des producteurs maraîchers, des kits constitués de semences, d'urée, de NPK, de biostimulants pour la croissance et la résistance aux maladies, d'herbicides et d'insecticides. Il sera attribué à chaque producteur les intrants nécessaires pour la mise en valeur d'un hectare de parcelles aménagées.

En vue de garantir la disponibilité des maraîchers sur toute l'année, il est prévu un cycle de production pour la culture de l'oignon, deux cycles de production pour la tomate, l'aubergine, le piment, la carotte et le chou, trois cycles pour la laitue.

❖ Acquisition des petits matériels agricoles en appui à la production

En ce qui concerne ce volet, il sera mis à la disposition de chaque groupement de producteurs maraîchers, en début de projet, 80 houes industrielles, 80 paires de bottes, 80 binettes, 80 machettes, 80 limes, 80 arrosoirs, 4 brouettes, 4 pulvérisateurs à pression entretenue de 16 litres de capacité, 4 combinaisons ensembles pluie imperméable, 4 paires de gants PVC, 4 masques respiratoires avec cartouche rechargeable, 4 lunettes anti-buées.

❖ Stockage et distribution des intrants et du matériel

En vue du stockage des intrants et matériels acquis en faveur des producteurs maraîchers, un magasin sera loué dans chaque région du projet (Bélier, Gontougo, Poro, Tchologo, AgnebyTiassa, Gbêkê) par cycle de culture.

La distribution des kits se fera sur les trois années du projet. L'ANADER distribuera aux producteurs les kits intrants de cultures maraîchères à chaque cycle de culture et ceux des petits matériels une fois en début de projet.

❖ Accompagnement des producteurs maraîchers

L'accompagnement aux producteurs de maraîchers et sera réalisé par l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) et déclinera comme suit :

- ✓ l'information et la sensibilisation des producteurs au cours de la première année. A cet effet, des réunions d'information et d'explication seront organisées sur ces sites de production. Au terme de ces réunions, 52 groupements de cultures maraichères des sites de production sont informés sur le projet ;
- ✓ la formation et le suivi des producteurs en matière de bonnes pratiques agricoles de production de légumes notamment en ce qui concerne l'entretien du réseau d'irrigation,
la gestion de l'eau, la préparation des sols, la maîtrise des itinéraires techniques des différentes spéculations et l'utilisation des intrants ;
- ✓ le renforcement de l'organisation des groupements à travers la création ou le renforcement des groupements existants, la création des comités spécialisés au sein des groupements et l'appui en matière de vie associative ;
- ✓ l'organisation de visites de partages d'expériences au sein du projet et avec d'autres projets.

Activité 2 : Renforcement de la production et de la transformation du manioc

❖ Production de parcs à bois de manioc

Cette activité sera conduite uniquement au cours de la première année du projet. Il s'agira dans un premier temps de procéder à la sélection des producteurs multiplicateurs de boutures et des sites bénéficiaires.

Cinq cent producteurs multiplicateurs seront sélectionnés à partir de critères définis, dans les régions du projet à savoir la région du Bélier (Tiébissou, Toumodi et Yamoussoukro), la Région du Gontougo (Bondoukou et Tanda), la Région de l'Agneby-Tiassa (Agboville et Tiassalé) et la Région du Tchologo (Ferkessédougou). Chaque producteur multiplicateur mettra en place 2 hectares de parc à bois soit au total 1 000 hectares de parc à bois.

Les boutures de base seront achetées auprès des structures de recherche (CNRA, CSRS), transportées et distribuées aux producteurs multiplicateurs par l'ANADER.

En vue de garantir cette production, des kits de petits matériels agricoles seront acquis par appel d'offres et mis à la disposition des multiplicateurs par l'ANADER, qui en assurera le stockage et la distribution. Les kits seront constitués comme suit : une machette, une paire de bottes, une lime.

Les producteurs multiplicateurs recevront enfin, un appui conseil sur les techniques de multiplication de boutures, notamment des formations relatives au respect de la densité de plantation et à la technique de recepage des tiges de manioc.

❖ **Production de masse du manioc**

Pour la première année, 4 000 producteurs seront identifiés pour recevoir 2 000 ha de boutures de manioc, à raison d'un hectare par producteur. Pour l'année 2, 2 000 nouveaux producteurs seront associés au projet en vue de porter à 6 000 le nombre de producteurs de manioc. Chaque producteur devra mettre en place 1 hectare de manioc chaque année.

Ces bénéficiaires recevront un appui conseil sur les bonnes pratiques agricoles afin de garantir une bonne production.

❖ **Transformation du manioc**

L'appui à la transformation du manioc se fera aussi bien au niveau semi industriel, qu'au niveau artisanal.

a) Volet semi-industriel

Cinq groupements de femmes transformatrices seront sélectionnés au niveau des sites du projet pour bénéficier d'unités de transformation de manioc, dotés de bio-digesteurs dans les régions de l'Agneby-Tiassa, du Gbêkê, du Poro, du Gontougo, du Tchologo. L'installation de ces unités demandera la construction de cinq abris pour abriter les unités.

A l'issue de l'installation desdites unités, des sessions de formation à la maintenance et à l'entretien des unités de transformation seront dispensées. Par ailleurs, les groupements de femmes bénéficiaires seront formés aux bonnes pratiques de transformation et à l'hygiène environnementale autour des unités de transformation durant la première année du projet. Sur les deux dernières années, elles bénéficieront de missions de suivi post formation.

b) Volet artisanal

Au niveau du volet artisanal, 70 femmes transformatrices artisanales individuelles seront sélectionnées en vue de bénéficier de petits matériels de transformation, à savoir 70 séchoirs solaires, 70 presses manuelles et 70 mini-sémouleurs à gasoil.

La mise à disposition de ces matériels de transformation artisanale devra permettre d'amoindrir la pénibilité du travail dans la transformation du manioc.

Les bénéficiaires seront formées par l'ANADER, au process de transformation et à l'hygiène environnementale autour de leurs unités.

Activité 3 : Renforcement de la commercialisation des produits maraîchers, du manioc et ses dérivés

Des kits de post récolte seront distribués aux producteurs maraîchers des 52 sites sélectionnés. En première année, les kits seront composés de 100 cageots en plastique PVC, de 2 000 sacs synthétiques de 50kg, de 2 000 sacs en filer de 20 kg, de 2 000 cartons (fond et couvercle) de 20 kg, de 2 balances de capacités de 50 kg et de 2 tricycles.

En deuxième et troisième, des kits constitués uniquement de sacs et cartons seront distribués aux 52 groupements.

Les producteurs bénéficiaires du projet (maraîchers, manioc) et les transformatrices (industrielles, artisanales) bénéficieront d'un accompagnement pour la commercialisation de leurs produits. Cet accompagnement sera conduit sur les deux premières années, il s'exercera principalement à travers :

- ✓ le renforcement des capacités des acteurs portant sur la maîtrise des différents coûts et éléments intégrant la formation du prix de vente (coût de production, coût de revient, etc.) et sur la contractualisation ;
- ✓ l'identification des marchés (gros, local, etc.) des différents produits (pâte de manioc, l'attiéké frais, produit maraîchers, etc.) au niveau de chacune des régions qui seront approvisionnées à travers une chaîne d'offres constituée par les différents sites de production pour le maraîcher et par les unités de transformation qui seront mises en place ;
- ✓ l'organisation de différentes rencontres d'affaires et de mise en contact facilitant les relations commerciales entre producteurs et transformatrices du projet et d'autres clients.

Le premier volet d'accompagnement en matière de commercialisation concernera 52 groupements de maraîchers, 5 groupements de femmes transformatrices semi industrielles et 7 groupements de transformatrices artisanales soit au total 64 groupements et se fera uniquement au cours de la première année. Le second volet concernera les producteurs de manioc et les producteurs multiplicateurs de manioc.

Activité 4 : Fonctionnement de la Cellule Sectorielle du PSGouv

En vue de permettre un bon suivi des activités du projet, plusieurs activités ont été identifiées. Il s'agit entre autres, des missions de suivi-évaluation externe, de la participation aux missions de supervision du bailleur, la conduite de missions de suivi des activités et la mise en place d'un système de suivi-évaluation des activités.

➤ **Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH)**

Trois (03) volets relevant du MIRAH ont été retenus dans la sous-composante sécurité alimentaire.

a) Appui à la production halieutique autour des lacs de Buyo et Kossou Cette activité vise à renforcer la gestion durable des lacs de Buyo et de Kossou en vue d'accroître la production de poissons dans ces deux (2) lacs tout en préservant l'environnement.

Ce choix se justifie par la disponibilité de plans d'aménagement et de gestion de ces deux lacs. Les 03 activités majeures sont prévues pour la réalisation de ce projet :

Activité 1 : Renforcer le dispositif de surveillance des lacs de Buyo et Kossou

Cela consistera à :

- ✓ Organiser deux sessions de formation par an des agents des services de pêche de Buyo et Kossou soit 06 sessions de formation durant le projet. Ces sessions de formations d'une durée de 03 jours porteront sur les thèmes suivants :
 - la réglementation des pêches ;
 - les techniques de suivi contrôle et surveillance des pêches.
- ✓ Acquérir des équipements de navigation et du matériel de surveillance pour les services de pêche de Buyo et Kossou. Un fournisseur sera recruté afin d'acquérir ces équipements et les mettre à la disposition des services bénéficiaires.

Activité 2 : Installer des plateformes équipées de fours améliorés à la technique FAOThiaroye ou fours FTT

Elle consistera à :

- ✓ Sélectionner les bénéficiaires et les sites d'installation des plateformes de fumage. La sélection de la communauté de pêche bénéficiaire se fera sur la base de la quantité de poissons produits et de leur niveau d'organisation.

La sélection des 10 communautés de pêche bénéficiaires des plateformes de fumage se fera sur proposition motivée des services pêches de Buyo et Kossou. Une attention particulière sera apportée au statut juridique des sites identifiés.

- ✓ Construire les fours FTT. La construction des plateformes de fumage sera réalisée par des prestataires de service recruté par appel d'offres. 10 plateformes de fumage seront construites au niveau de Buyo et de Kossou.
- ✓ Former les bénéficiaires des fours. Les formations des bénéficiaires se dérouleront en session théorique et pratique de 02 jours au niveau de chaque communauté bénéficiaire de plateforme de fumage. La formation se fera par des experts qui seront recrutés par appel d'offres et portera sur les thèmes suivants :
 - Techniques modernes de fumage ;
 - Gestion technique et financière des plateformes de fumage.

Activité 3 : Installer des jeunes pisciculteurs sur les lacs de Kossou et Buyo

Cette activité consistera à :

- ✓ Identifier les bénéficiaires. Le volet piscicole prendra en compte trois cibles importantes : (i) les associations de pêcheurs de Kossou et Buyo qui désirent faire l'aquaculture en cages flottantes sur les lacs dans le cadre du processus de gestion durable des pêches (repos biologique), (ii) les jeunes désireux de s'engager dans la pisciculture et (iii) les pisciculteurs déjà installés ayant besoin d'une mise à niveau.
- ✓ Former et assurer l'appui-conseil aux bénéficiaires. Les bénéficiaires seront formés et suivis par des experts en aquaculture qui seront recrutés par appel d'offre.
- ✓ Installer les unités piscicoles. Trois types d'unités piscicoles seront installés ; les cages flottantes sur le lac de Kossou et Buyo, les fermes piscicoles pour 25 jeunes bénéficiaires et la mise à niveau et le transfert de technologies (poissons brésiliens, inversion hormonale) de 150 fermes déjà installées dans la zone du projet.

b) Formation et équipement des pêcheurs artisanaux

Cette formation vise à renforcer les capacités de production des pêcheurs artisanaux en vue d'accroître la production de poissons et d'améliorer leurs revenus.

Deux (2) activités majeures sont prévues pour la réalisation de la formation et équipement des pêcheurs artisanaux.

Activité 1 : Former les pêcheurs artisanaux

Elle consistera à :

- ✓ Organiser quatre (04) sessions de formation par an des pêcheurs du Lac de Buyo et de Kossou. Ces formations porteront sur : (i) les techniques de pêche, (ii) sur la réglementation des pêches, (iii) sur l'organisation des pêcheurs, (iv) la conservation des poissons et (v) la gestion participative des plans d'eau. En tout, 1350 pêcheurs sont visés par ces sessions de formation. Les sessions de formation seront animées par des consultants recrutés à travers un appel d'offre.
- ✓ Appuyer les pêcheurs à s'organiser en société coopérative. Cet accompagnement se fera sous forme de coaching des associations et des communautés de pêche en vue de les amener à s'organiser en société coopérative. Cette activité sera pilotée par les services du MIRAH. Il sera créé deux faitières ; une à Kossou et une autre à Buyo et 10 sociétés coopératives.

Activité 2 : Equiper les pêcheurs artisanaux

Pour améliorer la production des pêches et réduire les pêches illicites, du matériel et des équipements réglementaires seront acquises et remis aux pêcheurs de Buyo et de Kossou. Il s'agit de filets, de pirogues et de caisses isothermes.

c) Formation et distribution des kits d'élevage

Cela permettra l'autonomisation des femmes rurales à travers leurs installations dans l'aviculture traditionnelle. Son objectif est d'améliorer les revenus des femmes rurales et de renforcer la disponibilité alimentaire au sein des ménages ruraux.

Cinq (5) activités majeures sont prévues pour la réalisation de la formation et distribution des kits d'élevage.

Activité 1 : Sensibiliser la population des zones d'intervention du projet et sélectionner les bénéficiaires

Cette activité constitue le point de départ de ce projet. Elle consistera à :

- ✓ Organiser des missions de sensibilisations et d'informations dans le milieu rural afin d'informer et susciter l'adhésion des populations de la zone d'intervention à l'élevage de volaille traditionnelle améliorée ;

- ✓ Etablir une liste des potentiels bénéficiaires au cours des missions menées par les agents du MIRAH ;
- ✓ Sélectionner 500 femmes provenant de la liste des potentiels bénéficiaires sur la base de critères économique et nutritionnel.

La sélection des femmes se fera selon les critères suivants :

- Etre une femme rurale dans la zone du projet ;
- Disposer de terrain ;
- Manifester la volonté de faire l'élevage de volaille traditionnelle ;
- Avoir des volailles traditionnelles dans sa basse-cour serait un avantage ;
- Avoir des enfants de moins de 05 ans à charge sera également un avantage.

Activité 2 : Renforcer les capacités techniques des bénéficiaires

Cette activité consistera à :

- ✓ Recruter des consultants par appels d'offre pour réaliser la formation ;
- ✓ Elaborer des supports de formation adaptés aux bénéficiaires ;
- ✓ Organiser des sessions de formations pour les 500 femmes bénéficiaires sur les techniques améliorées d'élevage de la volaille locale

Activité 3 : Aménager et équiper les poulaillers des bénéficiaires

Elle consistera à :

- ✓ Recruter des prestataires (les artisans locaux et les fournisseurs d'équipements d'élevage) ;
- ✓ Construire des poulaillers d'une superficie de 8 m² à base de matériaux locaux pour les bénéficiaires n'ayant pas de fermes ;
- ✓ Aménager/réhabiliter les anciens poulaillers dont le coût de rénovation n'excèdent pas celui de la construction d'un nouveau poulailler ;
- ✓ Fournir les équipements d'élevage (abreuvoirs et mangeoires) aux bénéficiaires.

Activité 4 : Fournir les intrants de démarrage aux bénéficiaires

Le peuplement des unités interviendra après la formation des bénéficiaires, la construction et l'équipement des poulaillers. Pour chaque kit, le noyau sera composé de :

- ✓ 10 poules et 01 coq. La constitution du noyau de départ sera réalisée à partir des fermes de reproduction de poulets traditionnels de Bingerville (Anna) ; Bouaflé, Oumé et

SanPedro mais également à partir de la volaille existant dans les terroirs où seront implantées les unités.

- ✓ La vaccination des animaux. Les animaux seront vaccinés contre la pseudo peste aviaire, la variole et seront déparasités (déparasitages internes et externes) avant leurs installations.
- ✓ L'approvisionnement en aliments. Les bénéficiaires seront formés en production d'aliment complet. Ils recevront chacun une dotation d'une valeur de 6 000 FCFA comprenant 25 Kg d'aliment à base de maïs.
- ✓ L'approvisionnement en intrants vétérinaires. Les produits vétérinaires seront mis à leur disposition.

Activité 5 : Assurer l'encadrement et l'appui conseil des bénéficiaires Cette

activité va consister à :

- ✓ Assurer le suivi rapproché des fermes installées dans le cadre du projet par les agents des services du MIRA. Ils effectueront 02 visites par mois sur chacune des 500 fermes et assureront les actions de routine (vaccination et déparasitage).
- ✓ Assister les bénéficiaires en vue de s'organiser en Société coopérative. Cette activité est dévolue aux services du MIRA
- ✓ Organiser des campagnes groupées de vaccination contre la pseudo-peste aviaire. Ces campagnes seront conduites par les services du MIRA avec l'appui des vaccinateurs villageois formés à cet effet.

2.3 Coût du Projet

Le coût total HT/HD du Projet (y compris imprévus) est estimé à 108 Millions d'UC (environ 87,48 Milliards de FCFA). Le projet sera financé par (i) un prêt BAD de 90 Millions d'UC (72,9 Milliards de FCFA), et (ii) la Contrepartie du Gouvernement et des bénéficiaires à hauteur de 18 Millions d'UC (14,58 Milliards de FCFA), soit 17% du coût total. Le coût total du projet et sa répartition seront affinés lors de la mission d'évaluation du projet. En effet, dans l'hypothèse des 17%, il est supposé que les investissements réalisés par le Gouvernement dans le PSGouv pourraient être pris en considération pour atteindre les 50 % exigibles pour le financement sur le guichet BAD.

Le coût global du Projet par sous-composante est décliné comme l'indique le tableau ci-après.

Tableau 4 : Coûts du Projet par composantes et sous composantes

Composantes	Sous composantes/activités	Coûts en millions de FCFA	Coûts en millions de USD	Source de financement
Composante A : Développement d'infrastructures sociales sensibles au genre	A.1 Appui à la santé : MSHP	10 157 770 000	18 468 672,73	BAD
	A.2 Appui à la protection sociale: MEPS	507 881 367	923 420,67	BAD
	A.3 Appui aux pistes rurales	21 303 951 295	38 734 456,9	BAD
	A.4 Appui à l'hydraulique	5 504 156 000	10 007 556,36	BAD
Composantes	Sous composantes/activités	Coûts en millions de FCFA	Coûts en millions de USD	Source de financement
	Total Partiel 1	37 473 758 662	68 134 106,66	BAD
Composante B : Amélioration des conditions de vie et renforcement des capacités	B.1: Appui à la sécurité alimentaire : MIRAH	1 837 945 000	3 341 718,18	BAD
	B.2: Appui à la sécurité alimentaire : MINADER	8 852 515 875	16 095 483,41	BAD
	Total Partiel 2	10 690 460 875	19 437 201,59	BAD
TOTAL			48 164 219 537	87 571 308,25

2.4 Dispositif relatif à la mise en œuvre du projet

Les arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du projet sont consignés dans le tableau suivant.

Tableau 5 : Organes de mise en œuvre du Projet

Acteurs	Rôles
Comité de Pilotage du Projet (CP)	Le CP est présidé par le Directeur de Cabinet du Premier Ministre assisté par un Conseiller Spécial du Premier Ministre. Il est composé i) des Directeurs de cabinet des différents Ministères impliqués dans le Programme; ii) de deux représentants des Collectivités Territoriales ; iii) de trois représentants du secteur privé ; iii) d'un représentant des organisations de la société civile ; et iv) de deux représentants des partenaires techniques et financiers. Il se réunit une fois par mois et, en session extraordinaire, en cas de besoin. Ce comité a pour mission d'assurer la bonne conduite du PSGouv, de veiller au renforcement de l'impact de l'action sociale du Gouvernement, de la faire connaître et apprécier par les populations, de soutenir la performance de l'offre sociale et d'accélérer la mise en oeuvre des mesures et actions du PSGouv sur la période 2019-2020.
Coordination Générale du Projet (CG)	La CG constitue le point focal entre le Comité de pilotage et les cellules d'exécution sectorielles pour coordonner et traiter, au quotidien, les questions transversales et le suivi de l'exécution des activités du PSGouv. Elle est dirigée par un Coordonnateur Général proposé et nommé par arrêté du Premier Ministre. Il est assisté par un Coordonnateur Général Adjoint nommé, par arrêté du Premier Ministre, sur proposition du Ministre en charge du Plan. La Coordination Générale dispose d'une Cellule Technique d'Appui composée, outre le personnel d'appui, d'un expert en passation de marchés, d'un expert en Gestion financière et d'un expert chargé du contrôle et du suivi-évaluation.
Cellule Sectorielle d'Exécution (CSE)	La CSE sera mise en place dans chaque Ministère impliqué dans le PSGouv, animée par un point focal technique désigné par arrêté du Ministre concerné. Le point focal a pour mission, sous l'Autorité du Directeur de Cabinet, membre du Comité de Pilotage, de coordonner la mise en oeuvre et le suivi des actions relevant du secteur dont il relève. Il collabore avec la Coordination Générale dans le cadre du suivi-évaluation.

3. SITUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DES ZONES DU PROJET

3.1 Description de l'état initial de la Côte d'Ivoire

Les projets des différentes sous-composante seront mises en œuvre dans cinq (5) zones géographiques de la Côte d'Ivoire à savoir :

- **Dans le Centre-Ouest** : les régions du Tonpki, du Guémon, du Haut-Sassandra, Nawa et Cavally ;
- **Dans le Centre** : les régions de la Marahoué et du Bélier ;
- **Dans le Nord-Ouest** : les régions du Kabadougou, du Poro et du Tchôlogo ;
- **Dans l'Est** : les régions du Gontougo et de l'Indénié-Djuablin ;
- **Dans le Sud** : la région de l'Agnéby-Tiassa, Mé et District Autonome d'Abidjan.

Au total, les projets seront mis en œuvre dans quinze (14) régions et le District Autonome d'Abidjan présentées sur la carte ci-après.

La Côte d'Ivoire est située en Afrique occidentale entre le 4°30' et le 10°30' de latitude Nord et entre les 2°30' et 8°30' de longitude Ouest. Elle est délimitée au Nord par le Mali et le Burkina Faso, au Sud par l'océan Atlantique, à l'Est par le Ghana, et à l'Ouest par le Libéria et la Guinée Conakry. La Côte d'Ivoire s'étend sur une superficie de 322 462 km².





Figure 1 : Carte de localisation des régions des sous-composantes

3.2 Environnement physique de la Côte d'Ivoire

Relief

Le modelé général monotone que présente la Côte d'Ivoire, dissimile 5 types de reliefs (Avenard, 1971), cité par (Brou T. Y. 2005) qui s'individualisent:

❖ Retombées de la dorsale guinéenne

Elles sont localisées dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Le point culminant est le mont Nimba à la frontière guinéenne avec 1750 m. Plus à l'Est à Biankouman, le massif de Man (avec les monts Dan et Toura) forme un ensemble compris entre 500 m et 1000 m, avec quelques sommets très vifs (Dent de Man 881m) et d'autres qui dépassent 1000 m avec le mont Momi (1309 m) et le mont Tonkpi (1189 m).

❖ Plateaux du nord

Les traits caractéristiques de la zone sont une allure généralement plane et un étagement de ces plateaux (Rougerie, 1960), cité par (Brou T. Y. 2005). Ils occupent les surfaces qui court du Nord Est au Sud-Ouest sur plus de 400 Km, depuis la Haute-Comoé jusqu'entre le Sassandra et Bandama inférieur (Rougerie, 1960). Ces plateaux généralement tabulaires inclinés (300-500m) constituent un ensemble en gradins qui descendent en direction du Sud. ❖ **Glacis méridionaux et les marches centrales**

Les glacis se retrouvent approximativement entre les 6° et 8° de latitude Nord (exception faite de la région Ouest). L'abaissement sensible en direction de la mer, de 300 m vers 200 m d'altitude est l'un des traits caractéristiques de ce relief. Les surfaces sont marquées par la fréquence élevée de collines et vallonnements plus on évolue vers le sud. La limite Sud de cet ensemble se situe au niveau de la courbe d'altitude 200 m. Si les bas-plateaux (glacis) se prolongent sur les bordures Ouest et Est, au Centre de la Côte d'Ivoire le relief prend la forme de gradin ou de longues " marches " d'où l'appellation de " marches centrales ". (Brou T. Y. 2005)

❖ Frange littorale

Cet ensemble est composé de bas plateaux, de petites baies et plages de sables ainsi que des principales lagunes. Le substrat est majoritairement schisteux à l'Est, et granitique à l'Ouest. À l'Ouest, le socle granitique parvient jusqu'à la côte en une série de bas plateaux finement disséqués par l'érosion. Au Centre et à l'Est, un alignement de bas plateaux correspond à la nappe de sédiments tertiaires argilo-sableux recouvrant le socle. Ces bas-plateaux s'étagent en deux ensembles, l'un vers 100 m d'altitude, l'autre autour de 40 ou 50 m. Plus au Sud, une

plaine basse, souvent marécageuse, étroite à l'Ouest, s'élargit vers l'Est et développe tout un système de lagunes.

Pédologie

Les sols peuvent être regroupés en quatre (4) entités selon les conditions climatiques, géomorphologiques et hydromorphologiques :

❖ Sols ferralitiques désaturés

Majoritairement représentés avec trois types essentiels :

- Les sols ferralitiques fortement désaturés présents dans les zones où la pluviométrie dépasse 1500mm. Du point de vue pédologique, ces sols se caractérisent par la présence d'un horizon humifère peu épais et d'un horizon gravillonnaire peu développé.
- Les sols ferralitiques fortement désaturés sous pluviométrie atténuée. Ils constituent une zone de transition entre les sols ci-dessus décrits et les sols ferralitiques moyennement désaturés.
- Les sols ferralitiques moyennement désaturés. Ces sols occupent le reste du territoire, ou à peu près la moitié Nord de la Côte d'Ivoire à l'exception de la partie Nord-ouest. Ici, l'horizon gravillonnaire est plus important et les concrétionnements sont fréquents. On y relève également la présence de nombreuses zones cuirassées.

❖ Sols ferrugineux tropicaux

Ces sols se caractérisent par un horizon humifère sableux, épais et gris, un horizon beige et enfin, un horizon d'accumulation, riche en argile. À l'intérieur du "V Baoulé", existe une zone de transition caractérisée par le phénomène de cuirassement ferrugineux qui peut prendre une importance considérable lorsque la couverture végétale naturelle disparaît. Il en résulte, le plus souvent, une induration généralisée des profils.

❖ Sols sur roches basiques avec zone de cuirassement

Ces sols sont définis par des éléments grossiers constitués de fragments de roches plus ou moins altérées et ferrugineux et de petites concrétions noires. Ces sols occupent principalement les chaînes de collines de complexe volcano-sédimentaire, et sont fréquemment juxtaposés. ❖ **Sols hydromorphes**

Ces sols sont liés à un excès d'eau par suite d'un engorgement temporaire de surface, de profondeur, ou par suite de la présence ou de la remontée d'une nappe phréatique. Ils sont donc localisés dans des zones à écoulement difficile (bas-fonds), dans les plaines d'inondation et dans les sables littoraux où la nappe phréatique peut varier.

En général les sols connaissent une dégradation importante et continue causée par la surexploitation et l'extension des zones agricoles utilisant des techniques inadaptées qui provoquent l'érosion des sols et souvent une pollution inquiétante liée à l'utilisation des pesticides et autres produits chimiques.

Climat

De par sa situation géographique, la Côte d'Ivoire est soumise à l'influence du Front Inter Tropical (FIT). En fonction de la latitude, trois zones climatiques se dégagent :

- le climat tropical de transition ou Climat soudanais;
- le climat équatorial de transition atténué ou climat baouléen ; - et
le climat équatorial de transition ou climat attiéen.

A ces trois zones climatiques, il faut ajouter le climat particulier de la région des montagnes (Climat des montagnes).

Le tiers Sud du pays est soumis au climat équatorial de transition (climat attiéen) avec des températures comprises entre 24° C à 32° C, des précipitations de 1 300 mm à 2 400 mm/an, un taux d'humidité de l'ordre de 80 à 90 % sur l'année et quatre saisons (deux saisons de pluie interrompues par deux saisons sèches d'inégale durée).

La partie centrale du pays présente un climat équatorial de transition atténué (climat baouléen) avec des températures comprises entre 20°C et 34°C, un régime de quatre saisons (2 sèches, 2 pluvieuses) avec des précipitations de l'ordre de 1 500 à 2 200 mm/an et un taux d'humidité de 60 à 70 %.

La partie Nord subit un climat tropical de transition (Climat soudanais), comportant deux saisons (sèche et pluvieuse) avec des températures comprises entre (18° C à 34° C), avec des précipitations de 1 000 mm à 1 700 mm/an et un taux d'humidité de 40 à 50 %.

Hydrographie

Le réseau hydrographique de la Côte d'Ivoire comprend quatre grands bassins hydrographiques de l'Ouest à l'Est :

- le Cavally,
- le Sassandra,
- le Bandama,
- et la Comoé.

On dénombre de nombreux petits cours d'eau côtiers au Sud du pays, dont les plus significatifs sont le Tabou, le Néro, le San-Pédro, le Niouniourou, le Boubo, l'Agnéby, la Mé, la Bia, le Tanoé et le Néro. (Avenard et al. 1971).

On dénombre aussi les affluents du Niger à l'extrême Nord, le Gbanhala, le Baoulé, le Dégou, le Kankélaba et la Bagoué ; les affluents de la Volta Noire au Nord-Est, avec le Koulda, le Kolodio, le GbanlouBineda et le Kohodio.

Il n'existe pas de lacs et d'étangs naturels. Les plans d'eau présentant de grandes surfaces de stockage des eaux à l'intérieur des terres, sont artificiels car liés aux barrages.

La formation des lagunes est l'un des éléments les plus caractéristiques de la topographie du pays, qui possède un littoral d'environ 550 km de long. La superficie totale des lagunes atteint environ 1200 km² avec plus de 1500 km de rivages. De l'Ouest à l'Est, on distingue la lagune de Grand-Lahou (superficie de 190 km²), la lagune Ebrié, (566 km² de superficie) et la lagune d'Aby (surface de 427 km²). Les trois principaux canaux joignant ces différentes lagunes sont : le canal d'Azagny, long de 17 km et reliant les lagunes de Grand-Lahou et Ebrié, le canal de Groguida, qui connecte deux branches de la lagune de Grand-Lahou avec une longueur de 1 km et le canal d'Assinie qui lie la lagune Ebrié à celle d'Aby avec une longueur de 48 km.

3.3 Environnement biologique de la Côte d'Ivoire

Zones écologiques

Le pays présente trois grandes zones écologiques :

❖ Zone guinéenne

Elle occupe 50% du pays et correspond à la région forestière. Elle est caractérisée par un climat subéquatorial à quatre saisons. La "forêt vierge" qui couvrait cette zone a été largement décimée par les activités anthropiques. Aujourd'hui, la forêt tropicale couvre une bande en basse-côte particulièrement dans le Sud – Ouest (de Tabou sur la côte jusqu'au Parc National de Taï) et une bande littorale, allant de Grand Lahou au Ghana. La zone est très défrichée par les paysans.

❖ Zone soudano guinéenne

Elle occupe 19% du pays et correspond à la zone de transition entre la zone forestière et la savane du Nord.

❖ Zone soudanienne

Elle occupe 31% du territoire national et est située dans la partie septentrionale. Il s'agit d'une région de savane couverte d'herbages et d'arbustes, puis de bosquets d'arbres en descendant

vers le Sud, tandis que sur les berges des fleuves se développent des forêts – galeries. En plus de ces trois grandes zones écologiques, le pays dispose de deux grands écosystèmes maritimes.

❖ Zones humides côtières

Elles s'étendent sur l'ensemble du littoral (550 km) et regroupent les forêts marécageuses, les lagunes et les estuaires avec leur végétation associée (mangroves et prairies marécageuses). Les végétaux caractéristiques de la mangrove ou forêt halophile sont les palétuviers dominés par l'espèce *Rhizophora mangle* (Rhizophoraceae). ❖ **Eaux marines**

Le plateau continental ivoirien est extrêmement étroit avec une moyenne de 13 miles (soit environ 24 kilomètres). Des affleurements rocheux (grès) marquent le rebord du plateau où s'installent des massifs de coraux profonds. ❖ **Biodiversité**

La biodiversité de la Côte d'Ivoire se caractérise par une richesse et une diversité biologique importantes. Les différents biotopes rencontrés sur le territoire Ivoirien abritent une diversité de vie exceptionnelle tant au niveau de la flore (Aubreville, 1971 ; Avenard, 1971 ; Ake, 1984, 1988 ; Anoma et Ake, 1989) que de la faune (Bellier, 1967).

Toutefois, la croissance de la population au taux de 2,6% par an, l'extension des zones agricoles, la déforestation, l'agriculture sur brûlis, le braconnage et l'abattage des arbres pour le charbon de bois ont entraîné l'érosion des sols, la destruction des habitats naturels et la raréfaction de la faune. L'utilisation de produits toxiques pour la pêche continentale a, comme conséquence, la destruction des milieux halieutiques. Cette situation a contribué à la diminution drastique de nombreuses espèces à tel point que certaines d'entre elles sont menacées de disparition. Cependant, la superficie forestière protégée et affectée à la conservation de la biodiversité est demeurée stable de 1990 à 2015 avec 808 000 ha. (FAO, 2015).

En ce qui concerne la faune, quatre groupes d'animaux ont été répertoriés comme des espèces endémiques : Batraciens (4) ; Mammifères (20) ; Myriapodes (78) et Arachnides (17). La Côte d'Ivoire présente la situation suivante :

- **Mammifères:** Au niveau des petits mammifères, 49 espèces ont été catégorisées moins préoccupantes, une espèce figure sur la liste rouge de l'UICN dans la catégorie en danger critique, 03 espèces ont des données insuffisantes et 02 espèces sont quasiment menacées. Au niveau des grands mammifères, sur les 82 espèces recensées, une (01) manque de données suffisantes, 42 sont de catégories moins préoccupantes selon UICN, 14 à risque faible, 07 quasiment menacées, 12 vulnérables, 05 en danger et une espèce de singe en danger critique d'extinction.

- Oiseaux: 699 espèces sont classées dans la catégorie préoccupation mineure, 02 espèces ont des données insuffisantes, 18 quasiment menacées, 16 vulnérables et 04 en danger.
- Insectes: Sur les milliers d'espèces répertoriées, leur statut demeure encore inconnu. Le seul insecte sur la liste rouge de l'UICN est le papillon "queue d'hirondelle géant" présent dans la forêt ivoirienne.
- Reptiles: 39 espèces sont classées dans la catégorie préoccupation mineure, 05 ont un statut encore inconnu, du fait de l'insuffisance de données, 02 classées à faible risque, 04 classées Vulnérables(le crocodile nain de forêt, la tortue verte de Ridley et la Kinixys de Home) et une seule en danger (un Gecko endémique). Une seule est classée en danger critique selon UICN et il s'agit du crocodile à long museau.
- Amphibiens: 56 sont classées dans la catégorie peu préoccupante, une seule dont les données sont insuffisantes, 32 à soucis de conservation dont 02 en danger critique, 05 en danger, 18 quasiment menacées et 07 vulnérables.
- Poissons: Sur les 60 espèces de poissons classées dans la liste rouge de l'UICN, 09 sont classées dans la catégorie préoccupation mineure, 19 ont des données insuffisantes, 11 espèces considérées comme presque menacées (la raie léopard, le requin tisserand, le requin bleu, la mante aguila, la petite manta, et le pailona commun), 12 vulnérables dont le requin océanique, la raie papillon épineuse, le poisson guitare à lunaire, 07 en danger et 02 en danger critique(le poisson scie et le poisson scie commun). (UICN, 2014). ❖

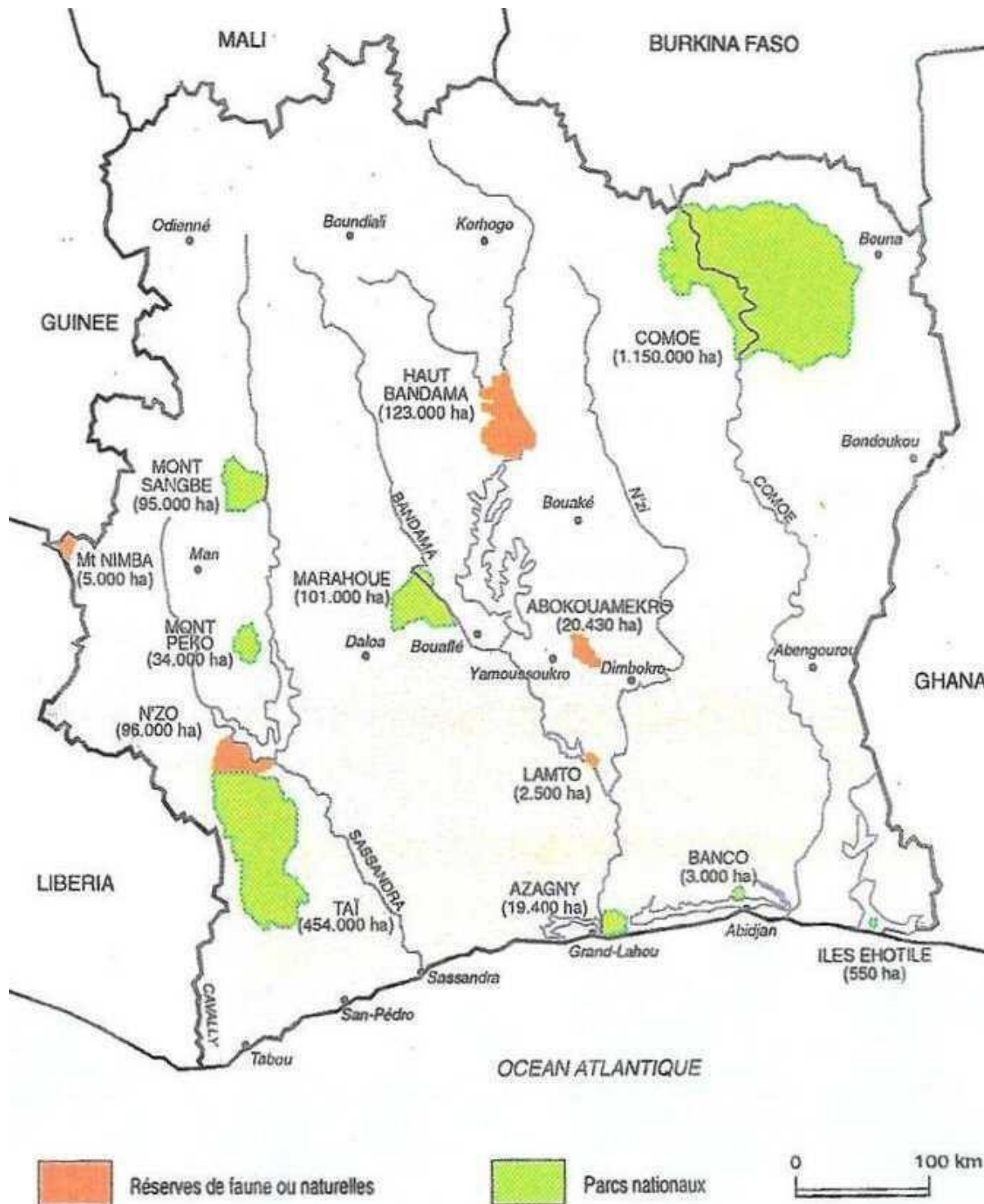
Aires protégées et forêts classées

Les sites riches en biodiversité ont obtenu les différents statuts de protection. Les premières réserves de faune (Bouna et Haut –Sassandra) et parcs nationaux (Comoé et Taï) ont été créés en 1926, les autres entre 1968 et 1981. Le domaine forestier permanent actuel de l'État comprend (Kouame F. N., et al, 2010) :

- Huit (8) parcs nationaux couvrant une superficie totale de 1 856 750 ha dont 33 % en zone de forêt dense humide et 67 % en zone de savane ;
- Deux (2) réserves naturelles intégrales couvrant une superficie totale de 7 585 ha dont 66 % en zone de forêt dense humide et 34 % en zone de mosaïque forêt-savane ;
- Trois (3) réserves partielles de faune avec une superficie totale de 239 430 ha dont 60 % en zone de savane et 40 % en zone de forêt dense humide ;
- Dix-sept (17) réserves botaniques, dont la superficie totale est estimée à 219 518 ha,

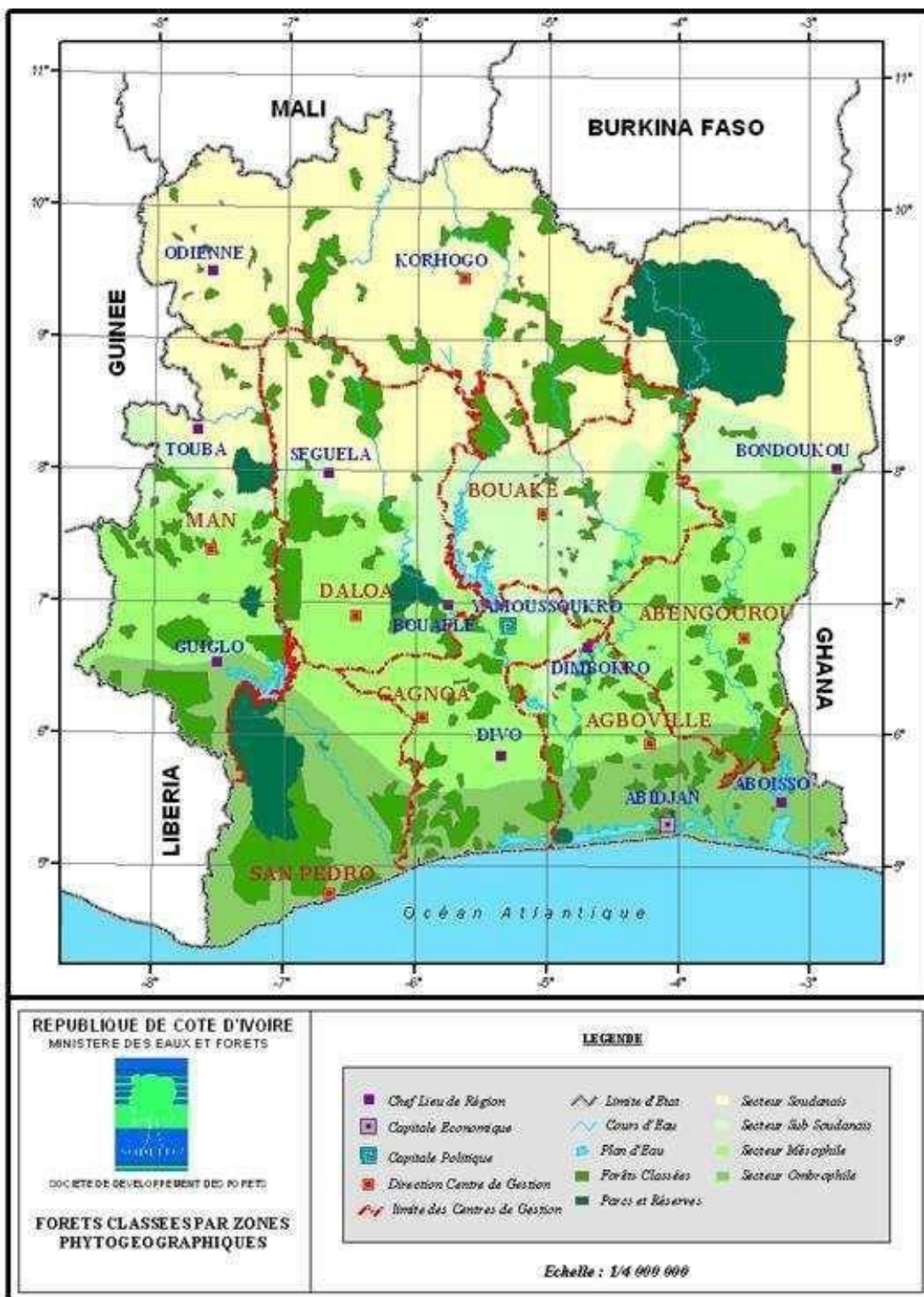
- Cent quatorze (114) entités forment le réseau des forêts classées dont cent douze (112) gérées par la SODEFOR et les deux sous la tutelle du projet de Gestion Participative des Ressources Naturelles et de la Faune (GEPRENAF).

Ces aires protégées et forêts classées ne seront pas impactées par le projet.



Source : Document de Politique forestière 2010 – 2015

Figure 2 : Carte de répartition des parcs et réserves de la Côte d'Ivoire



Source : Document de Politique forestière 2010 – 2015

Figure 3 : Carte de répartition des forêts classées de la Côte d'Ivoire

3.4 Environnement humain de la Côte d'Ivoire

❖ Démographie

Selon le dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2014, la population de la Côte d'Ivoire était de 22 671 331 habitants pour une densité de 70,3 habitants au km². En 1998, cette population s'élevait à 15 336 672 habitants. Sur cette période 1998-2014, le taux de croissance démographique est passé à 2,6%. La population rurale de la Côte d'Ivoire représente 47,7 % de la population totale soit 11 262 918 habitants, pendant que celle du milieu urbain représente 50,3%, soit 11 408 413. Le District d'Abidjan, la grande métropole du pays, représente plus de 38,7 % de cette population totale. Sur les 8198 localités répertoriées sur toute l'étendue du territoire Ivoirien, 5466 ont une population de plus de 500 habitants. La proportion de la population non-ivoirienne est passée de 26 % en 1998 à 24 % en 2014. ❖

Activités économiques et pauvreté

De 1960, année de l'indépendance, à 1980, la Côte d'Ivoire a connu un développement économique élevé avec un taux de croissance de plus de 8% par an. Au cours des années 80, des signes caractéristiques d'une instabilité macro-économique sont apparus du fait de la sécheresse et de la mévente du binôme café - cacao. À l'instabilité économique s'ajouta dès 1990 l'instabilité sociopolitique. Les crises économiques depuis les années 1980 et les crises politico-militaires successives (1999, 2002 et 2010) ont engendré des effets négatifs sur l'ensemble de la vie économique et sociale.

Avec la cessation des hostilités, la Côte d'Ivoire amorce un nouvel élan de croissance économique à travers sa marche vers l'émergence prônée par les gouvernants. Le taux de croissance du PIB, de 5,7% en 1998, s'est effondré à moins de 2% sur la période 2000-2010, pour se situer à -4,4 en 2011. Depuis 2012, la Côte d'Ivoire se classe parmi les pays à fort taux de croissance dans le monde, avec un indice de 10,7%. Ce taux connaîtra une légère chute pour se situer à 8,5% en 2014, avant d'être à 9,5% en 2015, pour ensuite être estimée à 9,8% en 2016.

L'indice de pauvreté qui se situait entre 42 et 44% en 2003, s'est accru avec une accentuation de l'inégalité des revenus entre pauvres et riches pour se situer à 48,9% en 2008. En 2015, l'indice de pauvreté va reculer pour se situer à 46,3% avec un niveau plus accentué en milieu rural (56,8%) qu'en milieu urbain (35,9%). Le niveau varie de 22,7% dans la ville d'Abidjan à

71,7% dans la région du Kabadougou. Les régions contribuant le plus à la pauvreté sont la ville d'Abidjan (9,3%), la région du Hautassandra (7,5%), la région du GBEKE (5,3%) et la région du TONKPI (5,7%). (ENV2015)³

L'économie Ivoirienne repose pour l'essentiel sur l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse qui sont aujourd'hui le premier pourvoyeur d'emplois (70 % de la population active) et représentent 26 % du PIB et 60 % des recettes d'exportation. ❖ **Agriculture**

L'agriculture reste le moteur de l'économie ivoirienne répartie entre les cultures de rente 61,7% (cacao, café, hévéa, coton, Palmier à huile, etc.), céréalières et vivrières 33,4% (riz, igname, banane maïs etc.), fruitières 2,8% (mangue, orange etc.) et maraîchères (tomate, choux, carottes concombre, etc.).⁵

Les productions agricoles semblent se répartir sur toute l'étendue du territoire ivoirien en fonction des zones éco-climatiques de la Côte d'Ivoire. Ainsi, les produits agricoles industriels en zone de forêt concernent le cacaoyer et les caféiers qui sont par excellence des cultures de la zone, l'ananas le bananier le palmier à huile, le cocotier, le colatier et l'hévéa. En zone de savane, ce sont le cotonnier, la canne à sucre, le manguier et l'anacardier.

Les cultures vivrières connaissent une répartition nationale avec quelques acceptions. Ce sont l'igname prolifique en zone de savane, le manioc plus importante en zone tropicale humide, le maïs, la banane plantain, le taro, le riz, le fonio, le sorgho, le mil et l'arachide (Koulibaly A. et al. 2010).

❖ **Elevage**

L'élevage est une activité économique pratiquée en Côte d'Ivoire mais qui reste encore en développement. Elle contribue à environ 4,5% au PIB agricole et 2% au PIB total. Il est constitué de bovins, ovins, caprins, porcins et de volailles. Cependant, la Côte d'Ivoire est très dépendante de l'extérieur pour la couverture de sa demande en viande et abats, et en produits laitiers. En 2011, pour couvrir la demande nationale, elle a importé 83% de ses besoins en lait et produits laitiers ; 58% de sa consommation en viande de bovins ; 32% en viande de petits ruminants ; 46% en viande porcine.

❖ **Pêche et ressources halieutiques**

L'océan Atlantique, les fleuves, les lacs et les bassins versants représentent d'importantes zones pour la pêche et les ressources halieutiques. La production halieutique ivoirienne (50,293 t) est

organisée autour de la pêche industrielle (8,987 t), des pêches artisanales (36,806 t) et de l'aquaculture (4500 t). Les importations en poissons et dérivés représentent 359,763 tonnes. (Source : Direction de l'Aquaculture et des Pêche/MIRAH, 2012).

❖ **Tourisme et artisanat**

Ce secteur se présente comme une activité importante de l'économie ivoirienne avec de plus en plus de visiteurs. Cette activité a connu un ralentissement du fait de la guerre depuis 2002, mais, est en pleine relance avec les activités de valorisation du secteur par Côte d'Ivoire Tourisme. Le Gouvernement ivoirien conscient de l'opportunité qu'offre le secteur du tourisme compte mettre en place une Politique Générale du Tourisme visant à faire de la Côte-d'Ivoire l'un des cinq premiers pays en Afrique et la première destination touristique en Afrique de l'Ouest, à l'horizon 2030.

❖ **Industrie**

En 2014 la Côte d'Ivoire comptait 5200 unités industrielles constituées de 64,5% d'industries manufacturières, 20% pour l'extraction, 13,3% pour les BTP et 2,2% pour l'énergie. Le secteur emploie environ 800 000 personnes et les produits transformés comptent pour environ 60% des exportations et 25% du PIB.

L'objectif principal de la politique industrielle mise en place par le Gouvernement ivoirien est d'accroître de manière significative la contribution du secteur industriel dans la création de richesses et d'emplois.

Les cinq domaines clés sur lesquels est axé le développement de la politique industrielle ivoirienne sont : i) l'agro-industrie (Palmier à huile, anacarde, coton-textile, cacao, hévéa, fruits et légumes, etc.) ; ii) Ressources naturelles non agricoles (Mines, pétrole, gaz) ; iii) les industries structurantes (Métallurgie et aciérie, cimenterie, chimie, etc.) ; iv) les produits de consommation (Textile, emballage, médicaments génériques, etc.) ; v) les industries manufacturières légères (Assemblage et montage, équipements, etc.).

Plusieurs zones industrielles sont réparties sur toute l'étendue du territoire ivoirien avec une concentration plus importante dans la partie sud du pays. Les grandes zones industrielles sont :

- Abidjan (1,825 ha répartis en quatre districts)
- Bonoua (500 ha)
- Yamoussoukro (700 ha)
- San Pedro (200 ha) - Bouaké (500 ha).

A côté de ces grandes zones, des zones industrielles économiques couvrant plus de 20 hectares se répartissent à travers le pays. Elles se retrouvent à Anyama, Daloa, Korhogo, Abengourou, Agnibilékro etc. La nouvelle zone industrielle d'Abidjan située au PK 24 (Akoupé-Zeudji) couvrant 940 ha et récemment Zone d'Aménagement Différée (ZAD) a été mise à la disposition des investisseurs pour l'installation d'unités industrielles en privilégiant le Partenariat PublicPrivé (PPP).

Ce même procédé est initié en vue du développement de parcs industriels pour l'intérieur du pays : Bouaké, San Pedro, Bonoua, Yamoussoukro, Korhogo, Adzopé, Aboisso.

❖ Prévention de la violence basée sur le genre

Le document de Stratégie Nationale de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre (SNLVBG) est l'aboutissement d'un processus déclenché par le Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant (MSFFE) et soutenu par plusieurs partenaires, de 2009 à 2014.

La mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre est basée sur des principes directeurs que sont les principes de la proximité, du faire-faire, de la transparence, de la participation, de l'équité, de la célérité, de la subsidiarité, de la complémentarité et de la synergie.

Les facteurs déterminants pour la réussite de la stratégie nationale de lutte contre les VBG :

- ✓ la volonté du Gouvernement de soutenir la lutte contre les VBG par la mise en place des textes législatifs et réglementaires, des institutions et des ressources humaines et matérielles appropriées ;
- ✓ la mise en place d'un budget conséquent pour l'appui à la lutte contre les VBG ;
- ✓ l'établissement/le renforcement d'un partenariat stratégique et opérationnel au niveau international, national et décentralisé ;
- ✓ La nécessité pour l'Etat de mobiliser des ressources additionnelles auprès des partenaires techniques et financiers ;
- ✓ la vulgarisation et l'appropriation du document de stratégie nationale de lutte contre les VBG par l'ensemble des parties prenantes. L'application effective des conventions et textes internationaux et nationaux relatifs au respect des droits humains signés et ratifiés.

Services sociaux

❖ Santé

La Côte d'Ivoire, à l'instar des autres pays, s'est engagée à l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD), à travers leur intégration dans son Plan National de Développement (PND) 2016-2020. Au niveau du secteur de la santé, cette volonté s'est traduite par l'élaboration du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2016-2020, qui définit les priorités et les cibles du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP).

Pour une meilleure planification des interventions de santé et un bon suivi de l'action sanitaire, des documents stratégiques, dont le Rapport Annuel sur la Situation Sanitaire (RASS), sont régulièrement produits par le MSHP afin d'aider et orienter la prise de décisions.

En 2017, le nombre total d'établissements sanitaires de premier contact (ESPC) est de 2 252 avec 1528 soit 67,9% en milieu rural et 724 soit 32,1% en milieu urbain. Le ratio national est de 1 ESPC pour 10 912 habitants (0,9 ESPC pour 10 000 habitants). La norme OMS de 1 ESPC pour 10 000 habitants n'est pas atteinte. On retient que onze (11) régions ont atteint la norme OMS (1 ESPC pour 10 000 habitants). Le ratio le plus élevé est observé dans la région sanitaire du Kabadougou-Bafing-Folon (1,8 ESPC pour 10 000 habitants) et les plus faibles dans les deux régions sanitaires d'Abidjan : Abidjan 2 (0,4 ESPC pour 10 000 habitants), Abidjan 1 Grands Ponts (0,5 ESPC pour 10 000 habitants).

Le nombre total d'hôpitaux de référence n'a pas varié de 2016 à 2017 soit 82 Hôpitaux Généraux (HG) et de 17 Centres Hospitaliers Régionaux (CHR). Le ratio national enregistré en 2017 est 01 hôpital de référence pour 206 479 habitants (0,7 Hôpitaux de référence pour 150 000 habitants). La région sanitaire du Sud-Comoé (2,3 hôpitaux de référence pour 150 000 habitants) enregistre le ratio le plus élevé, tandis que les régions du Haut Sassandra, Abidjan 2 et Abidjan 1 Grands-Ponts présentent les ratios les plus bas avec chacun 0,4 hôpital de référence pour 150 000 habitants. Pour les districts sanitaires, Au total trente-sept (37) soit 44,6% ont atteint la norme OMS. Cependant, les districts sanitaires de Korhogo, Adjamé-PlateauAttécoubé, et Abobo-Est affichent les plus faibles ratios (0,2 hôpital de référence pour 150 000 habitants). On note que les districts sanitaires de Bouaké Nord Est et de Yopougon-Est, ne disposent pas d'hôpital de référence.

En 2017, sur les 83 districts sanitaires que compte le pays, 35 soit 42,2% ont atteint la norme OMS contre 56 sur 82 districts sanitaires en 2016, soit 68,2%. Les ratios les plus élevés sont observés dans les districts sanitaires de Cocody Bingerville (3,3 Médecins pour 10 000 habitants), Jacqueline (3,1 Médecins pour 10 000 habitants). Les districts sanitaires de Gagnoa,

de Bangolo, Guitry et Vavoua (0,3 Médecin pour 10 000 habitants) enregistrent les ratios les plus bas.

Le nombre total d'infirmiers exerçant dans le secteur public du MSHP est de 10 745 en 2017. Parmi eux, 10 521 sont enregistrés dans les différents services d'offre de soins tandis qu'en 2016, ce chiffre était 10 038 dont 9 912 infirmiers prestataires de soins. Le ratio national est d'un (01) infirmier diplômé d'État (IDE) prestataire de soins pour 2 335 habitants (soit 2,1 infirmiers pour 5 000 habitants). La norme OMS (01 infirmier pour 5 000 habitants) a été atteinte. En 2017 tout comme en 2016, la norme OMS a été atteinte dans toutes les régions sanitaires du pays.

Le nombre total de Sage-femme exerçant dans le secteur public du MSHP est de 4 452 en 2017 dont 4 369 sont dans les différents services d'offre de soins tandis qu'en 2016, l'on dénombrait 4 011 dont 3 948 sages-femmes en poste dans les services de soins. Le ratio national est d'une (01) sage-femme en service de soins pour 1 333 femmes en âge de procréer (FAP), soit 2,3 sages-femmes pour 3 000 femmes en âge de procréer. La norme OMS a été atteinte dans toutes les régions sanitaires.

❖ Education

Le système ivoirien comprend les cycles habituels du primaire, du secondaire et du supérieur. 55% de la population de 6 à 17 ans et 61% des filles de ce même groupe d'âge sont en dehors de l'école. Le faible taux de scolarisation des filles a conduit l'État à développer, dans les années 1990, une politique spécifique pour la scolarisation de la jeune fille.

Dans le cadre de redynamisation du Secteur Éducation après la crise postélectorale de 2010, la République de Côte d'Ivoire a initié le Projet d'Urgence d'Appui à l'Éducation de Base (PUAEB) avec le concours technique et financier de la Banque mondiale. À partir du RGPH 2014, l'on a pu déceler que dans la population de 15 ans et plus (13 185 520 individus), plus de la moitié (56,1 %) ne savent ni lire ni écrire dans une langue quelconque. L'analphabétisme demeure élevé (63 %) avec des femmes moins alphabétisées que les hommes (63 % contre 49 %). Cependant, la population non ivoirienne est plus touchée (73 %) que la population ivoirienne (51 %).

❖ Emploi

L'emploi est assuré par la fonction publique, les entreprises, industries privées et le secteur informel. Cependant, le taux de chômage reste élevé. En février 2015, il représentait 6,9% de

la main d'œuvre, soit environ 554 008 de chômeurs sur une population active de 6 502 115. Au fil des ans, le chômage s'est accru et plus du tiers des jeunes de 15 à 35 ans sont dans une situation difficile vis-à-vis de l'emploi (chômage, sous-emploi, etc.) » (ENV, 2015). L'une des solutions envisagées pour remédier au problème du chômage réside dans la diversification des emplois, par la création d'activités indépendantes génératrices de revenus, en complément des emplois salariés. (In La Côte d'Ivoire en chiffres, 2007, page 176-180). En outre l'accent est mis sur l'initiative privée et l'entrepreneuriat pour juguler cette situation de chômage. A cet effet, la Côte d'Ivoire a initié avec l'appui financier de la Banque mondiale le Projet Emploi Jeune et Développement des Compétences (PEJEDEC).

❖ Foncier

La question foncière est l'une des questions clés de la Côte d'Ivoire. En effet, le développement spectaculaire que connaît l'agriculture ivoirienne a provoqué une forte poussée démographique dans les zones forestières, propices au développement des cultures d'exportation que sont le café et le cacao. Cette situation, n'est pas sans conséquence sur l'évolution des zones d'accueil. Le couvert forestier et les terres arables ont connu ou connaissent de graves dégradations dues à l'exploitation massive. Pire, la disponibilité des terres est devenue très rare. Les enjeux sur la terre se complexifient, entraînant parfois des conflits entre les différentes communautés. La loi foncière de 1998, votée pour répondre à la question, demeure jusqu'ici inapplicable. Des mécanismes de clarification foncière et de délimitation des terroirs sont initiés à travers le Projet National de Gestion des Terroirs et d'Équipement Rural (PNGTER), dans sa Composante Appui à la Sécurisation Foncière Rurale (ASFR) et le Programme de Sécurisation Foncière Rurale (PSFR).

3.5 Description de l'état initial des zones d'intervention des sous-composantes

❖ Région des Lagunes (Abidjan)

Le sous-projet prévu dans cette région concerne la protection sociale.

➤ Cadre géomorphologique

La région appartient au bassin sédimentaire côtier qui ne représente que 2,5% de la superficie du pays. Le bassin sédimentaire, composé de formations post éburnéennes, s'inscrit dans un rectangle côtier entre les latitudes 5°00 et 5°30 N et entre les longitudes 3°00 et 6° 00 W.

Le bassin côtier ivoirien, d'âge crétacé-quaternaire, s'étend sur 400 km de long et sur 40 km de large de Fresco à la limite du Ghana. Il s'étend en mer jusqu'aux environs de l'isobathe

5000 mètres. La subsidence du bassin sédimentaire ivoirien a débuté au Crétacé et se poursuit jusqu'à nos jours.

➤ **Cadre géologique**

Le contexte géologique de la ville d'Abidjan est celui du bassin sédimentaire de Côte d'Ivoire. Il est caractérisé par une longueur de 350 km de l'Est à l'Ouest et une largeur Nord-Sud, très réduite, qui est comprise entre 10 et 40 km. Les couches successives sont en position monoclinale, le pendage étant dirigé vers l'océan.

➤ **Cadre pédologique**

Les sols de la région d'Abidjan sont des sols ferralitiques, hydromorphes et des sols récents :

- les sols ferralitiques qu'on rencontre sur les bas et hauts plateaux, présentent une structure dans laquelle l'altération des minéraux est complète. La mise en place de cette texture pédologique provient du processus de ferralisation développé sous l'influence des facteurs paléo climatiques et des types très anciens de végétation. L'abondance des pluies et les températures élevées entraînent la constitution d'un profil étagé avec :
 - un premier horizon peu épais, pauvre en humus et riche en matière organique ;
 - un deuxième horizon, très épais, avec prédominance de teinte rouge ou brune et abondance de fer et d'alumine ;
 - un troisième horizon argileux, compact et quelque peu perméable ;
 - un horizon de base, très épais, de teinte variable liée à la nature de la roche mère.
- les sols hydromorphes constituent le deuxième élément pédologique important du secteur d'Abidjan. Cette hydromorphie a été provoquée par une évolution pédologique dominée par un excès d'eau.
- les sols récents et très peu évolués, bien que spatialement plus réduits que les deux autres, se sont développés dans le secteur littoral, en présentant un faciès assez grossier où dominant les éléments sableux. Ce sont les dunes littorales.

➤ **Cadre hydrogéologique**

Les aquifères du bassin sédimentaire côtier sont des aquifères assez homogènes et très perméables. On distingue principalement trois (3) catégories de nappes : la nappe du Quaternaire, la nappe du Continental Terminal, encore appelée « nappe d'Abidjan », et la nappe fossile du Crétacé Supérieur ou Maestrichtien.

La nappe d'Abidjan est constituée, en l'absence de bancs argileux lenticulaires entre les niveaux

3 et 4, par les sables grossiers fluviatiles à passées d'argiles versicolores, les argiles sableuses et sables argileux.

➤ **Cadre hydrographique**

Le réseau hydrographique du pays comprend quatre bassins principaux :

- à l'Ouest, le Cavally (700 km) couvre un bassin versant de 28 800 km² dont seulement 15 000 en Côte d'Ivoire ;
- le Sassandra qui prend sa source en Guinée et draine 75 000 km² en Côte d'Ivoire sur une longueur de 650 km ;
- le Bandama, formé du Bandama Blanc, du Bandama Rouge (ou Marahoué) et du N'zi, a une longueur totale de 1 050 km et occupe un bassin de 97 000 km² ;
- la Comoé, à l'Est, prend sa source au Burkina Faso et draine 78 000 km² en Côte d'Ivoire sur une longueur de 1 160 km.

➤ **Climat**

Le District Autonome d'Abidjan dans lequel se situe le projet est situé en dessous du 6ème parallèle. Il est soumis à un climat équatorial de transition (climat Attiéen), marqué par quatre (4) saisons nettement différenciées par le régime pluviométrique, à défaut de variations importantes de la température.

- la grande saison sèche, de décembre à avril, caractérisée par un ciel très nuageux et brumeux, le matin, dégagé et ensoleillé, le reste de la journée. La tension de vapeur d'eau est forte car les effets de l'harmattan sont moins marqués. Les précipitations sont rares ;
- la grande saison des pluies, de mai à juillet, caractérisée par de très fortes nébulosités, des pluies fréquentes et abondantes, et souvent longues (24 heures ou plus), sous forme de pluies continues modérées à fortes ;
- la petite saison sèche, d'août à septembre, caractérisée par une durée de l'insolation très faible. Le nombre de jours de pluies est élevé mais les quantités d'eau recueillies sont très faibles ;
- la petite saison des pluies, d'octobre à novembre, caractérisée par une température et une tension de vapeur d'eau très élevée. La durée de l'insolation est importante.

➤ **Environnement biologique**

La Région d'Abidjan, du fait de sa position géographique sur le littoral ivoirien a abrité dans un passé plus ou moins proche un paysage constitué de deux grands ensembles. Le premier

ensemble, d'origine anthropique est un ensemble agraire marqué par d'immenses plantations industrielles constituées principalement d'hévéas, palmiers à huile, de cocoteraies, des ananeraies. Bien que perturbé fortement par les défrichements et les plantations industrielles, le second ensemble quant à lui est constitué de formations naturelles caractérisées par des paysages et écosystèmes de type continental (forêt sempervirente, savanes incluses) et ceux des milieux humides (forêts marécageuses, mangroves).

Le milieu aquatique est représenté par des mares, des lacs, des lagunes, des baies et des estuaires disséminés le long du littoral.

Les niches écologiques sont quasi inexistantes du fait de la forte pression humaine, d'où une richesse faunique faible. Nous notons la présence de varans dont la chair est très prisée par les populations riveraines, la présence d'amphibiens, de serpents, de crustacés notamment les crabes (*Cardisoma sp.*) visibles en bordure de lagune et entrant dans l'alimentation des populations riveraines, des rats. L'avifaune est très pauvre et constituée de nids de colibris : l'entomofaune quant à elle existe à travers des colonies de termites telles que *Macrotermes bellicosus*, *Msubhyalinus*, *Amitermes sp.*, *Cubitermes sp.* Ainsi que des fourmis, des papillons et coléoptères.

➤ Environnement lagunaire

Le système lagunaire Ebrié s'étend sur 140 km le long du Golfe de Guinée entre 3°40' et 4°50' à la latitude de 5°20' et 5°10'. Il est constitué de la lagune Ebrié proprement dite pour 523 km² et des lagunes Aghien et Potou pour 43 km². La lagune Ebrié présente de nombreuses baies et chenaux peu profonds (entre 4 et 6 m environ) débouchant parfois sur des "fosses" de 20 m de profondeur. Ces dépressions représentent près du cinquième de la surface totale de la lagune.

Son bassin est étroit (1 à 7 km) et peu profond (4,8 m en moyenne). Le volume de la lagune est d'environ 2,5.10⁹ m³ (varlet, 1978). Le système lagunaire Ebrié est séparé de l'Océan Atlantique par un cordon littoral sableux de 8 km d'épaisseur. Il communique avec l'océan par l'intermédiaire du canal de Vridi, long de 2 700 m et large de 370 m avec une profondeur de 13,50 m dont l'ouverture artificielle permanente a été réalisée en 1950. Le Grau de Bassam, ancien exutoire naturel, est actuellement fermé bien qu'il ait été réouvert artificiellement en septembre 1987 pour permettre l'évacuation en mer de végétaux aquatiques flottants envahissants. Le système lagunaire Ebrié est influencé à l'Ouest par l'Agnéby et à l'Est par le fleuve Comoé et la Mé.

➤ Situation géographique, administrative et démographique

La Région d'Abidjan est située dans la basse Côte d'Ivoire forestière, en bordure du Golfe de Guinée et est compris entre les latitudes 5°00' et 5°30' N et les longitudes 3°50' et 4°10' W. Il s'étend sur 2 119 km² et la ville d'Abidjan qu'il englobe, occupe une superficie de 422 km². Traversé par la lagune Ebrié, il est limité :

- au Nord par la région de l'Agneby – Tiassalé ;
- au Sud par l'océan Atlantique ;
- à l'Ouest par les Départements de Dabou et de Jacqueville ; - à l'Est par les Départements de Grand-Bassam et d'Alépé.

En 2014, selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de RGPH 2014 le District Autonome compte 4 707 404 habitants dont 2 337 581 hommes et 2 369 823 femmes.

Le District Autonome d'Abidjan comprend treize (13) communes autonomes et est cerné par un plan d'eau (15% de la superficie). Du point de vue administratif, le District Autonome d'Abidjan fait partie des 12 districts dont deux autonomes (le District Autonome d'Abidjan : capitale économique et le district de Yamoussoukro : capitale politique) que compte la Côte d'Ivoire. Le décret du 18 novembre 1956 érigea la ville d'Abidjan en commune de plein exercice. En application de la loi n°80-1180 du 17 octobre 1980 relative à l'organisation municipale, la ville d'Abidjan est devenue une commune distincte des dix communes qui la composait (Abobo, Adjamé, Cocody, Koumassi, Marcory, Plateau, Port-Bouët, Treichville, Attécoubé et Yopougon).

En 2001, la loi n°2001-476 du 9 août relative à l'orientation générale de l'administration territoriale, a érigé la ville d'Abidjan en District Autonome. Il est constitué, en plus des communes urbaines suscitées, de quatre (4) Sous-préfectures (Anyama, Bingerville, Songon et Broffodoumé). Le District est dirigé par un gouverneur nommé par le Président de la République.

Ci-dessous une présentation du District Autonome d'Abidjan :

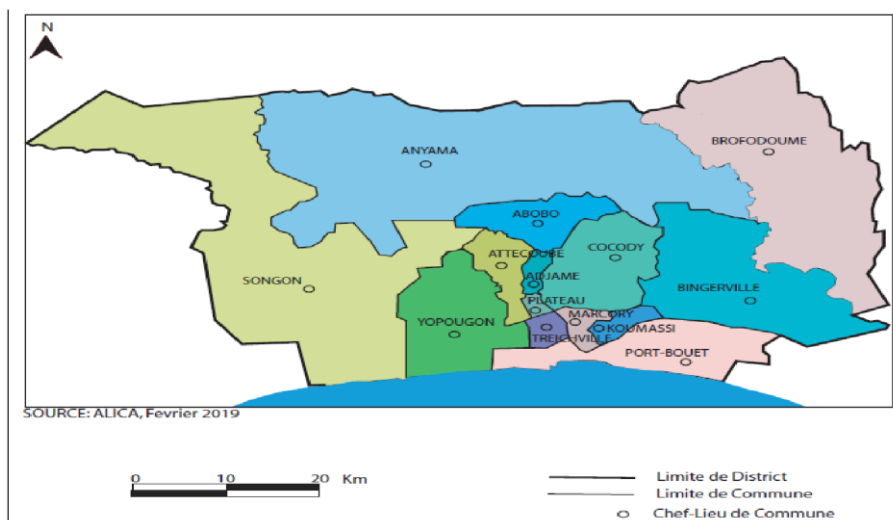


Figure 4 : Carte du District Autonome d'Abidjan

➤ Organisation sociale, politique et culturelle

Les populations autochtones du District Autonome d'Abidjan (Ebrié, Attié et Mbato) appartiennent au sous-groupe ethnique des Akan lagunaires. Du point de vue social et politique, elles sont organisées en villages, en groupe de clans et en générations.

Les Ebrié ou Tchaman sont un regroupement de dix phratries possédant chacune son nom : Kwè, Bodo, Badjin, Songon, Nonkwa, Djèpo, Gnangon, Bia, Bidjan, et Yopougon. Ces phratries forment une soixantaine de villages repartis dans tout le District Autonome d'Abidjan. Il s'agit des villages de Blockauss et de Cocody village dans la commune de Cocody ; AboboTé, Abobo Baoulé, Anonnkoi-Kouté dans la commune d'Abobo ; Petit-Bassam dans la commune de Koumassi ; Adiopodoumé, Niangon, Azito, Béago et Kouté dans la commune de Yopougon ; Anoumabo dans la commune de Marcory et du village Ebrié dans la commune d'Adjamé. En dehors d'Abidjan, les Ebrié résident dans les Sous-préfectures de Bingerville et de Songon. De façon traditionnelle, les Ebrié sont organisés en huit matriclans ou mando à savoir Abromando, Adjumando, Fiédoman, Gbadoman, Godouman, Kouèdoman, Lokoman et Tchadoman.

Au plan politique, les Ebrié, les Attié et les M'Batto sont organisés en génération et en classe d'âge. Le peuple Ebrié est organisé autour d'un système qui comprend quatre générations : Blessoué, Gnando, Dougbo et Tchagba. Chaque génération comprend quatre classes d'âge : Djehou (aînés), Dongba (puînés), Agban (cadets) et Assoukrou (benjamins).

La gestion foncière dans le District Autonome d'Abidjan relève de plusieurs autorités (l'Etat, le Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, le Ministère de l'Intérieur et

de la Sécurité, la Mairie et la chefferie villageoise). Traditionnellement, les populations autochtones exercent des droits coutumiers sur les terres.

La vie du District Autonome d'Abidjan est animée par différents faits culturels dont :

- les fêtes de générations organisées périodiquement dans les villages Ebrié et Akyé ; - les activités sportives et culturelles organisées dans les quartiers, notamment pendant les grandes vacances ;
- la consommation d'une variété musicale qui s'exporte également à travers toute l'Afrique et l'Occident (Zouglou, Zoblazo, Mapouka, Couper-décaler, Akobo poussière etc.) ;
- les festivals de danse, de music, de cinéma (Festivals Clap-Ivoire et du court métrage, FICA, FEMUA, etc.) ;
- les manifestations annuelles liées à la mode, à la célébration de la beauté ivoirienne et africaine (Miss Côte d'Ivoire par exemple) ;
- les spectacles d'humour (Bonjour 2018 par exemple) etc.

➤ **Situation économique**

Les premières activités économiques à Abidjan ont été la pêche et l'agriculture. Ce dernier secteur s'est développé grâce aux conditions naturelles favorables et à une main d'œuvre de plus en plus importante et motivée.

Toutefois, ce secteur sera vite surclassé du fait de l'urbanisation galopante et surtout par la forte industrialisation dominée par les agro-alimentaires, les industries plastiques et chimiques, ainsi que celles des matériaux de construction. Elle ne se résume plus qu'en une simple agriculture périurbaine dominée par les cultures vivrières et maraîchères.

A travers l'implantation de banques commerciales internationales, de représentations des institutions financières internationales, de divers établissements financiers nationaux et de plus d'une trentaine de compagnies d'assurances, Abidjan est devenue en outre, une place financière qui anime toute l'Afrique de l'Ouest.

L'essor de l'économie du District Autonome d'Abidjan repose également sur les entreprises du bâtiment et des travaux publics, les sociétés de production et de distribution d'énergie électrique, les sociétés de communication et de télécommunications (téléphonie fixe, téléphonie mobile, Internet), les sociétés portuaires et aéroportuaires, les entreprises relevant des domaines du transport et de l'hôtellerie.

A côté, il faut également remarquer l'existence d'un secteur informel incontrôlé et jusque-là incontrôlable dans tous les secteurs d'activités économiques.

Le dynamisme de tous ces secteurs permet au District de participer à hauteur de 40% au PIB ivoirien, soit 9,52 milliards de dollars. Ce qui explique l'impressionnant rayonnement que la ville d'Abidjan a sur les autres villes ivoiriennes et partant au-delà des frontières du pays.

➤ **Infrastructures et équipements**

Le District Autonome d'Abidjan dispose d'importantes infrastructures et équipements économiques et sociaux de base. Mais sous la forte pression anthropique, ces infrastructures et équipements sont dans un état de dégradation très avancé et inadéquat avec comme conséquence la dégradation des conditions de vie des populations d'Abidjan (inondations récurrentes dans la ville d'Abidjan en saison des pluies, coupures intempestives d'eau et d'électricité dans les quartiers d'Abidjan, etc.).

□ **Electricité**

Le réseau électrique de l'agglomération d'Abidjan s'étend sur 3 177 km (1998). Le linéaire en moyenne tension est de 1 079 km et la basse tension est de 2 099 km. La ville d'Abidjan a une bonne couverture en électricité. Elle consomme à elle seule 2 453 GWH/an, soit 60% de la consommation nationale. Mais cette couverture s'avère insuffisante. Ce qui a entraîné de nombreux délestages en Côte d'Ivoire courant 2010 avec ses conséquences socio-économiques désastreuses.

Ces délestages sont le fait du non-investissement dans la production de l'électricité par l'Etat de Côte d'Ivoire, depuis près d'une décennie. Aujourd'hui, d'importants efforts sont consentis par le gouvernement ivoirien afin d'assurer au District Autonome d'Abidjan et à toute la Côte d'Ivoire une couverture énergétique permanente à travers des investissements dans la production de l'électricité (projet CIPREL IV, etc.).

□ **Approvisionnement en eau potable**

L'approvisionnement d'Abidjan en eau potable est fait à partir de la nappe d'Abidjan d'une capacité maximale d'exploitation de 386 000 m³/jour, qui semble être atteinte. C'est la cause des coupures d'eau dans les communes d'Abidjan.

L'alimentation en eau potable d'Abidjan se fait exclusivement à partir de forages captant la nappe du Continental terminal dite « nappe d'Abidjan ».

Cette nappe est délimitée au Sud par la lagune Ebrié, à l'Ouest par l'Agnéby et la Nieké, au Nord par le contact Continental terminal/schistes birrimiens, à l'Est par la Mé et la lagune Potou. Elle s'étend sur une surface de 1 335 km², avec une longueur maximale Est-Ouest de 70 kilomètres et une largeur Nord-Sud d'environ 25 kilomètres.

Les prélèvements à la nappe sont de trois types :

- le drainage par les lagunes Ebrié, Potou et Aghien ;
- le drainage par les rivières, ce sont principalement l'Agnéby, la Niéké et la Mé pour les bordures Ouest et Est et l'Anguédédou, le Gbangbo, la Bété et la Djibi pour l'intérieur du bassin versant ;
- les pompages, ce dernier type de prélèvement ayant fortement augmenté au cours des vingt dernières années.

□ *Eaux usées – le système d'assainissement*

le District Autonome d'Abidjan est doté d'un système d'assainissement des eaux usées relativement développé, comprenant : un collecteur de base Nord- sud de 30 km, équipé de quatre stations principales de pompage, d'une station de prétraitement (pour l'élimination des graisses et des matières flottantes) et d'une station de refoulement alimentant un émissaire en mer, et environ 1 000 km de collecteurs secondaires comportant 51 stations secondaires de pompage de quartiers. La construction du système de base (collecteur et émissaire) a eu lieu en trois phases, entre 1977 et 1996. Face à cet état peu reluisant des infrastructures et équipements qui est une source de dégradation des conditions de vie de la population d'Abidjan, le gouvernement de Côte d'Ivoire a initié en 2008, le Projet d'Urgence d'Infrastructures Urbaines (PUIUR), à partir d'un don initial de la Banque Mondiale d'un montant de 94 millions de dollars US (environ 47 milliards de francs CFA hors taxes), en vue d'intervenir sur cinq (5) secteurs sensibles : eau potable, assainissement urbain, déchets solides, voirie urbaine, contrats de villes.

Aujourd'hui, d'importants projets sont en cours d'exécution. Il s'agit entre autres des travaux d'aménagement de la baie de Cocody ou de l'alimentation de la ville d'Abidjan à partir de la nappe de Bonoua (lancement des travaux 6 août 2012).

□ Réseau routier

Le District Autonome d'Abidjan dispose d'un important réseau routier d'une longueur total de 1 772,1 dont 854,6 km bitumés et 917,5 km de route en terre. Ces chiffres ont évolué et continuent d'évoluer grâce aux travaux en cours depuis l'année 2012 (pont HKB, échangeur de la Riviera 2, etc.).

Autrement dit, en plus de l'autoroute du Nord au niveau de Gesco et de l'autoroute reliant Grand-Bassam en cours de réalisation, les voies de N'Dotré (route de l'Est) et de Dabou (KM 17) vont être bientôt configurées en cette dimension. Plusieurs carrefours, notamment, les carrefours Solibra sur le boulevard Giscard d'Estaing (Treichville) et Orca sur le boulevard Mitterrand (Cocody-Riviera) qui vont quant à eux bénéficier d'échangeurs.

❖ Région de l'Agnéby-Tiassa

Les sous-projets prévus dans cette région concernent :

- Routes en terre et Pistes rurales ;
- Hydraulique ;
- Santé et protection sociale ; - Sécurité alimentaire.

➤ **localisation**

Située dans le sud forestier de la Côte d'Ivoire et englobant la pointe sud du V baoulé savanicole, la Région de l'Agneby-Tiassa s'étend sur une superficie de 9 080 km² et compte 197 630 habitants (RGPH 2014). Elle est limitée au Nord par les Régions du Moronou et du Béliér, au Sud par la Région des Grands Ponts, à l'Est par la Région de la Mé et à l'Ouest par les régions des Grands Ponts, du Gôh et du Lôh-Djiboua.

La région Agnéby-Tiassa est composée administrativement de quatre (04) départements (voir carte) et 16 sous-préfectures.



Figure 5 : Carte de la région de l'Agnéby-Tiassa

➤ Climat

Le climat de type subéquatorial, comprend quatre (04) saisons : deux (02) saisons des pluies et deux (02) saisons sèches. Une grande saison des pluies d'Avril à Juillet, pendant laquelle tombent les deux tiers des précipitations annuelles, une petite saison sèche d'Août à Septembre, une petite saison des pluies d'Octobre à Novembre et une grande saison sèche de Décembre à Mars.

D'une manière générale, Les précipitations varient de 1 200 à 2 000 mm. Cette pluviométrie entraine de hauts degrés hygrométriques dans l'air. ➤ **Relief et hydrographie**

Le relief est généralement plat avec quelques élévations par endroit. Le relief du bassin versant de l'Agnéby est dans son ensemble monotone avec des singularités par endroits. Le bassin de l'Agnéby est dominé par deux types de reliefs. De l'aval à l'amont du bassin, les altitudes rencontrées sont comprises d'une part entre 0 et 100 m, et d'autre part entre 100 et 200 m. Tout juste à l'extrême ouest de la partie amont du bassin, l'extension des collines de Bongouanou est ressentie avec des altitudes comprises entre 200 et 300 m.

Le réseau hydrographique est dominé par le Bandama qui traverse les départements de Taabo et de Tiassalé du Nord au Sud. Son principal affluent est le N'zi. On note aussi la présence de plusieurs cours d'eau au débit intermittent comme l'Agnéby. ➤ **Pédologie**

Les sols rencontrés sur le bassin versant sont des sols ferralitiques fortement lessivés sous forte pluviométrie. Ils ont un profil caractérisé par trois horizons issus de l'altération de différentes roches-mères. Les trois groupes de sols rencontrés sont :

- les sols ferralitiques sur roches éruptives et métamorphiques (granites, schistes et roches basiques) ;
- les sols ferralitiques sur sables tertiaires rencontrés au niveau du bassin sédimentaire ; – les sols sur sables côtiers et les sols hydromorphes.

➤ **Géologie et géomorphologie**

Les formations géologiques que l'on rencontre dans la zone étudiée sont essentiellement issues du précambrien composé de granites éburnéens et de faciès Géosynclinaux Eburnéens.

Le façonnement général du modelé est essentiellement commandé par le substratum géologique où schistes et granites sont prépondérants. La zone du projet, qui appartient au pays schisteux que compliquent parfois quelques taches de granites ou de roches vertes, présente au-delà des grandes vallées (Agnéby, Mé, Comoé) des interfluves toujours très vallonnés.

Le modelé géomorphologique est caractérisé par un ensemble très monotone. Il est constitué d'une pénéplaine composée par une succession d'interfluves à sommets planconvexes. De cette vaste pénéplaine émergent des reliefs résiduels constitués d'inselbergs ou de collines riches en affleurements rocheux.

Les sols ferralitiques issus de ces différentes roches sont tous fortement désaturés. Leur horizon humifère est peu épais. Le groupe des sols remaniés (horizon gravillonnaire ou granuleux épais) est le plus fréquent, car il occupe les modelés plus ou moins ondulés issus des granites, schistes et des roches basiques.

➤ **Caractéristiques biologiques**

A l'origine, la végétation de la zone du Projet était constituée essentiellement de *Turraeanthus Africanus* qui se développent sur des sols assez pauvres en argile. Cette forêt a été totalement détruite au profit de l'extension urbaine et des défrichements pour l'exploitation d'activités agricoles. Aujourd'hui, il ne reste qu'une relique de cette forêt représentée par le Parc National

du Banco et par quelques lambeaux forestiers. Toutefois, en dépit d'une urbanisation galopante, il existe quelques végétations qui se trouvent préférentiellement le long des talwegs servant de canaux de drainage des eaux usées.

Les savanes pré-lagunaires font partie des savanes incluses. Leur particularité écologique réside dans le fait qu'elles sont toutes localisées sur des sols issus du sable du Continental Terminal.

Les mangroves ou forêts sur les sols hydromorphes salés, issus des alluvions, sont assez réduites. Elles se retrouvent sur les rives plates des estuaires et dans les lagunes. Elles sont beaucoup exploitées pour leurs bois et écorces.

Les forêts marécageuses occupent les sols hydromorphes des zones de dépression, qui se présentent sous la forme de longues bandes étroites parallèles au rivage.

De nos jours, seuls les grands massifs forestiers classés abritent encore des espèces d'antilopes, de primates, de grands mammifères (Buffles, Bongos) et de pachydermes (éléphants dans la réserve de Mopri. On y observe aussi une avifaune encore dense. Dans le domaine forestier coutumier soumis à un braconnage important, les espèces faunistiques majeures se raréfient de plus en plus et au fil du temps.

Quant à la faune aquatique, seuls les hippopotames peuplent encore les eaux de Tiassalé et quelques poches d'eau profondes du Bandama et du N'Zi. Les crocodiles se font rares.

D'une manière générale, la biodiversité du domaine forestier se raréfie et est menacée de disparition totale pour de nombreuses espèces. La population halieutique des fleuves Bandama et N'Zi, a perdu elle aussi en diversité, suite aux perturbations causées par le barrage de Taabo.

➤ **Caractéristiques socio-économiques**

Le tableau suivant présente la répartition démographique de la région selon la RGPH 2014.

Tableau 6 : Répartition démographique de la Région Agneby-Tiassa

DÉPARTEMENT	POPULATION RÉSIDENTE			
	ENSEMBLE LOCALITÉ			RAPPORT DE MASCULINITÉ
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	
ENSEMBLE RÉGION	320 380	286 472	606 852	111,8
AGBOVILLE	150 957	141 152	292 109	106,9
SIKENSİ	40 848	37 591	78 439	108,7
TAABO	29 873	26 549	56 422	112,5
TIASSALÉ	98 702	81 180	179 882	121,6

Source : INS, RGPH 2014

L'Agneby-Tiassa est une région essentiellement agricole où prédomine le binôme café - cacao pour les produits d'exportation. Au cours de ces dernières années, la culture de l'hévéa et du palmier à huile connaît un développement rapide et représente un appoint non négligeable dans le revenu des populations.

La culture de la banane douce, jadis prospère dans le département d'Agboville, y connaît un léger déclin, mais est en essor dans le département de Tiassalé. Grande productrice de (produits) vivriers (banane plantain, igname, manioc, etc.).

L'Agneby-Tiassa éprouve d'énormes difficultés pour l'écoulement de ces produits vers les marchés, du fait de l'impraticabilité des routes et pistes villageoises.

➤ **Au niveau de l'industrie**

L'Agneby-Tiassa compte quelques unités industrielles :

✓ unités agro-industrielles :

- SCB (production et conditionnement de la banane à Tiassalé) ;
 - ADAM AFRIQUE (transformation de l'huile de palme à Sikensi) ;
 - HEVETEC (achat et conditionnement du latex à Sikensi) ;
 - TRCI (achat et conditionnement du latex à Agboville) ;
 - HUILERIE de Gbalékro à Agboville ;
 - NATURE et SAVANE (surgelé de jus d'ananas et de passion à Pacobo).
- ✓ unités de transformation du bois :

- FORÊT D'AFRIQUE, SCIERIE LIMBA à Tiassalé ; ○ IDES, STBI à N'douci ; ○ LFA, SNPRA à Agboville.

➤ **Atouts touristiques**

Elle compte également des sites touristiques :

- Sites archéologiques d'Ahouakro (s/p Pacobo) ;
- Centre de recherche scientifique de LAMTO (s/p Pacobo) ;
- Le barrage hydroélectrique de Taabo ;
- La fête du DIPRI à Sikensi ;
- La tombe de Rubino à Rubino ;
- La colline de Bonikro à Céchi ;
- La tombe et barque du Capitaine MANEY à Tiassalé ; – Le cénacle et le Pont de Tiassalé.

➤ **Artisanat**

Ce sont :

- Le Centre artisanat d'Agboville (fabrication de paniers, meubles à partir du rotin et objet d'art) ;
- activités de pêche ;
- Poisson : des activités de pêche artisanale sont pratiquées à Tiassalé et Taabo.

➤ **Activités de mine**

L'activité minière dans la région consiste en :

- l'exploration d'or en cours dans les localités de Taabo et de Tiassalé ; – la présence de manganèse à Aboudé.

➤ **Transport routier**

De nombreuses sociétés de transport exploitent les lignes inter-urbaines et régionales.

➤ **Transport ferroviaire**

La région est traversée par une ligne de chemin de fer de 82 km d'Azaguié à Céchi.

La Région de l'Agnéby-Tiassa dispose en outre d'un barrage hydro-électrique, le barrage de Taabo, qui fournit 35% de l'énergie consommée en Côte d'Ivoire.

❖ Région du Bélier

Les sous-projets prévus dans cette région concernent :

- Routes en terre et Pistes rurales ;
- Hydraulique ;
- Santé et protection sociale ; - Sécurité alimentaire.

➤ Localisation

La région du Bélier, avec une superficie de 6 809 km², fait partie intégrante du « V Baoulé ». Elle est limitée au Nord, par la région du Gbêkê, à l'Est par les régions du N'zi et du Moronou, au Sud par les régions de l'Agnébi-Tiassa, à l'Ouest par les régions de la Marahoué, du Gôh et le District Autonome de Yamoussoukro. La population est de 346 702 habitants (RGPH 2014). Elle a également quinze (15) Sous-Préfectures (Angoda, Bonikro, Boli, Djékanou, Didiévi, Kokumbo, Kpouèbo, Lomokankro, Molonou, Molonoublé, Toumodi, Tiébissou, Yakpabo sakassou, Tié-N'diékro et Raviart) et six (06) Communes (Djékanou, Didiévi, Kokumbo, Tiébissou, Tié-N'diékro et Toumodi. Avec pour chef-lieu de région la ville de Toumodi, l'économie de cette région est dominée par les activités agropastorales. Les principales spéculations pratiquées sont :

- les cultures de rente (Cacao, café, Palmier à huile, Anacarde, Hévéa.) ;
- les cultures vivrières (Banane plantain, Manioc, etc.) ;
- l'élevage (Bovin, Porcin, Ovin, etc.).

La carte suivante présente la région du Bélier.



Figure 6 : Carte de la région du Bélier

➤ Climat

Le climat de la région s'apparente à celui des zones tropicales. Il se caractérise par :

- une saison sèche de novembre à février avec un harmattan peu rigoureux ;
- une grande saison de pluies de mars à juillet avec de fortes précipitations ;
- une petite saison sèche d'août à septembre ;
- une petite saison de pluies de septembre à octobre.

Les précipitations moyennes annuelles varient entre 1 000 et 1 200 mm³.

Quant à la température, elle se situe en moyenne à 30°C.

➤ Relief

La région présente un relief peu accidenté, avec quelques plateaux (dont l'altitude moyenne varie entre 200 et 300 mètres) et des chaînes de collines granitiques. La succession des hauts plateaux constitue une chaîne de montagnes connue sous le nom de « Chaîne Baoulé ».

➤ Pédologie

Les sols de la région sont de 3 types :

- les sols ferralitiques sur roche-mère granitique en zone de forêt ;

- les sols argileux ou sablo humifère ou hydro morphe, près des cours d'eau, dans les bas-fonds et dans les zones près du Bandama ;
- les sols composés de roches basiques et des cuirasses en zone de savane avec des ressources minières notamment l'or et le diamant.

➤ Hydrographie

Le réseau hydrographique de la région du Bélier est partagé entre deux grands bassins versants : le bassin versant du fleuve Bandama et celui du fleuve N'zi. Les rivières qui le composent ont un régime irrégulier. Néanmoins, le lac de Kossou et deux affluents du N'zi (le Kan et le Praha) se distinguent par leur étendue.

➤ Caractéristiques biologiques

La végétation de la région est composée de savane arborée, de savane herbeuse et de forêts galeries (forêt de galeries mésophiles le long des cours d'eau) caractéristiques du "V Baoulé" (zone de transition entre la forêt du Sud et la savane du Nord du pays).

La région compte dix (10) forêts classées d'environ 40 000 ha réparties dans les départements de Didiévi et Toumodi. Ce sont :

- Rumbo Boka, Mando, Bodio et N'zué-Proum dans le Département de Toumodi ;
- Boli, Kanoumou, Raviart, Poué, Akabo et Miniabo dans le Département de Didiévi.

La savane occupe plus des trois quart ($\frac{3}{4}$) du territoire régional. Dans la partie Est de la région, depuis la Chaîne Baoulé, c'est le rônier qui est devenu l'indicateur principal de la végétation ; on parle aujourd'hui de « savane à rônier ».

Par ailleurs, l'on note la présence d'autres espèces tels que le lingué (*Azelia Africana*), le néré (*Butyrospermum parkii*), le fromager (*Ceiba pentadra*), le kodabéma (*Aubrevillea kerstingii*), l'acajou à grandes feuilles (*Khaya grandifoliola*), l'iroko, le chiendent (*Impereta cylindrica*) et le "sékou touré" (*Chromolaena odorata*).

➤ Caractéristiques socio-économiques

Le tableau suivant présent la répartition démographique de la région selon la RGPH 2014.

Tableau 7 : Répartition démographique de la Région du Béliér

DÉPARTEMENT	POPULATION RÉSIDENTE			
	ENSEMBLE LOCALITÉ			RAPPORT DE MASCULINITÉ
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	
ENSEMBLE RÉGION	172 552	174 216	346 768	99,0
DIDIÉVI	44 087	49 612	93 699	88,9
DJÉKANOU	13 768	12 742	26 510	108,1
TIÉBISSOU	49 976	48 758	98 734	102,5
TOUMODI	64 721	63 104	127 825	102,6

Source : INS, RGPH 2014

➤ Economie

L'économie de la Région du Béliér est dominée par les activités agropastorales. Les principales spéculations pratiquées sont : **Les cultures de rente**

- Cacao : 3 600 t/an
- Café : 210 t/an
- Palmier à huile : 700 t/an
- Anacarde : 1 750 t/an
- Hévéa : (parcelles non en encore en production)

Les cultures vivrières

- Igname : 80 000 t/an
- Manioc : 65 000 t/an
- Banane plantain : 6 000 t/an
- Arachide : 1 200 t/an
- Maïs : 1050 t/an
- Riz : 3 700 t/an

Elevage

- Bovin : 16 950 têtes
- Ovin : 5 280 têtes
- Caprin : 1 200 têtes
- Porcin : 1 500 têtes
- Poulet de chair : 14 000 têtes
- Poules pondeuses : 12 000 têtes

- Pisciculture : 75 t/an

Outre les activités relevant du secteur primaire, les populations de la région du Béliér se retrouvent dans le secteur secondaire avec l'artisanat, les petites unités de transformation et dans le secteur tertiaire, avec le commerce des produits vivriers et manufacturiers (CDCI et KING CASH, PROSUMA), le transport, les activités de prestations de services (cyber café, le transfert d'argent) et les stations d'essence (SHELL, TOTAL, ESSENCI, CORLAY).

Le sous-sol de la région est très riche en produits aurifères.

Le réseau bancaire et financier est caractérisé par la présence de nombreuses institutions de micro finances (COOPEC, CMEC, FLEC, MUTAS) ainsi que des représentations de banques commerciales, SGBCI, CECP, BNI. La banque des dépôts du trésor public se trouve seulement à Toumodi.

Les maisons d'assurance sont : Alliance Africaine d'Assurance (3A), AMSA, Compagnie Euro Africaine d'Assurance et Loyale Assurance.

➤ **Environnement social**

• **Milieu humain**

L'histoire du peuplement de la région est intimement liée à celle du grand groupe Akan dont l'origine remonte au Ghana actuel. Elle est peuplée de Baoulés : les Warêbo ou Agouas, les Faafouê, les N'Zikpli, les N'gban, les Saafouê, les Aïtou et les Nanafouê.

Zone cosmopolite, la Région du Béliér accueille d'autres groupes ethniques de la Côte d'Ivoire ainsi que les ressortissants des pays voisins (Burkina Faso, Mali, Guinée, Benin, Nigeria, etc.) qui vivent dans une parfaite harmonie avec la population autochtone.

• **Tourisme et culture**

La région compte de nombreux sites touristiques non aménagés, notamment la chaîne de collines appelée communément chaîne baoulée, les plans d'eau du lac kossou longeant le département de Tiébissou sur 58 km, le lac kan, la grotte Mariale de Raviart et la colline dénommée nani oka de gbofia donnant une meilleure vue sur la chaîne Baoulé. Par ailleurs, le parc animalier d'Abokouamékro fait frontière avec le département de Tiébissou.

La Région du Béliér a une diversité de danses dont les plus populaires sont le goly, le gbô, l'adjos, l'adjémlé, le tam-tam parleur (klin kpli) et le kôto.

• **Infrastructures de base**

Education (2012-2013)

- Préscolaires : 18 écoles maternelles pour un effectif de 751 enfants et 49 enseignants dont un homme.
- Primaires : 258 écoles primaires pour un effectif total de 24 741 élèves (13 646 garçons et 11 095 filles) pour 616 enseignants dont 468 hommes et 148 femmes.
- Secondaires : 23 établissements secondaires dont 11 publics et 12 privés pour un effectif de 22 647 élèves et 478 enseignants.

Il y a lieu de souligner que le taux brut de scolarisation de la région est de 70% contre 56,5% à l'échelle nationale.

- Primaire : filles : 44.8% ;
- Secondaire : filles : 35,5%.

Santé

La région compte trois (3) districts sanitaires, quatre (4) hôpitaux généraux, huit (8) centres de santé urbains (CSU), dix-neuf (19) centres de santé ruraux, un (1) dispensaire urbain, vingt (20) dispensaires ruraux, un (1) centre de santé intégré (CSI), deux (02) centres de protection maternelle et infantile (PMI), deux (2) infirmeries scolaires, cinq (5) infirmeries privées, trois (3) laboratoires spécialisés et une (1) clinique privée.

Il convient d'indiquer que le taux brut de natalité est de 57%.

Electrification

Tous les chefs-lieux de départements et de sous-préfectures sont électrifiés. Toutefois, il faut renforcer et étendre le réseau électrique dans ces localités.

Au niveau rural, il existe encore 63 villages à électrifier sur un total de 340 villages.

Routes et transport

La région est traversée par l'autoroute reliant Abidjan à Yamoussoukro, la route bitumée reliant Yamoussoukro à Bouaké et la voie ferroviaire Abidjan Bobo-Dioulasso. Elle compte aussi un important réseau de routes (2 200 km) en terre difficilement praticable.

Justice

Un tribunal de première instance et une prison civile se trouvent à Toumodi, chef-lieu de la région du Bélier.

❖ **Région du Cavally**

Les sous-projets prévus dans cette région concernent :

- Routes en terre et Pistes rurales ;
- Hydraulique ;

➤ **Localisation**

Située à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, la Région du Cavally occupe la zone frontalière avec le Libéria sur plus de 150 km dont une grande partie est matérialisée par une frontière naturelle, le fleuve Cavally, qui sépare les deux pays. La Région du Cavally a une superficie d'environ 11 294 km².

La population résultant du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2014 est de 196 688 habitants qu'on peut estimer aujourd'hui entre 550 000 et 600 000 habitants ; soit une densité comprise entre 48 et 50 habitants au km². La région du Cavally est composée des départements de :

- Guiglo (Chef-lieu) ;
- Bloléquin ; - Toulépleu ; - Taï.

Elle compte dix-sept (17) sous-préfectures réparties comme suit :

- dans le Département de Guiglo : les Sous-préfectures de Guiglo, Kaadé et les Sous-préfectures non encore ouvertes de Bédy-Gouazon et de Nizahon ;
- dans le Département de Bloléquin : les Sous-préfectures de Bloléquin, Doké et Zéglo et Sous-préfectures non encore ouvertes de Diboké et Tinhou.
- dans le Département de Taï : les Sous-Préfectures Taï et Zagné.
- dans le Département de Toulépleu : Sous-préfectures de Toulépleu, Bakoubly, Péhé, Tiobly et Méo la Sous-préfecture non ouverte de Nézobly.



Figure 7 : Carte de la Région du Cavally

➤ Caractéristiques physiques

Le climat est de type subéquatorial, généralement chaud et humide. Quatre saisons sont généralement différenciées :

- une grande saison sèche de décembre à mars ;
- une grande saison des pluies d'avril à juillet ;
- une petite saison sèche d'août à septembre ; – une petite saison des pluies d'octobre à novembre.

Ce climat favorise une pluviométrie abondante et régulière.

L'hydrographie est composée du fleuve Cavally et de grandes rivières : N'zo, Douihi, N'zé, Niyon et Goin.

La région présente d'immenses plaines, de nombreux et larges bas-fonds et des collines.

L'altitude moyenne est de 300 m et la végétation est de type forestier dense et humide.

La région est abondamment arrosée par plusieurs cours d'eau : N'ZO, DOUI, NIKLA, GOIN, SCIO, DEBE, ZE.

➤ Caractéristiques biologiques

La Région dispose d'aires protégées dont les plus importantes sont les suivantes : la forêt classée du Goin Débé (133 170 ha), la forêt classée du Cavally (64 200 ha), la forêt classée du Scio (88 000 ha), la forêt classée de Santé et le parc national de Taï (3 500 km²) qui est la réserve la plus protégée.

➤ Caractéristiques socio-économiques

Le tableau suivant présente la répartition démographique de la région selon la RGPH 2014.

Tableau 8 : Répartition démographique de la Région du Cavally

DÉPARTEMENT	POPULATION RÉSIDENTE			
	ENSEMBLE LOCALITÉ			RAPPORT MASCULINITÉ
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	
ENSEMBLE RÉGION	256 409	203 555	459 964	126,0
BOLEQUIN	72 934	50 402	123 336	144,7
GUIGLO	96 081	80 607	176 688	119,2
TAÏ	56 215	46 733	102 948	120,3
TOULEPLEU	31 179	25 813	56 992	120,8

Source : INS, RGPH 2014

Les principales activités économiques exercées sont :

- l'agriculture de rente : cacao, hévéa, café, palmier à huile et colatier ;
- l'agriculture vivrière : riz, maïs, manioc, bananes plantin et douce, igname, taro, patate ;
- les cultures maraichères : aubergine, piment, gombo, laitue, haricot ;
- la pratique d'élevage traditionnel : bovin, ovins/caprins, porcins, aviculture ;
- la pêche traditionnelle et la pisciculture ;
- les usines implantées sont celles: du bois (THANRY à GUIGLO), de la transformation du caoutchouc (Compagnie Hévéicole du Cavally (CHC) à ZAGNE) ; – sous- sol riche en minerais : or et diamant.

Les usines implantées sont :

- Thanry (Guiglo), BTA et NEFBA (Zagné) dans le bois ;
- Compagnie Hévécicole du Cavally (CHC) à Zagné dans la transformation du caoutchouc.

La région dispose d'un riche potentiel minier avec des indices de Cobalt, Nickel, d'or et de diamant. Il y a à ce jour trois (3) permis de recherche d'or accordés : un (1) à Zagné et (2) deux à Bloléquin (SMI et une société Russe la GPB).

Au plan touristique, la Région du Cavally a un riche patrimoine culturel et touristique avec ses nombreuses aires protégées, ses poissons sacrés, ses montagnes et les festivals de danses des « KOUÏ et GLAE » (masques).

❖ Région de l'Indénie Djuablin

Les sous-projets prévus dans cette région concernent :

- Routes en terre et Pistes rurales ;
- Hydraulique ;
- Santé et protection sociale ;

➤ Localisation

L'Indénie-Djuablin est située à l'est de la Côte d'Ivoire. Elle est limitée au nord par la région du Gontougo, au sud par les régions de la Mé et du Moronou, à l'ouest par la région de l'Iffou et à l'est par la République du Ghana. La région s'étend sur une superficie de 6.919, 55 km² soit 2,14% du territoire national. Les estimations provisoires du récent Recensement Général de la Population et de l'Habitat, (RGPH 2014) donnent à l'Indénie-Djuablin, une population d'environ 700 000 habitants, soit une densité d'environ 100 habitants au km². C'est une population cosmopolite et composée de jeunes.

La région compte trois (3) départements :

- Abengourou ; –
- Agnibilékrou ; –
- Bettie.

L'Indénie-Djuablin compte quatorze (14) Sous-préfectures et quatre (4) communes de plein exercice. Abengourou, chef-lieu de région est équidistant à 210 kilomètres d'Abidjan, capitale économique et de Yamoussoukro, capitale politique et administrative

La carte suivante présente la Région de l'Indénie-Djuablin.

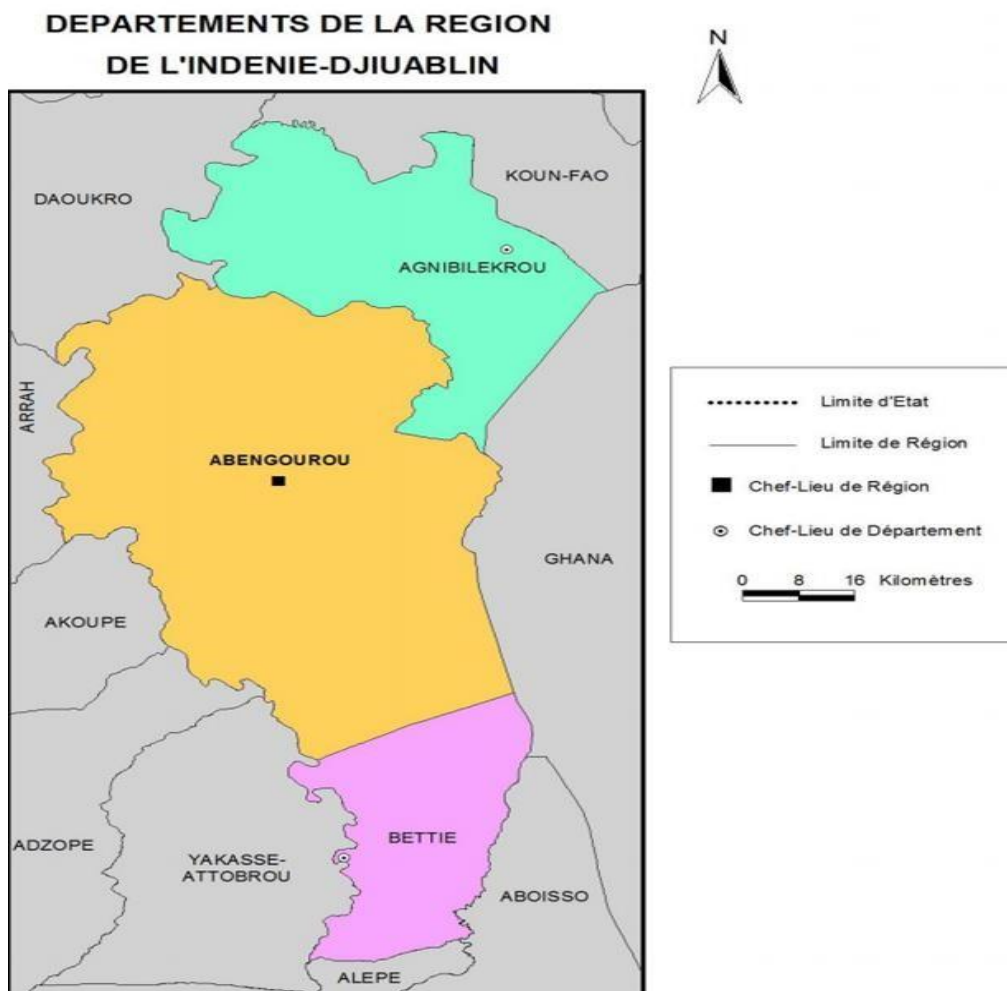


Figure 8 : Carte de la Région de l'Indénie-Djuablin

➤ Climat

Les régimes climatiques de la région de l'Indénie-Djuablin sont le régime de type équatorial de transition atténué dans le Nord et de type équatorial de transition dans l'extrême Sud (Béttié). Ce climat se caractérise par l'abondance des précipitations avec une hauteur moyenne d'environ 1 500 à 2 400 millimètres (mm). Il est marqué par une forte humidité atmosphérique (moyenne annuelle 85%), par des températures élevées mais non excessives (constantes tout le long de l'année avec une moyenne de 25°C) et par de faibles amplitudes thermiques (inférieures à 5°C). La durée de l'ensoleillement varie en moyenne entre 1 500 et 2 000 heures par an. Le climat est rythmé par quatre (4) saisons de durées inégales :

- une grande saison sèche de décembre à février ;
- une grande saison pluvieuse de mars à juillet ;
- une petite saison sèche d'août à septembre ;
- une petite saison pluvieuse d'octobre à novembre.

La précipitation moyenne annuelle calculée par la méthode des isohyètes dans la période 1940-2000 est de 1 241,45 mm dans le département d'Abengourou. Cette zone est très influencée par le régime équatorial de transition atténué.

La région du Centre-Est est une zone forestière humide. La pluviométrie moyenne à Abengourou est de 1 325 mm pour la période de 1996-2005, avec les pluies minima enregistrées au cours du mois de janvier (11 mm) et les fortes pluies pendant le mois de juin (217 mm).

La température moyenne annuelle est 26,35°C. Les variabilités inter mensuelles sont faibles. Les températures mensuelles sont comprises entre 24,3 et 27,9°C. L'humidité atmosphérique annuelle est supérieure à 80 %.

➤ **Pédologie**

La majeure partie de la région est située sur du schiste. Les quelques îlots granitiques présentent de fortes concentrations humaines comme la zone de Niablé. Cette prédilection pour les espaces granitiques est à mettre en relation avec la fertilité des sols ainsi qu'avec les ressources en eaux plus facilement mobilisables sur granites.

La région d'Abengourou se caractérise principalement par la présence de trois (3) types de sols:

- les ferralsols faiblement désaturés sur schistes et micaschistes ;
- les ferralsols faiblement désaturés sur granites ;
- les ferralsols moyennement désaturés sur schistes ou micaschistes. ➤ **Hydrographie**

Les principaux cours d'eau sont la Comoé et ses principaux affluents que sont : le Manzan, la Béki, le Brassué, le Bossématié et le Songan dans l'extrême Sud-est du département qui est un affluent de la Bia et qui sert de limite entre le département d'Abengourou et celui d'Aboisso. La baisse de la pluviométrie a eu pour effet une diminution des apports en eau qui transitent dans les cours d'eau de la région. ➤ **Géologie**

Du point de vue géologique, la région est constituée pour près de 80 % par des formations métamorphiques birimiennes que sont les schistes et leurs variantes (métaarénites et métasilstites). Dans ces formations, des granitoïdes apparaissent en intrusions. Dans les roches métamorphiques tendres, l'épaisseur d'altération est plus élevée que sur les granitoïdes qui sont plus résistants.

➤ **Caractéristiques biologiques**

Du point de vue floristique, le périmètre d'exploitation appartient au domaine guinéen. On y rencontre la forêt dense humide semi-décidue (perte partielle des feuilles des grands arbres

pendant la mauvaise saison). Cette forêt, naguère luxuriante, a été sérieusement fragmentée et détruite dans de nombreuses zones au profit de l'agriculture.

La région comportait de nombreuses essences de la forêt semi-décidue telles que : *Terminalia superba*, *Triplochiton scleroxylon*, *Terminalia ivoriensis*, *Ceiba pentandra*, *Celtis zenkeri*, *Nesogordonia papaverifera*, etc.

Parmi les formations qui occupaient ce site, les forêts et les formations hydromorphes, etc.)

Fournissaient de nombreux services écosystémiques dont les services directs (approvisionnement culturels, écotourisme, etc.) et services indirects (régulation, prévention de catastrophe, purification, etc.). Par ailleurs, après de nombreuses campagnes agricoles, la flore et les végétations de ces sites ont connues plusieurs formes de dégradation, notamment : les fragmentations forestières, perte de la biodiversité, prolifération d'espèces envahissantes, rustiques, à tendance ubiquistes, etc.). Ainsi, ces sites comportent-ils désormais de nombreuses espèces herbacées notamment de nombreux Cyperaceae ainsi que des Poaceae, des Commelinaceae, quelques espèces lianescentes et quelques espèces arborescentes. Cette situation est presque généralisée dans tout le domaine guinéen en Côte d'Ivoire.

➤ Caractéristiques socio-économiques

Le tableau suivant présente la répartition démographique de la région selon la RGPH 2014.

Tableau 9 : Répartition démographique de la Région de l'Indénie Djuablin

DÉPARTEMENT	POPULATION RÉSIDENTE			
	ENSEMBLE LOCALITÉ			RAPPORT DE MASCULINITÉ
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	
ENSEMBLE RÉGION	290 211	270 221	560 432	107,4
ABENGOUROU	174 635	161 513	336 148	108,1
AGNIBILÉKROU	86 921	81 267	168 188	107,0
BETTIÉ	29 349	26 747	56 096	109,7

Source : INS, RGPH 2014

La Région de l'Indénie-Djuablin regorge d'énormes potentialités économiques :

- éducation nationale : 312 écoles primaires et préscolaires ; 167 lycées et collèges ;
- santé : 66 structures sanitaires ;

- productions agricoles : Cacao : 69 996, 385 tonnes /an sur 10. 212. 076 ha ; Café : 2 835 tonnes /an, Hévéa : 4 969 t/an, Mais : 20 424 t/ an ; Piment : 4 105 t/an ; Igname : 82.180 t/an ; riz pluvial 5 tonnes et 950,25 t de riz de bas-fonds.
- production animale : 70 456 têtes dont 37 021 ovins, 5 913 bovins, 16 968 caprins et 10 554 porcins ;
- linéaire de routes et de pistes de la région : 1 956, 19 kms dont 112, 58 kms de routes principales bitumées, 26,87 kms de routes secondaires bitumées et 1 684, 64 kms de pistes ;
- taux d'électrification : 41% et taux d'accès à l'électricité : 38% ;
- eau potable : 15 systèmes d'hydraulique urbaine, 23 systèmes d'hydraulique villageoise améliorée ;
- des sites touristiques (musées Binger de Zaranou, Musée des Attributs royaux d'Abengourou, Palais des rois de l'Indénie et du Djuablin, traversée du fleuve Comoé par la Reine Aba Pokou à Bettié, bief aux hippopotames d'Aniassué, Ecole des Komians d'Aniassué et Tanguelan).

➤ Industrie

L'industrie de la région porte sur l'agro-industrie, l'industrie du bois et les petites unités de transformation.

On dénombre trois (3) unités agro-industrielles dans la région. Parmi celles-ci, deux (2) interviennent dans l'hévéaculture. Il s'agit de la SAPH à Bettié et de la SAIC à Aniassué. Leur rôle est de transformer le latex en produit semi fini.

Le « Domaine de l'Est FOANI Services » fait de l'élevage, le conditionnement de volailles et la production d'intrants (poussins et aliments). Il a été créé en 1983 et occupe une superficie de cinq (5) hectares sur lesquels on retrouve une usine et huit (8) petites unités annexes.

Sur les cinq (5) unités usines de transformation de bois, seules quatre (4) sont fonctionnelles en 2017. Ce sont :

- Abengourou : SMI et NSEFI ;

- Agnibilékrou : SITBAI (Société Ivoirienne de Transformation de Bois et d'Agroindustrie) et NSDA (Nouvelle Scierie d'Agnibilékrou) créées respectivement en 1973 et 1974.

Ces trois (3) dernières plus 50 000 m³ de bois ont été transformés dans les scieries de la région. Celles du département d'Abengourou avec 31 000 m³ représentent 60% de volume de bois transformés selon la DR Eaux et forêts de l'Indénie-Djuablin 2018.

➤ **Tourisme**

L'Indénie-Djuablin dispose de potentialités touristiques importantes, grâce à la richesse de ses ressources naturelles. En effet, la présence de nombreuses forêts classées, la diversité des espèces animales et végétales et la présence du fleuve Comoé et de la rivière Bossematié offrent un cadre naturel de qualité et constituent de véritables atouts pour la région. De plus, celle-ci dispose de nombreux sites historiques et attractifs dont les principaux sont :

- les palais royaux d'Abengourou et d'Agnibilékrou ;
- la Cathédrale Sainte-Thérèse de l'Enfant Jésus d'Abengourou ;
- le bloc de pierre de la traversée du fleuve Comoé par Abla Pokou à Béttié ;
- la tombe du docteur Felix Noblia à Sankadiokro ;
- le Musée Charles Bieth à Abengourou ;
- le Conservatoire Régional des Arts et Métiers d'Abengourou ;
- la Pierre Sacrée d'Ebilassokro ;
- le musée de Zaranou ;
- le musée Jean Marie Adiaffide Béttié ;
- la Tombe du premier postier colon (Alexandre Dumain) à Zaranou ;
- les forêts classées de Béki et Bossematié avec la présence d'éléphants ; – etc.

A ces sites touristiques, faut-il noter aussi des événements culturels qui constituent des attraits de la région notamment :

- la fête des ignames ;
- la danse royale du tam-tam parleur ;
- le Festival des arts et de la culture de l'Indénie ;
- etc.

➤ **Commerce**

Les activités commerciales sont assez développées dans la région. Les échanges commerciaux concernent les produits agricoles, manufacturés et d'élevage de tous les secteurs d'activités. ➤

Réseau routier et fluvial

Le réseau routier de la région de l'Indénié-Djuablin est constitué de routes revêtues (bitumées), de routes en terre et de pistes. Le réseau routier est représenté par des voiries bitumées et en terre.

➤ **Télécommunications**

• **Bureaux de poste**

La région dispose de quatre (4) bureaux de poste localisés à Abengourou, Yakassé-Féyassé, Agnibilékrou et Tanguélan. Ces bureaux de poste comptent 2920 boîtes postales. 1930 sont installées dans le département d'Abengourou et 990 dans celui d'Agnibilékrou. La majorité de ces boîtes postales n'est plus véritablement utilisée (DR Economie numérique et poste, 2017).

• **Téléphonie**

Le réseau de téléphonie fixe est géré par ORANGE COTE D'IVOIRE (ex-CITELECOM). La plupart des Sous-préfectures bénéficie de la téléphonie rurale. Les usagers de cette téléphonie sont les services administratifs et quelques particuliers ou opérateurs économiques.

Les ménages et/ou les individus se détournent de l'abonnement à la téléphonie fixe (exCITELECOM) au profit de la téléphonie mobile compte tenu de la facilité de mouvement, d'accès et de gestion qu'offre celle-ci.

Toutes les compagnies de téléphonie mobile (ORANGE COTE D'IVOIRE, MTN et MOOV) sont représentées dans la région. Des antennes relais sont installées dans certaines localités, ce qui favorise une bonne couverture dans la plupart des localités de la région.

➤ **Electricité**

La couverture électrique des villages de la région qui était de 32% en 2014 (PEMEDCI, 2015) est passée à 64% en 2017 (enquête diagnostique ANADER, 2017). Cette amélioration du taux de couverture est le fait du programme de l'électrification rurale initié par le gouvernement en 2016 qui a permis son extension de plusieurs localités de la région.

La consommation domestique annuelle moyenne en 2013 est de 1 090 kWh par abonné, inférieure à la moyenne nationale (1 435 kWh/an/abonné).

La consommation haute tension annuelle moyenne en 2013 est de 269 637kWh par abonné par an.

➤ **Infrastructures sanitaires de la région**

L'offre de santé est dispensée par des établissements de 3 niveaux dans la région :

- Des établissements de niveau 1 (95%), majoritairement des Établissements Sanitaires de Premier Contact (ESPC) qui constituent les points d'entrée du système sanitaire (centres de santé urbains, centres de santé ruraux et dispensaires principalement) ;
- Des établissements de niveau 2 (3%), majoritairement des Hôpitaux Généraux (HG) et un Centre Hospitalier Régional (CHR) qui accueillent notamment les cas transférés par les établissements de niveau 1 non équipés pour traiter certaines pathologies ;
- Des antennes locales d'établissements de niveau 3 (2%) avec les instituts spécialisés (Centre Antituberculeux, Antenne régionale de l'hygiène publique).

➤ **Infrastructures éducatives**

Le système d'éducation-formation de la région de l'Indénie-Djuablin est composé de tous les types d'établissements (public, privé et communautaire) et à tous les niveaux constitutifs du système d'enseignement ivoirien à savoir :

- le préscolaire (de 3 à 5 ans) ;
- le primaire (de 6 à 11 ans) ;
- le secondaire général et technique (de 12 à 18 ans) ;
- la formation professionnelle (18 ans et plus) ; – le supérieur (18 ans et plus).

Les infrastructures scolaires de la région, au 31 décembre 2017 se répartissent comme suit :

- 67 établissements préscolaires ;
- 333 établissements primaires ;
- 39 établissements secondaires ;
- 57 centres d'éducation communautaires ;
- 32 centres d'alphabétisation ;
- 11 établissements d'enseignement technique ; – 06 établissements supérieurs.

❖ **Région du Poro**

Les sous-projets prévus dans cette région concernent :

- Routes en terre et Pistes rurales ;
- Hydraulique ;

➤ **Localisation**

La Région du Poro couvre une superficie totale de 13 400 km². Elle est située à l'extrême Nord de la Côte d'Ivoire. Elle est limitée au Nord par la République du Mali, au Sud par la Région du Béré, à l'Est par les Régions du Tchologo et du Hambol et à l'Ouest par la Région de la Bagoué. La Région du Poro, selon les chiffres publiés par l'Institut National des Statistiques (INS) et datant de 2014, est peuplée de 396 767 habitants. Ce qui constitue pour la région un important réservoir de main-d'œuvre et donc un atout au service de son développement. La région compte quatre (4) départements :

- Korhogo ;
- Sinématiali ;
- Dikodougou ; – M'Bengué.

La carte suivante présente la Région du Poro.

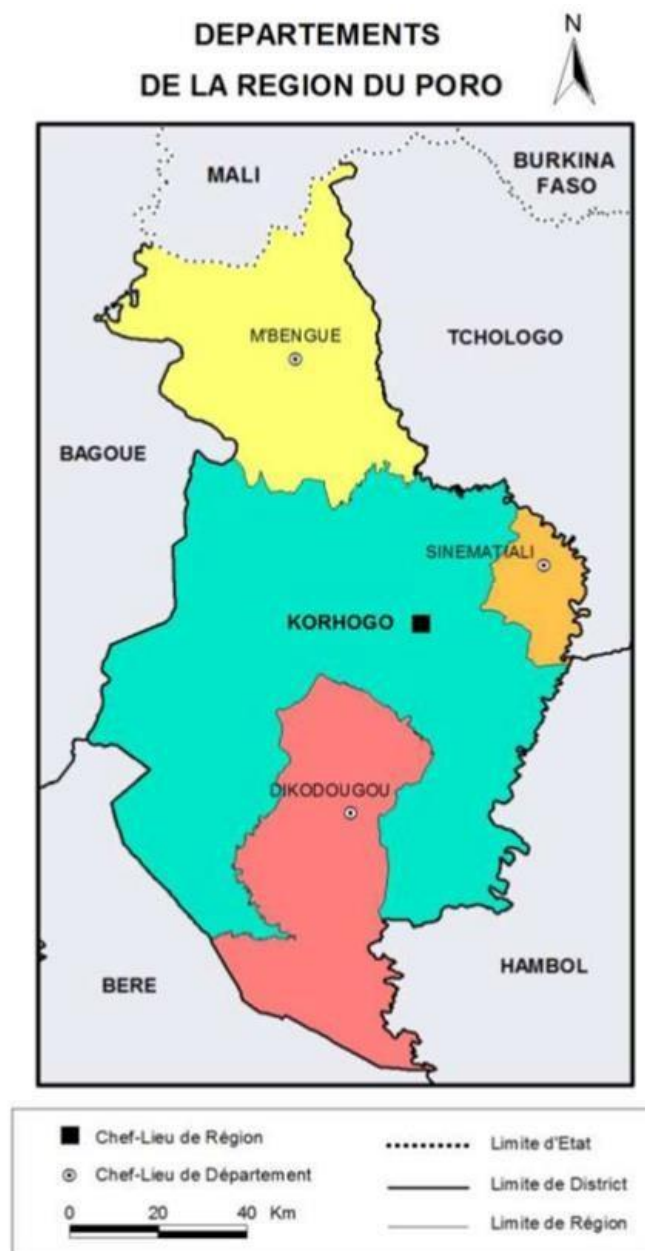


Figure 9 : Carte de la Région du Poro

➤ Climat

Le climat est très chaud et très sec (du type climat soudanais), avec, en décembre et janvier, l'harmattan, un vent violent venu du Sahara, qui baisse considérablement la température.

La grande saison sèche (octobre - mai) précède la saison des pluies marquée par deux maxima pluviométriques, l'un en juin et l'autre en septembre.

➤ Relief et paysage

Le relief de la Région du Poro est caractérisé par un vaste ensemble de plateaux, surmontés par endroits de quelques élévations isolées, constituées de dômes granitiques et de collines. Le

relief de la zone est monotone avec des altitudes variant en moyenne entre 300 et 400 m. On note dans le paysage des inselbergs granitiques culminant parfois à plus de 500 m d'altitude. La région est constituée de plateaux latéritiques de hauteurs variant de 0 à 3 m, témoins d'une ancienne pénéplaine. Ces plateaux sont affectés d'une pente très faible et régulière vers le fleuve Bandama.

➤ **Géologie**

Sur le plan géologique, la Région du Poro est constituée principalement du Précambrien moyen, du Birimien et de l'Anté-Birimien. Le Précambrien moyen comprend les granites discordants indifférenciés, les granites concordants d'intra géosynclinaux et les granites des massifs médians rajeunis. Le Birimien se compose de flyschs éburnéens, de volcanoplutoniques et de sédiments associés. Les méta-sédiments et les méta-vulcanites sont dispersés sur l'ensemble du bassin versant. Quant à l'Anté-Birimien, il comprend essentiellement les granites et les migmatites. Il faut noter que les alluvions anciennes et récentes des cours d'eau du bassin ont une texture très variable, allant des argiles compactes aux sables grossiers graveleux.

➤ **Caractéristiques biologiques**

La végétation de la région est celle de la savane arborée ou savane ouest soudanienne, selon la classification des écorégions définie par le World Wide Fund for Nature. Elle se caractérise par des arbres et arbustes, d'une hauteur comprise entre 8 et 12 m, disséminés avec une densité de couvert de l'ordre de 25 à 35 %.

Les flamboyants et les hibiscus sont nombreux et la savane abrite des fromagers dont le bois grisé et léger est facile à travailler, des baobabs séculaires ainsi que des anacardiens, des nérés et des karités, désignés sous le nom « d'arbres miracle » dont le fruit peut se manger tel quel ou se préparer en « beurre » qui remplace l'huile et toutes les matières grasses dans les régions de savane et qui a aussi acquis depuis quelques années une grande réputation comme produit cosmétique. On y retrouve aussi les habituels arbres à fleurs tropicaux tels que les frangipaniers, les bougainvilliers, les acacias ou les ananas roses ainsi que de multiples variétés d'orchidées, spécialité du pays.

Dans la région, vivent les calaos, animaux fétiches pour les sénoufos. On y croise aussi de nombreux babouins, des guenons, des phacochères, des potamochères, des perdrix et des francolins ainsi que des antilopes, essentiellement des cobes de buffon et des guib harnachés.

➤ **Caractéristiques socio-économiques**

Le tableau suivant présent la répartition démographique de la région selon la RGPH 2014.

Tableau 10 : Répartition démographique de la Région du Poro

DÉPARTEMENT	P O P U L A T I O N R É S I D E N T E			
	E N S E M B L E L O C A L I T É			R A P P O R T D E M A S C U L I N I T É
	H O M M E S	F E M M E S	T O T A L	
ENSEMBLE RÉGION	380 508	383 344	763 852	99,3
DIKODOUGOU	39 466	41 112	80 578	96,0
KORHOGO	268 499	268 352	536 851	100,1
M'BENGUE	44 331	43 480	87 811	102,0
SINEMATIALI	28 212	30 400	58 612	92,8

Source : INS, RGPH 2014

A l'image de l'ensemble des régions de Côte d'Ivoire, l'économie du Poro est basée essentiellement sur l'agriculture. Le climat de type tropical dont jouit cette région est propice à une variété de cultures dont le coton, l'anacarde et la mangue occupent une place de choix. A côté de ces trois (03) cultures en passe de devenir des cultures de rente, le maïs, l'igname, le riz et le tabac, produits jusqu'ici pour la consommation locale, pourraient eux aussi connaître un développement exponentiel, pour peu qu'un intérêt leur soit accordé.

Deuxième secteur d'activité après l'agriculture, le commerce bénéficie d'une animation relativement dynamique grâce à un réseau routier assez dense (3 600 Km) mais qui reste quelque peu dégradé (seulement 169 Km de bitume). La mine de Tongon, exploitée par la Société Rand Gold fait partie des plus grandes mines d'or de Côte d'Ivoire. Elle est entrée en exploitation dans la région du Poro depuis 2007.

Le secteur industriel constitue à l'heure actuelle le maillon faible des potentialités économiques de la région. Il existe cependant quelques petites unités de transformation mais très largement insuffisantes. Ce secteur doit donc faire l'objet d'une promotion vigoureuse pour exister véritablement. Au plan touristique, la Région du Poro était autrefois une destination très prisée grâce à ses sites de grande qualité. Pour retrouver son lustre d'antan, quelques actions de promotion apparaissent indispensables au tourisme du Poro.

❖ Région du Tchologo

Les sous-projets prévus dans cette région concernent :

- Routes en terre et Pistes rurales ;
- Hydraulique ;
- Santé
- Sécurité alimentaire.

➤ **Localisation**

Le Tchologo est situé au nord de la Côte d'Ivoire. La région est limitée au Sud par la région du Hambol, à l'Est par le Boukani à l'Ouest par le Poro, au Nord par le Burkina Faso et la République du Mali. Elle couvre 17 728 km² et est peuplée de 249 602 habitants (RGPH 2014).

Les Niarafolos et les Malinkés sont les groupes ethniques dominants du territoire qui abrite également plusieurs populations ivoiriennes non autochtones ainsi que des étrangers d'origine africaine en particulier, des maliens et des burkinabés. La langue autochtone dominante dans la région du Tchologo est le Niarafolo, une langue du grand groupe Sénoufo.

Cette région regroupe les départements de :

- Ferkessédougou, chef-lieu ;
- Kong ;
- Ouangolodougou.

La carte suivante présente la Région du Tchologo.

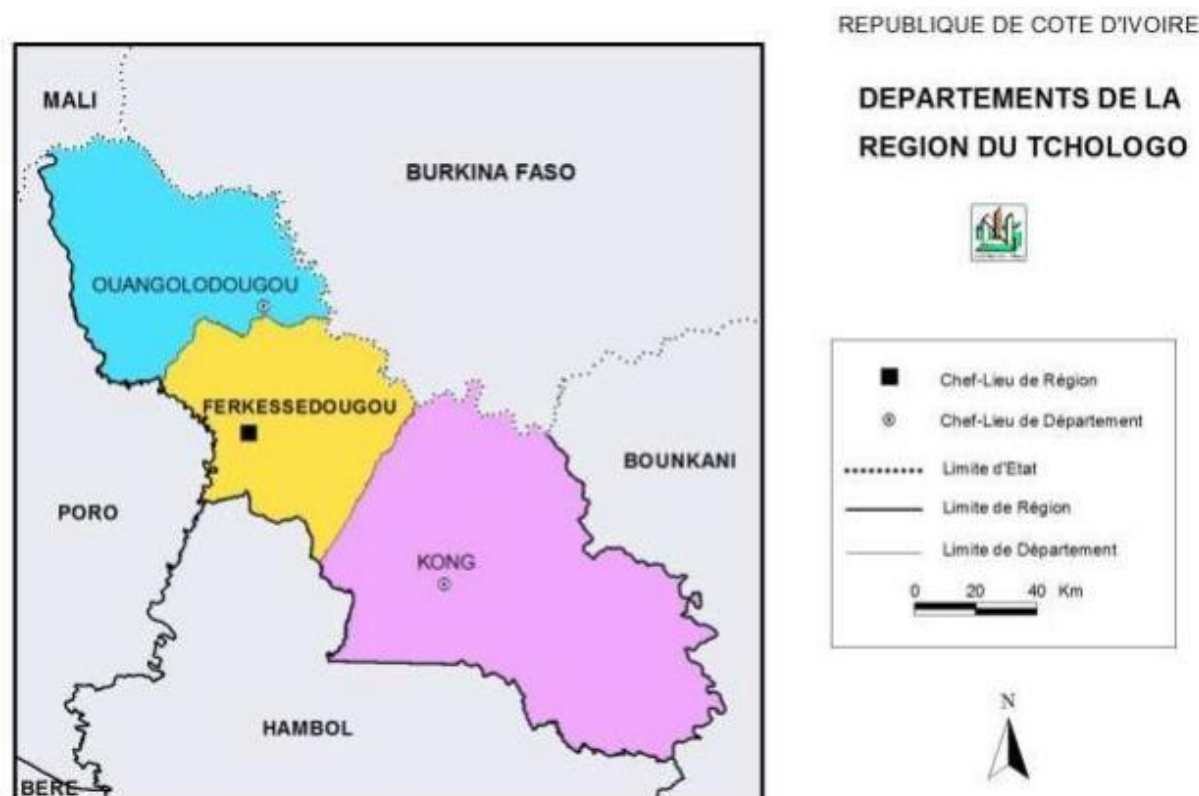


Figure 10 : Carte de la Région du Tchologo

➤ Caractéristiques physiques

Le climat est de type soudanais avec deux grandes saisons :

- une saison sèche de novembre à avril caractérisée par l'harmattan avec pour points culminants décembre et février ;
- une saison pluvieuse de mai à octobre avec des pics en août et septembre.

La pluviométrie annuelle varie entre 1000 mm et 1400 mm.

Au niveau du relief on y trouve de vastes plateaux qui culminent à plus de 500 m d'altitude : mont Gorowi (S/P Bilimono) 640 m d'altitude, mont Badiakourou (Ouangolodougou) 401 m d'altitude et les chaînes de Sononi (S/P Diawala) et Ouamélhoro (S/P Toumoukoro). La Région du Tchologo a un sous-sol composé de roches métamorphiques et de granits, c'est un sous-sol très riche on y trouve de l'or (Tongon). Les principaux cours d'eau sont: le Bandama blanc et la Comoé dont l'affluent est le Laléraba qui sert de limite naturel avec le Burkina-Faso. ➤

Caractéristiques biologiques

La végétation est de type soudanien avec une prédominance de savanes arborée et herbeuse toutefois l'on y trouve des forêts galeries le long des cours d'eaux. Aux alentours des villages on y trouve aussi des forêts clairsemées (forêts sacrés).

➤ Caractéristiques socio-économiques

Le tableau suivant présent la répartition démographique de la région selon la RGPH 2014.

Tableau 11 : Répartition démographique de la Région du Tchologo

DÉPARTEMENT	POPULATION RÉSIDENTE			
	ENSEMBLE LOCALITÉ			RAPPORT DE MASCULINITÉ
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	
ENSEMBLE RÉGION	238 055	229 903	467 958	103,5
FERKÉSSÉDOUGOU	73 245	70 018	143 263	104,6
KONG	44 269	43 660	87 929	101,4
OUANGOLODOUGOU	120 541	116 225	236 766	103,7

Source : INS, RGPH 2014

Les populations rurales de la région s'adonnent, pour l'essentiel, à l'agriculture et/ou à l'élevage. Elles réalisent des cultures vivrières, notamment de l'igname, du maïs, du riz, de l'arachide, du mil, du sorgho. Elles réalisent également des cultures annuelles de rente et en particulier du coton, du tabac, du soja et diverses cultures maraîchères.

L'élevage est tourné vers les bovins, caprins, porcins, ovins, volaille et intègre la pisciculture et l'apiculture.

La région constitue une importante zone productrice de légumes, de riz et de maïs. Elle produit également, pour la consommation locale et l'exportation, le coton, l'anacarde et le sucre. Le bois constitue une source de revenus non négligeable.

En effet, des tonnes de bois de feu et de charbon de bois sont acheminées chaque jour des zones rurales vers les villes. 90% environ de la population urbaine des zones de savanes utilisent le bois de feu ou le charbon de bois et 100% des ménages ruraux utilisent le bois de chauffe.

➤ Secteur Primaire

Agriculture

Les cultures de rente de la région sont le coton (71 672 ha), Anacarde (8 619 ha), Mangue (4 951 ha) Canne à sucre (14 600 ha).

Les cultures vivrières sont le Maïs (50 285 ha), l'Arachide (14 274 ha), le Riz (11 484 ha, riz pluvial et irrigué) et l'igname (2 408 ha). Les cultures maraîchères portent sur l'Oignon (1 604 ha), la Tomate (5 235 ha), l'Aubergine (335 ha), le Piment (313 ha), le Gombo (265 ha), le Chou (38 ha) et le Concombre (30 ha). On note également d'autres cultures telles que le Néré et le Karité.

Industrie

Le secteur industriel est peu développé. On note la présence de l'unité de traitement de coton (SECO) et de la canne à sucre (SUCAF). Il y a aussi de petites unités de décorticage de noix de cajou et de traitement de karité.

Halieutique

L'élevage est pratiqué de manière traditionnelle tant au niveau de la production bovine, caprine, porcine et avicole. Malgré de nombreux cours d'eau, la pêche et la pisciculture ne sont pas développées.

Exploitation forestière

L'exploitation forestière dans la région du Tchologo est essentiellement liée aux intérêts socioéconomiques des ressources forestières.

Activités minières

L'activité minière n'est pas développée malgré la présence de pierres précieuses et de nombreuses carrières de sables. L'exploitation de l'or se fait de façon artisanale.

➤ Secteur secondaire

Agro-industrie

Il y a des plantations industrielles de canne à sucre et de petites plantations individuelles des paysans. Ce qui a favorisé l'installation d'une agro-industrie de production de sucre à base de canne à sucre, notamment la «SUCAF».

Artisanat

Le secteur de l'artisanat n'est pas bien développé. Il s'articule autour de la couture, de la cordonnerie, de la menuiserie, de la ferronnerie, de la tôlerie, etc. Au niveau du bâtiment, on a la maçonnerie, la peinture, le carrelage, l'électricité, l'extraction de sable et de gravier, etc. Au niveau des services, on peut relever la photographie, la mécanique auto, moto et vélo, etc.

Secteur tertiaire Les services

Il s'agit d'activités qui concernent la vente des produits pharmaceutiques et de pièces détachées.

Commerce

Le commerce est très développé dans la région. On y trouve les produits agricoles et la viande, les marchandises diverses (Supermarché, boutiques, etc.).

Banque

La région est couverte en structures bancaires (BNI-SGBCI-BICICI- BACI-CECP-BIAO) et de micro finances (COOPEC-FLEC-MUTASCICA).

Assurances

Au niveau de la région, les structures suivantes sont représentées : 3A, GMA, AMSA, IRACOLINA.

Mutuelles et Coopératives

Il y a des coopératives de cultures pérennes (Coton – Anacarde, etc.) et de vivriers dans la région.

❖ Région du Tonkpi

Les sous-projets prévus dans cette région concernent :

- Routes en terre et Pistes rurales ;
- Hydraulique ; - Santé.

➤ Localisation

La Région du Tonkpi, l'une des plus vastes de la Côte d'Ivoire est située à l'extrême ouest dans le District des montagnes. Elle s'étend sur une superficie de 12 284 Km². Elle est limitée au nord, par la Région du Bafing, à l'est, par les Régions du Worodougou et du Haut-Sassandra, au sud, par les Régions du Cavally et du Guémon, à l'ouest, par les Républiques de Guinée et du Libéria.

La population de la région est estimée à 435 196 habitants (RGPH 2014).

Elle regroupe les départements de :

- Biankouma ;
- Danané ;
- Man (chef lieu) ;
- Sipilou ;
- Zouan-Hounien.

La carte suivante présente la région du Tonkpi.

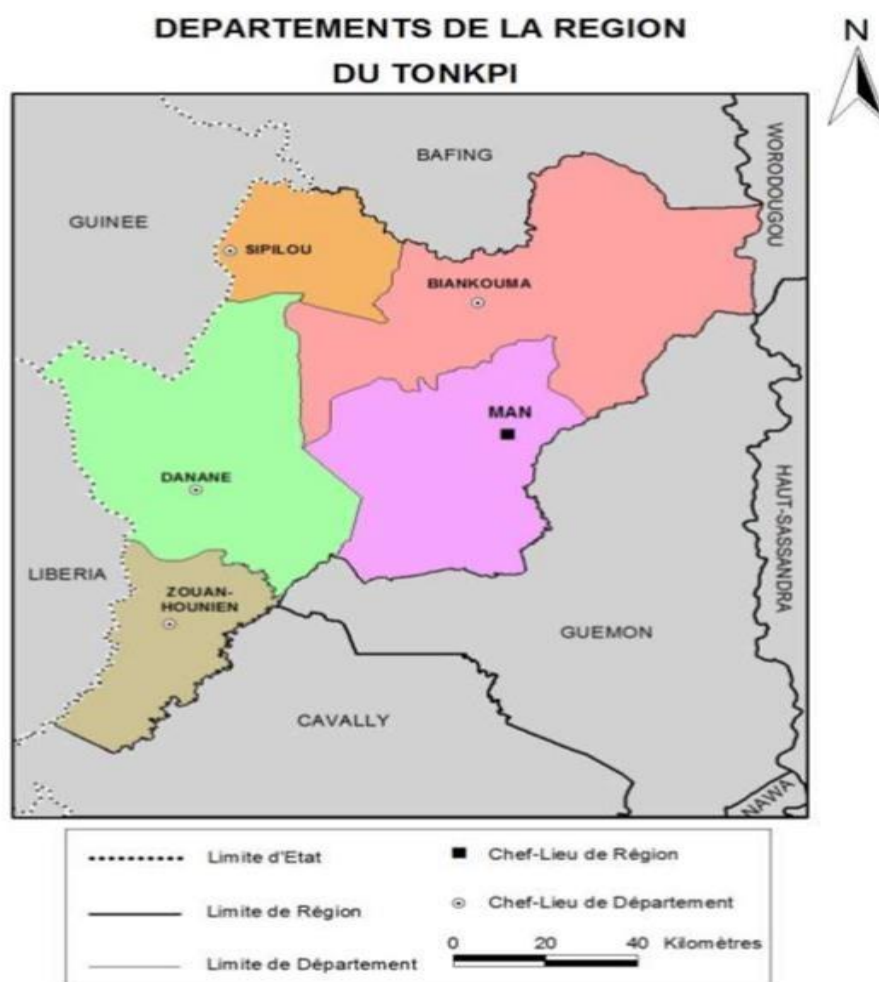


Figure 11 : Carte de la Région du Tonkpi

➤ Caractéristiques physiques

Le climat de type tropical de transition est caractérisé, à la fois par la sécheresse et l'humidité. Cela se traduit par les températures élevées (25 à 30°) et des pluies abondantes avec une pluviométrie forte atteignant parfois 2500 mm. Ce climat, à la fois chaud et humide explique le couvert végétal qui s'est modifié au cours des dernières années.

Les hauteurs de pluie varient entre 1300 et 2400 mm par an. Les températures sont douces et se fixent en moyenne à 24°C. La région du Tonkpi est irriguée par les fleuves Sassandra à l'est et Cavally à l'ouest avec chacun, de nombreux affluents qui favorisent une végétation constituée à 80% de forêt humide.

Dans la Région du Tonkpi, la série de bas-plateaux s'enchaîne par endroit avec des zones très accidentées aux contours variant entre des pentes moyennes et des altitudes dépassant parfois les 1 000 m. La plupart des versants des montagnes, abrupts et fracturés ainsi que les vallées encaissées, sont exposés à un risque élevé d'érosion.

Les sols de type ferralitique à fertilité chimique moyenne sont dominants et présentent, d'une manière générale, un faible couvert végétal. Il y existe également des sols développés sur des roches basiques, des sols hydromorphes dans les bas-fonds et des sols minéraux en région montagneuse.

➤ Caractéristiques biologiques

Le paysage de base est constitué de forêts denses et claires et de la savane arborée. Ce couvert végétal abrite de nombreuses espèces animales. Parmi les mammifères, se distinguent l'éléphant, l'animal le plus célèbre parce qu'à l'origine du nom du pays, le buffle, les singes, les hippopotames, les reptiles, les oiseaux...

➤ Caractéristiques socio-économiques

Le tableau suivant présente la répartition démographique de la région, selon la RGPH 2014.

Tableau 12 : Répartition démographique de la Région du Tonkpi

DÉPARTEMENT	POPULATION RÉSIDENTE			
	ENSEMBLE LOCALITÉ			RAPPORT DE MASCULINITÉ
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	
ENSEMBLE RÉGION	526 178	466 386	992 564	112,8
BIANKOUMA	85 130	69 170	154 300	123,1
DANANÉ	142 517	124 631	267 148	114,4
MAN	175 853	158 313	334 166	111,1
SIPLOU	22 748	19 120	41 868	119,0
ZOUAN-HOUNIEN	99 930	95 152	195 082	105,0

Source : INS, RGPH 2014

Les Dan ou Yacouba sont le groupe ethnique autochtone dominant du territoire qui abrite également plusieurs populations ivoiriennes non autochtones ainsi que des étrangers d'origine africaine en particuliers des guinéens, des maliens et des burkinabés. Les non africains constituent une population marginale.

La région du Tonkpi regorge d'énormes potentialités économiques indéniables à savoir :

- les ressources minières :
 - l'or (Zouan-Hounien) ; ○ le fer et le nickel (Sipilou et Biankouma) ;
- les ressources agricoles d'exportation : le cacao, l'hévéa, le palmier à huile et le café. Il est utile de rappeler que le café de la région est très prisé à travers le monde ;
- les ressources agricoles du secteur du vivrier : le riz, le manioc, le maïs... – les ressources forestières : le bois.
- le tourisme : on note les cascades naturelles, les ponts de lianes, les chaînes de montagne, les singes de la forêt sacrée de Gbêpleu, les grottes de Biankouma, la réserve du Mont Nimba, le parc du Mont Sangbé, les danses traditionnelles Dan, les masques et les fêtes coutumières telles que la fête des ignames chez les Touras.

❖ **Région du Haut-Sassandra**

Les sous-projets prévus dans cette région concernent :

- Routes en terre et Pistes rurales ;
- Hydraulique ; - Santé.

➤ **Localisation**

Le Haut-Sassandra est situé au Centre- Ouest de la Côte d'Ivoire. La région est limitée au Nord par les Régions du Worodougou (Séguéla) et du Béré (Mankono), au Sud par les Régions du Gôh (Gagnoa) et de la Nawa (Soubré), à l'Ouest par les Régions du Guémon (Duékoué) et du

Tonkpi (Man) et à l'Est par celle de la Marahoué (Bouaflé). D'une superficie de 17 761 km², le Haut Sassandra représentant 5,5% du territoire national.

- Daloa, (chef-lieu) se situe à 141 km de Yamoussoukro et à 383 km d'Abidjan ;
- Vavoua ;
- Zoukougbeu.

La carte suivante présente la Région du Haut-Sassandra.

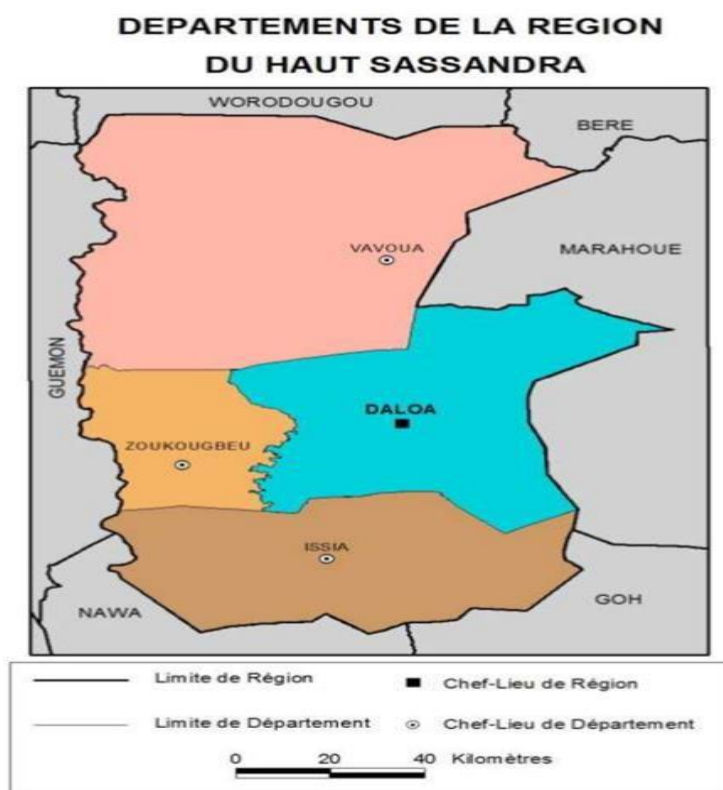


Figure 12 : Carte de la Région du Haut-Sassandra

➤ Climat

Le climat de la Région est de type tropical à deux saisons de pluies et deux saisons sèches :

- une grande saison de pluies d'avril à juin ;
- une petite saison sèche de juillet et août ;
- une petite saison de pluie de septembre et octobre ; – une grande saison sèche de novembre à mars.

Mais cette répartition est gravement perturbée ces dernières années ; on peut ainsi observer une seule saison de pluies d'avril à octobre, suivie d'une saison sèche de novembre à mars. Ces déviations climatiques, perturbent sérieusement le calendrier agricole et désorientent les

populations rurales avec un impact négatif sur les productions agricoles, particulièrement sur les cultures vivrières. Les précipitations annuelles varient entre 1 300 mm et 1 800 mm.

➤ **Relief**

Le relief est constitué d'une pénéplaine de faible altitude générale, comprenant, dans la partie Nord des dômes cristallins (300–400 m) et de bas- plateaux (200–300 m), au Sud. Le relief est plus marqué dans le Nord-est, où se déploie une chaîne de collines, du Mont Goma au Mont Tangué dont les sommets atteignent 700m d'altitude. Enfin, la Région présente des vallées alluviales peu encaissées qui offrent de larges bas-fonds alluvionnaires favorables aux cultures irriguées.

➤ **Pédologie**

Le substrat géologique de la Région du Haut-Sassandra est granitique et a donné naissance à des sols de texture argilo-sableuse ou argileuse, riches en humus. De façon générale, les sols de la Région du Haut-Sassandra sont fertiles, profonds et favorables aux cultures pérennes telles que le café, le cacao et aux cultures vivrières de grande consommation domestique.

➤ **Hydrographie.**

Le réseau hydrographique de la Région est dominé par le fleuve Sassandra. La Lobo, principal affluent du Sassandra, est le second cours d'eau le plus important. Les grandes rivières de la DÊ et de la GÔRE complètent le tableau hydrographique de la Région du Haut-Sassandra. Ces cours d'eau sont caractérisés par un régime tropical de transition : étiage de janvier à mai et crues en septembre et octobre. Tous ces cours d'eau présentent tout le long de leur parcours de grandes plaines alluviales propices aux cultures irriguées et autres cultures légumières de contre-saison.

➤ **Caractéristiques biologiques**

La végétation du Haut-Sassandra se compose principalement de forêt et de savane arborée : forêt dans les parties Sud et Ouest du territoire, et savane arborée dans ses parties Nord et Est. Il s'agit, dans l'ensemble, de formations végétales de type tropical abritant une grande variété d'essences nobles propices au bois d'œuvre (Iroko, Dabema, Bois Bété, Badi, etc.).

Ces forêts abritent, par ailleurs, de nombreuses espèces animales (Eléphants, Antilopes, Sangliers, Buffles, Hippopotames, etc.) ainsi qu'une grande réserve d'oiseaux (Eperviers, Toucans, etc.). L'Etat a aménagé dans ces espaces forestiers d'importantes zones protégées

sous forme de forêts classées et de parcs naturels. La Région du Haut-Sassandra compte ainsi, en propre ou en partage avec d'autres régions voisines, les forêts classées :

- du Haut-Sassandra : 106 000 ha (Vavoua-Zoukougbeu) ;
- de la Haute Dé : 7000 ha (Vavoua-Zuenoula) ;
- de Koba : 23000 ha (Vavoua) ;
- de Vavoua : 8 000 ha (Vavoua) ;
- de la Marahoué 101000 ha (Daloa-Bouaflé-Zuénoula) ; – de Séguéla : 153 000 ha (Vavoua-Séguéla-Sifié).

Mais cette forêt, de même que les forêts classées, ont subi une forte pression de l'activité agricole et de l'exploitation forestière, clandestines dans les réserves, rendant problématique leur surveillance et leur conservation. Le peuplement faunique n'est pas épargné. Cette forte dégradation du couvert et de l'écosystème forestiers, a conduit l'Etat à exiger désormais des sociétés d'exploitation forestière de la région, des programmes de reboisement en accompagnement de leurs activités.

En milieu rural, les feux de brousse et la pêche utilisant des produits chimiques dans les rivières d'eau douce sont, avec le déboisement, parmi les principales causes de dégradation progressive de l'écosystème naturel de la région.

➤ **Caractéristiques socio-économiques**

Le tableau suivant présente la répartition démographique de la région selon la RGPH 2014.

Tableau 13 : Répartition démographique de la Région du Haut-Sassandra

DÉPARTEMENT	POPULATION RÉSIDENTE			
	ENSEMBLE LOCALITÉ			RAPPORT DE MASCULINITÉ
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	
ENSEMBLE RÉGION	772 895	658 065	1 430 960	117,4
DALOA	321 045	270 588	591 633	118,6
ISSIA	174 931	152 970	327 901	114,4
VAVOUA	215 652	185 260	400 912	116,4
ZOUKOUGBEU	61 267	49 247	110 514	124,4

Source : INS, RGPH 2014

La région est fortement peuplée. Ses potentialités se résument aux secteurs suivants :

➤ **Agriculture**

Le Haut-Sassandra est une grande zone productrice de café, cacao, palmier à huile, hévéa et de cultures vivrières et maraîchères.

➤ **Tourisme**

La région regorge de nombreux sites religieux et naturels dont la roche éléphant de Brizeboua, les singes de Gbetitapéa, les grottes mystiques de Zébra, le centre Bruly Bouabré, le rocher de Lotazra, le musée des amulettes de Vavoua, la rivière sacrée de Guédekipréa.

➤ **Culture**

Le riche patrimoine culturel est riche et diversifié notamment composé les chansonniers tohourou, la danse panthère des gnamboua, les petits danseurs d'Issia, les femmes de Séria et de Saïoua et les danses Ziglibity, Polihet et Labalaba.

➤ **Autres ressources**

Il existe un gisement d'or et d'importantes unités de transformations de bois.

❖ **Région de Kabadougou**

Les sous-projets prévus dans cette région concernent :

- Routes en terre et Pistes rurales ;
- Hydraulique ;
- Santé

➤ **Localisation**

La Région du Kabadougou, l'une des composantes du District du Denguélé, est située dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire. Elle est l'une des trente et une (31) régions administratives de notre pays et couvre une superficie de 14 000 km² soit 6% du territoire national. La Région du Kabadougou est limitée au nord par la Région du Folon, à l'est par la Région de la Bagoué, à l'ouest par la République de Guinée et au sud par les Régions du Bafing et du Worodougou. Selon les données issues du RGPH 2014, ce sont 93 988 âmes qui vivaient dans ce vaste territoire, soit environ 1% de la population nationale de cette époque. La ville d'Odienné, chef-lieu de la Région du Kabadougou, est située à 850 km d'Abidjan, la capitale économique et à 550 km de Yamoussoukro, la capitale politique du pays. Suite aux découpages administratifs opérés entre 2010 et 2013, la Région du Kabadougou compte cinq (5) départements et quinze Sous-Préfectures repartis comme suit :

- département d'Odienné : cinq (5) Sous-Préfectures (Bako, Bougouso, Dioulatièdougou, Odienné et Tiémé) ;
- département de Madinani : trois (3) Sous-Préfectures (Fengolo, Madinani et N'Goloblasso) ;
- département de Séguélon : deux (2) Sous-Préfectures (Séguélon et Gbongaha) ;
- département de Gbéléban : trois (3) Sous-Préfectures (Gbéléban, Samango et Seydougou) ;
- département de Samatiguila : deux (2) Sous-Préfectures (Samatiguila et Kimbirila au sud).

La carte suivante présente la Région du Kabadougou.

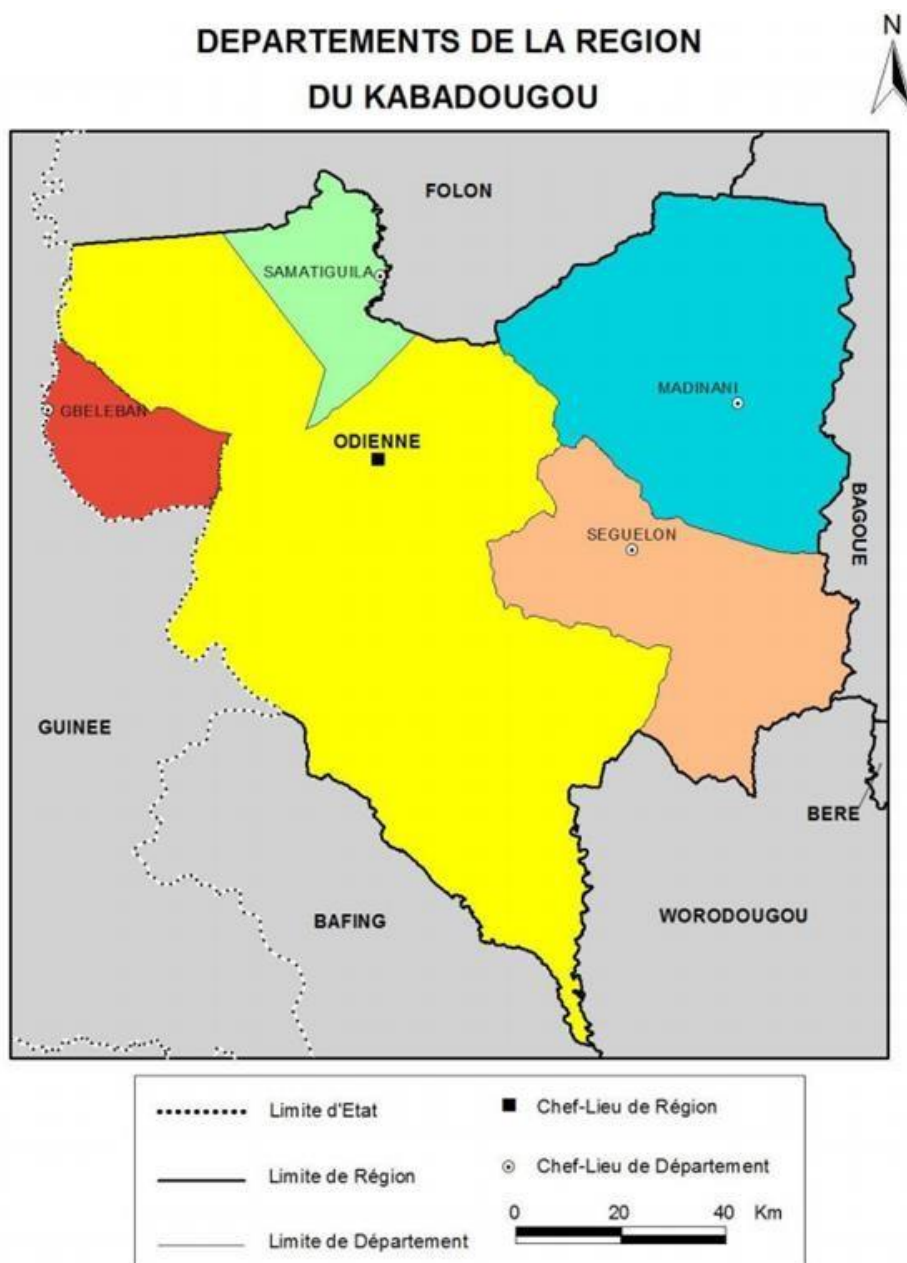


Figure 13 : Carte de la Région du Kabadougou

➤ Caractéristiques physiques

Le climat est de type tropical avec un régime Soudano-Guinéen à deux saisons :

- une saison pluvieuse qui s'étend de juin à novembre ;
- une saison sèche qui s'étend de décembre à mai, assorti d'harmattan.

La pluviométrie a atteint des points de 1 600 mm de précipitations annuelles, régulièrement réparties. Plusieurs cours d'eau arrosent par ailleurs la région. Les températures annuelles varient de 21°C à 35°C, avec des amplitudes thermiques moyennes de 26,5°C.

Le relief est dominé par les plateaux avec la présence de massifs montagneux dont le Mont Denguélé culminant à 806 m d'altitude.

➤ Caractéristiques biologiques

Parmi les arbres typiques du nord, on trouve les nérés, les anacardiens et les karités, « arbre miracle » dont le fruit peut se manger tel quel ou se transformer en « beurre » qui remplace l'huile et toutes les matières grasses dans les régions de savane et qui est aussi utilisé comme produit cosmétique.

On y retrouve aussi les habituels arbres à fleurs tropicaux tels que les frangipaniers, les bougainvilliers ou les acacias.

On croise dans la région aussi de nombreux babouins, des phacochères, des potamochères, des perdrix et des francolins ainsi que des antilopes, essentiellement des cobes de Buffon et des guib harnachés. On y trouve également beaucoup d'agoutis

➤ Caractéristiques socio-économiques

Le tableau suivant présente la répartition démographique de la région selon la RGPH 2014.

Tableau 14 : Répartition démographique de la Région du Kabadougou

DÉPARTEMENT	POPULATION RÉSIDENTE			
	ENSEMBLE LOCALITÉ			RAPPORT DE MASCULINITÉ
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	
ENSEMBLE RÉGION	98 546	94 818	193 364	103,9
GBELEBAN	9 267	8 914	18 181	104,0
MADINANI	19 979	19 725	39 704	101,3
ODIENNE	47 166	44 525	91 691	105,9
SAMATIGUILA	9 016	8 467	17 483	106,5
SEGUELON	13 118	13 187	26 305	99,5

Source : INS, RGPH 2014

La Région du Kabadougou compte des infrastructures académiques composées d'établissements préscolaires, secondaires (collèges et lycées), techniques et professionnels (Lycée Professionnel d'Odienné, Centre de Formation Professionnel, Atelier d'Apprentissage et d'Application) ainsi qu'un établissement d'Enseignement Supérieur (CAFOP).

Au plan des structures sanitaires, la Région du Kabadougou compte un Centre Hospitalier Régional, dix (10) Centres de Santé Urbains, vingt-deux (22) Centres de Santé Ruraux, et un Hôpital des Sœurs Italiennes.

La Région dispose d'un Commissariat et d'une Préfecture de Police, d'une Compagnie et d'une Brigade de Gendarmerie, d'une Direction Régionale des Eaux et Forêts, d'une Direction Régionale des Douanes, d'un Cantonnement des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire et d'un Détachement des Forces Impartiales de l'ONUCI et d'une Section du Tribunal de Première Instance de Korhogo.

Les atouts économiques et industriels existent. Ils constituent un important potentiel pour développer et rendre attractive la Région du Kabadougou. Il s'agit notamment d'une administration publique bien représentée dans la Région, d'un fort potentiel agro-pastoral, touristique, industriel, et minier et de l'existence d'importantes infrastructures socioéconomiques de base (téléphone, eau courante, hôtels, restaurants, routes, banques, assurances, électricité, internet, structures académiques, structures sanitaires, ONG, etc.) et une bonne pluviométrie.

➤ Au plan économique

Secteur primaire

Les initiatives agricoles constituent l'essentiel de l'activité économique de la Région du Kabadougou. Le système d'exploitation agricole est en général de type familial et traditionnel. Cependant à travers les groupements informels à caractère communautaire au niveau des femmes et des jeunes, on enregistre une amorce dynamique à vocation pré-coopérative.

Les principales cultures du Kabadougou sont : le riz, l'igname, le maïs, le mil, le sorgho, le fonio, la patate, le manioc, et l'arachide.

Les cultures maraîchères principalement réalisées par les femmes sont : la tomate, l'oignon, les choux, la salade, le gombo, l'aubergine, le piment, la carotte.

Les cultures spéculatives sont : Le soja, la mangue, le citron, la papaye, le gingembre, l'orange, la noix de karité. Le coton et l'anacarde produits sur de grandes superficies constituent la spéculation en plein essor dans la région.

La zone se prête à l'agro-pastoral qui est pratiquée aujourd'hui de manière traditionnelle. Le cheptel se composait il y a une dizaine d'années de : bovins, ovins, caprins et volailles.

La possibilité de développer cette activité existe car le climat, la végétation, la disponibilité des terres se prêtent à la création de fermes modernes associant agriculture et élevage.

L'apiculture se fait de manière traditionnelle pour les besoins de consommation domestique.

Cependant, il existe deux groupements d'apiculteurs de 80 personnes dans la région.

La pêche se fait de manière traditionnelle, mais la présence de plusieurs cours d'eau peut favoriser le développement de cette activité avec l'appui des investisseurs.

La région du Kabadougou est dotée de treize (13) forêts classées disséminées sur l'ensemble de son espace géographique et on y trouve de nombreuses espèces animales comme : les antilopes, les phacochères les panthères, les agoutis, les singes, etc.

L'exploitation du bois, des feuilles, des écorces et des racines des essences forestières pour les besoins quotidiens (bois de service, bois d'énergie, bois d'œuvre et pharmacopée) augmente proportionnellement par rapport à la démographie.

Le Kabadougou est l'une des régions les plus oxygénées du pays, par la répartition équilibrée de ses forêts classées.

La région du Kabadougou est l'une des régions les plus pourvues en ressources en eau. Trois bassins versants d'envergure y sont présents. Ce sont le bassin du cours d'eau Baoulé important affluent du fleuve Niger, le bassin du fleuve Sassandra qui prend sa source dans le Kabadougou et le bassin versant du fleuve Bandama. Trois bassins de cours d'eau et leurs nombreux affluents arrosent tout le Kabadougou du Nord au Sud pour le Sassandra et le Bandama, et du Sud vers le Nord pour le Baoulé, important affluent du fleuve Niger. Les pluies y sont également abondantes, puisqu'elles atteignent parfois 1 200 mm de hauteur en moyenne. Le potentiel cumulé des eaux de ruissellement, souterraines et pluviales est suffisant pour garantir un approvisionnement intégral et satisfaisant des populations du Kabadougou en eau potable et en énergie hydraulique.

La Région du Kabadougou a été l'objet d'intenses travaux de prospection minière et de cartographie géologiques depuis l'indépendance de la Côte d'Ivoire. La SODEMI par exemple a réalisé plusieurs missions de sondage sur des zones de manganèse actuellement en exploitation et de cuivre dans le village de Siola, les potentialités diamantifères de Tora et sur les sites aurifères du village de Zévasso. D'autres compagnies de renommée internationale y ont également effectué des travaux de recherches minières.

Secteur secondaire

Bien que le potentiel de développement d'une activité industrielle structurée existe, le Kabadougou continue d'être le champ d'expérimentation d'une activité de transformation des produits locaux.

En effet, les opportunités de création d'unités industrielles opérationnelles existent. Par exemple, la transformation sur place du soja tel que le lait de soja, le pain de soja, le yaourt de soja, les tourteaux de soja, l'huile de soja, etc., de la mangue, de la tomate, du coton, de l'anacarde, du beurre de karité, du gingembre, du citron, de la mangue, de l'hibiscus (bissap), de la pomme de terre, du sésame, du miel.

En l'absence d'activités industrielles florissantes, l'activité artisanale est très répandue. Aussi, trouve-t-on dans la région plusieurs artisans dont :

- les forgerons qui fabriquent des outils de production (dabas, haches, pioches, machettes, armes à feu traditionnelles et modernes, flèches sagaies, etc.) ;
- les potières qui fabriquent des pots à fleurs, canaris, vase à encens, petits mortiers, objets de décoration ; les tisserands qui produisent les vêtements traditionnels à base du coton, les menuisiers, les maçons, les cordonniers, les tailleurs, les fabricants de vanniers, de cordes, nattes et filets de pêche, etc.

La prospective géologique révèle des indices d'or, de nickel, d'étain, de colombo, de tantalite, de chrome et une forte amplitude de manganèse.

L'ensoleillement dans le Kabadougou qui est de l'ordre de 2 500 heures en moyenne par an est un véritable gisement solaire très peu et mal exploité à ce jour. Seule la localité de Baradjan située dans la Sous- Préfecture d'Odienné est munie de panneaux solaires qui assurent l'éclairage public du village.

Secteur tertiaire

Dans la Région du Kabadougou, il existe d'importantes infrastructures socio-économiques de base : tics, eau courante, hôtels, restaurants, routes, banques, assurances, électricité, structures académiques, structures sanitaires, ONG, etc.).

➤ Au plan touristique

Dans cette partie septentrionale de la Côte d'Ivoire, s'est développé un puissant royaume dénommé Kabadougou pendant l'époque précoloniale dont le rayonnement s'étendait au-delà des frontières actuelles de la Côte d'Ivoire. C'est une Région de hauts plateaux avec des vestiges

du passé (Royaume de Kabassarana, passage de l'Almamy Samory Touré et de l'explorateur français René Caillé). La principale langue d'échanges des populations autochtones (92.5%) est le Malinké. De nombreuses danses sont la marque de la Région : le Didadi, le Yagba, le Brou, le Zolo, le Djembé, le Balafon, le Ghôhò, le Ngoni et le Molon.

❖ **Région de Guémon**

Les sous-projets prévus dans cette région concernent :

- Routes en terre et Pistes rurales ;
- Hydraulique ;
- Santé et protection sociale.

➤ **Localisation**

D'une superficie de 6 695 km² soit 2,07%, la Région du Guemon est située à l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Elle est limitée au Nord par la région du Tonkpi, au Sud par la région de la Nawa, à l'Ouest par celle du Cavally et à l'Est, par la région du Haut Sassandra.

Le Guemon compte quatre (4) départements :

- Duékoué, chef-lieu de région : elle compte cinq (5) Sous-préfectures, 55 villages et 316 campements ;
- Bangolo, avec 7 Sous-préfectures, 86 villages et 172 campements ;
- Kouibly, qui compte 4 Sous-préfectures, 51 villages et 51 campements. Facobly, qui regroupe 5 Sous-préfectures, 43 villages et 34 campements ; – Facobly.

La carte suivante présente la Région du Guémon.

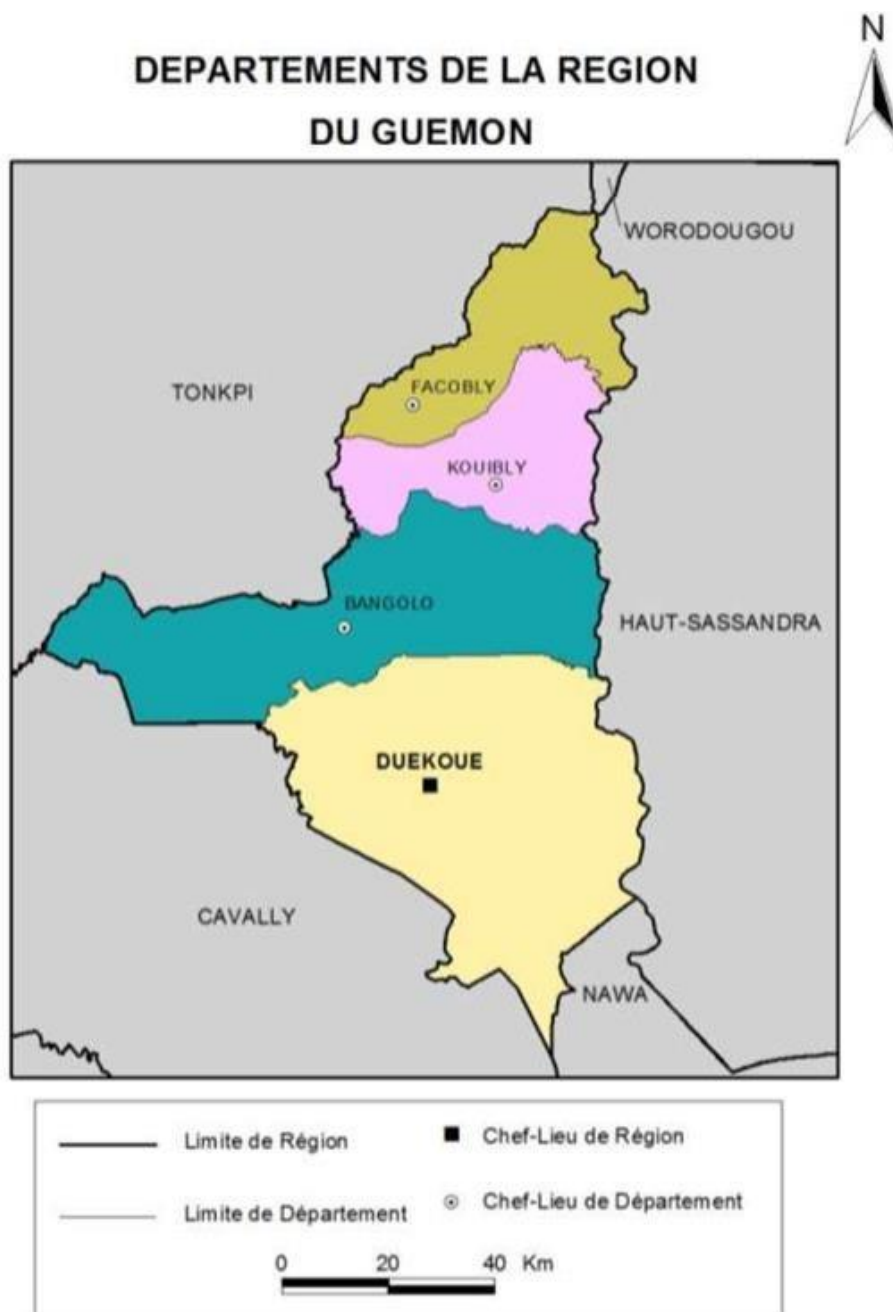


Figure 14 : Carte de la Région du Guemon

➤ **Caractéristiques physiques**

La région bénéficie d'un climat de type équatorial caractérisé par deux saisons de pluie en alternance avec deux saisons sèches. La pluviométrie y est abondante et oscille entre 1 500 et 2 000 mm de pluie par an.

➤ **Caractéristiques biologiques**

C'est une zone de forêts autrefois très dense mais fortement entamée par une exploitation forestière abusive.

➤ Caractéristiques socio-économiques

Le tableau suivant présente la répartition démographique de la région selon la RGPH 2014.

Tableau 15 : Répartition démographique de la Région du Guémon

DÉPARTEMENT	POPULATION RÉSIDENTE			
	ENSEMBLE LOCALITÉ			RAPPORT DE MASCULINITÉ
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	
ENSEMBLE RÉGION	495 141	424 251	919 392	116,7
BANGOLO	174 120	144 009	318 129	120,9
DUEKOUÉ	215 391	192 757	408 148	111,7
FACOBLY	41 707	34 800	76 507	119,8
KOUIBLY	63 923	52 685	116 608	121,3

Source : INS, RGPH 2014

➤ Au plan économique

La Région du Guémon repose sur une agriculture basée sur le binôme café-cacao. On note également l'exploitation forestière, l'hévéaculture, les cultures vivrières comme le riz, le manioc, la banane plantain et les légumes. Elle renferme les forêts classées et les parcs nationaux les plus importants de la Côte d'Ivoire. On peut citer la forêt classée de Sio et les parcs nationaux de Taï et du Mont Péko, classés patrimoines mondiaux de l'UNESCO. ➤ **Au plan minier**

Le Guémon a un sous-sol très riche en ressources de toutes sortes, notamment le fer qu'on retrouve en abondance dans le Mont Klanhoyo (Facobly), à Bangolo, où il est en phase finale d'exploration par la société Tata Steel. On retrouve le fer également à Kouibly dans le Mont Etia. L'or est aussi exploité à Amanikro dans le département de Duékoué. Le Guémon, au regard des informations qui précèdent, est une région immensément riche tant au plan naturel (pluviométrie, végétation et sous-sol) qu'au plan agricole et minier. Le commerce représente le deuxième secteur d'activité après l'agriculture.

Il existe également dans la région du Guémon des fermes de bœufs et de poulets. En plus de l'élevage, la pêche est pratiquée dans la Région du Guémon notamment à Bibita, Taobly, Kanebly, Gbapleu et Dibobly.

Au plan de l'industrie

Elle est dominée par l'exploitation du bois qui est de loin la plus importante activité industrielle de par son volume d'actions. Cette place qu'occupe le bois dans l'économie de la Région se vérifie à travers des grandes scieries (Sbg, Nsd, Stbo, Thanry), et des unités de moindre importance que sont les ébénisteries et le commerce de détail de bois transformés.

La région possède aussi une unité de transformation de riz, de manioc et de maïs. D'autres unités industrielles y sont également implantées.

➤ Au plan touristique

La région regorge de nombreux sites, notamment les montagnes et les grottes sacrées de Guitrozon, les 34 000 ha de forêt dense du Parc national du Mont Péko, classé patrimoine mondial.

Les nombreuses danses comme le Tématé, le Goboïs, le Gbahia (danse des femmes), les festivals de Masques, les sculpteurs de masques et autres nombreuses statuettes, les tisseurs de nattes, les articles de vannerie etc., sont aussi une grande curiosité dans ladite région. Ce volet culturel du Guemon est également meublé de nombreux adorateurs de masques dont les Kouï et Glaè, les Djih (homme panthère), le Kogni (Cor) etc.

❖ Région de la Marahoué

Les sous-projets prévus dans cette région concernent :

- Routes en terre et Pistes rurales ;
- Hydraulique ;
- Santé et protection sociale ; - Sécurité alimentaire.

➤ Localisation

La Région de la Marahoué est située au Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire. Elle est limitée au Nord par la Région du Béré, au Sud par la Région du Gôh, à l'Est par les Régions du Gbêkê et du Bélier, à l'Ouest par la Région du Haut-Sassandra.

Elle est à cheval entre la zone de forêt et la zone des savanes. La superficie de la Région est de 9 092,48 km² dont 4 222,48 km² pour le Département de Bouaflé, 3 252 km² pour le Département de Zuénoula et 1 618 km² pour le Département de Sinfra.

Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2014, la population de la région est estimée à 364 114 habitants, dont 236 312 pour le Département de Bouaflé, 170 015 pour le Département de Sinfra et 148 480 pour le Département de Zuénoula.

La population en 2013 est estimée par l'Institut National de la Statistique (INS) à 859 861 habitants, soit une densité moyenne de 94,57 habitants km². La Région est composée de trois (3) départements :

- Bouaflé (chef lieu est à 60 km de Yamoussoukro, la capitale politique et administrative et à 310 km d'Abidjan, la capitale économique) ; – Zuénoula ; – Sinfra.

Elle compte cinq (5) communes (Bouaflé ; Bonon ; Sinfra ; Zuénoula ; Gohitafla) et 18 Souspréfectures (Bouaflé : 07 ; Sinfra : 04 ; Zuénoula : 07).

La carte suivante présente la Région de la Marahoué.



Figure 15 : Carte de la Région de la Marahoué

Climat

Le Climat est de type baouléen et caractérisé par deux (02) grandes saisons alternées par deux (2) petites : une grande saison sèche (de décembre à fin février), une grande saison de pluie (de mars à juin), une petite saison sèche (de juillet à août) et une petite saison de pluie (de septembre à novembre).

La pluviométrie moyenne annuelle est comprise entre 1 800 et 2 000 mm et la température moyenne annuelle 25,3°Celsius.

➤ Relief et hydrographie

Le relief est relativement plat. Il est composé de bas plateaux avec quelques bas-fonds et de collines dont l'altitude moyenne est de 260 mètres. Le sol est de type ferralitique et désaturé, sous forte pluviométrie ; il est hydromorphe sur les rives du Bandama et de la Marahoué.

La Région est drainée par le fleuve Bandama rouge et la Marahoué et les rivières Baha, Ouréné, Bôlè, Zabré, Bouré, Dromonyi.

➤ Caractéristiques biologiques

Zone de transition, la Région de la Marahoué est partagée entre la forêt dense au sud et à l'ouest, la savane arborée au nord et à l'est. Les essences dominantes sont l'Iroko, le Samba, le Fraké, le Fromager pour la partie forestière. Les roseaux et les rôniers pour la zone de savane.

L'agriculture extensive et itinérante, ajoutée à l'exploitation forestière, ont modifié profondément la flore. La faune reste abondante et diversifiée. On y rencontre aussi bien du gros gibier (Buffles, Hippopotames, Eléphants, chimpanzés etc.), notamment dans le Parc National de la Marahoué ainsi que du petit gibier (Gazelles, Biches, Rats, Aulacodes etc.).

➤ Caractéristiques socio-économiques

Le tableau suivant présente la répartition démographique de la région selon la RGPH 2014.

Tableau 16 : Répartition démographique de la Région de la Marahoué.

DÉPARTEMENT	POPULATION RÉSIDENTE			
	ENSEMBLE LOCALITÉ			RAPPORT DE MASCULINITÉ
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	
ENSEMBLE RÉGION	457 147	405 197	862 344	112,8
BOUAFLE	220 415	189 268	409 683	116,5
SINFRA	124 458	113 557	238 015	109,6
ZUÉNOULA	112 274	102 372	214 646	109,7

Source : INS, RGPH 2014

Ressources minières

Les villages de Zagouta, Zégata, Zougoussou, Angovia et d'Alékran regorgent des potentialités aurifères. L'exploitation artisanale de l'or est pratiquée tout le long du Bandama blanc dans la partie sud du Département de Bouaflé. L'exploitation moderne de l'or est assurée par deux (02) sociétés dans le Département de Bouaflé.

➤ Exploitation forestière

Il existe des forêts classées dans la région, dont trois (03) dans le Département de Bouaflé :

- la forêt classée de la Marahoué, située dans la Sous-Préfecture de Bouaflé à 25 km de la ville, couvre une superficie de 21 600 ha ;
- la forêt classée de Bouaflé, située dans la Sous-Préfecture de Bonon, couvre une superficie de 35 910 ha ;
- la forêt classée de TOS, située dans la Sous-Préfecture de N'Douffoukankro, dans les périmètres des villages de Diacohou et de Nangrekro.

➤ Agriculture et élevage

Les cultures de rente pratiquées sont : le café 3 659 tonnes par an, le cacao 26 622 tonnes par an et la canne à sucre 2 682 tonnes par an. Le café et le cacao sont cultivés dans la partie sud de la région et dans quelques forêts galeries du nord. Ces cultures font vivre plus de 90% des populations paysannes.

La Région de la Marahoué est réputée pour la production des cultures vivrières. Plusieurs coopératives ont été créées à cet effet. Les vivriers pratiqués dans la localité sont les suivants : la banane plantain, l'igname, le maïs, le riz et le manioc (le riz 53 320 tonnes par an, la Banane 8 338 tonnes par an, le manioc 27 456 tonnes par an).

A ceux-ci s'ajoutent les maraîchères qui paraissent plus rentables que les cultures de rente. L'élevage de poulets, de bovins et de caprins se pratiquait déjà dans la région ; mais depuis l'installation de l'usine Solibra, l'élevage des porcs s'est développé grâce aux résidus de maïs utilisés pour la fabrication de la bière.

La pêche se pratique principalement sur le lac de Kossou et la Marahoué.

Industrie

Industrie agro-alimentaire

Les activités industrielles dans la Région de la Marahoué sont marquées par les secteurs de l'Agro-alimentaire. On note la présence de la Société de Limonaderies et Brasseries d'Afrique (SOLIBRA), la Société Africaine de Cacao (SACO) et l'Unité Agricole Intégrée (UAI) de SUCRIVOIRE de Zuénoula.

Industrie forestière

La seule unité de transformation forestière de Bouaflé était la (Société Ivoirienne Industrielle de Bois) S2IB. Industrie minière : La zone yaourè, en allant de Bozi jusqu'à Kouakougnanou, Angovia, Allahou-Bazi, Akakro, N'Dakoffiyobouékro constitue un centre d'intérêt minier pour la production d'Or (6 684 Kg d'or sur la période 1999-2004).

Unités de transformation

Il y a la présence d'une unité de conditionnement de cacao (nettoyage, séchage), il existe dans la région quelques unités destinées à la transformation primaire des produits agricoles. Il s'agit essentiellement de décortiqueuses, d'égreneuses, de broyeuses de manioc et de presses.

➤ Commerce

L'on distingue deux (2) circuits : traditionnel et moderne. L'activité du circuit traditionnel s'exerce sous des marchés couverts et des hangars. Elle porte sur le commerce de denrées alimentaires d'origine agricole et halieutique ainsi que certains produits de première nécessité.

Le commerce moderne est détenu par des opérateurs d'origine étrangère, notamment de la CEDEAO et du Liban avec une minorité d'Ivoiriens. Dans chaque chef-lieu de Département il existe au moins un magasin libre-service. L'activité des services porte sur les boulangeries, les pharmacies, les cybercafés et les cabines téléphoniques. Il y a également des structures de transfert d'argent. Onze (11) stations d'essence assurent le ravitaillement de la population en carburant : cinq (5) à Bouaflé, trois (3) à Zuénoula et trois (3) à Sinfra.

➤ Patrimoine culturel et touristique

Le Patrimoine culturel est riche. L'artisanat varié demeure une activité secondaire dans la Région de la Marahoué. Mais les produits sont d'une qualité remarquable (masques, pagnes

➤ traditionnels, chaises traditionnelles etc.). En matière d'hôtellerie, Bouaflé dispose de 19 hôtels, de 2 centres d'accueil, et une quinzaine de maquis de tout genre. Dans le Département de Sinfra, l'on note quinze (15) hôtels et dix (10) dans le Département de Zuénoula.

- Existence de nombreuses opportunités touristiques (sites, Parc National de la Marahoué d'environ 100 000 ha, les Tisserands de Bazré, Pierres sacrées de Gohitafla, Confluent de Bozi, volonté politique et proximité des grands centres).
- Existence de plusieurs rythmes musicaux, danses traditionnelles et modes vestimentaires dans la Région de la Marahoué.
- Activités culturelles : le Festival des Arts et Cultures de la Marahoué (FACMA) etc.

❖ Région du Gontougo

Les sous-projets prévus dans cette région concernent :

- Routes en terre et Pistes rurales ;
- Hydraulique ;
- Santé ;
- Sécurité alimentaire.

➤ Localisation

La Région du Gontougo est située au Nord-Est de la Côte d'Ivoire. Elle est limitée au Nord par la Région du Bounkani, au Nord-Ouest par la Région du Hambol, au Sud par la Région de l'Indénie - Djuablin, à l'Est par l'Etat du Ghana et à l'Ouest par la Région de l'Iffou. La ville de Bondoukou qui en est le Chef-lieu de Région, est localisée à 8°02'24'' de latitude Nord et à

2°48'00'' de longitude Ouest. Elle est située à 418 Km de Yamoussoukro, la capitale politique et à 522 Km d'Abidjan, la capitale économique du pays. Cette Région administrative a été créée par le Décret n°2011-263 du 28 Septembre 2011. Elle comprend cinq (5) Départements, notamment Bondoukou, Transua, Tanda, Sandégué et Koun- Fao. Elle couvre une superficie de

16.770 Km², répartie comme suit :

- Département de Bondoukou (9 978 km²) ;
- Département de Koun-Fao (2 245 km²) ;

- Département de Transua (1 189 km²) ;
- Département de Tanda (1 625 km²) ;
- Département de Sandégué (2 715 km²).

La carte suivante présente la Région du Gongougo.

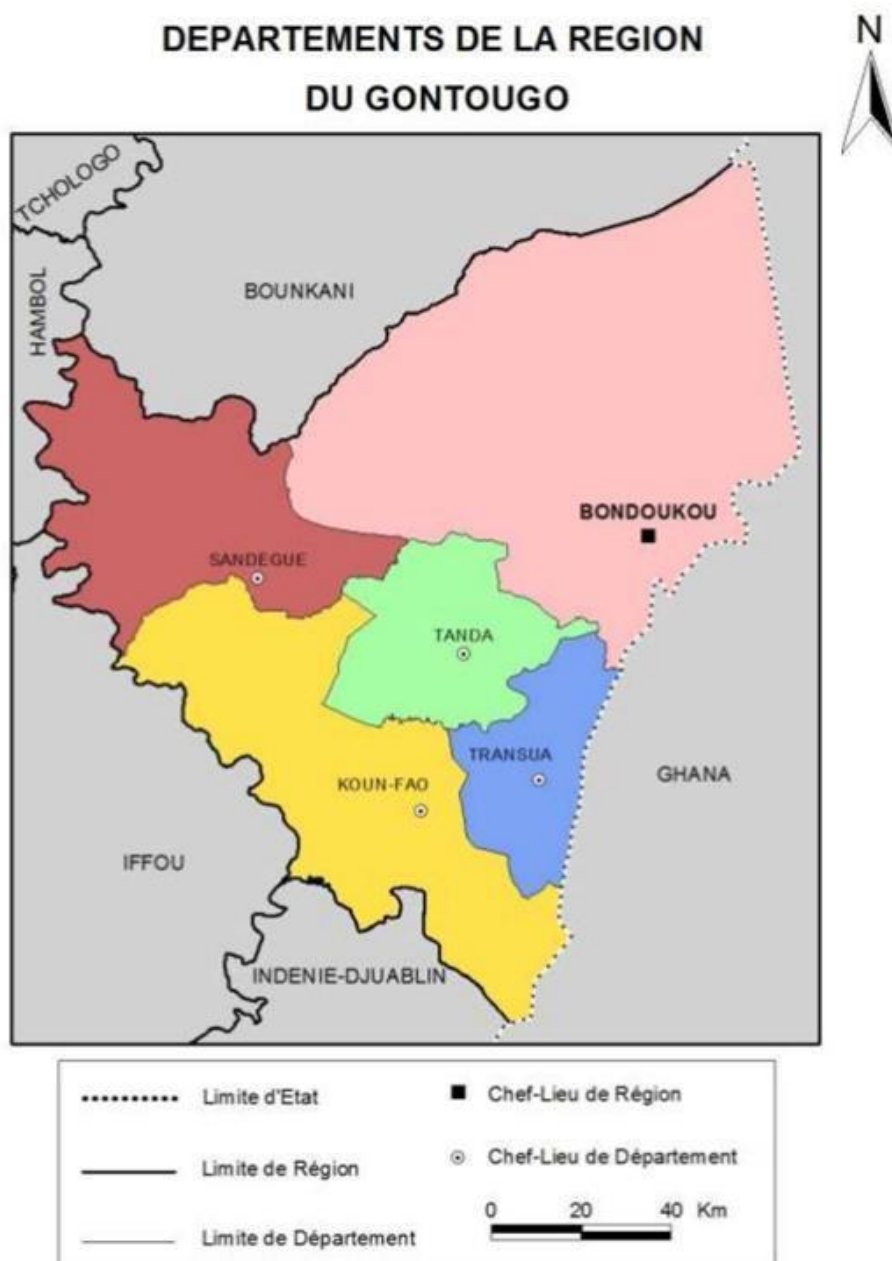


Figure 16 : Carte de la Région du Gontougo

➤ Climat

Le climat de la zone soumise à la présente l'étude, est de type Baouléen. Ce climat est caractérisé par deux (2) grandes saisons, à savoir une longue saison sèche de novembre à mars et une saison pluvieuse qui s'étend d'avril à septembre. L'harmattan y est très rude durant les mois de décembre et janvier. La pluviométrie moyenne annuelle de la Région s'élève à 1.190 mm de hauteur de pluie. La température moyenne annuelle est de 26°C et l'humidité relative moyenne annuelle est de 72 %. L'insolation est de 2221 heures et l'évapotranspiration cumulée est de 1620 mm. Ces dernières décennies, la pluviométrie va decrescendo ; elle est passée de

1.100 mm à 900 mm d'eau par an.

➤ **Relief**

Le relief de la région est dans l'ensemble plat, mais présente une chaîne successive de montagnes dont le point culminant est appelé le mont Zanzan. Cette chaîne de montagnes est beaucoup plus visible dans la localité de Kouassi-N'dawa vers le Nord de Bondoukou jusqu'au Sud dans les circonscriptions d'Appimandoum et de Pinda-Boroko.

➤ **Géologie et pédologie**

Le substrat géologique qui se prête à la Région du Gontougo, est de type granitoïdes caractérisé par des intrusions de granodiorites autour de Bondoukou, le Chef-lieu de Région et dans les monts Kihouo. Dans les Départements de Sandégué et Bondoukou, se rencontrent des cuirassements profonds sur les versants des collines. Les sols de la Région sont dans l'ensemble ferralitiques plus ou moins désaturés, argilo-sablonneux profonds et très propices aux cultures de rente (anacarde, cacao, café, hévéa) et aux vivriers (igname, manioc, riz, maïs, tomate, etc.).

➤ **Hydrographie**

Sur le plan hydrographique, deux (2) importants fleuves drainent cette Région, notamment : - la Volta noire qui baigne l'extrême Est de la Sous-préfecture de Sorobango ; - et la Comoé à l'Ouest de la Région qui sert de limite naturelle avec les Départements de M'bahiakro et de Dabakala au niveau du Département de Sandégué. A ces deux (2) principaux cours d'eau, s'ajoutent un réseau relativement dense de rivières essentiellement constitué de Baya, Djoré et Néguééré.

➤ **Caractéristiques biologiques**

Flore

La région est caractérisée par une densité floristique composée de trois (3) faciès. La partie Sud, est un secteur de forêts à densité variable due aux dégradations provoquées par les défrichements agricoles et à l'exploitation forestière. Au Centre, se trouve la savane arborée qui fait place à la savane herbeuse au Nord. Les essences en voie de disparition dans cette densité floristique, sont principalement Céiba pentandra (fromager), Chlorophora exelsa (Iroko), Khaya ivorensis (Acajou), Amanzankoué.

Faune

La densité floristique de la région lui confère une forte diversité faunique. Cependant, les défrichements excessifs et l'exploitation forestière conjugués à la chasse, exercent depuis lors, une forte pression sur ces nombreuses espèces fauniques. Aujourd'hui, la région est assez pauvre en gros mammifères. La faune existante se résume essentiellement en la présence de céphalophes (biches), d'harnachés (gazelles), aulacodes (agoutis), d'athérures (hérissons), de singes et de carnassiers, d'oiseaux (perdrix, calao, etc.), etc. Les espèces menacées dans cet ensemble sont les céphalophes et les singes. Dans cette vaste zone, la présence de la faune aquatique est due à l'existence des deux (2) principaux cours d'eau (Volta noire et Comoé) et leurs nombreux affluents. Les espèces fauniques aquatiques principalement rencontrées sont les poissons (carpes, silures, mâchoirons, capitaines) et des crustacées (crevettes et écrevisses). En ce qui concerne la faune domestique de la région, elle est caractérisée par les pâturages de bovins, d'ovins, de caprins, de porcins et de fermes avicoles dans les villages et campements.

➤ Caractéristiques socio-économiques

Le tableau suivant présente la répartition démographique de la région selon la RGPH 2014.

Tableau 17 : Répartition démographique de la Région du Gontougo

DÉPARTEMENT	P O P U L A T I O N R É S I D E N T E			
	E N S E M B L E L O C A L I T É			R A P P O R T D E M A S C U L I N I T É
	H O M M E S	F E M M E S	T O T A L	
ENSEMBLE RÉGION	337 191	329 994	667 185	102,2
BONDOUKOU	169 168	164 539	333 707	102,8
KOUN-FAO	59 148	57 082	116 230	103,6
SANDÉGUE	28 633	27 582	56 215	103,8
TANDA	37 877	39 678	77 555	95,5
TRANSUA	42 365	41 113	83 478	103,0

Source : INS, RGPH 2014

Le Gontougo produit 60% de l'igname de la Côte d'Ivoire. Toutefois, c'est l'anacarde qui constitue la principale culture industrielle de la région et sa commercialisation demeure la première économie locale. À cette culture, s'ajoutent le cacao et le café produits dans la partie sud, mais en faible quantité à cause du vieillissement du verger. Du manganèse a été découvert dans le sous-sol de la région. Quelques multinationales s'y sont installées en vue d'exploitation du minerai. Dense et varié, l'entretien du réseau routier ne reste pas moins une préoccupation majeure pour les populations. Les pistes villageoises y sont nombreuses et l'axe principal

bitumé, Abidjan-Bouna, traverse le département de Bondoukou. Le patrimoine culturel de la région est fourni, le sacré occupant une place de choix. Presque tous les villages de la région disposent de lieux sacrés, préservés comme tels. A Sapia, par exemple, les villageois ont interdiction de pêcher les silures de la rivière Sransi, ou d'entretenir des plantations autour de ladite rivière. Concernant les célébrations festives, un festival de danse, d'instruments de musique et de costumes, a vu le jour, à côté de la traditionnelle fête des ignames annuelles.

Le réseau routier de la Région du Gontougo est constitué de 2 456 km de routes, dont 113 km bitumées. La densité routière de la Région est élevée à 0,17km/km² et inférieure à la moyenne nationale qui est de 0,25 km/km². Dans cette Région, les routes sont majoritairement de type R21 à hauteur de 42%, suivies des routes de types R32 à hauteur de 37%

❖ **Région de la Nawa**

Les sous-projets prévus dans cette région concernent :

- Hydraulique ;
- Santé

➤ **Localisation**

La Région de la Nawa est située au Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire, à 480 km d'Abidjan. Elle fait frontière avec les Régions du Gbôklè et de San-Pedro au Sud, du Cavally à l'Ouest, du Guemon et du Haut-Sassandra au Nord, du Gôh et du Lôh Djiboua à l'Est. La région est bâtie sur une superficie de 9.193 km². La Nawa est composée de quatre (04) départements : Soubré (Chef-lieu) ; Méagui ; Guéyo ; Buyo.

➤ **Le relief**

Le relief est essentiellement formé de plateaux ne dépassant guère 600 m d'altitude. Les monts Kourabahi (S/P de Soubré) et Trokoua (S/P de Okrouyo) sont les deux massifs montagneux qui dominent le Département. On distingue par ailleurs des plaines encaissées et de nombreux basfonds (plus de 700 ha) propices à la riziculture irriguée. La plus part des sites en étude se situent dans ces bas-fonds.

Par endroit l'on observe un plateau moutonné, avec une succession de points hauts et de points bas. Les pentes observées varient de 10% à 20% par endroit. La hauteur de ces pentes ne permet pas aux automobilistes de rouler à une vitesse régulière.

➤ **La géologie**

Les formations géologiques rencontrées dans cette partie se présente comme un gigantesque clavier en touches de piano où alternent régulièrement de larges blocs cristallins (granites, gneiss, migmatites) et de minces bandes phylliteuses (schistes passant localement aux flysch et roches vertes, accessoirement migmatites et granites post- tectoniques). Les profondeurs moyennes de pompes se situent autour de 27m.

➤ La pédologie

La région de la Nawa est couverte par des sols appartenant aux trois classes suivantes : Sols ferralitiques fortement dénaturés, Sols bruns tropicaux, Complexes de sols hydro-morphes, représentés le long des rivières et des fleuves. Ces sols propices à la culture inondée et irriguée sont très nombreux dans la région.

Ces sols se sont développés sur des roches éruptives anciennes et sont bien adaptés à tous types de cultures vivrières ou industrielles. Leur fertilité est conditionnée par la teneur en matières organiques qui ont, malheureusement, tendance à disparaître après défrichement de la couverture végétale.

➤ Le climat

La pluviométrie

Le climat de la Région de la NAWA est du type subéquatorial chaud et humide à faciès attien intérieur caractérisé par d'importantes précipitations annuelles réparties entre deux saisons de pluies (d'Avril à Juillet et de Septembre à Novembre) et deux saisons dites sèches (Décembre à Mars, mi-juillet à mi-septembre. La pluviométrie moyenne annuelle est de 111,89 mm de pluies.

La température et l'insolation

Sous l'influence du relief et de la couverture végétale relativement importante, la température moyenne annuelle est de l'ordre de 26° C. La variation annuelle moyenne de température est donc faible (3°C). Il en est de même pour l'amplitude thermique mensuelle. L'insolation est approximativement de 2200 à 2300 heures en moyenne sur la période de 2010 à 2015.

Tableau 18 : Relevé météorologique de la station de Soubré

Région	Chef-lieu		Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept	Oct.	Nov.	Déc.
Nawa	Soubré	Pluv	0.0	36.0	102.0	265.6	210.5	245.1	26.3	92.1	51.5	189.2	114.3	10.1
		Temp	25,4	27,3	27,2	27,3	27,1	25,7	25,2	24,6	26	26,2	26,4	25,2

➤ L'hydrographie

Le fleuve Sassandra qui se jette dans le golfe de Guinée est le principal cours d'eau traversant le Département. Il se caractérise par un bassin versant de 75 000 Km² et un module annuel de 12,5 milliards de m³. Les principaux affluents sont la Davo, la Lobo, le Zozoro, le N'zo. Ce réseau hydrographique donne au département de nombreux bas-fonds et de forêts galeries.

Plusieurs petits cours dans la zone qui sont soit affluents ou effluents de ces deux grands cours d'eau alimentent de champ de riziculture de vastes étendues de bas-fonds. En période de crue ces cours d'eau permanent rendent la circulation périlleuse dans la zone.

➤ L'environnement biologique

La végétation de la Région de Nawa appartient à la zone forestière du Sud-ouest de la cote d'ivoire. Mais aujourd'hui, en dehors de la forêt classée de Taï, la végétation de cette zone a subi cette une dégradation avancé par endroit à cause des actions anthropiques sur le milieu. Généralement sur les sites de cette région l'environnement est quasiment identique du point de vue de la flore terrestres et aquatiques avec une faune qui y est adaptée. Cependant, compte tenu de la diversité de culture dans cette zone on note quelques particularités de part et d'autre.

La faune et la flore terrestres

La Région de la Nawa est couverte de forêt plus ou moins dense (forêt classée de Taï et du N'zo).. On distingue également quelques flores particulières comme le palmier sauvage et les pieds de raphia par endroit sans oublier des espèces floristiques endémique issues du parc national de Tai. Les cultures pérennes qui caractérisent cette zone sont le palmier à huile, l'hévéa et le cacao. Sur ces sites, de façon générale les bordures des voies sont occupées par des touffes d'herbes.

La faune est constituée de petite faune sauvage (buffle, éléphant, antilopes, singes, reptiles, rongeurs, oiseaux etc...) encore présente et retranchée dans les bouts de forêts galeries environnants.

La faune et la flore aquatiques

La végétation est un mélange de cultures de riz et de quelques végétaux aquatiques mêlés aux herbes qui donne l'aspect d'une zone marécageuse. La faune, quant à elle, est composée de diverses variétés de poisson, des batraciens et des reptiles.

➤ Environnement humain ou socioéconomique

L'environnement socioéconomique des sites du Département de Soubré est essentiellement marqué par la présence d'activités agricoles dominées par la riziculture et les cultures maraîchères. On y identifie également des cultures pérennes qui sont généralement à des distances considérables de l'ouvrage. Le tableau ci-dessous donne les détails sur les différentes activités localisées à proximité des sites.

La région couvre 9 193 km² et est peuplée par 1 053 084 habitants (RGPH 2014). Les Krous en constituent la population originelle. Ils se répartissent entre les Bétés qui forment la grande majorité de la population autochtone, les Bakoué et les Kouzié, très peu nombreux. L'on distingue également la tribu Nigagba, du canton Bakoué, composée des villages de Gnamagui, Kopéréagui, Kpéhiri et Galéa.

Hormis les populations autochtones, la Région de la Nawa accueille de nombreux ivoiriens issus de toutes les régions du pays et des ressortissants provenant de l'ensemble de la CEDEAO.

Tableau 19 : Répartition démographique de la Région de la Nawa

DEPARTEMENT	POPULATION RESIDENTE			
	ENSEMBLE LOCALITE			RAPPORT DE MASCULINITE
	HOMME	FEMME	TOTAL	
ENSEMBLE REGION	555 245	497 839	1 053 084	111,5
BUYO	97 545	86 330	183 875	111,6
GUEYO	44 668	39 012	83 680	114,5
MEAGUI	166 959	154 016	320 975	108,4
SOUBRE	246 073	218 481	464 554	112,6

Source : RGPH 2014

❖ Région de La Mé

Les sous-projets prévus dans cette région concernent :

- Hydraulique ;
- Santé et protection sociale

➤ Localisation

La Région de La Mé, située au sud de la Côte d'Ivoire ayant pour chef-lieu, la ville d'Adzopé.

Elle s'étend sur une superficie d'environ 8237km². Elle est limitée au sud-est par la région du sud Comoé, au sud-Ouest par la région de l'Agneby-Tiassa et le District d'Abidjan, au Nord

par la région du moronou, au Nord-Est par celle de l'Indénié-Djuablin. La Région de la Mé a pour chef-lieu de Région Adzopé. Elle est constituée de quatre (04) départements : le Département d'Adzopé, le Département d'Akoupé, le Département d'Alépé et le Département de Yakassé-Attobrou.

➤ Climatologie

La région de la Mé appartient à la zone subéquatoriale avec un climat de type Attien comprenant (04) saisons dont deux (02) saisons pluvieuses et (02) saisons sèches. La région de la Mé a une pluviométrie importante et abondante propice aux cultures vivrières et de rentes.

➤ Relief

Du point de vue du relief, la région de la Mé est caractérisée par la présence de nombreuses collines dont l'altitude moyenne ne dépasse pas 1000 m. le mont Mafa est le point culminant (environ 200m). Ce relief laisse apparaître de nombreux bas-fonds

➤ Pédologie

L'on distingue deux types de sol :

- Au Nord, un sol ferralitique sur schiste moyennement lessivé ; -
- Au sud, un sol ferralitique sur granite, très léger et plus riche.

➤ Végétation, flore terrestre et Faune

En termes de végétation, la région dispose d'un bon couvert avec :

- Six (06) forêts classées dont un déclassé (Memni) ; -
- Neuf (09) PEF.

La végétation donne à la région une physionomie spécifique, dont une vaste gamme de végétaux.

➤ Hydrographie

Sur le plan hydrographique, la région de la Mé est arrosée par d'importants cours d'eau (la comoé, la Mé, l'Agbo, ou l'Agnby, le Mafou, le Massan, le Tefa, le Mabi) situés dans le département d'Adzopé, d'Akoupé et de Yakassé-Attobrou. Elle est aussi arrosée par deux grandes rivières, avec un grand fleuve (la comoé) au niveau du département d'Alépé.

➤ Situation sociodémographique

Les peuples autochtones sont les Attié. Ceux-ci cohabitent avec des populations allochtones

(Baoulé, Sénoufo, Wê, Bété, etc...) et des populations allogènes venues essentiellement des pays de la CEDEAO.

Selon les résultats du RGHP 2014, la population de la Région de la Mé est de 248 812 habitants.

4. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

4.1 Cadre politique générale

4.1.1 Politique environnementale

La politique en matière d'environnement en République de Côte d'Ivoire découle de l'état de notre environnement, des problèmes environnementaux, de la nécessaire intégration de la gestion des ressources naturelles à l'économie, de la volonté nationale de lutter contre la pauvreté et des perspectives de développement durable. Elle a été également inspirée par les préoccupations mondiales en matière d'environnement et de développement durable.

Profondément basée sur la Constitution ivoirienne dont plusieurs dispositions sont relatives à la protection de l'environnement, la politique environnementale du gouvernement ivoirien vise essentiellement à assurer un environnement sain et durable et à préserver les ressources naturelles.

De manière spécifique, l'objectif de la politique du gouvernement en matière d'environnement est de (i) - trouver les moyens en vue de remédier simultanément aux problèmes de développement économique et de réduction de la pauvreté sans épuiser ou dégrader davantage les ressources naturelles ; (ii) de préserver ou restaurer la capacité des écosystèmes à fournir les biens et services indispensables au maintien d'activités économiques ; (iii) d'améliorer la qualité des milieux récepteurs et du cadre de vie.

Cette politique est conduite par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD), qui a en charge de définir les orientations et stratégies nationales en matière de gestion environnementale et de légiférer à cet effet (Cf. Paragraphe 4.2.1 « Institutions publiques nationales »).

Avant 2010

Face aux enjeux de protection de l'environnement mondial portés plus haut par la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement Durable, tenue à Rio de Janeiro au Brésil en juin 1992, le gouvernement ivoirien, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique en matière d'environnement, a initié de nombreuses actions. Ces initiatives visaient le

respect de ses engagements pris au cours de cette conférence, à l'instar de tous les Etats participants à savoir : « protéger l'environnement mondial, notre bien commun ».

En août 1994, les échanges entre les autorités nationales, les représentants locaux, les instances telles que la Banque mondiale, l'Association Internationale de Développement (IDA) et la société civile, ont d'abord abouti à l'élaboration en 1994, du « livre Blanc » de l'Environnement de la Côte d'Ivoire, qui fait le diagnostic de la gestion de l'environnement, et propose des recommandations.

Ces réflexions ont ensuite permis de rédiger le rapport officiel sur l'environnement de la Côte d'Ivoire, qui deviendra après son adoption par le gouvernement ivoirien le 24 mai 1995, le Plan National d'Action Environnementale en Côte d'Ivoire pour la période 1996-2010. Ce rapport officiel ou Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE-CI), comprend les grands principes fondamentaux de la politique nationale en matière d'environnement. Il aborde les dix (10) domaines principaux de préoccupations suivants :

- ✓ Programme 1 : Gestion durable du développement agricole
- ✓ Programme 2 : Préservation de la biodiversité
- ✓ Programme 3 : Gestion des établissements humains
- ✓ Programme 4 : Gestion de la zone côtière
- ✓ Programme 5 : Lutte contre la pollution industrielle et les nuisances
- ✓ Programme 6 : Gestion intégrée de l'eau
- ✓ Programme 7 : Amélioration de la ressource énergétique
- ✓ Programme 8 : Recherche, éducation, formation et sensibilisation
- ✓ Programme 9 : Gestion intégrée et coordonnée de l'information environnementale
- ✓ Programme 10 : Amélioration du cadre institutionnel et réglementaire

L'objectif principal du PNAE-CI est de permettre à l'Etat ivoirien de cerner les problématiques environnementales dans leur réalité, et dans leur complexité et de les gérer de façon durable. Il s'attache à promouvoir une stratégie de développement durable, à gérer de manière rationnelle les ressources naturelles, à protéger le patrimoine de biodiversité et à améliorer le cadre de vie des populations.

Le PNAE se présente comme un véritable document d'orientation de la politique gouvernementale ivoirienne en matière d'environnement et de développement durable. C'est aussi un instrument opérationnel de gestion de l'environnement. La Table Ronde des Bailleurs de fonds sur l'Environnement pour le financement du PNAE-CI s'est tenue en Octobre 1996.

Sa mise en œuvre repose sur six (06) principes à savoir: la continuité, le dialogue et la participation, la cohérence, la concentration (d'efficacité), la coordination et la coopération et l'échange.

Le PNAE-CI a ensuite servi de fondement d'une part, pour développer plusieurs textes juridiques (Lois, Décrets et leurs textes d'application) et plusieurs autres plans et mesures, ainsi que le suivi d'une série de législations environnementales et d'autre part, pour l'élaboration d'un cadre législatif propice au développement durable. Il s'agit entre autres, (i) du Code de l'Environnement ivoirien de 1996, (ii) du Code de l'eau de 1998, (iii) décret n° 2013-41 du 30 janvier 2013, relatif à l'évaluation environnementale stratégique des politiques, Plans et programmes de développement, (iv) du Décret n° 96-894 du 8 novembre 1996, déterminant les règles de procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement, (v) des réformes pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) depuis 1996 ; (iv) de la Nouvelle Politique Forestière en 1999, (vii) du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 1996-2005, (viii) du Plan National de Reboisement (20062015), (ix) de la stratégie et du programme national de gestion durable des déchets urbains adoptée en février 2002 visant à mettre en place le concept de gestion globale qui assurera la protection de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie, (xi) du livre blanc du littoral de Côte d'Ivoire en 2004 (gestion intégrée de l'espace littoral), (xi) Plan National de Développement du secteur de l'industrie, etc.

À partir de 2010

A la suite du Plan National d'Action pour l'Environnement, plusieurs stratégies et politiques ont vu le jour. En effet, le Gouvernement ivoirien à travers le Ministère en charge de l'Environnement a jugé nécessaire de repenser la stratégie de mise en œuvre du PNAE et des plans et programmes stratégiques sectoriels. Les nouvelles mesures prises portent essentiellement sur l'adoption de la Politique Nationale de l'Environnement (PNE) en 2011 et sur l'adoption et la promotion d'une Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD). L'objectif visé est de conformer le PNAE aux réalités et aux nouvelles problématiques environnementales marquées par les questions du changement climatique.

➤ Politique Nationale de l'Environnement (PNE)

Elaborée et adoptée en 2011 par le gouvernement ivoirien, la Politique Nationale de l'Environnement (PNE) sur la base de cette nouvelle vision, présente un aperçu de l'état de

l'environnement en Côte d'Ivoire, dégage les contraintes et les atouts de la gestion de l'environnement et propose des orientations stratégiques, ainsi que les modalités de sa mise en œuvre.

➤ **Stratégie Nationale du Développement Durable (SNDD)**

La SNDD a été adoptée en décembre 2011. Elle vise à faciliter les conditions de démarrage de la promotion du développement durable. L'objectif de cette stratégie est d'identifier les mesures et de convenir des moyens pour intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales. Elle vise également à assurer un progrès économique équitable sur le plan social, tout en préservant la base de ressources et l'environnement pour les générations futures.

Retenons que ces mesures visent la prise en compte des questions environnementales dans les politiques et stratégies de développement, la garantie d'un environnement sain et durable à tous, ainsi que la préservation et la gestion rationnelle des ressources naturelles du pays face aux menaces, aux pressions humaines et à la dégradation sans cesse croissante de l'environnement naturel.

Ces nouvelles mesures prises par le Gouvernement ivoirien mettent en exergue les enjeux et contraintes environnementaux et socioéconomiques relatifs à la question du développement économique et durable du pays à savoir : assurer conjointement le développement économique de la Côte d'Ivoire et parvenir à la réduction de la pauvreté sans épuiser ou dégrader davantage les ressources naturelles à préserver pour les générations futures.

Elles ont conduit à l'adoption de la loi n°2014-390 du 20 juin 2014, loi d'Orientation sur le Développement Durable, qui se justifie par le fait que le développement durable s'impose aujourd'hui à tous et faire l'objet d'une réglementation appropriée visant à « susciter le changement nécessaire à l'instauration d'une société viable ».

Dans l'ensemble, les principales orientations stratégiques et axes d'intervention de la politique en matière d'environnement en Côte d'Ivoire portent tant sur des thématiques ou problématiques transversales (Développement Durable, Changement climatique, Prévention et lutte contre les pollutions et nuisances, Campagnes de sensibilisation, d'information, d'éducation et de communication avec l'implication et la participation des Organisations Non

Gouvernementales (ONG), etc.), que sur les orientations stratégiques sectorielles verticales (Ressources en eau, Ressources forestières et foncières, etc.).

Retenons que la PNE se particularise comme la référence nationale en matière de gestion durable de l'environnement intégrant les objectifs nationaux aux préoccupations et exigences sous régionales, aux opportunités et aux obligations internationales.

Sur le plan international, le PNAE et la PNE en particulier, ont dès lors, boosté l'adhésion de la Côte d'Ivoire à plusieurs Accords, Conventions et Protocoles environnementaux sousrégionaux et multilatéraux ayant pour objectif la protection et la sauvegarde de l'environnement (biodiversité, climat, etc.).

Dans la suite de sa politique, l'Etat ivoirien a confirmé son engagement aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD : 2000), et s'est également engagé pour les conclusions du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) de Johannesburg 2002.

Aujourd'hui, dans le cadre de sa politique environnementale, la lutte contre la réduction de la pauvreté notamment au sein des couches défavorisées et le changement climatique, font partie des priorités majeures du pays. La Côte d'Ivoire met également l'accent sur le développement du concept du « Genre » et œuvre à la réussite de sa politique Genre à travers le Ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité et mène par ailleurs, bien d'autres actions.

Les paragraphes suivants présentent quelques politiques sectoriels indispensables à la protection de l'environnement et aussi au niveau social.

4.1.1 Politique de développement de la Côte d'Ivoire

Elle s'appuie sur le Plan National de Développement (PND) qui a pris le relais du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). En effet, le DSRP intègre dans les priorités du Gouvernement, l'amélioration des conditions de vie des populations par l'assainissement du milieu. Le DSRP constitue une manifestation de la volonté politique gouvernementale à s'engager, auprès de ses partenaires, à réduire la pauvreté en offrant aux populations démunies un cadre de vie décent.

Le PND constitue aujourd'hui le cadre d'orientation général de la politique de développement de la Côte d'Ivoire initiée par le Gouvernement depuis 2012. L'objectif général assigné au PND est de réduire le taux de pauvreté de plus de la moitié à l'horizon 2020 et de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à la même échéance. De façon spécifique, il vise à (i) réaliser une croissance forte, durable, équitable, solidaire, créatrice d'emplois, respectueuse du genre et de l'environnement ; accroître la part de la valeur ajoutée dans la transformation des produits primaires (cacao, café, anacarde, coton etc.) ; (iii) créer l'un des meilleurs environnements des affaires en Afrique et dans le monde ; (iv) être dans le groupe de tête des pays en ce qui concerne les indices de développement humain ; (v) se hisser au rang des meilleurs pays africains en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption et (vi) jouer un rôle-moteur dans l'intégration sous régionale et en Afrique.

4.1.2 Politique en matière de protection du climat

Dans le cadre de sa politique de lutte contre le changement climatique, la Côte d'Ivoire a participé à plusieurs rencontres sur le Climat dont la Conférence des parties (COP21) en 2015 à Paris qui vise à freiner les évolutions du dérèglement climatique qui menacent les sociétés et les économies dans le monde. Entré en vigueur le vendredi 4 novembre 2016, l'Accord signé à cette conférence a été ratifié par la Côte d'Ivoire le 25 octobre 2016. A l'issue de la COP21, l'Etat ivoirien a élaboré sa feuille de route pour la mise en œuvre des engagements pris à Paris et l'exécute progressivement au travers d'une série d'activités sectorielles.

La Côte d'Ivoire a par la suite, confirmé sa participation à la vingt-deuxième conférence des parties (COP22) qui s'est tenue à Marrakech au Maroc du 7 au 18 novembre 2016. Cette rencontre dite « COP de l'action », lui a permis de réaffirmer notre engagement aux côtés des pays du monde entier, face aux défis des questions climatiques ». A cette Conférence, la Côte d'Ivoire a présenté sa feuille de route qui s'appuie essentiellement sur son Programme National de Développement (PND 2016-2020) et sur ses ambitions « Côte d'Ivoire perspectives 2040 » en vue de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) au niveau national, tout en confirmant son objectif de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 28% à l'horizon 2030.

Pour le Ministère de l'Environnement, de la Salubrité et du Développement Durable, la COP 22 permettra d'unir les efforts pour la résilience des questions climatiques exacerbées par les conséquences d'un développement basé sur l'exploitation des ressources naturelles. Elle contribuera également au renforcement des capacités de tous les acteurs et permettra de mettre

en œuvre des initiatives d'envergure régionale, de mobiliser des ressources financières pour l'exécution de la feuille de route de mise en œuvre de l'Accord de Paris et de faciliter le partage d'expériences.

Avec la COP 22, la Côte d'Ivoire pourra bénéficier d'un partage d'expériences et d'une participation active aux différentes initiatives en cours, pour accélérer le développement résilient et à faibles émissions de carbone.

La Côte d'Ivoire a aussi participé à la 23ème Conférence des Parties (COP23), qui s'est déroulée du 6 au 17 novembre 2017 à Bonn. Des engagements y ont été pris par les signataires des accords sur le climat en vue de travailler à des propositions de textes devant aboutir à l'élaboration d'une réglementation concrète pour une limitation effective du réchauffement climatique qui devra se situer à moins de 2 degrés Celsius.

4.1.3 Politique nationale sur l'Egalité des chances, l'Equité et le Genre

+ Définition du genre

Selon le document de Politique nationale sur l'Egalité des chances, l'Equité et le Genre, le « Genre » est une approche de développement qui vise à réduire les inégalités sociales économiques, politiques et culturelles entre les hommes et les femmes, entre les filles et les garçons. Il révèle les injustices, les discriminations qui sont tolérées voire encouragées dans divers contextes sociaux, le plus souvent à l'encontre des femmes. Il s'agit en d'autres termes des chances, des opportunités, des droits et devoirs qu'on accorde à tout individu (homme et femme) au sein d'une société.

+ But et objectifs de la Politique nationale sur l'Egalité des chances, l'Equité et le Genre

La Politique nationale sur l'égalité des chances, l'équité et le genre a pour but de donner les grandes orientations du gouvernement en matière de Genre en créant un environnement national favorable à la prise en compte du genre dans tous les projets de développement notamment, dans les secteurs de la vie publique et privée.

La Politique Nationale sur l'égalité des chances, l'équité et le genre vise à assurer un développement juste et équitable permettant aux femmes et aux hommes de participer à égalité de chances au développement et aux processus de prise de décisions. Il s'agira entre autres de:

- Promouvoir la participation des populations sans discrimination au développement équitable et durable de la Côte d'Ivoire ;
- Réduire voire éliminer les disparités entre les genres dans tous les secteurs de développement au niveau de l'accès et du contrôle des ressources.

4.1.4 Politique d'assainissement

La politique d'Assainissement est placée sous la responsabilité du Ministère de la Salubrité et de l'Assainissement (MSA), à travers la Direction de l'Assainissement et du Drainage (DAD) qui élabore et mène sur le terrain la politique et stratégies nationales en matière et d'assainissement avec pour objectif global de contribuer au développement durable en apportant des solutions appropriées aux problèmes liés à l'assainissement. En matière d'assainissement les stratégies sont les suivantes :

En milieu urbain :

- élaborer un plan stratégique d'assainissement à travers un schéma directeur d'assainissement ;
- encourager la politique d'urbanisation des villes ;
- ouvrir les grands collecteurs pour le drainage des eaux pluviales ;
- développer les infrastructures d'eaux usées domestiques ;
- veiller aux traitements des effluents des usines, des industries, des hôpitaux avant leur rejet dans la nature ;
- développer l'assainissement autonome dans les zones dépourvues de réseaux collectifs.

En milieu semi urbain, il s'agira de promouvoir l'assainissement autonome.

4.1.5 Politique de l'eau potable

La politique en matière d'alimentation en eau potable est placée sous la responsabilité du Ministère de l'Hydraulique à travers l'Office National de l'Eau Potable (ONEP) qui élabore et mène sur le terrain la politique et stratégies nationales en matière d'alimentation en eau potable en apportant des solutions appropriées aux problèmes liés à l'eau. En matière d'alimentation en eau potable les stratégies sont les suivantes :

En milieu urbain :

Les options portent sur l'amélioration de la qualité de vie des populations urbaines par l'approvisionnement en eau en quantité suffisante, en qualité acceptable et d'accès facile:

- densifier et étendre les réseaux de distribution d'eau potable dans les quartiers urbanisés sur la base d'un schéma directeur. Dans les zones non urbanisées, on envisagera la construction des postes d'eau autonomes qui sera réglementée ;
- s'assurer que les eaux desservies à travers les réseaux de distribution répondent aux recommandations de l'OMS et que les points d'eau publics aménagés feront l'objet d'un contrôle régulier afin de garantir une eau saine à tous les consommateurs ;
- faciliter l'accès aux bornes fontaines ;
- favoriser l'échange d'informations entre les producteurs et les consommateurs ;
- privilégier l'utilisation des ressources en eau souterraine.

En milieu semi urbain :

L'option porte sur la fourniture d'eau à la population par les forages.

En milieu rural

En milieu rural, les initiatives et les responsabilités du MIE en matière gestion de l'eau sont assurées au travers de la Direction l'hydraulique humaine (DHH).

4.1.6 Politique sanitaire et d'hygiène du milieu

La politique de santé en Côte d'Ivoire est fondée sur les Soins de Santé Primaires (SSP). Elle est mise en œuvre par le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP). Dans les régions sa politique est mise en place par des Directions Régionales et leurs structures décentralisées.

Dans le domaine de la Santé et de l'Hygiène, le Ministère met un accent particulier sur : l'élimination des excréta et autres déchets y compris les déchets biomédicaux ; la sensibilisation des communautés sur les bienfaits de l'hygiène du milieu ; la vulgarisation d'ouvrages d'assainissement à moindre coût ; la vulgarisation et l'application des règles d'hygiène ; etc.

4.1.7 Politique de décentralisation

La politique de décentralisation est mise en place et suivie par le Ministère de la Décentralisation du Territoire. En engageant le processus de décentralisation et de régionalisation, le Gouvernement ivoirien a pour objectifs globaux : (i) d'assurer le partage de pouvoir entre l'Etat et les Collectivités Locales, (ii) de responsabiliser la population dans la gestion de son développement, (iii) d'enraciner la démocratie locale, (iv) de consacrer une nouvelle approche basée sur le développement participatif.

4.1.8 Plan national de développement

Le Plan National de Développement 2016-2020, sur la base d'un diagnostic approfondi de la mise en œuvre du PND 2012-2015, a pour objectif général de faire de la Côte d'Ivoire une économie émergente. Cette émergence se traduira par une réduction significative de la pauvreté et une montée concomitante de la classe moyenne. C'est aussi une économie dynamique, développementaliste, libérale, ouverte sur l'extérieur. C'est également une Côte d'Ivoire qui gagne sur le plan de son intégration dans l'économie mondiale et qui coopère avec ses voisins pour le renforcement de l'intégration régionale. La croissance continuera d'être forte, soutenue et inclusive, respectueuse du Genre et de l'environnement et créatrice d'emplois surtout pour les jeunes. Cette croissance devrait permettre de doubler le PIB par tête au début des années 2020 et rejoindre les pays à revenu intermédiaire. Un accent particulier sera notamment mis sur : l'école obligatoire, l'autosuffisance alimentaire, l'accès à l'eau potable, l'électricité dans tous les villages de plus de 500 habitants, « un citoyen, un ordinateur, une connexion internet » et un système de santé performant de proximité. La Côte d'Ivoire compte aussi rejoindre les 50 premiers pays dans le monde en ce qui concerne le climat des affaires "doing business", le groupe de tête des pays africains en ce qui concerne la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion des ressources publiques (indice de la Banque Mondiale), et les pays africains les mieux placés dans l'indice du Développement Humain du PNUD. Le PND 2016-2020 consacre l'industrie comme un des piliers de la transformation structurelle de l'économie. Ainsi, il met l'accent sur :

- La densification et la diversification de l'appareil productif industriel en capitalisant sur les avantages comparatifs de la Côte d'Ivoire ;
- L'amélioration du taux de transformation des matières premières ainsi que le développement de chaînes de valeurs complètes notamment des filières agricoles ;

- La consolidation du développement du secteur des mines notamment à travers la simplification des procédures d'acquisition de permis, la sécurisation du cadastre minier ainsi que la facilitation du développement de la sous-traitance locale. Le cadre macro-économique continuera d'être solide et soutenable. Le scénario retenu s'appuie sur une croissance forte tirée par des investissements structurants dans les secteurs porteurs de croissance et la continuation de réformes structurelles de grande ampleur. Le taux de croissance du PIB passerait de 9,5% en 2015, à 9,8 % en 2016, 8,9% en 2017, 8,8% en 2018, 8,3% en 2019 et 8,0% en 2020.

Pour atteindre ces objectifs de croissance, le PND 2016-2020 prévoit un niveau d'investissement global de l'ordre de 30000 milliards de FCFA dont [60] % pour le privé y compris les Partenariats Public-Privé. Ainsi, le taux d'investissement devrait passer de 18,7% du PIB en 2015 à 23,9% en 2020 (l'investissement public passerait de 7,9% en 2015 à 9,4% en 2020 et l'investissement privé de 10,7% en 2015 à 14,5% en 2020). L'inflation serait également contenue à 2% en moyenne par an sur la période, en dessous de la norme communautaire de 3%.

4.1.9 Plan National de Développement Sanitaire (PNDS)

Le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2016-2020 traduit la volonté du Pays d'apporter des réponses efficaces aux problèmes sanitaires rencontrés qui se caractérisent par des niveaux de morbidité et de mortalité élevés touchant plus particulièrement la femme et l'enfant. Il est le résultat d'un processus inclusif, participatif et consensuel de l'ensemble des acteurs du système sanitaire national. Le PNDS 2016-2020 se fonde sur les orientations stratégiques de la Santé retenues dans le PND 2016- 2020 et vise à améliorer l'état de santé et le bien-être des populations. A cet effet, 06 axes d'intervention ont été définis et devront être atteints : (i) la Gouvernance et le leadership du secteur de la santé sont renforcés à tous les niveaux de la pyramide sanitaire; (ii) le financement interne et externe du système de santé est amélioré; (iii) l'offre de service de qualité est disponible et l'utilisation est augmentée; (iv) la morbidité et la mortalité liées aux principales maladies sont réduites d'ici 2020 de 50% ; (v) la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes est améliorée d'ici 2020 est réduite de 50% ; (vi) la prévention et la promotion de la santé sont renforcées. Le PNDS 2016-2020 s'articule autour de neuf (09) parties : (i) Contexte général ; (ii) Contexte sanitaire ; (iii) Analyse des composantes du système de santé ; (iv) Défis et problèmes majeurs du système de santé ; (v) Alignement du PNDS 2016-2020 sur les engagements nationaux et

internationaux ; (vi) Cadre stratégique; (vii) Cadre de mise en œuvre ; (viii) Besoins en ressources pour la mise en œuvre ; (ix) Hypothèses et risques.

Le PNDS 2016-2020 est le reflet d'un consensus national sur les priorités du secteur de la santé. Il constitue le référentiel national et le cadre de détermination des objectifs et résultats nationaux à atteindre en matière de santé auxquels doivent adhérer tous les acteurs. Il a été conçu selon l'approche de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR). Il vise donc l'amélioration et le bien-être des populations, et ce, à travers la construction d'un système de santé performant, intégré, responsable et efficient, garantissant à toutes les populations vivant en Côte d'Ivoire en particulier les personnes les plus vulnérables, un état de santé optimal à même de soutenir la croissance et le développement durable du pays vers l'atteinte de l'émergence en 2020.

4.1.10 Programme National de Développement Routier (PNDR)

Pour faire face à la situation préoccupante du réseau routier national, le Gouvernement a pris depuis 2011, des mesures pour rééquilibrer les investissements dans le secteur et améliorer la situation du réseau avec un plan d'investissement bien défini. Le Programme National de Développement Routier (2016-2025), a pour ambition de consolider la dynamique d'amélioration et de développement du réseau routier national, avec la préservation du réseau bitumé existant, la remise à niveau, la poursuite de l'entretien du réseau de routes non revêtues et la poursuite du bitumage du réseau structurant, ainsi que le développement du réseau autoroutier. Le Programme prévoit par ailleurs, un renforcement et une extension des voiries urbaines de la ville d'Abidjan, ainsi que de grands ouvrages d'art. Pour les villes de l'intérieur du pays, il est prévu une extension du revêtement des routes des chefs-lieux de District, de Région et de Département.

La mise en œuvre de ces politiques a nécessité la définition préalable d'un cadre institutionnel et juridique dans lequel s'inscrivent désormais les actions environnementales en Côte d'Ivoire. Ainsi, au plan législatif, il a été promulgué le 3 octobre 1996, la **Loi n°96-766 portant Code de l'Environnement** et au plan réglementaire le **Décret n°96-894 du 8 novembre 1996**, déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement.

Conformément à la réglementation en vigueur, le présent Projet doit satisfaire aux exigences législatives et réglementaires en matière de protection de l'environnement.

4.1.11 Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS)

Conformément à la Recommandation 202 de l'Organisation internationale du travail (OIT) invitant chaque Etat membre à se construire un socle de protection sociale, l'Etat de Côte d'Ivoire dans le souci de construire un système de protection sociale qui renforce les capacités des ménages et des individus les plus vulnérables, a adoptée en mai 2014 la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS). Cette stratégie prévoit entre autres mesures, la mise en place des actions visant l'amélioration des conditions de vie des plus pauvres.

L'objectif de la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS) est de construire progressivement un système de protection sociale qui renforce les capacités des ménages et individus les plus vulnérables et qui permette aux populations de mieux gérer les risques.

Elle vise à ériger progressivement un système plus complet et plus efficace de protection sociale, tout en priorisant des mesures et programmes qui réduisent la vulnérabilité des couches les plus pauvres et à plus haut risque. Elle encadre ainsi les efforts des pouvoirs publics pour réduire la précarité des populations les plus vulnérables, notamment par le renforcement de leurs capacités, et pour leur permettre de mieux gérer les risques sans recourir à des mécanismes néfastes d'adaptation.

La SNPS dont l'élaboration découle d'un processus de dialogue national, de recherche, d'analyse d'options politiques et de concertation impliquant tous les acteurs concernés, s'articulera autour de quatre (4) axes stratégiques.

- Axe 1 : Amélioration du niveau de vie des plus pauvres ;
- Axe 2 : Amélioration de l'accès aux services sociaux de base et de l'investissement dans le capital humain ;
- Axe 3 : Accompagnement des groupes vulnérables dans la prévention et la réponse aux risques d'abus, violence, exploitation, discriminations et exclusion ;
- Axe 4 : Atteinte progressive de niveaux plus élevés de protection sociale.

4.2 Cadre législatif et réglementaire national de gestion environnementale et sociale

La Côte d'Ivoire a élaboré plusieurs textes, afin de se donner un cadre juridique approprié à la protection et à la gestion durable de l'environnement. Dans le cadre du présent Projet, l'accent est mis sur les textes juridiques ci-après présentés.

Tableau 20 : Cadre législatif et réglementaire du projet

LIBELLE DU TEXTE	PRINCIPALES STIPULATIONS OU CLAUSES	PERTINENCE DANS LE CADRE DE LA REALISATION DU PROJET
Loi n°2016-886 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire	La Constitution ivoirienne de la IIIe République adoptée par référendum le 30 octobre 2016 reconnaît un environnement sain à tous, protège et fait de la promotion de la qualité de vie un devoir pour la communauté et pour chaque personne physique ou morale.	Soumet le Projet réalisé en République de Côte d'Ivoire
Loi n°81-640 du 31 juillet 1981 portant Code Pénal	Traite de l'infraction d'une façon générale, des atteintes à la santé, à la salubrité et à la moralité publique et des peines encourues à cet effet.	Doit être appliquée en cas de nécessité.
Loi n°88-651 du 07 juillet 1988 portant protection de la santé publique et de l'environnement contre les effets des déchets industriels toxiques et nucléaires et des substances toxiques nocives	Interdit l'achat, la vente, l'importation, le transit, le transport, le dépôt et le stockage des déchets industriels toxiques et nucléaires et des substances nocives.	Réglemente l'utilisation des matières dangereuses pendant la mise en œuvre et l'exploitation du présent Projet.
Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement	Définit les principes généraux applicables à la préservation de l'environnement en République de Côte d'Ivoire (principes de précaution, de substitution, de préservation de la diversité biologique, de la non dégradation des ressources naturelles, du pollueur payeur, le droit de participation du public à toutes les procédures et décisions qui pourraient avoir un effet négatif sur l'environnement). Oblige à la réalisation des EES et EIES pour tout projet susceptible d'avoir des effets sur l'environnement et exige le contrôle et le suivi des projets réalisés, ou en cours, etc.	Sert de base à la réalisation de la présente étude et servira de base à la réalisation des EIES relatives aux sous-projets.
Loi n°98-755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'Eau	Protège les ressources en eau contre tout rejet d'eaux usées dans le milieu récepteur sans traitement préalable et contre les déversements, dépôts de déchets de toute nature ou d'effluent radioactifs, susceptibles de provoquer ou d'accroître la pollution des ressources en eau, etc.	Permettra la préservation des ressources en eau dans certaines emprises du projet.
Loi n°99-477 du 2 août 1999 Portant Code de Prévoyance Sociale modifiée par l'Ordonnance n°2012-03 du 11 janvier 2012	Régit les dispositions du service public de prévoyance sociale ayant pour but de fournir des prestations à l'effet de pallier les conséquences financières de certains risques.	Réglemente les conditions de travail pendant la mise en œuvre du Projet.

LIBELLE DU TEXTE	PRINCIPALES STIPULATIONS OU CLAUSES	PERTINENCE DANS LE CADRE DE LA REALISATION DU PROJET
Loi n°2001-476 du 9 août 2001 portant organisation générale de l'administration du territoriale	Loi portant création du District d'Abidjan. Elle concrétise la politique de décentralisation, ainsi que l'organisation administrative et territoriale.	S'inscrit dans le cadre des réformes de l'Etat et permettra de mieux sensibiliser les populations pour leur adhésion au Projet
Loi n°2003-208 du 7 juillet 2003 portant transfert et répartition des compétences de l'Etat aux Collectivités Territoriales	Régit les compétences attribuées aux régions, départements, districts, villes et communes en vue de leur développement économique, social, sanitaire, éducatif, culturel et scientifique.	S'applique aux communautés locales des zones concernées par le Projet et dont les intérêts doivent être pris en compte lors des prises de décision pour la mise en œuvre du Projet
Loi n°2014-138 du 24 mars 2014 portant Code Minier	S'applique à tout prélèvement de substances minérales. Fixe les dispositions générales pour la conduite des activités minières dans le domaine public ou privé et oblige à la réhabilitation des sites exploités. Conditionne toute activité d'exploitation (site d'emprunt, carrières, etc.), à l'obtention d'un permis et à la présentation d'un programme de gestion de l'environnement comprenant un plan de réhabilitation des sites et leur coûts prévisionnels	Réglemente la création, l'aménagement et l'exploitation éventuelle des zones d'emprunts ou les carrières de sable ou graviers au cours des aménagements de réseaux primaires.
Loi n°2014-390 du 20 juin 2014, loi d'Orientation sur le Développement Durable	Définit les objectifs fondamentaux des actions des acteurs du développement durable.	L'adoption de cette loi dans le cadre du Projet se justifie par le fait que le développement durable s'impose aujourd'hui à tous et la mise en œuvre de toute politique de développement qui se veut durable, doit au préalable, faire l'objet d'une réglementation appropriée visant à « susciter le changement.
Loi n°2014-427 du 14 juillet 2014 portant Code Forestier	Loi portant code forestier : définit les forêts, les aires de protection et de reboisement, ainsi que les catégories de droits qui existent dans le domaine forestier et couvre la constitution de réserves et de forêts classées, l'exercice des droits coutumiers et la délivrance des concessions d'exploitation forestière dans les forêts du domaine de l'Etat.	Réglemente la préservation des ressources forestières qui se situeraient dans certaines zones du projet.

Loi n°2015-532 du 20 juillet 2015 portant Code du Travail	Régit les relations entre employeurs et travailleurs résultant de contrats conclus pour être exécutés sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire. Il régite également l'exécution occasionnelle, sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire, d'un contrat de travail conclu pour être exécuté dans un autre Etat. Toutefois, cette dernière disposition n'est pas applicable aux travailleurs déplacés pour une mission temporaire n'excédant pas trois (3) mois.	Règlemente les conditions de travail pendant la mise en œuvre du Projet.
---	---	--

LIBELLE DU TEXTE	PRINCIPALES STIPULATIONS OU CLAUSES	PERTINENCE DANS LE CADRE DE LA REALISATION DU PROJET
Décret n°96-206 du 07 mars 1996 relatif au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail	Régit l'application de la loi n°97-400 du 11 juillet 1997 modifiant la loi n°95-15 du 12 janvier 1995 portant Code du Travail.	S'applique au Programme conformément aux dispositions prévues à l'article 42.1 du Code du travail.
Décret n°96-894 du 08 novembre 1996 relatif aux EIE déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement	Définit les dispositions relatives à la réalisation des études relatives à l'impact d'un projet sur l'environnement.	Le présent Projet sera également soumis à CIES dans sa phase détaillée selon l'article 39 du Code de l'Environnement.
Décret n°98-505 du 10 Septembre 1998 relatif aux plans de secours en cas de sinistres, d'accidents et de catastrophes	Définit les plans de secours en cas de sinistres, d'accidents et de catastrophes : Plan ORSEC Sinistre Technologique (Plan d'urgence).	S'applique au présent Projet susceptible d'être à la base de sinistres, d'accidents et de catastrophes eu égard à la nature du projet et à la présence de produits dangereux.

Décret n°2012-1047 du 24 octobre 2012 fixant les modalités d'application du principe pollueurpayeur tel que défini par la loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement	Ce décret précise que toute personne physique ou morale dont les agissements ou les activités causent ou sont susceptibles des causer des dommages à l'environnement, doit recourir aux technologies propres pour la remise en état de l'environnement.	S'applique aux travaux de chantier qui pourraient être à l'origine de la production de rejets dangereux. Le risque de pollution liée aux rejets de déchets solides, liquides et gazeux, pourrait être atténué par l'application de ce texte juridique. Par ce décret, les entreprises des travaux seront amenées à assurer les réparations des dommages causés par leurs activités sur l'environnement.
Décret n°2017-125 du 22 février 2017 relatif à la qualité de l'air	Ce décret précise en son article 16 : "toute personne physique ou morale dont les activités sont susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'air est tenue de mettre en place un programme de suivi de la qualité de l'air".	S'applique au présent Projet susceptible de porter atteinte à la qualité de l'air eu égard à certains travaux d'aménagement. Les entreprises des travaux sont tenues de prendre les dispositions nécessaires pour se conformer aux valeurs limites maximales établies.
LIBELLE DU TEXTE	PRINCIPALES STIPULATIONS OU CLAUSES	PERTINENCE DANS LE CADRE DE LA REALISATION DU PROJET
Décret 2019-184 du 06 mars 2019 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Programme Social du Gouvernement	Ce décret précise la création, les attributions, l'organisation et le fonctionnement du Programme Social du Gouvernement	Définit le fonctionnement du Programme Social du Gouvernement.

4.3 Conventions ou Accords internationaux

Soulignons qu'en dehors des textes nationaux, la Côte d'Ivoire a ratifié plusieurs traités et conventions internationaux dans le domaine de la protection de l'environnement. Il s'agit notamment des conventions ou accords suivants :

- Conventions relative à la conservation de la Faune et de Flore à l'état naturel (Londres, 1933)
- Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles (Alger, septembre 1968)
- Convention RAMSAR 2, relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine (Iran, 1971)
- Convention sur le commerce international des espèces de la faune et de flore sauvage menacées d'extinction (CITES) (Washington, mars 1973)
- Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone (1985)
- Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (1987)
- Protocole de Kyoto ou Accord international à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, 1997
- Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification en particulier en Afrique (Paris, Juin 1994)
- Convention Cadre des Nations Unies sur la diversité biologique (Rio de Janeiro, 1992)
- Conventions et protocoles des nations unies sur le changement climatique (1992)
- Convention internationale pour la protection des végétaux de 2000
- Convention de STOCKHOLM sur les polluants organiques persistants (2001)
- Conférences des Parties de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dites (COP 21, COP 22 et COP 23).

L'exécution du Projet Multisectoriel d'Appui au Programme Social du Gouvernement Don de Côte d'Ivoire exigera également le respect des conventions et accords internationaux ci-après.

Tableau 21 : Conventions et Accords internationaux signés par la Côte d'Ivoire applicables au Projet

INTITULE DE LA CONVENTION OU ACCORDS	DATE DE RATIFICATION PAR LA COTE D'IVOIRE	OBJECTIF VISE PAR LA CONVENTION	ASPECTS LIES AUX ACTIVITES DU PROJET
Conventions relative à la conservation de la Faune et de Flore à l'état naturel (Londres, novembre 1933)	Rendu applicable en Côte d'Ivoire par l'arrêté de 1938	Elaborer des stratégies, plans ou programmes nationaux tendant à assurer la convention et l'utilisation durable de la diversité biologique ou adapter à cette fin ses stratégies, plans ou programmes existants, et à intégrer, la convention et l'utilisation durable de la diversité biologique dans les plans, programmes et politiques sectoriels ou intersectoriels pertinents	Réglemente la préservation des espèces faunistiques et floristiques rares et/ou menacées des zones d'insertion du projet.
Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles (Alger, septembre 1968)	Adhésion en juin 1969	Prend la relève de la Convention de Londres de 1933. Envisage l'ensemble des problèmes qui peuvent se poser pour la conservation de la vie sauvage : la conception de protéger « la nature et les ressources naturelles » est particulièrement caractéristique. Insiste davantage sur les méthodes scientifiques à appliquer en matière de conservation et envisage aussi la prise en compte des populations.	S'applique au présent Projet dont les zones d'influence indirecte abritent des espaces forestiers et certaines espèces de la faune et de la flore sauvages.
Convention RAMSAR, relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine (Iran, 1971)	Ratifiée en Mars 1996, et rentrée en vigueur en Juin 1996	Vise à garantir la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides essentiellement en vue de fournir un habitat aux oiseaux d'eau.	Réglemente la préservation des espèces d'oiseaux rares et/ou menacées de certaines zones d'insertion du Projet.
Convention sur le commerce international des espèces de la faune et de flore sauvage menacées d'extinction (CITES), (Washington, mars 1973)	Ratifiée en août 1994	Veiller à ce que le commerce international des spécimens d'animaux et de plantes sauvages ne menace pas la survie des espèces auxquelles ils appartiennent.	Réglemente la préservation des espèces faunistiques et floristiques rare et/ou menacées de certaines zones d'insertion du Projet.
Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone (Mars 1985)	Adhésion en novembre 1992	Protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets néfastes résultant des modifications de la couche d'ozone par les activités humaines.	Réglementer, limiter, réduire ou prévenir les activités humaines susceptibles d'avoir des effets néfastes sur la couche d'ozone.
Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (Septembre 1987)	Adhésion en novembre 1992	Protéger la couche d'ozone en prenant des mesures de précaution pour éliminer progressivement les substances qui appauvrissent la couche d'ozone	Éliminer les substances qui appauvrissent la couche d'ozone : les gaz à effet de serre.

INTITULE DE LA CONVENTION OU ACCORDS	DATE DE RATIFICATION PAR LA COTE D'IVOIRE	OBJECTIF VISE PAR LA CONVENTION	ASPECTS LIES AUX ACTIVITES DU PROJET
Protocole de Kyoto ou Accord international à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, 1997	Ratifiée le 23 avril 2007	Admettre que les pays développés sont essentiellement responsables des hauts niveaux actuels d'émissions de GES dans l'atmosphère, résultants de plus de 150 ans d'activités industrielles. Imposer une charge plus lourde sur les nations développées, conformément au principe des « responsabilités communes, mais différenciées. » En vertu du Traité, les pays doivent réaliser leurs objectifs, essentiellement par le biais de mesures nationales.	Certains travaux susceptibles d'entraîner des émissions de gaz à effet de serre seront pris en charge par le plan de gestion des émissions des chantiers. Ces émissions devront être surveillées régulièrement.
Convention Cadre des Nations Unies sur la diversité biologique (Rio de Janeiro, 1992)	Ratifiée en novembre 1994	Élaborer des stratégies, plans ou programmes nationaux tendant à assurer la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique. Faire un partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques.	Préconise et règlemente la préservation des espèces biologiques rares et/ou menacées de certaines zones d'insertion du Projet
Conventions et protocoles des nations unies sur le changement climatique (1992)	Ratifiée en novembre 1994	Stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique et à permettre aux écosystèmes de s'adapter naturellement aux changements climatiques.	Réglementer les rejets de gaz à effet de serre (CO ₂). Certaines activités du Projet entraîneront des émissions de gaz à effet de serre.
Convention de STOCKHOLM sur les polluants organiques persistants (2001)	2003	Contrôler, réduire ou éliminer les rejets, les émissions ou les fuites de polluants organiques persistants. Trois types de mesures sont obligatoires aux termes du Protocole.	Réglementer la production et l'élimination des polluants organiques persistants

<p>Conférences des Parties de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dites :</p> <p>*COP 21 du 30 novembre -12 décembre 2015 OU Accord « de Paris » (Bourget), entré en vigueur le 4 novembre 2016.*COP 22 du 7 au 18 novembre 2016 à Marrakech au Maroc ou « COP de l'action »</p> <p>*COP 23 du 6 au 17 novembre 2017 à Bonn</p>	<p>Ratifié le 25 octobre 2016</p>	<p>La COP21 a permis d'aboutir à un accord historique engageant l'ensemble des pays signataires à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.</p> <p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Freiner les évolutions du dérèglement climatique qui menacent les sociétés et les économies dans le monde ; ▪ Stabiliser le réchauffement climatique dû aux activités humaines à la surface de la Terre « nettement en dessous » de 2°C d'ici à 2100 (par rapport à la température de l'ère préindustrielle : période de référence 1861-1880) ; ▪ Poursuivre les efforts en les renforçant pour limiter ce réchauffement à 1,5°C (la cible à atteindre). <p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réaffirmer les engagements pris face aux défis des questions climatiques ». ▪ Travailler à des propositions de textes devant aboutir à l'élaboration d'une réglementation concrète pour une limitation effective du réchauffement climatique qui devra se situer à moins de 2°C. 	<p>Certaines activités polluantes devront se conformer aux engagements pris à Paris, à Marrakech et à Bonn par l'Etat ivoirien et les exécuter progressivement dans le cadre de la mise en œuvre des COP21, COP22 et COP23 (cf. Chapitre 4.1.3 du présent rapport : Politique en matière de protection du climat).</p>
---	-----------------------------------	---	--

4.4 Revue du Système de Sauvegarde Intégré (SSI) de la BAD

Au cours des processus de reconstitution du Fonds Africain de Développement (FAD) et de l'Augmentation Générale de Capital (AGC) de la BAD en 2010, et à la demande des actionnaires, la Banque Africaine de Développement (BAD) s'est engagée à la révision et à la modernisation de ses procédures et système de protection sociale et environnementale en préparant et en adoptant un Système de Sauvegarde Intégré (SSI), et en favorisant l'intégration des considérations liées aux changements climatiques dans le processus de révision et de conformité de ses mesures de protection.

Le SSI, pierre angulaire de la stratégie de la BAD qui promeut une croissance socialement inclusive qui respecte l'environnement, a été adopté le 17 décembre 2013, à la suite de vastes consultations. Les sauvegardes sont un moyen efficace pour identifier les risques, réduire les coûts de développement et améliorer la pérennité des projets, bénéficiant ainsi aux collectivités affectées tout en aidant à préserver l'environnement.

Le SSI est un élément essentiel pour la durabilité et la conformité des opérations qui sont financées par la BAD au bénéfice du développement de l'Afrique. Il couvre la gamme complète d'instruments de prêt des secteurs public et privé, en même temps qu'il précise l'utilisation de l'Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) pour les prêts politiques et de l'Evaluation des Impacts Environnementaux et Sociaux (EIES) pour les opérations.

Le SSI soutient pleinement la stratégie décennale de la BAD, de 2013 à 2022. Il encourage une plus grande transparence et responsabilisation. Il fait entendre la voix des populations affectées par des opérations financées par la BAD, tout particulièrement celles des communautés les plus vulnérables, en offrant, par exemple, des mécanismes d'arbitrage des griefs et de recours au niveau du projet ; une manière structurée, systématique et maîtrisée de permettre aux populations affectées de faire entendre leurs voix et leurs préoccupations afin qu'elles soient prises en compte lors de la planification et de la mise en œuvre du projet.

Conformément à son mandat, la BAD juge que les droits économiques et sociaux font partie intégrante des droits de l'homme et, partant, respecte les principes et valeurs des droits de l'homme énoncés dans la Charte des Nations unies et dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Ces principes participent de ceux qui ont présidé à l'élaboration du SSI. La BAD encourage ses pays membres à respecter les normes, standards et bonnes pratiques internationaux en matière de droits de l'homme, sur la base des engagements qu'ils

ont pris en vertu des traités internationaux des droits de l'homme et de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

Cela place la Banque en première ligne des Banques Multilatérales de Développement (BMD), avec un ensemble clair et intégré de mesures et de procédures destinées à traiter les enjeux de sauvegarde qui surviennent en cours de développement. A ce titre, le SSI conforte la capacité de la BAD à exécuter son mandat et aide à optimiser l'efficacité et l'impact de ses opérations sur le développement.

Les Sauvegardes Opérationnelles (SO) adoptées par la BAD sont au nombre de cinq (05) :

- SO 1 : évaluation environnementale et sociale ;
- SO 2 : réinstallation involontaire (acquisition de terres, déplacements de populations et indemnisation) ;
- SO 3 : biodiversité, ressources renouvelables et services écosystémiques ;
- SO 4 : prévention et contrôle de la pollution, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources ;
- SO 5 : conditions de travail, santé et sécurité.

La SO 1 établit les prescriptions générales de la Banque qui permettent aux emprunteurs ou aux clients d'identifier, évaluer et gérer les risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels d'un projet, y compris les questions de changement climatique.

Les SO 2 à 5 soutiennent la mise en œuvre de la SO 1 et établissent les conditions précises relatives aux différents enjeux environnementaux et sociaux, y compris les questions de genre et de vulnérabilité, qui sont déclenchées si le processus d'évaluation révèle que le projet peut présenter un risque.

Toutes les Sauvegardes Opérationnelles de la BAD s'appliquent au présent Projet.

Directives de la Banque Africaine de Développement (BAD) en matière d'évaluation intégrée des impacts environnementaux et sociaux

L'Unité de l'environnement et du développement durable (OESU) et le Département du secteur privé (OPSD) de la Banque Africaine de Développement (BAD) ont conjointement élaboré en Mai 2000, les procédures en matière d'étude environnementale applicables aux opérations du secteur privé. Ces procédures renferment plusieurs directives dont celles relatives à

l'évaluation intégrée des impacts environnementaux et sociaux des projets. Plusieurs thèmes transversaux prioritaires pour la BAD sont pris en compte dans ces directives.

Ainsi, toute étude environnementale doit traiter les enjeux suivants :

Pauvreté : Les principales manifestations de la pauvreté sont la malnutrition, des taux élevés de mortalité infantile et maternelle, le mauvais état de santé, le chômage, des conditions de logement inappropriées, un accès inadéquat aux infrastructures et aux services (éducation, soins de santé, transport, etc.), l'insécurité sociale et physique, la vulnérabilité aux chocs, une faible confiance en soi et un sentiment d'impuissance.

Ainsi, pour s'assurer que les projets aident à réduire la pauvreté, il faut considérer l'état de différentes composantes sociales et économiques du projet. Les principales composantes qui sont pris en compte sous le thème de la pauvreté dans les lignes directrices sont l'économie; l'information, l'éducation et la communication; et l'accès aux infrastructures et aux services sociaux de base.

Environnement : L'environnement comprend les composantes de la biosphère dans laquelle toute vie existe. Il englobe donc l'air, l'eau, le sol et les écosystèmes qui leur sont liés. L'environnement comprend aussi la végétation, la faune, le paysage ainsi que le patrimoine naturel et culturel. La prise en compte de l'environnement implique aussi de considérer les interactions entre les humains et leurs impacts sur la biosphère, autant positifs que négatifs. Tous ces aspects sont considérés dans les Lignes directrices.

Population : En tant que thème transversal, la population fait référence à la démographie et aux facteurs influençant la croissance de la population. Elle couvre donc un large éventail d'enjeux tels que les caractéristiques et la dynamique de la population (taille, densité, structure d'âge et de genre, ethnies, espérance de vie, migration interne et internationale, migration rurale/urbaine, etc.), éducation et santé, croissance économique et emploi ainsi que les ressources agricoles et naturelles. En fait, la population est étroitement liée aux thèmes transversaux que sont la pauvreté, l'environnement, la santé et le genre.

Afin de simplifier la présentation et de minimiser les répétitions, les Lignes Directrices de l'EIES prennent en compte sous le thème de la population les principaux enjeux suivants : les tendances démographiques, la migration et le déplacement de population, les changements à la gestion des ressources naturelles, de la terre et la qualité de vie.

Santé : Comme la pauvreté, la santé est un concept multidimensionnel qui ne se limite pas à l'absence de maladie ou de déficience physique. En fait, il s'agit de l'état global de bien-être physique, mental, social et spirituel. Ainsi, plusieurs facteurs influencent la santé des personnes, particulièrement les opportunités économiques, le contexte social et l'environnement naturel.

Dans les Lignes directrices d'EIES la santé se distingue du secteur de la santé qui est surtout concerné par le traitement. L'évaluation des impacts se concentre principalement sur la prévention. Afin que cette distinction soit claire, l'expression « Effets sur la santé » est utilisée pour faire référence aux impacts positifs et négatifs des projets de développement. Le spectre des effets sur la santé considérés est large car il comprend les maladies transmissibles et non transmissibles, la malnutrition, les blessures, ainsi que les désordres psychosociaux et le bien-être. Ces effets résultent de changements dans les facteurs déterminants en santé, qui sont eux-mêmes le produit de changements au niveau d'autres thèmes transversaux.

Genre : L'intégration des considérations liées aux sexospécificités dans le processus d'évaluation environnementale et sociale implique la prise en compte des différences entre les femmes et les hommes au niveau des rôles, des droits, des priorités, des opportunités et des contraintes. Ces différences sont socialement et culturellement attribuées aux hommes et aux femmes, elles varient grandement au sein et entre les cultures, et peuvent évoluer dans le temps. Afin de tenir compte des questions liées aux sexospécificités dans les projets, les Lignes directrices d'EIES considèrent les inégalités ou les différences entre les hommes et les femmes dans les principaux domaines suivants : la division du travail (rémunéré ou non), les activités génératrices de revenus, l'accès et le contrôle des facteurs de production et l'implication des femmes dans l'organisation sociale.

Participation : En tant que thème transversal, la participation fait référence à l'objectif d'impliquer activement les parties prenantes d'un projet, particulièrement ceux et celles qui peuvent en bénéficier ou en être affectés, dans le développement, la mise en œuvre et l'évaluation des activités de la Banque. Cet objectif implique de partager l'information ainsi que le contrôle au niveau des initiatives, des décisions et/ou des ressources sociales, politiques et de développement.

Ce thème transversal est pris en compte grâce à la réalisation de consultations auprès des différentes parties prenantes tout au long du processus d'évaluation. Dans ses directives et son

plan d'action, la Banque favorise tout particulièrement l'intensification des consultations avec les Organisations de la Société Civile (OSC) afin d'accroître l'implication de la société civile.

De manière spécifique, l'annexe donne une liste de contrôle environnemental et social relatif aux activités de production alimentaire (notamment la production industrielle). Les enjeux cités plus haut y sont présentés avec les impacts potentiels et les mesures de mitigation associées.

Ces Directives rejoignent en plusieurs points la Constitution ivoirienne qui dispose en outre en son article 40 que « la protection de l'environnement et la promotion de la qualité de la vie sont un devoir pour la communauté et pour chaque personne physique ou morale ».

✚ Comparaison des exigences des politiques de Sauvegardes Opérationnelles de la BAD
et dispositions nationales pertinentes

L'objectif de l'analyse vise à identifier les insuffisances au niveau de la législation nationale afin de faire des recommandations visant à satisfaire les exigences des politiques de sauvegarde environnementales et sociales déclenchées par le projet.

Le tableau 22 ci-après dresse les points de convergence et de divergence entre la législation environnementale ivoirienne et les politiques de Sauvegardes Opérationnelles de la BAD déclenchées par le Projet et propose des mesures de mise en œuvre du projet devant combler les insuffisances relevées.

Tableau 22 : Exigences des politiques de Sauvegardes Opérationnelles déclenchées par le Projet et les dispositions nationales pertinentes

Politiques SO de la BAD déclenchées par le projet	Exigences de la politique opérationnelle	Dispositions nationales pertinentes	Observations / recommandations
SO1	<p><u>Evaluation environnementale et sociale</u></p> <p>La SO1 portant Evaluation Environnementale et Sociale est déclenchée si un projet va probablement connaître des risques et des impacts environnementaux potentiels (négatifs) dans sa zone d'influence</p>	<p>La Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement et le Décret n°96-894 du 8 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement impose l'évaluation environnementale à tout projet susceptible de porter atteinte à l'environnement</p>	<p>La loi nationale satisfait cette disposition de la SO1.</p>
	<p><u>Catégorie environnementale</u></p> <p>La Sauvegarde Opérationnelle SO1 est déclenchée si le projet est susceptible d'avoir des impacts sur l'environnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Catégorie 1 : impact négatif majeur -Catégorie 3 : impact négatif modéré et gérable -Catégorie C : Prescriptions environnementales 	<p>La Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement et le Décret n°96-894 du 8 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement indique les catégorisations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Annexe I : il donne les catégories de projets soumis à EIES - Annexe II : il donne les catégories de projets soumis au CIES - Annexe III : il fait état des sites dont les projets sont soumis à EIES (aires protégées et réserves analogues, zones humides et mangroves, zones définies écologiquement sensibles, etc.) - Constat d'Exclusion Catégorielle (CEC) : les projets ne figurant dans aucune des catégories citées aux annexes I, II, III bénéficie d'un CEC. 	<p>La loi nationale satisfait cette disposition de la SO1.</p>

	<p><u>Participation publique</u></p> <p>La SO1 dispose que pour tous les projets de Catégorie 1 et 2, les groupes affectés par le projet et les ONG locales sont consultés sur les aspects environnementaux du projet. Elle insiste également sur le fait que leurs points de vue doivent être pris en compte. Pour les projets de catégorie 2, ces groupes sont consultés au moins à deux reprises : a) peu de temps après l'examen environnemental préalable et avant la finalisation des termes de référence de l'EIE ; et</p>	<p>Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement :</p> <p>Article 35 : Le public a le droit de participer à toutes les procédures et décisions qui pourraient avoir un impact négatif sur l'environnement.</p> <p>• Décret n° 96-894 du 8 novembre 1996 (décret sur les études d'impact environnemental)</p> <p>Article 16 : Le projet à l'étude est</p>	<p>La législation nationale dispose que seuls les projets de catégorie 1 sont soumis à enquête publique.</p> <p>Dans le cas de ce projet, des consultations seront réalisées avec les parties prenantes du projet et une communication spéciale sera faite par les cellules sectorielles d'exécution pour</p>
--	---	--	---

Politiques SO de la BAD déclenchées par le projet	Exigences de la politique opérationnelle	Dispositions nationales pertinentes	Observations / recommandations
	b) une fois établi le projet de rapport d'EIE. Par ailleurs, ces groupes sont consultés tout au long de l'exécution du projet, en tant que de besoin.	soumis à une enquête publique. L'EIES est rendue publique dans le cadre de ce processus et fait partie du dossier constitué dans ce but.	combler le défaut d'enquête publique.
	<p><u>Diffusion d'information</u></p> <p>La SO1 dispose de rendre disponible le projet d'EIE (pour les projets de la catégorie 1) ou tout rapport EIE séparé (pour les projets de la catégorie 2) dans le pays et dans la langue locale à une place publique accessible aux groupes affectés par le projet et aux ONG locales avant l'évaluation. En plus, la Banque diffusera les rapports appropriés sur son site internet.</p>	<p>La loi précise que des textes réglementaires fixent les conditions dans lesquelles ces études sont rendues publiques. (Décret EIE en son Article 16 : Le projet à l'étude est soumis à une enquête publique. L'EIES est rendue publique dans le cadre de ce processus et fait partie du dossier constitué dans ce but.)</p>	<p>La loi nationale satisfait à moitié cette exigence de la SO1. Elle pourrait être renforcée en diffusant tous les rapports d'évaluation environnementale sur le site de l'Agence Nationale De l'Environnement.</p>

SO2	<p><u>Eligibilité à une compensation</u></p> <p>La SO2 identifie trois catégories éligibles à la compensation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les détenteurs d'un droit formel sur les terres ; - les personnes qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence, mais qui ont des réclamations sur ces terres ; - Les personnes qui n'ont ni droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent. 	<p>Le Décret du 25 novembre 1930 portant « expropriation pour cause d'utilité publique », et le Décret n°2014-25 du 22 janvier 2014 portant purge des droits coutumiers des sols pour cause d'intérêt général spécifie tout ce qui peut faire objet d'expropriation pour cause d'utilité publique pourvu que la PAP est un droit de propriété légale ou coutumière</p>	<p>Les deux décrets ne satisfont pas totalement aux exigences de la SO2. Dans le cas du présent Projet, aucune expropriation n'est envisagée.</p>
	<p><u>Date limite d'éligibilité</u></p> <p>La SO2 stipule que la date limite d'éligibilité est la fin de l'opération de recensement des personnes et de leurs biens, de la publication du répertoire des PAP et du règlement de toutes les plaintes.</p>	<p>La date limite d'éligibilité est, selon la loi du 25 novembre 1930, la date où le Décret portant déclaration d'utilité publique du site affecté au projet est pris avant l'expropriation. Toute transaction, toute plantation même saisonnière, toute construction nouvelle même précaire, tous travaux de nature à modifier l'état du sol sont interdits à compter de la prise du décret.</p>	<p>Ce décret ne satisfait pas totalement SO2. Dans le cas du présent Projet, aucune expropriation n'est envisagée.</p>

Politiques SO de la BAD déclenchées par le projet	Exigences de la politique opérationnelle	Dispositions nationales pertinentes	Observations / recommandations
	<p><u>Compensation en espèces ou en nature</u></p> <p>La SO2 autorise un paiement en espèces d'une compensation pour perte de biens et privilège les stratégies de réinstallation sur des terres en ce qui concerne les populations déplacées dont les moyens d'existence sont tirés de la terre.</p>	<p>Selon l'article 6 du Décret 2013-224 du 22 mars 2013 réglementant la purge des droits coutumiers dans les cas d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, la purge des droits coutumiers sur les sols donne lieu, pour les détenteurs de ces droits, à compensation, notamment à une indemnisation en numéraire ou en nature.</p>	<p>Ce décret ne satisfait pas totalement cette exigence de la SO2 car ne privilégie pas la réinstallation. Dans le cas du présent Projet, aucune expropriation n'est envisagée.</p>

	<p><u>Assistance à la réinstallation des personnes déplacées</u></p> <p>La SO2 dispose que les personnes affectées par le projet doivent bénéficier en plus de l'indemnité de déménagement d'une assistance pendant la réinstallation et d'un suivi après la réinstallation</p>	<p>Le Décret du 25 novembre 1930 portant « expropriation pour cause d'utilité publique », et le Décret n°2014-25 du 22 janvier 2014 portant purge des droits coutumiers des sols pour cause d'intérêt général ne prévoient aucune assistance particulière aux personnes impactées ou déplacées</p>	<p>La loi nationale ne satisfait pas cette exigence de la SO2. Cependant, aucune expropriation n'est envisagée, dans la mise en œuvre du Projet.</p>
	<p><u>Evaluations des compensations</u></p> <p>La SO2 dispose que l'évaluation de tout bien se fait sur la base de la valeur au prix du marché actuel</p>	<p>L'évaluation des biens est régie par trois (3) degrés qui ne tiennent pas souvent compte de la valeur actuelle du bien. Ces décrets sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Décret n°2014-25 du 22 janvier 2014 modifie les articles 7, 8 et 11 du Décret 2013-224 du 22 mars 2013 ci-dessus en précisant les montants maximum de la purge pour la perte des droits liés à l'usage du sol dans les chefs-lieux des Districts, Régions, Préfectures ou Sous-préfectures. L'article 8 précise que les coûts de purge des droits coutumiers pour tout projet d'utilité publique sont déterminés par des textes ultérieurs. - L'Arrêté interministériel n°247/MINAGRI/MPMEF/MPMB du 17 juin 2014 portant fixation du barème d'indemnisation des cultures détruites précise les règles et formules de calcul des taux d'indemnisation pour destruction de cultures. 	<p>La loi nationale ne satisfait pas cette exigence de la SO2. Dans le cas du présent Projet, aucune destruction de bien n'est envisagée.</p>

Politiques SO de la BAD déclenchées par le projet	Exigences de la politique opérationnelle	Dispositions nationales pertinentes	Observations / recommandations
---	--	-------------------------------------	--------------------------------

		<p>Les agents assermentés du Ministère en charge de l'Agriculture, en présence des victimes et de la personne civilement responsable de la destruction ou son représentant établissent les calculs d'indemnité basés sur des critères contenus dans l'article 6 du présent arrêté.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Selon le Décret 2013-224 du 22 mars 2013 réglementant la purge des droits coutumiers pour les constructions ou autres aménagements de génie civil, l'évaluation est faite sur la base du barème du Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme (MCLAU). - Le principe de la valeur résiduelle est strictement appliqué. 	
	<p><u>Système de recueil et de gestion des plaintes</u></p> <p>La SO2 prévoit les mécanismes alternatifs tels que la conciliation, la médiation ou le recours à certaines autorités coutumières. Toutefois, en cas de non satisfaction, la SO2 prévoit les procédures judiciaires avec des délais raisonnables, un coût abordable et à la portée des plaignants.</p>	<p>Le Décret du 25 novembre 1930 portant "expropriation pour cause d'utilité publique prévoit la comparution des personnes affectées devant la Commission Administrative d'Expropriation (Art. 9) pour s'entendre à l'amiable sur l'indemnisation et dans le cas où la PAP n'est pas satisfaite du traitement de son dossier, elle peut saisir le Tribunal d'Instance qui établit l'indemnité d'expropriation sur la base d'une expertise, Art. 12 à 16.</p>	<p>La loi nationale satisfait cette exigence de la SO2.</p>
	<p><u>Paiement des compensations</u></p> <p>La SO2 dispose que le règlement intégral des indemnités se fait avant le déplacement ou l'occupation des terres autrement dit, avant le début des travaux.</p>	<p>L'article 20 du Décret du 25 novembre 1930 portant « expropriation pour cause d'utilité publique », stipule que l'indemnité fixée est offerte à l'intéressé dès la rédaction du procès-verbal de cession amiable ou dès le jugement d'expropriation.</p>	<p>La loi nationale ne satisfait pas cette exigence de la SO2. Dans le cas du présent Projet, aucune destruction de bien n'est envisagée.</p>

Politiques SO de la BAD déclenchées par le projet	Exigences de la politique opérationnelle	Dispositions nationales pertinentes	Observations / recommandations
	<p><u>Groupes vulnérables</u></p> <p>La SO2 recommande une attention particulière à porter aux groupes vulnérables au sein des populations déplacées, notamment les personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté, les personnes vivant avec un handicap sévère, les travailleurs sans terre, les femmes et les enfants, les personnes âgées, les minorités ethniques, etc.</p>	<p>Pas spécifiés dans la procédure nationale. Actuellement en cours d'élaboration par le Ministère en charge des affaires sociales.</p>	<p>La loi nationale ne satisfait pas cette exigence de la SO2. Dans le cas du présent Projet, aucune destruction de bien n'est envisagée.</p>
	<p><u>Consultation</u></p> <p>La SO2 stipule que la consultation publique se fait avant le déplacement</p>	<p>La loi nationale prévoit la consultation publique et des enquêtes avant le déplacement)</p>	<p>La loi nationale satisfait cette exigence de la SO4. Cependant, aucun déplacement n'est envisagé.</p>
	<p><u>Suivi et évaluation</u></p> <p>La SO2 rend obligatoire le suivi évaluation de la réinstallation</p>	<p>La Loi n° 98-750 du 3 décembre 1998 portant Code Foncier Rural, les Décrets du 25 novembre 1930 portant « expropriation pour cause d'utilité publique'' et n°2013-224 du 22 mars 2013 portant purge des droits coutumiers des sols pour cause d'intérêt général ne prévoit pas de suivi évaluation.</p>	<p>La loi nationale ne satisfait pas cette exigence de la SO2. Dans le cas du présent Projet, aucune destruction de bien n'est envisagée.</p>

SO3	<p>La SO3 dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> la préservation de la diversité biologique et de l'intégrité des écosystèmes en réduisant et en minimisant les impacts potentiellement négatifs sur la biodiversité, à défaut de les éviter, Le rétablissement ou la restauration de la biodiversité, y compris dans les cas où certains impacts sont inévitables, la mise en œuvre de mesures de compensation de la biodiversité pour assurer qu'il n'y ait « pas 	<p>La Côte d'Ivoire dispose de lois fixant les conditions de préservation de la diversité biologique et de l'intégrité des écosystèmes; de protection des habitats naturels et du maintien de la disponibilité des services écosystémiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> Loi n°65-255 du 04 août 1965 relative à la protection de la faune et à l'exercice de la chasse, modifiée en certains articles par la loi n° 94-442 du 16 août 1994. Loi n°2014-427 du 14 juillet 2014 portant Code forestier. Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement 	<p>La loi nationale satisfait cette exigence de la SO3. Cependant, des efforts devront être consentis pour le respect de ces textes pendant la mise en œuvre du projet.</p>
-----	---	--	---

Politiques SO de la BAD déclenchées par le projet	Exigences de la politique opérationnelle	Dispositions nationales pertinentes	Observations / recommandations
	<p>de perte nette, mais un gain net » de biodiversité ;</p> <ul style="list-style-type: none"> La protection des habitats naturels, modifiés et essentiels ; et Le maintien de la disponibilité et de la productivité des services écosystémiques prioritaires en vue de conserver les avantages envers les communautés affectées et de maintenir la performance des projets. 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Convention de Londres relative à la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel (1933) ratifiée le 31/05/38. <input type="checkbox"/> Convention d'Alger sur la conservation de la nature et des ressources naturelles / 1968, ratifiée le 15/06/69. <input type="checkbox"/> Convention - cadre des Nations Unies sur la diversité biologique / 1992, ratifiée le 14/11/94 <input type="checkbox"/> La Loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'Environnement et le Décret n°96-894 du 8 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement stipulent que les projets situés sur ou à proximité de zones à risques ou zones écologiquement sensibles énoncées dans l'Annexe III sont soumis à EIES (aires protégées et réserves analogues, zones humides et mangroves, zones définies écologiquement sensibles, etc.) 	

4.5 Cadre institutionnel de la mise en œuvre du Projet

Les principales institutions qui sont impliquées dans la mise en œuvre du Projet Multisectoriel d'Appui au Programme du Gouvernement sont les suivantes :

4.5.1 Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER)

Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural a en charge la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'agriculture. A ce titre, ce département a l'initiative et la responsabilité des actions en matière de production végétale, de formation, de promotion des exploitations agricoles, de négociation et de suivi des accords internationaux et de développement. Au titre du développement rural, il est responsable de la gestion du domaine rural et de la mise en œuvre du code foncier rural. A l'échelon local, le MINADER est représenté par les Directions Régionales et Départementales qui ont pour missions de coordonner l'activité agricole dépendant de leur ressort territorial.

Dans le cadre du Projet Multisectoriel d'Appui au Programme du Gouvernement, le MINADER interviendra en tant que Maître d'Ouvrage dans la sous composante sécurité alimentaire, précisément au niveau agricole.

4.5.2 Ministère des Ressources animales et Halieutiques (MIRAH)

Le Ministère des Ressources animales et Halieutiques a en charge la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'élevage, de pêche et d'aquaculture. A ce titre, ce département a l'initiative et la responsabilité des actions en matière de ressources animales et halieutiques.

Dans le cadre du Projet Multisectoriel d'Appui au Programme du Gouvernement, le MIRAH interviendra en tant que Maître d'Ouvrage dans la sous composante sécurité alimentaire, précisément au niveau de la production animale et halieutique.

4.5.3 Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP)

Selon le décret n°2016-598 du 3 août 2016 portant organisation du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de santé et de l'Hygiène Publique.

Le MSHP dispose, outre le Cabinet, de Directions et de Services rattachés au Cabinet, d'une Direction Générale, de Directions Centrales, de Services Extérieurs.

Dans le cadre du présent Projet, le MSHP intervient dans la sous composante santé et protection sociale (volet santé), notamment en matière de construction/réhabilitation d'établissements de santé de base.

4.5.4 Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale (MEPS)

Le Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'emploi, de lutte contre la pauvreté et des questions liées aux affaires sociales. A ce titre et en liaison avec les autres départements ministériels intéressés, il a l'initiative et la responsabilité des actions en matière d'emploi et en matière d'affaires sociales.

Dans le cadre du présent Projet, le MEPS intervient dans la sous composante santé et protection sociale (volet protection sociale), notamment en matière de construction/réhabilitation de centres sociaux.

Par ailleurs, la mise en œuvre du Projet va certainement engendrer l'emploi des cadres et de la main d'œuvre non qualifiée. Le Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale est concerné par le Projet à travers l'Agence Nationale pour l'Emploi.

4.5.5 Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier

Ce département ministériel est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'équipement et de l'Entretien du pays en infrastructures dans les domaines des travaux publics. A ce titre, et en liaison avec les départements intéressés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- maîtrise d'ouvrage, suivi de la conception et de la réalisation des infrastructures, ainsi que leur entretien et la réglementation de leur gestion.
- assure la sécurité des installations, des équipements industriels et de l'économie d'énergie des bâtiments à travers le Laboratoire du Bâtiment des Travaux Public (LBTP).

Dans le cadre de la présente étude et relativement au Projet d'appui au Programme Social du Gouvernement, en matière de réhabilitation/entretien de routes en terre et de pistes rurales, sont concernés au titre du Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier : - la Direction Générale des Infrastructures Routières (**DGIR**) ;

- l'Agence de Gestion des Routes (**AGERROUTE**).

4.5.6 Ministère de l'Hydraulique (MH)

En matière d'infrastructures d'hydraulique humaine, le Ministère de l'Hydraulique assure au travers de ses structures spécialisées et en liaison avec les différents départements ministériels intéressés, la maîtrise d'ouvrage, le suivi de la conception et de la réalisation des adductions d'eau publiques, des points d'eau villageois et des systèmes d'hydraulique villageoise améliorée, ainsi que leur entretien et la réglementation de leur gestion.

Dans le cadre du présent Projet et conformément à son volet hydraulique, le MH interviendra à travers l'Office National de l'Eau Potable (**ONEP**) et la Société de Distribution d'Eau en Côte d'Ivoire (**SODECI**).

4.5.7 Coordination Générale du Projet (CGP)

Il sera mis en place une Coordination Générale du Projet (CGP). Cette unité de coordination serait composée d'un Coordonnateur de projet et d'une équipe composée de personnes ayant une expérience dans la mise en œuvre de projets financés par la Banque Africaine de Développement (BAD). La CGP aura pour but d'assurer la mise en œuvre au quotidien des activités du Projet.

Au sein de cette coordination, il sera créé une Sous Unité Environnementale et Sociale (SUES) qui sera animée par un Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et un Spécialiste en Développement Social (SDS) qui travailleront en parfaite collaboration. Cette unité aura en charge la diffusion de l'information en direction des zones retenues pour le Projet, des ministères techniques et des agences d'exécution. Elle aura également en charge la vérification de la prise en compte (identification, évaluation, proposition de mesures de mitigation adéquates) des impacts environnementaux et sociaux, la définition du Plan de Gestion Environnementale et Sociale pour chaque sous composante concernée, le suivi et l'évaluation. Elle mettra le CGES à la disposition des points focaux, pour une meilleure appropriation des principes qui régissent la gestion environnementale et sociale du PSGouv. A cet effet, des sessions de formation seront animées sur les exigences environnementales et sociales relatives au Projet et les étapes à suivre pour la prise en compte de ces exigences. Elle devra également s'assurer que les clauses de gestion environnementale et sociale sont prises en compte dans les différents dossiers d'appels d'offres, les contrats et les marchés.

Outre, les principales institutions qui sont directement impliquées dans la mise en œuvre du Projet, d'autres institutions devront intervenir.

4.5.8 Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD)

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable a en charge la politique environnementale. Il est donc chargé de la conception et de la mise en œuvre de la politique nationale pour la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles à travers sa Direction Générale de l'Environnement et du Développement Durable (DGEDD).

La DGEDD réalise ses actions en collaboration et en liaison avec les structures sous tutelle du Ministère.

Les missions du MINEDD sont réalisées en collaboration et en liaison avec les structures sous tutelle que sont l'Agence Nationale De l'Environnement (ANDE), le Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL) et l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR).

Dans le cadre de ce projet, le MINEDD interviendra dans le contrôle, le suivi et la certification environnementale des sous-projets à travers l'ANDE, pendant sa conception et sa mise en œuvre. Ainsi, un protocole de collaboration entre le Projet et l'ANDE assorti d'un budget sera établi.

Aussi, le CIAPOL interviendra dans la gestion des polluants susceptibles de polluer les composantes de l'environnement (air, sol, sous-sol, eau, etc.).

4.5.9 Ministère du Plan et du Développement (MPD)

Ce ministère a en charge l'identification des axes de développement et la planification de leur mise en œuvre. A ce titre, ce ministère a un regard à porter sur le Projet Multisectoriel d'Appui au Programme Social du Gouvernement. Ce ministère qui lutte pour l'émergence du pays dans tous les secteurs devra donc obtenir des garanties par rapport au cahier de charges des entreprises des travaux.

4.5.10 Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme (MCLU)

Le Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme est responsable des constructions de façon générale, de l'urbanisation, de l'occupation de l'espace et de la protection des zones sensibles. Les structures du Ministère sont chargées de :

- assurer la gestion de l'espace urbain ;

- mettre en place des plans d'urbanisme ;
- participer à l'élaboration des plans d'occupation des sols ;
- réaliser des études sur les dynamiques urbaines ;
- participer à l'inventaire des ressources foncières ;
- assurer la délivrance des actes autorisant l'occupation du sol et son utilisation ;
- superviser les travaux de construction, de réhabilitation et de rénovation des bâtiments publics.

Dans le cadre de ce projet, le MCLU interviendra dans le suivi des travaux de réhabilitation/construction des établissements de santé et sociaux à travers ses directions départementales. En effet, ce ministère intervient pour s'assurer du respect des normes de construction adaptées à la zone d'insertion de tout ouvrage. Ainsi, sa mission consistera au contrôle de l'insertion des ouvrages réalisés, dans la zone et du respect des normes de construction établies à cet effet.

4.5.11 Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)

Il assure pour le compte de l'Etat toutes les opérations financières dans les différents secteurs de développement national. Dans le cadre de ce Projet, le MEF assurera la tutelle financière et la caution du financement des différents sous-projets, à travers les principales Directions Générales suivantes :

- la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (**DGTCP**) qui assurera à travers l'agence comptable, le paiement des dépenses et viellera à l'approvisionnement du compte désigné ;
- la Direction Générale du Budget et des Finances (**DGBF**) qui assurera la mise en place du budget du PGES et veillera à la bonne exécution du budget ;
- la Direction Générale de l'Economie (**DGE**) qui va coordonner la conception, assurer le suivi de l'exécution et l'évaluation de la politique économique et financière de l'Etat dans toutes ses composantes pour le compte du Ministère de l'Economie et des Finances.

4.5.12 Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat (MBPE)

Ce ministère interviendra dans la mobilisation et la mise à la disposition des fonds nécessaires pour l'exécution du présent CGES.

4.5.13 Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile

Ce Ministère est en chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de sécurité intérieures et de protection civile.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet, ce département ministériel intervient à travers l'Office National de la Protection Civile (**ONPC**), qui assure les missions suivantes :

- définir et mettre en œuvre la politique nationale en matière de protection civile ;
- réglementer et former en matière de protection civile ;
- faire la prévention des risques civils ;
- organiser et coordonner les activités de secours d'urgence en cas d'accidents et de sinistres de catastrophes naturelles et technologiques ;
- élaborer et réaliser des plans de secours.

4.5.14 Ministère de la Décentralisation du Territoire

La décentralisation confère un rôle important aux Collectivités Locales et Territoriales en matière de gestion de l'environnement. De ce fait, ce Ministère est concerné en raison de l'implication des Collectivités Territoriales et Locales qui lui sont rattachées, notamment les régions et départements concernés par le Projet. Il a un rôle de sensibilisation des populations à la participation au développement local. Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet, toutes les actions qui incombent aux régions, départements et communes sont sous la responsabilité de ce département ministériel.

4.5.15 Ministère des Eaux et Forêts

Le Ministère des Eaux et Forêts est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de protection des Eaux et de la Forêt. A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels intéressés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de gestion durable des forêts de la faune et de la flore :

- Promotion des conditions d'exploitation durables des ressources forestières ;
- Gestion des ressources cynégétiques ;
- Mise en œuvre des politiques nationales relatives à la gestion durable de la faune sauvage et de son exploitation rationnelle en liaison avec le Ministre chargé de l'Environnement.

- Mise en œuvre du Code Forestier.

En matière de gestion durable et de protection des eaux : Mise en œuvre du Code de l'Eau avec le ministre en charge des infrastructures économiques, de l'environnement, de l'agriculture de la santé et des ressources animales et halieutiques.

En matière de protection de la faune et la flore :

- Maintien de l'intégrité du domaine forestier de l'État ;
- Lutte contre les feux de brousses et défense des forêts en liaison avec les Ministres en charge de la défense et l'agriculture ;
- Protection des sols et des eaux en liaison avec les Ministres chargés de l'Agriculture et des Ressources Animales et Halieutiques.

Dans le cadre de la réalisation du Projet, le Ministère des Eaux et Forêts, intervient à travers la Direction Générale des Ressources en Eau (**DGRE**) de la Direction Générale des Eaux et Forêts, notamment en assurant une veille réglementaire pour la préservation des ressources en eaux présentes dans les zones du Projet.

4.5.16 Ministère des Transports

Le Ministère des Transports est chargé du suivi et de la mise en œuvre de toutes les actions pouvant assurer la fluidité de toute chaîne des transports en liaison avec les organismes et structures dont l'activité interfère avec les transports.

Ce Ministère intervient dans le cadre du Projet à travers l'Observatoire de la Fluidité des Transports (**OFT**), l'Office de la Sécurité Routière (**OSER**) et la Direction Générale des Transports Terrestres et de la Circulation (**DGTTC**).

Ces structures concourent à la veille des risques d'accidents de circulation et de la protection des civils accédant ou longeant les zones du Projet.

4.5.17 Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité

Ce ministère interviendra dans le cadre du Projet à travers l'Agence de Gestion des Déchets de Côte d'Ivoire (ANAGED) et l'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD) qui sont des structures sous tutelle.

L'ANAGED a essentiellement pour mission la délégation de service public de propreté, incluant la collecte, le transport, la valorisation, l'élimination des déchets ainsi que le nettoyage, le nettoyage dans les régions et communes. Elle a également en charge le contrôle

des services publics de propreté délégués aux Collectivités Territoriales ou aux personnes morales de droit privé, et la régulation de la gestion des déchets de toute nature. la régulation du fonctionnement de la filière des déchets de toutes natures.

L'ANAGED pourra intervenir dans la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés, lors des travaux de chantier dans les zones du Projet.

L'ONAD a pour mission d'assurer l'accès aux installations d'assainissement et de drainage, de manière durable et à des coûts compétitifs, à l'ensemble de la population nationale. L'ONAD est l'acteur unique national agissant dans le cadre d'une convention de délégation de missions de service public, en matière d'assainissement et de drainage avec l'Etat de la Côte d'Ivoire. Il pourrait intervenir pour vérifier la conformité des dimensionnements des ouvrages d'assainissement qui seront réalisés dans le cadre du Projet.

4.5.18 Etat des lieux de la capacité de gestion environnementale des acteurs clés

Tableau 23 : Synthèse des capacités de gestion environnementale des acteurs du projet

Acteurs	Capacités		Propositions
	Atouts	Limites	
CGP		Dans la note conceptuelle du Projet ; il n'est pas prévu la mise en place d'une cellule environnementale et sociale	Créer une cellule environnementale permanente au sein de l'UCP et prévoir le recrutement de deux (2) experts dont un Spécialiste en Sauvegarde Environnementale et un Spécialiste en Développement Social (SDS). Prévoir également leur renforcement de capacités.
ANDE	Existence des cadres maîtrisant les outils d'évaluation environnementales nationales et de la Banque	Moyens financiers et logistiques insuffisants - lourdeur administrative et faiblesse du mécanisme de financement des missions d'inspection et suivi environnemental des projets ainsi que des séances de validation des rapports d'évaluation (EIES, CIES, AES, etc.) en commission technique - absence de suivi effectif de la mise en œuvre des PGES	Mettre à la disposition de l'ANDE des ressources financières et logistiques pour accomplir sa mission de suivi -renforcer les capacités techniques des agents -Mettre en place un mécanisme souple et efficace de financement des missions d'inspection et de suivi environnemental des projets de l'ANDE -Evaluer périodiquement la convention/protocole d'accord établi entre l'ANDE et le Projet au niveau du Comité de Pilotage du Projet.

Acteurs	Capacités		Propositions
	Atouts	Limites	
Directions Régionales des ministères impliqués	Seules les directions régionales en charge de l'environnement ont des atouts qui leur permettent de faire le suivi environnemental et social	Non maîtrise des SO de la BAD Pas de formation pour les autres services techniques	Prévoir dans le Projet des séances de formations sur : la législation nationale, les SO de la BAD, le screening, le suivi environnemental, le mécanisme de gestion des plaintes etc.
ONG et Mouvements Associatifs	Vecteurs efficaces pour informer, sensibiliser et éduquer les populations Bonne capacité de mobilisation des acteurs locaux Facilitation de contact avec les partenaires au développement Expérience et expertise dans la mise en réseau.	Expertise insuffisante par rapport aux missions environnementales Manque de moyens financiers pour la conduite de leurs missions de suivi Absence de coordination des interventions	Prévoir un budget d'intervention de ces organisations dans le suivi environnemental des sous projets. Prévoir des formations en évaluations environnementales notamment le suivi des PGES, le screening
Entreprises de travaux	Expérience dans la réalisation des travaux concernant l'ensemble des sous projets Recrutement de la main d'œuvre locale en priorité	Manque d'expérience dans la prise en compte de l'environnement (y compris la nécessité d'informer l'autorité et les populations) dans l'exécution des travaux	Prévoir des formations pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des PGES de chantiers

5. IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX GENERIQUES ET MESURES D'ATTENUATION

5.1 Impacts environnementaux et sociaux positifs du Projet

Les réalisations des activités prévues dans le cadre du Projet sont d'une grande utilité en ce sens qu'elles vont permettre le développement d'infrastructures sociales sensibles au genre, l'amélioration des conditions de vie et renforcement des capacités des acteurs. Tout ceci permet d'avoir des impacts positifs comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 24 : Analyse des impacts environnementaux et sociaux positifs

Composantes	Sous composantes /activités	Impacts positifs
Composante A : Développement d'infrastructures sociales sensibles au genre	A.1 Appui à la santé du MSHP	Amélioration des plateaux techniques de la plupart des établissements sanitaires
		Accroissement de l'offre de services de santé
		Contribution à une prise en charge efficace des patients
		Facilitation de l'accès aux services de soins maternels et infantiles des populations
	A.2 Appui à la santé du MEPS	Amélioration de l'offre de services d'action sociale de base
		Contribution à une prise en charge sociale efficace des populations
	A.3 Appui aux pistes rurales	Amélioration du trafic routier et facilitation de la mobilité des usagers
		Amélioration de l'accessibilité des zones de production et des conditions d'écoulement des produits agricoles
		Meilleur désenclavement des zones concernées avec la facilitation de l'accès, de la communication, des échanges et de la libre Circulation des biens et des personnes
		Amélioration des conditions de vie
	A.4 Appui à l'hydraulique	Contribution à la satisfaction des besoins fondamentaux en eau potable des populations rurales
		Réduction des maladies d'origine hydrique
		Amélioration des conditions de desserte
		Contribution à la lutte contre la pauvreté
		Amélioration de l'hygiène et de la santé publique
		Disponibilité d'eau potable pour les populations
Composante B : Amélioration des conditions de vie et renforcement des capacités	B.1: Appui à la sécurité alimentaire du MIRAH	Amélioration des techniques de production
		Renforcement de la gestion durable des lacs de Buyo et de Kossou
		Valorisation des productions halieutiques
		Contribution à la sécurité alimentaire
		Renforcement des capacités des bénéficiaires
		Amélioration de revenus
		Disponibilité alimentaire des ménages
Composantes	Sous composantes /activités	Impacts positifs
Composante B : Amélioration des conditions de vie et	B.1: Appui à la sécurité alimentaire du MIRAH	Reduction des pêches illicites
		Opportunités d'emplois pour la jeunesse et les femmes
		Disponibilité de kits d'élevage
		Accroissement de la production vivrière
		Disponibilité de kits intrants de cultures maraîchères

renforcement des capacités	B.2: Appui à la sécurité alimentaire du MINADER	Disponibilité de marachère de contre saison
		Connaissance des méthodes de gestion durable agricoles;
		Disponibilité des meilleures variétés à rendement plus élevé de manioc
		Facilitation des transformatrices de manioc à l'accès aux équipements
		Acroissement de la production de manioc
		Disponibilité de kits post-récolte
		Renforcement de la commercialisation des produits maraîchers, du manioc et ses dérivés
		Augmentation de revenus et de création d'emplois
		Amélioration de la prise en compte du Genre

5.2 Impacts environnementaux et sociaux négatifs du Projet

Le Projet Multisectoriel d'Appui au Programme Social du Gouvernement de par la nature de ses activités aura des impacts négatifs sur les milieux biophysique et humain.

Tableau 25 : Analyse des impacts environnementaux et sociaux négatifs

Activités des souscomposantes	Impacts négatifs potentiels
Activités communes à toutes les sous composantes (travaux de génie civil ; etc.)	<ul style="list-style-type: none"> Risques de pollutions et nuisances Conflits sociaux dus à la non-utilisation de la main d'œuvre locale Risques d'accidents Risques liées aux VIH/SIDA
Composante A : Développement d'infrastructures sociales sensibles au genre	
A.1 : Appui à la santé : MSHP : Construction/réhabilitation des établissements de santé	<p><u>Construction :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Génération de déchets solides Pollution et nuisances (poussières et bruit) pour les patients et usagers) <p><u>Exploitation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Les problèmes environnementaux concernant les établissements de santé se rapportent aux catégories suivantes : <ul style="list-style-type: none"> Gestion des déchets Émissions atmosphériques Rejet d'eaux usées Pollutions et nuisances par les déchets biomédicaux <p>Les risques concernant l'hygiène et la sécurité au travail dans les établissements de santé peuvent concerner le personnel soignant, le personnel de nettoyage et de</p>
Activités des souscomposantes	Impacts négatifs potentiels
	<p>maintenance et les personnes chargées de la manutention, du traitement et de l'élimination des déchets. Les risques spécifiques à ce secteur sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Exposition aux infections et maladies Exposition aux matériaux et déchets dangereux Exposition aux radiations Incendies

<p>A.2 : Appui à la protection sociale : MEPS</p> <p>: Construction/réhabilitation des centres sociaux</p>	<p><u>Construction</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • génération de déchets et nuisances lors des travaux • risques d'accidents liés aux travaux de chantier <p><u>Exploitation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Nuisances dues à l'absence de mesures d'accompagnement (sanitaires séparées et fonctionnelles ; raccordement aux réseaux d'eau et d'électricité; etc.) ; <p>Risque d'insalubrité du milieu en l'absence d'entretien</p>
<p>A.3 : Appui aux pistes rurales</p>	<p>Les problèmes environnementaux posés plus particulièrement par la construction et à l'exploitation des routes concernent, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les eaux de pluie • les déchets • le bruit • les émissions atmosphériques • les eaux usées <p><u>Construction :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Génération de déchets solides (déblais, démolition, etc.) • Pollution du milieu par les rejets solides et liquides issus du chantier • Pollution de l'air par les poussières et émissions gazeuses • Risque de perturbation de l'écoulement normal des eaux • Risque de perturbation d'activités économiques le long des emprises • Risque de perturbation des réseaux des concessionnaires (eau, téléphone, électricité) • Risque de déforestation et modification du paysage en cas d'ouverture des zones d'emprunt ou des carrières • Nuisances sonores • Risque d'accidents • Risque de perturbation du trafic le long des itinéraires à réhabiliter <p><u>Exploitation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des risques d'accidents de la circulation • Augmentation des conditions d'écoulement des eaux pluviales le long de la voirie
<p>A.4 : Appui à l'hydraulique</p>	<p><u>Construction :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Génération de déchets solides (déblais, démolition, etc.) • Pollution du milieu par les rejets solides et liquides issus du chantier • Pollution de l'air par les poussières et émissions gazeuses <p><u>Exploitation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Pollutions et nuisances par les déchets solides et liquides • Risques d'accidents liés à l'exploitation et l'entretien des ouvrages • Risques de gaspillage • Risques de pollution autour des points d'eau

Activités des souscomposantes	Impacts négatifs potentiels
Composante B : Amélioration des conditions de vie et renforcement des capacités	

B.1 : Appui à la sécurité alimentaire du MIRAH	<p><u>Aménagement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Perturbation des écosystèmes environnants (cours d'eau, plans d'eau, sols) <p><u>Exploitation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Risques de résurgence de certaines épizooties (Maladie de Newcastle etc...) • Faible constitution des noyaux reproducteurs de volailles • Développement de maladies liées à l'eau (paludisme, bilharziose) □ • Risque de destruction des habitats et de ressources halieutiques • Accroissement de la compétition sur l'utilisation des ressources en eau • Risques de conflits sociaux avec les populations riveraines • Risques de pollution des eaux de surface
B.2 : Appui à la sécurité alimentaire du MINADER	<p>Les problèmes environnementaux associés à la production de cultures saisonnières rentrent essentiellement dans les catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pressions exercées sur les ressources en eau / stress hydrique • Érosion du sol et perte de capacité de production • Utilisation de pesticides • Eutrophisation du milieu aquatique • Dégradation des points d'eau de surface due à la sédimentation consécutive aux envols de poussières et aux perturbations subies par les sols □ Pertes de biodiversité, d'espaces agricoles et d'habitats fauniques • Transformation des systèmes fonciers traditionnels • Pollution des eaux et des sols dues aux pesticides et aux engrais • Nuisances sanitaires dues aux pesticides • Risques de conflits/frustrations • Faible demande de produits cultivés <p>Les problèmes environnementaux associés au stockage, au conditionnement et à la transformation du manioc rentrent essentiellement dans les catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Emission de poussière, bruit, pollution par les déchets de chantier, problème d'hygiène et de sécurité (accidents) liés aux travaux de construction des unités de transformation □ Risque sanitaire lié au défaut d'hygiène dans le conditionnement et la transformation

5.3 Mesures d'atténuation des impacts négatifs

Le présent paragraphe comprend : (i) des listes génériques de simples mesures d'atténuation pour prévenir, réduire, atténuer ou compenser les impacts négatifs, mais aussi de bonification des impacts positifs potentiels lors de la mise en œuvre du projet ; (ii) des Clauses environnementales et sociales à intégrer lors des travaux.

Suivant les résultats de la sélection et de la classification des sous-projets, certaines activités pourraient faire l'objet d'un Constat d'Impact Environnemental et Social (CIES) avant tout démarrage. Aucun déplacement involontaire (pertes de biens ou sources de revenus, etc.) n'est envisagé dans le Projet, alors aucun Plan d'Action de Réinstallation (PAR) n'est à réaliser. Les

CIES détermineront plus précisément la nature des mesures à appliquer pour chaque activité. En cas de non-nécessité de réaliser de telles études, de simples mesures environnementales et sociales pourront être appliquées à partir des listes proposées ci-après et des PGES-Chantier qui seront produits par les entreprises des travaux.

5.3.1 Mesures d'atténuation générales

Les mesures d'atténuation d'ordre général, à mettre en œuvre aussi bien lors de la phase de construction/réhabilitation qu'en période d'exploitation/entretien, sont consignées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 26 : Mesures d'atténuation générales pour l'exécution des sous-projets

Mesures	Actions proposées
Mesures réglementaires et techniques	<input type="checkbox"/> Réalisation de screening environnemental et social, puis si nécessaire, des CIES et Constat d'Exclusion Catégorielle (CEC) pour les sous-projets programmés du PSGouv
Mesures d'exécution	<ul style="list-style-type: none"> • Mener une campagne de communication et de sensibilisation avant les travaux avec des PV (communautés bénéficiaires, autorités, etc.); • Veiller au respect des mesures d'hygiène et de sécurité des installations de chantiers ; • Procéder à la signalisation adéquate des travaux ; • Employer en priorité la main d'œuvre locale ; • Veiller au respect des règles de sécurité lors des travaux ; • Assurer la collecte, le tri et l'élimination des déchets issus des travaux ; • Prévoir dans les sous-projets des mesures d'accompagnement ; • Mener des campagnes de sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA et sur la sécurité routière ; • Impliquer étroitement les services communaux dans le suivi de la mise en œuvre des sous – projets ; • Renforcer la capacité des bénéficiaires et des acteurs institutionnels en matière de gestion et d'entretien des infrastructures du Projet.
Mesures de suivi	<input type="checkbox"/> Faire la surveillance et le suivi environnemental et social du Projet <input type="checkbox"/> Faire une évaluation du Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) contenu dans le CGES (interne, à mi-parcours et final)

5.3.2 Mesures d'atténuation spécifiques

Les mesures d'atténuation spécifiques, à mettre en œuvre aussi bien lors de la phase de construction/réhabilitation qu'en période d'exploitation/entretien, sont consignées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 27 : Mesures d'atténuation spécifiques pour l'exécution des sous-projets

Sous-projet	Impacts négatifs potentiel	Mesures d'atténuation
Activités communes à tous les sous-projets (travaux de génie civil ; etc.)	<ul style="list-style-type: none"> • Risques de pollutions et nuisances • Conflits sociaux dus à la non-utilisation de la main d'œuvre locale • Risques d'accidents • Risques liés aux VIH/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> • Collecte, évacuation et élimination des déchets □ • Sensibilisation des populations riveraines • Recrutement de la main d'œuvre locale en priorité • Dotation du personnel en Equipements de Protection individuelle (EPI) • Signalisation des travaux • Sensibilisation sur les IST/VIH
Composante A : Développement d'infrastructures sociales sensibles au genre		

<p>A.1 : Appui à la santé : MSHP : Construction/réhabilitation des établissements de santé</p>	<p><u>Construction :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Pollution du milieu par les rejets solides et liquides issus du chantier • Pollution et nuisances (poussières et bruit) pour les patients et usagers) <p><u>Exploitation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les problèmes environnementaux concernant les établissements de santé se rapportent aux catégories suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ Gestion des déchets ○ Émissions atmosphériques ○ Rejet d'eaux usées • Pollutions et nuisances par les déchets biomédicaux <p>Les risques concernant l'hygiène et la sécurité au travail dans les établissements de santé peuvent concerner le personnel soignant, le personnel de nettoyage et de maintenance et les personnes chargées de la manutention, du traitement et de l'élimination des déchets. Les risques spécifiques à ce secteur sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Exposition aux infections et maladies • Exposition aux matériaux et déchets dangereux 	<p><u>struction :</u> Collecte et évacuation des déchets <u>Exploitation</u></p> <p>itation, réutilisation et recyclage des déchets</p> <p>établissements de santé doivent mettre en œuvre des iques et appliquer des procédures permettant de imiser</p> <p>roduction de déchets, sans compromettre l'hygiène et la rité des patients, et à cette fin prendre des mesures pour</p> <p>:</p> <p>□</p> <p>□ réduire les sources : envisager l'utilisation de produits/matériaux de substitution pour éviter les produits contenant des matières dangereuses nécessitant un traitement spécial (ex. mercure ou bombes aérosol) et choisir parmi des produits équivalents ayant les mêmes fonctions que ceux qui ont un conditionnement moins important ou qui pèsent moins lourd ;</p> <p>□ préférer les méthodes de nettoyage physiques aux méthodes chimiques (ex. serpillières et chiffons microfibres), dans la mesure où ces pratiques ne compromettent pas la désinfection et sont conformes aux normes d'hygiène et de sécurité des patients. Réduire la toxicité des déchets :</p> <p>□ envisager d'utiliser de produits/matériaux de substitution à la place des équipements contenant du mercure ou des produits chimiques dangereux ; des produits qui doivent être traités comme des déchets dangereux après utilisation ; des produits en polychlorure de vinyle (PVC) ; des composés halogénés ; des produits émettant des composés organiques volatils (VOC) ou contenant des composés persistants, bioaccumulables et toxiques (PBT) ; des produits</p>
--	---	---

Sous-projet	Impacts négatifs potentiel	Mesures d'atténuation
-------------	----------------------------	-----------------------

	<ul style="list-style-type: none"> • Exposition aux radiations • Incendies 	<p>contenant des substances carcinogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction (CMR).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Utiliser des pratiques efficaces de gestion et de suivi des stocks (notamment de produits chimiques et pharmaceutiques) : • procéder à des commandes fréquentes portant sur de petites quantités pour les produits qui périssent rapidement et procéder à un contrôle strict des dates de péremption ; • utiliser tous les stocks antérieurs avant d'utiliser les produits les plus récemment stockés. Encourager la réutilisation des équipements dans de bonnes conditions de sécurité : • réutiliser les équipements après stérilisation et désinfection (ex. conteneurs pour objets piquants, coupants ou tranchants). <p>Tri des déchets</p> <p>Les déchets doivent être identifiés et triés à leur point de production. Les déchets non dangereux (ex. papier et carton, verre, aluminium et plastique) et les restes d'aliments doivent être collectés séparément et enlevés par une structure agréée par l'ANAGED.</p> <p>Les déchets infectieux ou dangereux doivent être identifiés, triés par catégories indiquées par des couleurs codifiées</p> <p>Manutention, collecte, transport et stockage sur site</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fermer hermétiquement et changer les sacs et les conteneurs de déchets quand ils sont à peu près aux trois quarts pleins. Les sacs et conteneurs pleins doivent être immédiatement remplacés. • Identifier et étiqueter correctement les sacs et conteneurs avant de les enlever. • Transporter les déchets vers les zones de stockage dans des chariots adaptés qui seront lavés et désinfectés régulièrement. • Prévoir des zones de stockage des déchets à l'intérieur de l'établissement. La dimension des aires de stockage doit être déterminée en fonction de la quantité de déchets produits. <p>Transport vers des installations extérieures</p> <ul style="list-style-type: none"> • Transporter les déchets vers des installations extérieures conformément aux Directives EHS générales pour le transport des matières et déchets dangereux. • Utiliser, pour le transport des déchets infectieux, des conteneurs dotés d'un revêtement interne étanche métal ou en plastique et d'un système de fermeture hermétique. Le conditionnement externe doit être suffisamment solide et sa capacité doit être adaptée au type et volume de déchets produits.
--	--	---

Sous-projet	Impacts négatifs potentiel	Mesures d'atténuation
		<ul style="list-style-type: none"> Utiliser, pour des objets piquants, coupants ou tranchants, des conteneurs non perforables. Apposer sur les déchets une étiquette appropriée indiquant la classe, le pictogramme (ex. déchets infectieux, déchets radioactifs), la catégorie, le poids/volume, la partie de l'hôpital d'où ils proviennent et leur destination finale. Utiliser les véhicules de transport des déchets uniquement à cette fin, et assurer une fermeture hermétique des compartiments intérieurs dans lesquels les déchets sont transportés. <p>Traitement et élimination</p> <p>Les installations recevant des déchets dangereux d'activités de soins doivent posséder les autorisations nécessaires et la capacité de manipuler ces déchets. Le choix d'une technologie d'élimination doit tenir compte des questions sanitaires et environnementales selon le traitement.</p> <p>Exposition aux infections et maladies</p> <p>Le personnel soignant peut être exposé aux infections, aux pathogènes transmissibles par le sang et aux substances potentiellement infectieuses lors des soins et de la collecte, de la manutention, du traitement et de l'élimination des déchets d'activités de soins. Les mesures recommandées pour réduire les risques de transmission des maladies infectieuses sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Rédiger un plan de contrôle des expositions pour les pathogènes transmissibles par le sang. Informier le personnel et les visiteurs des politiques et procédures de contrôle des infections. Établir des normes et précautions pour traiter le sang et autres matériaux potentiellement infectieux Mettre en œuvre les recommandations suivantes lors de la manipulation des aiguilles et objets piquants, coupants ou tranchants : Établir des politiques interdisant les animaux dans l'établissement. <p>Vacciner le personnel comme requis (ex. contre l'hépatite B, le tétanos). □ Fournir des d'équipements de protection individuelle : combinaisons et tabliers à usage industriel, pantalons, bottes, gants haute résistance, casques, visières, masques, lunettes (en particulier lors du nettoyage des éclaboussures) et respirateurs (pour les éclaboussures ou déchets comprenant des poussières toxiques ou des résidus d'incinération).</p> <ul style="list-style-type: none"> Installer des équipements permettant au personnel d'assurer son hygiène, en particulier dans les locaux de stockage des déchets.

Sous-projet	Impacts négatifs potentiel	Mesures d'atténuation
A.2 : Appui à la protection sociale : MEPS : Construction/réhabilitation des centres sociaux	<p><u>Construction</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • génération de déchets et nuisances lors des travaux • risques d'accidents liés aux travaux <p><u>Exploitation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Nuisances dues à l'absence de mesures d'accompagnement (sanitaires séparées et fonctionnelles ; raccordement aux réseaux d'eau et d'électricité; etc.) ; • Risque d'insalubrité du milieu en l'absence d'entretien 	<ul style="list-style-type: none"> • Prévoir un aménagement paysager et un mur de clôture. □ Prévoir des points d'eau et des blocs sanitaires lors des travaux. • Equiper le personnel de chantier d'EPI • Les déchets doivent être identifiés et triés à leur point de production. Les déchets non dangereux (ex. papier et carton, verre, aluminium et plastique) et les restes d'aliments doivent être collectés séparément et enlevés par une structure agréée par l'ANAGED. □ Eviter les dépôts sauvages. • Procéder à l'entretien régulier des locaux.

A.3 : Appui aux pistes rurales	<p>Les problèmes environnementaux posés plus particulièrement par la construction et à l'exploitation des routes concernent, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les eaux de pluie • les déchets • le bruit • les émissions atmosphériques • les eaux usées <p><u>Construction :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Génération de déchets solides (déblais, démolition, etc.) • Pollution du milieu par les rejets solides et liquides issus du chantier • Pollution de l'air par les poussières et émissions gazeuses • Risque de perturbation de l'écoulement normal des eaux • Risque de perturbation d'activités économiques le long des emprises • Risque de perturbation des réseaux des concessionnaires (eau, téléphone, électricité) • Risque de déforestation et modification du paysage en 	<p><u>Construction :</u></p> <p>Gérer les matériaux enlevés dans le cadre des travaux de construction conformément aux recommandations des Directives EHS pour l'extraction des matériaux de construction et des Directives EHS générales ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Eviter d'installer la base des travaux à proximité des zones sensibles • Prévoir des dispositifs de déviation pour maintenir la circulation des biens et des personnes • Initier une campagne de sensibilisation sur le planning d'exécution des travaux et les mesures de sécurité routière • Matérialiser par des panneaux et réguler les sorties des engins et véhicules de chantier • Collecter et stocker les terres souillées pour traitement approprié par une structure agréée par le CIAPOL ou mise en décharge agréée par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre • Arroser régulièrement en période sèche, les plateformes des routes à la traversée des localités desservies • Se rapprocher des différentes Directions Régionales et / ou Départementales des Mines et de la Géologie pour la prise en compte des zones d'emprunt • Réhabiliter tous les sites dégradés par les travaux (base-chantiers, zones d'emprunt et de dépôts de terres végétales) des matériaux de déconstruction, etc. • Interdire au personnel de chantier la chasse et l'abattage d'animaux durant les travaux de construction (déboisement, défrichage, décapage, terrassement, planage, etc.), d'ouverture et d'exploitation des sites d'emprunt • Eviter les dépôts sauvages dans les environs des localités desservies par les différentes routes • Réduire le taux maximum de ruissellement des eaux de pluies ainsi que la charge sédimentaire <p><u>Exploitation :</u></p>
--------------------------------	--	---

Sous-projet	Impacts négatifs potentiel	Mesures d'atténuation
	<p>cas d'ouverture des zones d'emprunt ou des carrières</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nuisances sonores ☐ • Risque d'accidents • Risque de perturbation du trafic le long des itinéraires à réhabiliter • Augmentation des risques d'accidents de la circulation • Augmentation des conditions d'écoulement des eaux pluviales le long de la voirie 	<ul style="list-style-type: none"> • Prévoir la signalisation verticale (panneaux de limitation de vitesse, chaussée rétrécie, virage dangereux, etc.) aux points critiques (virages, traversées des localités, équipements et établissements communautaires, etc.) des routes réhabilitées • Réaliser un système de drainage adéquat • Prévoir des dos d'âne aux entrées et sorties des villages desservis par les routes réhabilitées • Mener une campagne de sécurité routière avant la mise en service des infrastructures routières réhabilitées. • Inspecter et entretenir régulièrement les installations permanentes de contrôle de l'érosion et des ruissellements.

A.4 : Appui à l'hydraulique	<p><u>Construction :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Génération de déchets solides (déblais, démolition, etc.) Pollution du milieu par les rejets solides et liquides issus du chantier Pollution de l'air par les poussières et émissions gazeuses <p><u>Exploitation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Risques de gaspillage Risques de pollution autour des points d'eau 	<p><u>Construction :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Collecte et évacuation des déchets <p><u>Exploitation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Assurer la surveillance régulière des fuites, et autres actes de vandalisme sur le réseau Sensibiliser et informer les populations Assurer la surveillance autour des forages
<p align="center">Composante B : Amélioration des conditions de vie et renforcement des capacités</p>		
B.1 : Appui à la sécurité alimentaire du MIRAH	<p><u>Aménagement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Perturbation des écosystèmes environnants (cours d'eau, plans d'eau, sols) <p><u>Exploitation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Risques de résurgence de certaines épizooties (Maladie de Newcastle etc...) Faible constitution des noyaux reproducteurs de volailles Développement de maladies liées à l'eau (paludisme, bilharziose) Risque de destruction des habitats et de ressources halieutiques Accroissement de la compétition sur l'utilisation des ressources en eau 	<ul style="list-style-type: none"> Respecter les normes en matière de pêche (maille des filets, période de repos biologique, etc.) Suivre l'itinéraire technique d'élevage de façon rigoureuse Activer les groupements de défense sanitaire et le dispositif d'épidémiologie-surveillance Disposer de deux (2) coqs pour la constitution des noyaux de reproducteurs Préserver les habitats naturels et les zones humides □ Initier des cadres de concertation entre acteurs Sensibiliser les usagers sur les mesures d'hygiène Mettre en place un système de collecte et de gestion des déchets

Sous-projet	Impacts négatifs potentiel	Mesures d'atténuation
	<ul style="list-style-type: none"> Risques de conflits sociaux avec les populations riveraines Risques de pollution des eaux de surface 	

<p>B.2 : Appui à la sécurité alimentaire du MINADER</p>	<p>Les problèmes environnementaux associés à la production de cultures saisonnières rentrent essentiellement dans les catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pressions exercées sur les ressources en eau / stress hydrique • Érosion du sol et perte de capacité de production • Utilisation de pesticides • Eutrophisation du milieu aquatique • Pertes de biodiversité, d'espaces agricoles et d'habitats fauniques • Résidus des cultures et autres déchets solides • Émissions atmosphériques • Dégradation des points d'eau de surface due à la sédimentation consécutive aux envols de poussières et aux perturbations subies par les sols • Pollution des eaux et des sols dues aux pesticides et aux engrais • Nuisances sanitaires dues aux pesticides • Risques de conflits/frustrations • Faible demande de produits cultivés <p>Les problèmes environnementaux associés au stockage, au conditionnement et à la transformation du manioc rentrent essentiellement dans les catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Emission de poussière, bruit, pollution par les déchets de chantier, problème d'hygiène et de sécurité (accidents) liés aux travaux 	<p>Pressions exercées sur les ressources en eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déterminer la quantité et la qualité de l'eau requise pour la production de cultures • Evaluer les ressources en eaux de surface et souterraines et s'assurer, notamment en collaborant avec les institutions nationales ou régionales que le projet prend en compte les plans, existants ou en cours, de gestion et de suivi des ressources en eau • Sélectionner les cultures en fonction des disponibilités en eau • Récolter au maximum lorsque cela est possible, l'eau de pluie • Conserver les eaux d'irrigation en appliquant les méthodes de réduction Érosion du sol • Assurer une gestion intégrée des éléments nutritifs pour éviter leur épuisement ou leur accumulation • Cultiver des plantes adaptées au climat local et aux conditions édaphiques • Dans les régions très pentues, choisir attentivement et prudemment les zones de plantation et l'orientation des cultures par rapport aux dénivellations du terrain pour prévenir l'érosion due aux précipitations ou à l'irrigation • Mettre en place des murets de pierres, des barrières végétales transversales, des terrasses ou des canaux de drainage ou de dérivation pour prévenir l'érosion éolienne ou hydrique • Utiliser des machines appropriées pour éviter le compactage du sol par des matériels excessivement lourds • Eviter d'utiliser une eau trop salée à des fins d'irrigation pour éviter la salinisation • Recourir à un couvert végétal ou à des cultures intercalaires ou mettre en place des coupe-vents pour réduire l'action érosive du vent ou des pluies fortes • Augmenter la teneur du sol en matières organiques en utilisant des matières comme les résidus de cultures, le compost et le fumier pour protéger le sol contre le soleil, la pluie et le vent, et pour nourrir le biote qu'il abrite. <p>Résidus des cultures</p> <p>Recycler les résidus des cultures et autres matières organiques en les laissant dans les champs, en les enfouissant dans le sol, en procédant au labourage ou en les transformant en compost.</p>
<p>Sous-projet</p>	<p>Impacts négatifs potentiel</p>	<p>Mesures d'atténuation</p>

	<p>de construction des unités de transformation</p> <p><input type="checkbox"/> Risque sanitaire lié au défaut d'hygiène dans le conditionnement et la transformation</p>	<p><input type="checkbox"/> Éviter les versants, les zones de fortes pentes et les sols facilement érodables</p> <p><input type="checkbox"/> Éviter d'empiéter dans les aires naturelles protégées, les habitats de faune sauvage et les zones de biodiversité significative</p> <p><input type="checkbox"/> Approche participative de la communauté en ayant conscience des droits et des devoirs de tous</p> <p><input type="checkbox"/> Respect des us et coutumes</p> <p><input type="checkbox"/> Appliquer les bonnes pratiques de gestion des pesticides</p> <p><input type="checkbox"/> Interdire le brûlage des résidus de récolte</p> <p><input type="checkbox"/> Utiliser des produits agrochimiques homologués</p> <p><input type="checkbox"/> Initier une production alternée par site de production, afin d'éviter des risques éventuels d'une forte offre de produits</p> <p>Transformation du manioc</p> <p><input type="checkbox"/> Utiliser des engins motorisés en bon état de fonctionnement</p> <p><input type="checkbox"/> Faire l'entretien régulier des engins motorisés</p> <p><input type="checkbox"/> Collecter les huiles usagées et les céder à une structure agréée par le CIAPOL</p> <p><input type="checkbox"/> Doter le personnel d'EPI</p> <p><input type="checkbox"/> Former le personnel à l'utilisation des machines</p> <p><input type="checkbox"/> Appliquer les bonnes pratiques d'hygiène</p>
--	---	--

6. CONSULTATIONS PUBLIQUES

6.1 Objectif de la consultation

La participation publique est instituée par le décret n°96-894 du 8 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement. Il décrète en son Article 35 que : **«le public a le droit de participer à toutes les procédures et décisions qui pourraient avoir un effet négatif sur l'Environnement».**

Elle comprend d'une part, la consultation du public qui est un processus d'information préalable des autorités et des communautés, et la consultation des personnes affectées par le projet, et d'autre part, l'enquête publique qui est du ressort de l'ANDE.

Elle s'effectue à toutes les étapes du cycle de vie du projet : préparation, construction et exploitation.

Elle apparaît comme un mode de participation initié par les décideurs qui consiste à rechercher les avis des populations par rapport à une décision clairement identifiée, lui accordant ainsi un pouvoir d'influence. La prise en compte de leurs préoccupations améliore la viabilité du projet.

6.2 Objectif de la consultation

L'objectif global est d'évaluer la situation socio-économique des zones d'implantation du Projet, afin de mieux intégrer les composantes économiques et sociales dans sa mise en œuvre.

Les objectifs spécifiques sont :

- mettre en évidence les différentes activités des populations et le degré de dépendance de celles-ci vis-à-vis de la zone du projet ;
- décrire les organisations sociales et institutionnelles des départements et des communautés, les caractéristiques historiques, sociales, démographiques, ethniques des zones concernés ;
- saisir les priorités de développement des communautés ;
- conduire la cartographie participative des zones d'accès des lieux d'implantation du projet et les limites d'occupation des voisins ;
- examiner les possibilités et contraintes à la coexistence durable entre les vocations attribuées au projet et les activités environnantes ;
- identifier les potentiels impacts positifs et négatifs de la construction (évaluation des risques, impacts environnementaux directs et indirects de l'exploitation des sites, équilibre social et qualité de vie des populations concernées) ;
- vérifier et documenter les perceptions et attentes des riverains concernés par rapport au projet et proposer des mesures sociales d'aménagement en vue d'une utilisation adéquate et durable des espaces utilisés pour le Projet ;
- identifier les personnes physiques ou morales menant des activités économiques dans les zones du projet.

Les consultations ont été tenues **du 01 août au 05 Août 2019** avec les responsables administratifs, techniques et populations dans les localités d'Odienné, de Vavoua.

6.3 Méthodes employées

La méthodologie adoptée pour réaliser la présente étude s'est voulue participative. En effet, l'enjeu social lié aux différents projets nécessite l'implication des populations riveraines et bénéficiaires dans leurs zones d'intervention.

Deux méthodes ont été utilisées pour la collecte des données ayant permis la réalisation de cette étude.

Il s'agit de :

- l'exploitation des documents existants ;
- les enquêtes socio-économiques sur le terrain.

6.3.1 Analyse documentaire

Cette tâche a été réalisée à partir d'une compilation de la documentation existante. Les documents qui ont été exploités sont les suivants :

- les rapports d'études socio-économiques réalisées dans les zones du Projet ;
- les fiches monographiques des différentes régions concernées ;
- les rapports du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2014 ;
- les documents concernant la situation géographique des projets ;
- les documents se rapportant au Projet, aux aspects socio-économiques et à l'environnement ont été analysés, afin de faire la description : du milieu biophysique ; de la situation socio-économique des zones concernées par le présent Projet.

6.3.2 Enquêtes socio-économiques sur le terrain

Les enquêtes de terrain ont complété l'exploitation des documents. La conduite de ces enquêtes a permis d'avoir des entretiens avec les populations riveraines, afin de les sensibiliser sur le bien-fondé du projet.

Dans le cadre de la réalisation du volet socio-économique de l'étude d'impact environnemental et social des différents projets, des consultations avec des parties prenantes identifiées ont eu lieu. Ces rencontres avaient pour but d'informer et de recueillir les avis et préoccupations des populations sur les Projets.

6.3.3 Résultats des consultations

Les quelques communautés riveraines rencontrées lors des consultations n'ont pas caché leur joie face au PSGouv, auquel ils ont marqué leur adhésion totale. Cependant, les populations des zones concernées par les sous-projets souhaitent surtout l'emploi des jeunes chômeurs au cours des travaux.

Les procès-verbaux et photos des rencontres sont annexés au présent rapport.

Ces consultations seront davantage renforcées en associant les différentes Autorités Préfectorales des régions concernées à la validation du rapport en commission interministérielle.

7. PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

7.1 Objectif du PCGES

L'objectif du Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (PCGES) pour le projet est de décrire les mécanismes institutionnels relatifs :

- à la méthodologie pour la préparation, l'approbation, et l'exécution des activités du Projet d'Appui Multisectoriel d'Appui au Programme Social du Gouvernement (processus de sélection environnementale ou screening) devant permettre l'identification des impacts environnementaux et sociaux potentiels pouvant découler des activités du projet ;
- au suivi et à la mise en œuvre des mesures d'atténuation ;
- au renforcement des capacités ;
- aux estimations des coûts y relatifs, ainsi que la chronologie.

Le PCGES sera inclus dans le Manuel d'exécution du Projet Multisectoriel d'Appui au Programme Social du Gouvernement. Le PCGES met l'accent sur les mesures d'atténuation des impacts qui résulteront de la mise en œuvre des activités du projet. Le PCGES du Projet comprend les points suivants :

7.2 Procédure de gestion environnementale et sociale des sous-projets

Le processus décrit ci-dessous vise à garantir l'effectivité de la prise en compte des exigences environnementales et sociales dans tout le processus de planification, de préparation, de mise en œuvre et de suivi des activités du PSGouv. Il est important d'abord : (i) de vérifier comment

les questions environnementales et sociales sont intégrées dans le choix des sites, ensuite (ii) d'apprécier les impacts négatifs potentiels lors de la mise en œuvre.

La démarche suivante en huit (8) étapes devra être appliquée pour intégrer les aspects environnementaux et sociaux dans le cycle de vie du Projet :

7.2.1 Etape 1 : Identification de la localisation/site et principales caractéristiques technique du sous-projet

Le SSE et le SDS de la CGP et ceux de la Cellule Sectorielle d'Exécution (CSE) recevront l'avis de Projet des services techniques ou du responsable du suivi-évaluation ; cet avis comporte une indication claire du site potentiel d'implantation de l'activité. Ces éléments peuvent provenir des dossiers d'exécution des sous-projets que la CSE va rendre disponible.

7.2.2 Etape 2: Remplissage du formulaire Sélection et détermination du type d'instrument spécifique de sauvegarde des sous-projets

Afin d'être en conformité avec les exigences environnementales et sociales de la BAD et de la législation nationale, les sous-projets des différentes sous composantes feront l'objet d'un screening. Une fois que les dossiers d'exécution sont réalisés, le SSE et le SDS de la CGP et ceux des CSE vont procéder au remplissage du formulaire de sélection environnementale et sociale (Screening). Le screening des sous-projets permettra de s'assurer de la bonne classification du projet selon les catégories définies par la SO1 de la BAD afin de définir les outils de gestion environnementale et sociale adéquats à mettre en œuvre.

Le screening débouchera sur un des trois résultats suivants :

- sous-projet de catégorie 3 : pas besoin de produire un CIES ou un PAR mais il sera produit un CEC. La mise en œuvre du projet devra s'appuyer sur la prise en compte des mesures du CGES et la production d'un PGES-Chantier qui sera validé par la CGP ;
- sous-projet de catégorie 2 : production d'un CIES accompagné éventuellement d'un PAR est requis. Pour le présent Projet, aucun déplacement involontaire, ni bien ne sera détruit. Il n'est donc pas prévu de PAR ;
- sous-projet de catégorie 1 : la CGP devra refuser le sous-projet. Au cas où elle voudra absolue réaliser le projet, une procédure devra être enclenchée auprès de la BAD pour revoir la catégorie du programme dans son ensemble. Si cette procédure aboutie, la CGP

devra produire une EIES accompagnées éventuellement d'un PAR pour prendre en compte les enjeux environnementaux et sociaux du sous-projet concerné.

7.2.3 Etape 3 : Approbation de la catégorisation des sous-projets

L'ANDE va valider la catégorisation définie à l'étape 2 et s'assurera que le projet mette en œuvre les conclusions. Au niveau national, cette validation se fera à la suite d'une visite de site.

La catégorisation la plus contraignante s'appliquera au sous-projet.

7.2.4 Etape 4 : Exécution de l'étude environnementale et sociale

Une fois la catégorie environnementale et sociale du sous-projet identifiée et validée, l'étape suivante consiste à produire les instruments de sauvegarde qui correspondent à la catégorie. Ainsi, les activités ci-dessous devront être exécutées :

- préparation des Termes De Référence (TDR) pour CIES à soumettre à l'ANDE pour revue et approbation ;
- recrutement de consultants agréés pour la réalisation du CIES ; - réalisation de l'étude par le consultant conformément aux TDR ;
- soumission de l'étude à l'ANDE pour approbation.

Pour les sous-projets qui seront dans catégorie 3, les spécifications environnementales et sociales contenues dans le cadre et les bonnes pratiques environnementales et sociales seront intégrées dans les DAO et les entreprises de réalisation des travaux devront fournir des PGESchantier qui seront validés par le SSE et le SDS de la CGP.

7.2.5 Etape 5 : Examen et approbation des rapports

En cas de nécessité de réaliser un CIES, les rapports d'études seront soumis à l'examen et à l'approbation de l'ANDE.

L'ANDE s'assurera que tous les impacts environnementaux et sociaux ont été identifiés et que des mesures d'atténuation efficaces, réalistes et réalisables ont été proposées dans le cadre de la mise en œuvre du sous-projet. Par la suite, un certificat de conformité environnementale devra être délivré par le ministre en charge de l'environnement.

7.2.6 Etape 6 : Consultations publiques et diffusion

Les dispositions de la législation nationale en matière d'étude d'impact environnemental disposent que l'information et la participation du public doivent être assurée pendant l'exécution

de l'étude, en collaboration avec les organes compétents de la circonscription administrative et de la commune concernée. L'information du public comporte notamment une ou plusieurs réunions de présentation du projet regroupant les autorités locales, les populations, les exploitants, les ONG, etc. Ces consultations permettront d'identifier les principaux problèmes et de déterminer les modalités de prise en compte des différentes préoccupations dans les Termes De Référence de l'étude à réaliser. Les résultats des consultations sont incorporés dans le rapport de l'étude et sont rendus accessibles au public.

Pour satisfaire aux exigences de consultation et de diffusion de la BAD, la CGP produira une lettre de diffusion dans laquelle elle informera la BAD de l'approbation de l'étude réalisée, la diffusion effective de l'ensemble des rapports produits à tous les partenaires concernés. Elle adressera aussi une autorisation à la Banque pour que celle-ci procède à la diffusion de ces documents sur son site.

7.2.7 Etape 7 : Intégration des dispositions environnementales et sociales dans les Dossiers d'appels d'offres et approbation des PGES-chantier

En cas de réalisation de CIES/PGES, la CGP veillera à intégrer les recommandations et autres mesures de gestion environnementale et sociale issues de ces études dans les Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) et d'exécution des travaux par les entreprises. Des clauses contraignantes devraient être ressorties avec des sanctions en cas de non mise en œuvre des mesures environnementales.

Avant le démarrage des travaux, l'entreprise devrait soumettre un Plan de Gestion Environnementale et Sociale de chantier (PGES-Chantier) au bureau de contrôle et à la CGP pour validation. Après validation, ce PGES-Chantier devrait être mis en œuvre conformément aux prescriptions environnementales contenues dans le DAO.

7.2.8 Etape 8 : Suivi environnemental de la mise en œuvre du Projet

Le suivi environnemental permet de vérifier et d'apprécier l'effectivité, l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre des mesures environnementales du Projet.

- La supervision du suivi au niveau du Projet sera assurée par le Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et le Spécialiste en Développement Social (SDS) de la CGP et les Spécialistes Désignés des Directions Régionales de l'Environnement et du Développement Durable (SD-DR MINEDD).

- La surveillance de proximité sera faite par le Spécialiste Environnement du Bureau de Contrôle (SEBC) qui sera recruté par le Projet.
- Le suivi externe national sera effectué par l'ANDE.
- Le suivi local (communal) sera assuré par les collectivités, le Point Focal d'exécution et les ONG.
- L'évaluation sera effectuée par des Consultants en environnement (nationaux et/ou internationaux), à mi-parcours et à la fin du projet.

7.2.9 Récapitulatif des étapes de la procédure de gestion environnementale et sociale des sous-projets

Tableau 28 : Récapitulatif des étapes de la sélection environnementale et sociale des investissements du Projet.

Etapes		Responsabilités/Exécutants
Etape 1 : Remplissage du formulaire de screening environnemental et social		<ul style="list-style-type: none"> Spécialiste Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Développement Social (SDS) de la CGP et des CSE
Etape 2 : Approbation du formulaire de screening environnemental et social		<ul style="list-style-type: none"> ANDE
Etape 3 : Réalisation du « travail » environnemental	Application de simples mesures d'atténuation	<ul style="list-style-type: none"> Spécialiste Sauvegarde (SSE) et Spécialiste en Développement Social (SDS) de la CGP Spécialistes Désignés des Directions Régionales du Ministère de l'Environnement et de Développement Durable (SP-DR MINEDD)
	Réalisation de Constats d'Impact Environnemental et Social (CIES) ou de Plan de Gestion Environnementale et Sociale de Chantier (PGES-Chantier)	<ul style="list-style-type: none"> Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Développement Social (SDS) de la CGP Consultants Entreprises de réalisation des travaux
Etape 4 : Examen et approbation des rapports de CIES/PGES-Chantier		<ul style="list-style-type: none"> ANDE BAD Spécialiste Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Développement Social (SDS) de la CGP

Etape 5 : Consultations publiques et diffusion	<ul style="list-style-type: none"> • CGP • ANDE Directions Régionales du Ministère de l'Environnement et de Développement Durable (DR MINEDD) • Point Focal des Ministères • ONG et Collectivités Locales
Etape 6 : Intégration des dispositions environnementales et sociales dans les Dossiers d'Appel d'Offres	<ul style="list-style-type: none"> • Spécialiste Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Développement Social (SDS) de la CGP
Etape 7 : Suivi environnemental et social	<ul style="list-style-type: none"> • Spécialiste Sauvegarde Environnementale (SSE) et Spécialiste en Développement Social (SDS) de la CGP • Directions Régionales du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (DR- MINEDD) • CGP • ANDE • Collectivités locales • Consultants • ONG

7.3 Renforcement des capacités institutionnelles et techniques

La mise en œuvre du PCGES, notamment le plan d'atténuation et le plan de surveillance et de suivi environnemental, va nécessiter un renforcement des capacités des acteurs institutionnels, en termes (i) de mise à niveau des connaissances, dans le domaine de l'environnement, (ii) d'amélioration des moyens de contrôle environnemental et des mesures de compensation (iii) d'élaboration d'outils d'aide à la décision pour intégrer la dimension sociale et environnementale dans les activités des différents sous-projets, dans le cadre du Projet.

Le plan de renforcement des capacités institutionnelles prend en charge les préoccupations des services techniques documentées, à travers la consultation du public ainsi que l'analyse des besoins de renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la gestion environnementale et sociale du Projet. Il s'appuie sur la gouvernance du Projet et du cadre institutionnel en place. Ainsi, le ciblage effectué dépend de l'organisation du projet et des missions des services techniques impliqués dans le contrôle réglementaire et/ou suivi environnemental.

Le plan de renforcement détaillé poursuit les **objectifs spécifiques** suivants :

- Amener les acteurs locaux à s'impliquer dans le processus de prise de décision, de planification, de négociation, de mise en œuvre, de suivi-évaluation des initiatives économiques durables du point de vue environnemental ;

- Renforcer les capacités techniques, organisationnelles et managériales des acteurs en vue d'assurer leur autopromotion ;
- Sensibiliser les acteurs sur les risques environnementaux et sociaux potentiels de leurs activités ;
- Diffuser de nouveaux comportements et compétences au sein des acteurs sur la gestion durable des ressources naturelles.

Résultats Attendus :

- Les acteurs organisés sont formés, informés et accompagnés pour assurer leur autodéveloppement, le tout selon un processus participatif.
- Les sous-projets élaborés et mis en œuvre par les populations comportent une composante « gestion des ressources naturelles ».

Activités à mener

- **Formation :** Il s'agira ici des séminaires, d'ateliers de formation, de voyages d'études, d'échanges d'expérience de courte durée (de quelques jours à quelques semaines), d'études diagnostiques.
- **Appui-conseil technique et technologique.** Cet appui conseil est relatif à l'ensemble des activités ponctuelles qui permettent aux différents acteurs d'améliorer leurs performances dans l'exercice de leurs fonctions et de leurs tâches. Il s'agit d'une assistance pratique s'appuyant sur des besoins précis de ceux à qui elles sont destinées. L'appui-conseil pourra être retenu tout au long du sous-projet d'un groupe cible et sera alors assuré par un prestataire de service. L'appui-conseil pourra aussi être retenu de façon ponctuelle, notamment à la suite d'une formation reçue. Il s'agira de fournir aux bénéficiaires une expertise (personnel, support documentaire, etc.) qui soit spécialisée dans un aspect déterminant à la réalisation des activités. Les appuis technologiques prendront la forme d'un transfert de connaissances et de procédés liés à l'utilisation des outils et des machines indispensables, à l'amélioration de la productivité dans la réalisation des activités. Les appuis technologiques doivent viser la réduction des charges des bénéficiaires et l'accès à un outillage plus compétitif. Les appuis techniques et technologiques sont accordés sous la forme de subventions (pour l'acquisition) selon les cas. Ils amélioreront l'offre

nationale en la matière et tiendront compte du renforcement des capacités des artisans locaux sous forme de sous-traitance.

- **Animation :** Il s'agira de sensibiliser les bénéficiaires, de les accompagner dans la prise de conscience de leurs problèmes, de leurs potentialités et d'utiliser leurs ressources disponibles afin de leur donner le goût de l'effort pour un développement participatif et intégral.
- **Communication:** Un mécanisme de diffusion de l'information quant aux activités menées dans le cadre du Projet sera mis en place faisant appel à divers moyens de communication, tout en cherchant à utiliser les moyens adaptés aux situations locales.

7.3.1 Besoins en renforcement des capacités

La prise en compte des aspects environnementaux et sociaux dans le PCGES doit être garantie afin de s'assurer que les sous-projets mis en œuvre dans le cadre du Projet n'engendrent pas des effets qui pourraient annihiler tous les bénéfices escomptés. A cet effet, il est pertinent de mettre en place un dispositif performant pour la prise en charge des aspects environnementaux et sociaux des différents sous projets qui seront exécutés. Le Projet pourrait consentir un appui matériel sous forme de formation des cadres et agents du Projet impliqués dans l'évaluation environnementale et sociale des sous-projets.

La priorité sera accordée aux formations sur place par rapport aux formations à l'extérieur car cela permettrait de former beaucoup de cadres. Cette formation s'adresserait, par la même occasion aux personnels techniques du secteur de l'environnement spécialement désignés pour s'occuper du suivi environnemental et social du Projet. Un consultant spécialiste en Environnement et des questions Sociales, connaissant bien les exigences de la gestion environnementale et sociale, avec des connaissances solides sur les politiques de sauvegarde de la BAD, se chargera de cette formation.

7.3.2 Contenu du projet de renforcement des capacités

En rapport avec les préoccupations de protection de l'environnement, le programme de renforcement des capacités des bénéficiaires du Projet devra comporter des modules ci-après récapitulés dans le tableau suivant.

Tableau 29 : Modules de formation de renforcement des capacités pour la gestion environnementale et sociale

Thèmes	Cibles	Responsabilité
--------	--------	----------------

Sensibilisation et plaidoyer sur les enjeux environnementaux des sous projets	Bénéficiaires du projet - Populations de la zone d'intervention du sous projet - Ministères d'exécution	CGP à travers un consultant en éducation environnementale et sociale
Evaluation environnementale des sous projets	Responsables des sous-projets	CGP à travers des consultants en EES
Suivi environnemental des travaux, reporting	Responsables des sous projets	CGP à travers des consultants en EES
Mise en œuvre des mesures d'atténuation	- Agents projet - Agents des structures d'encadrement	CGP à travers des consultants en EES
Textes législatifs et règlementaires sur la protection de la nature	- Cadres et agents du Projet - Responsables des sous projets - Agents des structures d'exécution	CGP à travers des consultants en EES
Formation sur la gestion des conflits E & S / plaintes	Responsables des sous projets	CGP à travers des consultants un consultant sociologue
Gestion des conflits E & S / plaintes	Responsables des sous projets	CGP à travers des consultants un consultant sociologue

7.3.3 Mesure d'appui technique, de formation et de sensibilisation

La mise en œuvre des activités des différents sous-projets du PSGouv va générer des impacts aussi bien positifs que négatifs. Les impacts négatifs auront certes des effets faibles à modérés sur l'environnement mais ont besoin d'être prises en charge efficacement pour ne pas nuire aux populations bénéficiaires de ces sous-projets. L'efficacité de cette prise en charge passe nécessairement par l'appui que le Projet apportera aux acteurs techniques de mise en œuvre des activités, la formation pour leur communiquer un certains nombre d'aptitudes et de connaissances ou renforcer leurs capacités et la sensibilisation pour induire un changement de comportement positif.

7.4 Mécanisme de gestion des plaintes

7.4.1 Principes

Le mécanisme de gestion des plaintes du Projet est conçu pour être simple, robuste et utilisable facilement par les populations affectées. Il a pour objectif de recueillir les préoccupations ou les plaintes. Ce mécanisme doit pouvoir être :

- compréhensible par les populations locales, quel que soit leur niveau d'éducation ;

- réactif (les plaignants doivent se voir indiquer un délai de réponse de la part du Promoteur du projet) ;
- culturellement approprié et accessible (utilisant des technologies et des méthodes comprises et appréhendables par les populations locales, y compris les illettrés) ;
- non discriminant, c'est-à-dire accessible à tous les individus, hommes ou femmes ;
- sans aucun coût pour les plaignants, qu'il s'agisse du coût d'un éventuel déplacement ou d'un possible recours à une tierce partie.

Dans tous les cas, la gestion des plaintes n'entraînera pas de recours à la force ou à la contrainte.

7.4.2 Mesures à mettre en oeuvre

Les mesures suivantes seront mises en place pour atteindre les objectifs de gestion des plaintes:

- le mécanisme de gestion des plaintes sera expliqué aux riverains pour chaque sousprojet ;
- les différents moyens de déposer une plainte seront indiqués sur des panneaux d'information disposés aux entrées des chantiers ;
- une ligne téléphonique dédiée sera affectée à la réception des plaintes. Cette ligne sera établie au secrétariat de la Coordination Générale du Projet (CGP). Le numéro de cette ligne sera distribué aux chefs de villages et/ou chef de quartier et communiqué lors des réunions d'informations avec les populations locales pour chaque sous-projet ;
- les chefs de village pourront recueillir les plaintes des riverains et les transmettre à la CGP où elles seront enregistrées. Cette transmission pourra être effectuée oralement par téléphone ou par voie écrite. Un registre sera mis à la disposition des chefs de village et/ou chef de quartier où les sous-projets interviennent ;
- le secrétariat de la CGP sera formé à recevoir les plaintes, à les enregistrer dans la base de données des plaintes ;
- les plaintes pourront être déposées par voie écrite ou orale ;
- des explications spécifiques seront données aux personnes vulnérables.

Toutes les plaintes devront être documentées et enregistrées par la CGP, ainsi que les réponses qui leur sont apportées. Les plaintes enregistrées dans le système de gestion des plaintes seront classées par sous-projet.

7.4.3 Procédure de résolution des plaintes

Certaines plaintes simples peuvent être réglées directement par les représentants sectoriels du Projet présents sur le terrain ou l'entrepreneur en charge des travaux, au moment de l'enregistrement de la plainte (p.ex. lorsqu'un véhicule du projet écrase un poulet appartenant à un riverain). D'autres plaintes plus complexes pourront nécessiter l'intervention d'une tierce partie (p.ex. si des riverains accusent le projet d'avoir pollué un cours d'eau ou d'avoir détruit une conduite d'adduction d'eau).

Les règlements à l'amiable seront privilégiés. Cependant, si aucune solution amiable n'est identifiée, il pourra être fait appel à une tierce partie pour effectuer une médiation (p.ex. le chef de village ou représentant de la Mairie ou de la Sous-préfecture). Si aucune solution n'est identifiée par cette action de médiation, le plaignant pourra saisir la justice.

Trois niveaux de résolution des plaintes sont donc possibles :

- Règlement amiable sans médiation ; □ Règlement amiable avec médiation ;
- Traitement judiciaire.

A. Règlement amiable sans médiation

Après qu'une plainte ait été enregistrée, le Spécialiste en Développement Social (SDS) et/ou le Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) de la CGP préparera les éléments techniques (par exemple compensation proposée, liste des entretiens ou réunions tenues avec le plaignant, motif exact du litige, etc.) pour les discuter avec le ou les plaignants. Une solution acceptable sera formulée. L'accord éventuel sera sanctionné par un procès-verbal d'accord signé par les deux parties.

B. Règlement amiable avec médiation

Le règlement amiable avec médiation sera effectué en cas d'échec des négociations directes entre les agents du Projet et les plaignants. Les tierces parties qui pourront être mobilisées pour servir de médiateur seront les chefs de quartiers ou de villages, assistés éventuellement de notables reconnus, ou bien des représentants de la Mairie ou de la Sous-préfecture. Le choix du médiateur sera laissé aux plaignants. Les agents du Projet organiseront les rencontres et transmettront l'information. La CGP aura la responsabilité du règlement à l'amiable. Si un accord amiable est conclu, il sera sanctionné par un procès-verbal, signé par les deux parties, ainsi que par le médiateur en qualité de témoin.

C. Règlement judiciaire

Si les tentatives de règlement à l'amiable échouent, le plaignant pourra engager une procédure judiciaire.

7.5 Cadre de surveillance, Suivi et Evaluation Environnementale et Sociale

Ce cadre vise à s'assurer que les mesures pour la réduction des impacts et les mesures de bonification seront mises en œuvre de sorte à ce qu'elles produisent les résultats escomptés.

Le suivi et l'évaluation sont complémentaires. Le suivi vise à corriger « en temps réel », à travers une surveillance continue, les méthodes d'exécution des interventions et d'exploitation des réalisations. Quant à l'évaluation, elle vise (i) à vérifier si les objectifs ont été atteints et (ii) à tirer les enseignements d'exploitation pour modifier les stratégies futures d'intervention.

Elle vise à s'assurer que les cellules d'exécution respectent les engagements et obligations en matière de protection de l'environnement tout au long du Projet, que les mesures préconisées sont effectivement mises en œuvre pendant les travaux. Aussi, la surveillance environnementale et sociale a pour objectif de réduire les désagréments sur les milieux naturels et socioéconomiques.

7.5.1 Surveillance Environnementale et Sociale

- Le contrôle permanent (surveillance) de la mise en œuvre des mesures environnementales sur le terrain est fait par le bureau de contrôle qui devra avoir en son sein, un responsable environnement ayant une formation et/ou une expérience dans le domaine de l'environnement, même si celui-ci a déjà une autre attribution dans le contrôle.
- La mission de contrôle doit consigner par écrit (fiches de conformité ou de non-conformité) les ordres de faire les prestations environnementales, leur avancement et leur exécution suivant les normes. La mission de contrôle doit aussi saisir la CGP pour tout problème environnemental particulier non prévu.
- Les missions de contrôle, doivent remettre à une fréquence prévue dans leur contrat (idéalement chaque mois), un rapport sur la mise en œuvre des engagements contractuels de l'entreprise en matière de gestion environnementale et sociale.

7.5.2 Inspection ou supervision

L'inspection est faite par le Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et le Spécialiste en Développement Social (SDS) de la CGP :

- sur la base de la vérification des rapports qui leur sont remis ou par des descentes sur les sites des sous-projets ou encore du fait de plaintes des populations ou des instances communales ;
- au moment de la réception provisoire des travaux.

En cas de non-respect ou de non application des mesures environnementales, le SSE et le SDS de la CGP, en relation avec le bureau de contrôle, initient le processus de mise en demeure) adressée à l'entreprise. Le SSE et le SDS de la CGP remettent trimestriellement à la BAD un rapport de synthèse de l'état de la gestion environnementale et sociale des sous-projets, des problèmes rencontrés et des décisions prises à l'égard des sous-projets.

7.5.3 Suivi environnemental et social

Il permettra de vérifier, sur le terrain, la justesse de l'évaluation de certains impacts et l'efficacité de certaines mesures d'atténuation ou de compensation prévues par le PCGES, et pour lesquelles subsiste une incertitude.

Les connaissances acquises avec le suivi environnemental permettront de corriger les mesures d'atténuation et éventuellement de réviser certaines normes de protection de l'environnement.

Le Programme de suivi décrit : (i) les éléments devant faire l'objet d'un suivi ; (ii) les méthodes/dispositifs de suivi ; (iii) les responsabilités de suivi ; (iv) la période de suivi.

Pour la vérification de l'exécution des mesures environnementales, il est proposé de l'effectuer à deux niveaux :

- au niveau du maître d'ouvrage délégué par le biais de ses chefs de projet ;
- au niveau régional ou communal, par les agents techniques des régions ou des communes, et par les populations par l'entremise d'un cahier de conciliation (registre des plaintes) qui permet aux personnes en désaccord avec la gestion environnementale et sociale du projet de s'exprimer.

Le programme de surveillance doit faire l'objet d'un suivi ainsi que les résultats de la mise en œuvre des mesures d'atténuation. De ce fait, l'élaboration d'un système de suivi permettant dans un premier temps, de suivre et d'évaluer le fonctionnement et la qualité du programme de

surveillance et dans un second temps de contrôler si les mesures d'atténuation mises en place ont permis d'atteindre les objectifs fixés, est nécessaire.

7.5.4 Indicateurs du processus

Les indicateurs de processus permettent de vérifier si le processus de gestion environnementale et sociale tel que défini dans le présent cadre de gestion a été appliqué.

a) Indicateurs d'ordre stratégique à suivre par la Coordination Générale du Projet

Les indicateurs stratégiques à suivre par la Coordination Générale sont donnés par le tableau ci-après. Chaque année le suivi sera sanctionné par un rapport annuel.

Tableau 30 : Indicateurs de suivi des mesures du CGES

Mesures	Domaines d'intervention	Indicateurs	Périodicité
Mesures techniques	Recrutement du SSE et du SDS	PV de recrutement	Premier trimestre de la première année du Projet
	Sélection environnementale (Screening) des activités du Projet	Nombre de sous-projets passés au screening	Chaque trimestre pendant la durée du Projet
	Réalisation de CIES/PAR ou CEC pour les sousprojets programmés	Nombre réalisés de CIES/PAR/CEC réalisés	Chaque année pendant la durée du Projet
	Elaboration d'un manuel de procédures environnementales et sociales	Existence du Manuel de procédures	Première année
Mesures de suivi et d'évaluation	Suivi environnemental et surveillance environnementale du Projet	Nombre de missions de suivi	Chaque trimestre pendant la durée du Projet
Formation	Formations thématiques en évaluation et suivi environnemental et social du Projet	Nombre de séances de formation organisées Nombre d'agents formés Typologie des agents formés	Chaque année pendant les deux premières années du Projet

Sensibilisation (IEC)	Sensibilisation et plaidoyer sur les enjeux environnementaux et sociaux des sous-projets et les bonnes pratiques	Nombre de séances de sensibilisation organisées Nombre et profil des personnes sensibilisées	Chaque trimestre au cours de la durée du Projet
	Dissémination et appropriation du CGES au niveau du pays	Effectivité de l'appropriation et de la dissémination du CGES au niveau du pays	Chaque trimestre au cours des deux premières années du Projet

a) Indicateurs à suivre par le SSE et SDS de la CGP

Les indicateurs à suivre par le SSE et le SDS de la CGP sont consignés dans le tableau suivant.

Tableau 31 : Indicateurs de suivi des mesures du PGES

Eléments à évaluer	Indicateurs	Fréquence de mesure/responsabilité
Le screening	Nombre de sous-projets ayant fait l'objet d'un screening/ nombre de projets total	Une fois par année par le SSE et le SDS de la CGP
	Nombre de sous-projets de catégorie 2 et 3 / nombre total de projets	Une fois par année par le SSE et le SDS de la CGP
CIES/PAR/CEC	Nombre de sous-projets ayant fait l'objet d'un CIES/PAR/CEC	Une fois par année par le SSE et le SDS de la CGP
CIES/PAR/CEC	Nombre de rapports CIES/PAR/CEC validés par l'ANDE	2 fois par année le SSE et le SDS de la CGP
Contrat	% des projets dont les entreprises ont des clauses environnementales et sociales dans leur contrat	2 fois par année le SSE et le SDS de la CGP
Contrôle	Nombre de rapports de contrôle remis à la BAD/ nombre de rapports total qui devrait être remis	1 fois par mois dans le rapport du SSE et du SDS de la CGP
Suivi	Nombre de chantiers visités par le SSE et le SDS de la CGP / nombre total de chantiers du Projet	1 fois par année dans le rapport du SSE et du SDS de la CGP
Suivi	Nombre de plaintes effectuées par la commune ou la population/nombre de plaintes traitées et classées	1 fois par mois dans le rapport du SSE et du SDS de la CGP
Inspection	Nombre d'inspections réalisées/ nombre de projets	1 fois par trimestre par le SSE et le SDS de la CGP
Formation	Nombre de formations /Rapport d'évaluation de la formation	1 fois après la formation par le SSE et le SDS de la CGP

Sensibilisation /IEC	Niveau de performance de la sensibilisation	3 mois après la sensibilisation sur un échantillon de personnes ayant été sensibilisés par un consultant
Communication Consultation /sensibilisation	Audit de la communication /consultation / sensibilisation	Sur un échantillon de projet avant le début des travaux par un consultant et SSE et le SDS de la CGP

c) Indicateurs à suivre par l'ANDE

L'ANDE assurera le suivi externe de la mise en œuvre du CGES, en vérifiant notamment la validité de la classification environnementale des sous-projets lors du screening, la validation des éventuels TDR et des CIES en cas de nécessité, et le suivi de la mise en œuvre des PGES issus des CIES, des actions recommandées par les PAR éventuels et la mise en œuvre des PGES-Chantier. Ce suivi se fera chaque trimestre.

d) Indicateurs à suivre par les Répondants Environnement des Directions Régionales de l'Environnement et du Développement Durable

Ces structures décentralisées de l'environnement auront en charge de faire le suivi au niveau régional. Les indicateurs à suivre sont :

- Nombre de sous-projets passés au Screening ;
- Nombre de CIES/ PAR/CEC/PGES-Chantier réalisés et de PGES mis en œuvre ;
- Un manuel de bonnes pratiques élaboré ;
- Nombre de personnes formées sur le CGES ;
- Nombre de séances de formation organisées et le nombre de personnes appliquant les thématiques reçues ;
- Nombre de séances de sensibilisation organisées ; - Niveau d'implication des acteurs locaux dans le suivi ;
- Niveau de respects des mesures d'hygiène et de sécurité.

e) Indicateurs à suivre pour les composantes environnementales et sociales

Le suivi de l'ensemble des paramètres biophysiques et socio-économiques est essentiel. Toutefois, pour ne pas alourdir le dispositif et éviter que cela ne devienne une contrainte dans le timing du Projet, il est suggéré de suivre les principaux indicateurs de suivi par composantes environnementales et sociales présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 32 : Canevas de surveillance et de suivi environnemental et social

Éléments de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification	Responsables	
			Surveillance	Suivi
Air	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'ouvriers portant des EPI Nombre de conducteurs respectant la limitation de vitesse 	Contrôle visuel lors des visites de terrain, enquêtes et rapports de mission	SSE de la CGP	ANDE
Eaux	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'un système de collecte des eaux usées et d'évacuation des déchets Taux de pollution des plans d'eau 		SSE de la CGP	ANDE
Sols	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de ravinement et points d'érosion des sols Existence d'un système de collecte de déchets 		SSE de la CGP	ANDE
Végétation/faune	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'arbres plantés Niveau de dégradation de la végétation Présence d'animaux 		SSE de la CGP	ANDE
Environnement humain	<u>Activités socioéconomiques et conflits sociaux:</u> <ul style="list-style-type: none"> Nombre de séances d'IEC menées □ Nombre d'employés locaux recrutés Nombre de conflits sociaux liés au projet Existence d'un mécanisme de gestion de plainte Nombre de plaintes enregistrées et traitées 	PV d'enquêtes auprès du personnel et des communautés et rapports de mission	SSE et du SDS de la CGP	ANDE
Éléments de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification	Responsables	
			Surveillance	Suivi
Mesures sanitaires, d'hygiène et de sécurité	<u>Hygiène et santé/Pollution et nuisances :</u> □ Présence de déchets sur le chantier □ Fréquence de séance d'information et de sensibilisation sur le VIH/SIDA <ul style="list-style-type: none"> Nombre d'employés vaccinés Nombre d'ouvriers équipés d'EPI 	Contrôle visuel lors des visites de terrain, enquêtes et rapports de mission	SSE et du SDS de la CGP	ANDE

	<p><u>Sécurité dans les chantiers :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité de consignes de sécurité en cas d'accident • Nombre d'ouvriers respectant le port d'EPI • Existence d'une signalisation appropriée • Niveau de respect des horaires de travail • Nombre de programme de sensibilisation du personnel et des populations riveraines • Nombre d'accidents enregistrés 		SSE et du SDS de la CGP	ANDE
Mesures environnementales et sociales	% de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales	Rapport d'AuditÉvaluation	Consultants indépendants nationaux	ANDE

7.6 Arrangement institutionnel

Il importe de définir très clairement les responsabilités des différents organismes impliqués dans la mise en œuvre du PCGES. Cela en vue de permettre sa mise en œuvre effective.

7.6.1 Comité de Pilotage du Projet (CPP)

Ce comité a pour mission d'assurer la bonne conduite du PSGouv, de veiller au renforcement de l'impact de l'action sociale du Gouvernement, de la faire connaître et apprécier par les populations, de soutenir la performance de l'offre sociale et d'accélérer la mise en oeuvre des mesures et actions du PSGouv sur la période 2019-2020.

7.6.2 Coordination Générale du Projet (CGP)

Cet organe constitue le point focal entre le Comité de Pilotage et la Cellule d'Exécution Sectorielles pour coordonner et traiter, au quotidien, les questions transversales et le suivi de l'exécution des activités du PSGouv.

Son rôle est de s'assurer que chaque partie impliquée joue efficacement le rôle qui lui est dévolu. Dans la préparation du PCGES, son rôle est d'informer les parties prenantes et de s'assurer de la parfaite coordination et mise en œuvre du PCGES. La CGP assurera la supervision, en rapport avec les missions de supervision de la BAD, pour veiller à la prise en compte de toutes les exigences environnementales et sociales dans la mise en œuvre et le suivi du Projet. Un audit

de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales sera effectué par le Spécialiste en Sauvegarde Environnementale (SSE) et le Spécialiste en Développement Social (SDS) de la CGP. La CGP va aussi recruter des consultants/bureaux d'études/ONG (pour la réalisation d'éventuelles PGES pour certains sous-projets du Projet ; la sensibilisation, mobilisation et l'accompagnement social des populations ; la formation des acteurs en gestion environnementale et sociale ; le suivi/évaluation de la mise en œuvre). Elle assurera la diffusion du PCGES et des éventuels PGES.

7.6.3 Experts en Sauvegardes Environnementales et Sociales

Ils rempliront les fiches de sélection environnementale et procéderont à la détermination des catégories environnementales appropriées, en rapport avec l'ANDE. Ils effectueront également le choix des mesures d'atténuation appropriées en cas de non nécessité d'élaborer des études spécifiques pour les sous-projets. Ils assureront aussi la coordination du suivi des aspects environnementaux et sociaux.

7.6.4 Cellule Sectorielle d'Exécution (CSE)

Cette cellule sera mise en place dans chaque Ministère impliqué dans le PSGouv, animée par un point focal technique désigné par arrêté du Ministre concerné. Le point focal est chargé de coordonner la mise en œuvre et le suivi des actions relevant du secteur dont il relève. Il collabore avec la Coordination Générale dans le cadre du suivi-évaluation. Dans le cadre du présent Projet PSGouv, les ministères impliqués sont :

Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) ;

Le Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier (MEER) ;

Le Ministère de l'Hydraulique (MH) ;

Le Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale (MEPS) ;

Le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH) ;

Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER).

7.6.5 Agence Nationale De l'Environnement (ANDE)

L'ANDE, structure sous tutelle du Ministère en charge de l'Environnement, devra accompagner les activités, valider les différents rapports d'évaluation environnementale et sociale et délivrer un permis environnemental avant le démarrage des travaux.

L'ANDE aura également en charge la coordination de toutes les activités du PCGES sur les chantiers. Elle canaliserait l'intervention des différents partenaires sur les chantiers.

Pour la bonne exécution de sa mission, elle pourrait au besoin avoir recours aux compétences de personnes physiques et morales.

7.6.6 Collectivités ciblées par le projet

Elles participeront à la sensibilisation des populations, aux activités de mobilisation sociale et identifieront les acteurs cibles qui vont bénéficier des retombées du Projet. Elles assureront aussi la diffusion des informations relatives au PCGES.

Les activités dévolues aux collectivités en plus de participer au remplissage du formulaire de screening seront de :

- accompagner le Projet dans la surveillance environnementale et sociale ;
- participer aux séances de renforcement des capacités ;
- participer à la réception provisoire et définitive des travaux ;
- effectuer la médiation entre le Projet et les populations locales en cas de conflits ;
- informer, éduquer et conscientiser les populations locales.

7.6.7 Entreprises en charge des travaux

Les entreprises en charge des travaux/contractantes devront appliquer effectivement et efficacement les prescriptions environnementales inscrites dans le PGES. Ainsi, elles mettront à disposition à plein temps un expert en environnement qui sera chargé de veiller au respect des clauses techniques environnementales et sociales.

Les entreprises devront rédiger sous la supervision de l'Expert en Sauvegarde Environnementale et de l'Expert en Développement Sociale (SDS) de la CGP, un PGES des travaux qui sera validé par le Maître d'ouvrage.

7.6.8 Organisations de la Société Civile (OSC) et associations locales

Les membres des différentes formes d'organisations et d'acteurs non gouvernementaux exerçant dans les localités (Organisations Non Gouvernementales (ONG), les Organisations Communautaires de Base (OCB) et les organisations socio-professionnelles qui contribuent à l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations, seront les principaux bénéficiaires du projet. Après avoir participées au remplissage du formulaire de screening, ces organisations pourront aussi appuyer le Projet dans l'information, l'éducation et la sensibilisation des populations sur les aspects environnementaux et sociaux liés aux travaux ainsi qu'à l'exploitation des infrastructures et des biens réalisés.

7.6.9 Banque Africaine de Développement (BAD)

La BAD assistera le Gouvernement ivoirien pour une meilleure prise en compte des politiques de sauvegardes. Pour ce faire, la BAD assurera la validation définitive :

- de la catégorisation environnementale des sous-projets ;
- des TDR et du recrutement des consultants ;
- les rapports trimestriels et annuels du volet environnement et social du Projet.

En outre, la BAD pourra, au besoin, initier une formation des acteurs clés sur les politiques de sauvegarde de la Banque.

Tableau 33 : Rôles et responsabilités des acteurs dans la gestion environnementale et sociale du projet

Acteurs	Responsabilités
Comité de pilotage	<input type="checkbox"/> Veiller à l'inscription et à la budgétisation des diligences environnementales et sociales dans les Programmes de Travail et de Budget Annuel (PTBA). <input type="checkbox"/> Veiller à la mise en place d'une fonction environnementale et d'une fonction sociale au sein du Projet pour gérer ces aspects de sauvegardes environnementale et sociale.

<p>CGP</p> <p>Spécialistes Sauvegarde Environnementale et Sociale (SSE - SDS) de la CGP</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Remplir les fiches de sélection environnementale et sociale et procéder à la détermination des catégories environnementales appropriées, en collaboration avec l'ANDE ; <input type="checkbox"/> Conduire et ou Superviser la réalisation des éventuels CIES/PAR/CEC/PGES-Chantier et le programme de formation/sensibilisation ; <input type="checkbox"/> Effectuer également le choix des mesures d'atténuation appropriées en cas de non nécessité d'élaborer des études spécifiques pour les sous-projets ; <input type="checkbox"/> Assurer la coordination du suivi des aspects environnementaux et sociaux et l'interface avec les autres acteurs, <input type="checkbox"/> Coordonner la mise en œuvre des programmes d'Information, d'Éducation et de Sensibilisation (IEC) auprès des Collectivités Locales bénéficiaires des sous-projets sociaux, afin d'informer sur la nature des travaux et les enjeux environnementaux et sociaux lors de la mise en œuvre des activités du Projet.
<p>ANDE</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Examiner et approuver la classification (catégorisation) environnementale et sociale des sous-projets ; <input type="checkbox"/> Valider et approuver les études et constats d'impact environnemental et social et effectuer le suivi externe.
<p>MSHP MEER MH MEPS MIRAH MINADER</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Participer au remplissage du formulaire de screening ; <input type="checkbox"/> Suivre les aspects environnementaux et sociaux des activités ; <input type="checkbox"/> Coordonner la mise en œuvre et le suivi des actions.
<p>Les Entreprises contractantes (PME)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Exécuter les mesures environnementales et sociales et respecter les directives et autres prescriptions environnementales contenues dans les marchés de travaux des projets. <input type="checkbox"/> Préparer et mettre en œuvre leur propres PGES-Chantier. A cet effet, les entreprises devront disposer d'un Responsable Hygiène Sécurité Environnement.
<p>Les Bureaux d'études et de contrôle et les ONG spécialisées</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Assurer le contrôle de l'effectivité et de l'efficience de l'exécution des mesures environnementales et sociales et du respect des directives et autres prescriptions environnementales contenues dans les marchés de travaux des projets ; <input type="checkbox"/> Assurer le suivi de la mise en œuvre des PGES chantier, en ayant dans leur équipe un spécialiste en Hygiène Sécurité Environnement.

Les Collectivités Locales, les ONG et les organisations locales de la société civile dans les zones des sous-projets	<input type="checkbox"/> Participer au suivi de proximité de la mise en œuvre des recommandations du PGES, surtout à l'information et la sensibilisation des populations.
BAD	Assurer la validation définitive : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> de la catégorisation environnementale des sous-projets ; <input type="checkbox"/> des TDR et du recrutement des consultants ; <input type="checkbox"/> des rapports trimestriels et annuels du volet environnement et social du Projet.

Tableau 34 : Synthèse des arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du PGES

No	Etapes/Activités	Responsable	Appui/Collaboration	Prestataire
1.	Identification de la localisation/sites et principales caractéristiques techniques du sous-projet	CSE	<ul style="list-style-type: none"> Services Techniques départementaux et régionaux Bénéficiaires 	□ CGP
2.	Sélection environnementale (Screening-remplissage des formulaires), et détermination du type d'instrument spécifique de sauvegarde	Spécialistes Sauvegarde Environnementale et Sociale (SSES) de la CGP	<ul style="list-style-type: none"> Bénéficiaires ; Mairie SSE - SDS/CGP Services Techniques 	□ Spécialistes Sauvegarde Environnementale et Sociale (SSE-SDS) de la CGP Répondant Environnement et Social (RES)
3.	Approbation de la catégorisation	Coordonnateur du Projet	SSE-SDS/CGP	□ ANDE
4.	Préparation de l'instrument spécifique de sauvegarde E&S des sous-projets			
	Préparation, approbation et publication des TDR	SSE - SDS/CGP	ANDE	BAD
	Réalisation de l'étude y compris consultation du public		<ul style="list-style-type: none"> Spécialiste de passation de marché (SPM); ANDE ; Mairie 	CGP à travers un consultant
	Validation du document et obtention du certificat environnemental		SPM, Mairie	<ul style="list-style-type: none"> ANDE BAD
	Publication du document		Coordonnateur	<ul style="list-style-type: none"> Média BAD
5.	(i) Intégration dans le dossier d'appel d'offres (DAO) du sous-projet, de toutes les mesures de la phase des travaux contractualisables avec l'entreprise ; (ii) approbation du PGES entreprise	Responsable technique (RT) de l'activité	<ul style="list-style-type: none"> SSE - SDS SPM 	□ Spécialistes en Sauvegarde Environnementales et Sociales (SSE-SDS)
6.	Exécution/Mise en œuvre des mesures non contractualisées avec l'entreprise des travaux	SSE-SDS	<ul style="list-style-type: none"> SPM RT Responsable financier (RF) Mairie Autres 	<ul style="list-style-type: none"> Entreprise des travaux Consultant ONG Autres
No	Etapes/Activités	Responsable	Appui/Collaboration	Prestataire

7.	Surveillance interne de la mise en œuvre des mesures E&S	SSE-SDS/CGP	<ul style="list-style-type: none"> • Spécialiste en SuiviEvaluation (S-SE) • RF • Mairie 	Bureau de Contrôle
	Diffusion du rapport de surveillance interne	Coordonnateur	SSE -SDS/ CGP	SSE -SDS/CGP
	Surveillance externe de la mise en œuvre des mesures E&S	ANDE	SSE - SDS/ CGP	<ul style="list-style-type: none"> • ANDE, • BAD • ONG
8.	Suivi environnemental et social	SSE- SDS/ CGP	<ul style="list-style-type: none"> • ANDE • Mairie • Bénéficiaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Laboratoires /centres spécialisés • ONG
9.	Renforcement des capacités des acteurs de mise en œuvre E&S	SSE - SDS/ CGP	<ul style="list-style-type: none"> • Autres SSE-SDS • SPM • RF 	<ul style="list-style-type: none"> • Consultants • Structures publiques compétentes
11.	Audit de mise en œuvre des mesures E&S	SSE -SDS/ CGP	<ul style="list-style-type: none"> • Autres SSE-SDS • SPM • ANDE • Maire 	□ Consultants

7.7 Coûts des mesures environnementales à prévoir dans le projet

Les coûts des mesures environnementales estimés et qui seront intégrés dans le Projet s'élèvent à la somme de **1 196 000 000 FCFA** soit **\$ US 2 174 000** comme l'indique le tableau ci-après.

Tableau 35 : Estimation des coûts des mesures environnementales du Projet

N°	Activités	Unité	Quantité	Coût unitaire		Coût total		Source de financement
				millions FCFA	millions US\$	millions FCFA	millions US\$	
1. Mesures institutionnelles, techniques et de suivi								
1.1	Appuis divers aux Répondants Environnementaux et sociaux des Directions Régionales impliquées (carburant, prise en charge, etc.)	Nb	15	10	0,018	150	0,273	BAD
1.2	Organisation d'atelier national de validation et de dissémination	FF	1	15	0,027	15	0,027	
1.3	Organisation d’ateliers régionaux	Nb	15	5	0,009	75	0,136	
1.4	Provision pour la réalisation et mise en œuvre de CIES, EIES/PGES (éventuellement)	Nb	50	15	0,027	750	1,364	
1.5	Renforcement de la base des données environnementales et sociales	FF	1	5	0,009	5	0,009	
1.6	Elaboration de bonnes pratiques sanitaires et d’hygiène	FF	1	20	0,036	20	0,036	
1.7	Suivi permanent de la mise en œuvre du PGES : Convention avec l’ANDE ; Convention avec autres structures de suivi	Nb	4	15	0,027	60	0,109	
1.8	Audit (à mi-parcours et final) de la mise en œuvre du PCGES	FF	2	10	0,018	20	0,036	
Sous-Total mesures institutionnelles, techniques et de suivi				95	0,171	1095	1,991	

N°	Activités	Unité	Quantité	Coût unitaire		Coût total		Source de financement
				millions FCFA	millions US\$	millions FCFA	millions US\$	
2. Formations								
2.1	Formation en évaluation Environnementale et Sociale pour les responsables des délégations régionales des services administratifs et des autres services techniques partenaires	FF	1	15	0,027	15	0,027	BAD
2.2	Formation en gestion des déchets provenant des activités des sous projets	FF	1	7	0,013	7	0,013	
2.3	Formation sur la prévention et la gestion des conflits	FF	1	7	0,013	7	0,013	
2.4	Formation des ONGs, OCB et organisations de la société civile en suivi environnemental et social des projets	FF	1	7	0,013	7	0,013	
Sous-Total Formation				36	0,065	36	0,065	
3. Mesures de Sensibilisation								
3.1	Campagnes d'information et de sensibilisation des populations, des prestataires privés et du personnel administratif	FF	1	15	0,027	15	0,027	BAD
Sous-Total mesures de Sensibilisation				15	0,027	15	0,027	
TOTAL 1				146	0,263	1146	2,083	BAD
4. Réparation d'éventuelles pertes de cultures et de biens des populations								
4.1	Provision pour réparation pour d'éventuelles pertes de cultures et de biens des populations	FF	1	50	0.091	50	0.091	Etat Ivoirien

Sous-Total mesures de Réparation	50	0.091	50	0.091	
TOTAL 2	50	0.091	50	0.091	Etat Ivoirien

Tableau 36 : Récapitulatif des coûts des mesures environnementales du Projet

N°	Activités	Coût unitaire		Coût total		Source de financement
		millions FCFA	millions US\$	millions FCFA	millions US\$	
1	Mesures institutionnelles, techniques et de suivi	95	0,171	1095	1,991	BAD
2	Formations	36	0,065	36	0,065	
3	Mesures de sensibilisation	15	0,027	15	0,027	
4	Provision pour Réparation d'éventuelles pertes de cultures et de biens des populations pendant les travaux	50	0,091	50	0,091	Etat Ivoirien
TOTAL GENERAL (Total + Total 2)		196	0,354	1196	2,174	

CONCLUSION

Les activités du Projet Multisectoriel d'Appui au Programme Social du Gouvernement ivoirien auront des impacts positifs majeurs sur le cadre de vie des populations dans les zones retenues. Toutefois, certaines activités généreront également des impacts négatifs. Cependant, les aspects positifs l'emportent très largement au regard des impacts négatifs potentiels qui pourraient découler de sa mise en œuvre. Les impacts probables du projet identifiés sont peu nombreux et sont liés aux sites qui devront les accueillir. Par ailleurs, ils sont largement réversibles et faciles à minimiser par l'application de mesures de gestion et d'atténuation appropriées ou par l'intégration de normes et critères de conception internationalement reconnus.

En effet, les activités relatives à la construction et/ou la réhabilitation d'infrastructures peuvent avoir des impacts négatifs faibles ou modérés, notamment en termes d'occupation d'espaces publics ou privés, de stigmates laissés par des carrières ou des zones d'emprunt non réhabilitées, de génération de déchets et autres pollutions, nuisances sanitaires et insécurité, lors des travaux, particulièrement en milieu rural, et lors de la mise en service des infrastructures. Cependant, les travaux ne nécessiteront pas de libération d'emprises, de destruction de cultures, ni de pertes de terre et d'actifs. D'autres problématiques environnementales à craindre, de la mise en œuvre de certains sous-projets, sont les nuisances sonores, la perturbation d'activités socio-économiques, la dégradation de la qualité de l'air ou encore le risque de contamination des eaux superficielles par les ouvrages d'assainissement. Pour ces impacts potentiels, des mesures d'atténuation types, notamment, lors des phases de construction/réhabilitation et d'exploitation/entretien, ainsi que des mesures de suivi de l'efficacité de la mise en œuvre des actions, sont proposées, afin de consolider les impacts positifs du projet. Il est entendu que d'autres mesures, plus spécifiques, seront identifiées, dans le cadre d'évaluations environnementales spécifiques aux sous projets de ce projet.

Le présent CGES prend en compte l'essentiel de ces exigences environnementales et sociales. Il s'agira d'organiser régulièrement des missions de suivi/surveillance environnementale et sociale du PSGouv, élargies à tous les acteurs identifiés et faire respecter la mise en œuvre des mesures d'atténuation recommandées par les CIES et EIES/PGES éventuels ou les prescriptions environnementales à appliquer. Il s'agira aussi de déterminer des mesures de bonnes pratiques environnementales à insérer dans les cahiers de charges des travaux à réaliser. Ces mesures seront déterminées après la réalisation des études environnementales des sous-projets.

La mise en œuvre des activités sera assurée par la Coordination Générale du Projet (CGP), la

Cellule Sectorielle d'Exécution (CSE) et sous la supervision du Spécialiste de Sauvegardes Environnementales (SSE) et du Spécialiste de Sauvegardes Sociales (SSS) de la CGP, avec l'implication des régions et communautés bénéficiaires. Le programme de suivi portera sur le suivi permanent, la supervision, et l'évaluation annuelle. Le suivi externe devra être assuré par l'ANDE dont les capacités devront être renforcées à cet effet. Les membres du Comité de Pilotage et la BAD participeront aussi à la supervision. Le coût des mesures environnementales est estimé à **1 196 000 000 FCFA** soit **\$ US 2 174 000**. Cependant, les entreprises en charge des travaux seront responsables des éventuels dommages causés aux cultures et biens des populations. Cette exigence sera incluse dans le Dossier d'Appel d'Offre (DAO), et une provision de **50 000 000 FCFA** soit **\$ US 91 000** est prévu à cet effet par l'Etat de Côte d'Ivoire.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] Adjanooun (E.), et Aké Assi (L.), 1967. Inventaire floristique des forêts claires subsoudanaises et soudanaises en Côte d'Ivoire septentrionale. Ann. Univ. Abidjan, fssc. SC. no 3, pp. 89-147
- [2] Agence Canadienne d'Evaluation Environnementale (2000). International association for impact assessment, 1 – 300
- [3] Aghui N. ET Béemi J. (1984). Géologie et hydrogéologie des nappes de la région d'Abidjan. Risques de contamination. Ann. Un. Nat. De Côte d'Ivoire, série C (Sciences), tome 20, pp 313-347
- [4] ANADER, 2012. Monographie de la Région de Korhogo, Direction Régionale NordZone de Korhogo
- [5] Avenard J. M. (1971). Aspect de la géomorphologie. Le milieu naturel de la Côte d'Ivoire, Mémoires ORSTOM, n° 50, pp 11-72.
- [6] Aubreville, A. (1957). A la recherche de la forêt en Côte d'Ivoire : bois et forêts des tropiques, n° 56 et 57 : 47 P.
- [7] BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT, 2013. Système de intégré de la Banque Africaine de Développement. Série sur les sauvegardes et la durabilité. Volume 1-Numéro 1.
- [8] BNETD, 1999. Bilan-diagnostic de la politique forestière et propositions de nouvelles orientations, tome I, Tome II et Document de synthèse.
- [9] Cadre de gestion environnementale et sociale du PACCA, Février 2017, République de Côte d'Ivoire - Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural / Ministère de l'Industrie et des Mines.
- [10] Cadre de gestion environnementale et sociale du PNDL, Novembre 2005, Buursink
- [11] CEDEAO, 2010. Diagnostic du secteur agricole et revue des programmes, Synthèse réalisée dans le cadre de la formulation du PNIA, ECOWAP/PDDAA, Ministère de l'Agriculture-Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques-Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts
- [12] Chaleard Jean-Louis et autres (1990). Réponses paysannes à la croissance urbaine en

- Côte d'Ivoire septentrionale. In Cahiers d'Outre-Mer, 43 (169), janvier-mars 1990, pp. 524
- [13] Guide de d'étude d'impact environnemental et social des projets industriels- République de Côte d'Ivoire - Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable - ANDE - juin 2011
- [14] Lebel T. et T. Vischel (2005). Climat et cycle de l'eau en zone tropicale : un problème d'échelle. *C. R. Geosci.*, 337, pp 29-38
- [15] L'étude d'impact sur l'environnement, Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Patrick Michel, BCEOM, 2001
- [16] L'étude d'impact sur l'environnement – Objectifs, cadre réglementaire, conduite de l'évaluation - Patrick Michel – BCEOM – Ministère de l'aménagement et de l'environnement
- [17] Manuel d'Evaluation Environnementale. Vol.1 : Politiques, procédures et questions intersectorielles ; Banque Mondiale / Secrétariat francophone de l'Association Internationale pour l'Evaluation d'Impacts ; Montréal, 1999
- [18] Manuel d'Evaluation Environnementale, Vol.2 : Lignes directrices sectorielles Banque Mondiale / Secrétariat francophone de l'Association Internationale pour l'Evaluation d'Impacts, Montréal, 1999
- [19] Manuel Opérationnel de la Banque Mondiale – Politiques Opérationnelles, Banque Mondiale, Washington, 1999
- [20] Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (2011) : Politique Nationale de l'Environnement
- [21] Ministère de l'Environnement et du Développement Durable de Côte d'Ivoire (2011) : Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) et plan d'actions 2012-2015
- [22] Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique. 2018. Rapport annuel sur la situation sanitaire (RASS) 2017
- [23] Plan national de développement 2012-2015, tome 3, mars 2013
- [24] Plan national de développement sanitaire 2009-2013, décembre 2008

- [25] Procédure environnementale et sociale pour les opérations liées au secteur public de la banque Africaine de développement annexe 8 : Mémoire de cadrage environnemental et social
- [26] Profil environnemental de la Côte d'Ivoire, rapport final, Birgit Halle, Dr Véronique Bruzon, Agrifor Consult, 2006, page 8
- [27] Site officiel du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable de Côte d'Ivoire, février 2012 : www.environnement.gouv.ci.

ANNEXES

Annexe 1 : Formulaire de sélection environnementale et sociale

Le présent formulaire de sélection a été conçu pour aider dans la sélection initiale des activités du projet et pour mettre les informations entre les mains des exécutants et des analystes afin que les impacts environnementaux et sociaux et les mesures d'atténuation y relatives, s'il y en a, soient identifiés et/ou que les exigences en vue d'une analyse environnementale plus poussée soient déterminées.

Formulaire de sélection environnementale et sociale « screening » de sousprojet

Formulaire de sélection environnementale et sociale		
1	Nom du Village/sous-préfecture/ Commune /Ville/Département/ Région où le sous projet sera mis en œuvre	
2	Agence d'exécution du sous projet	
3	Nom, titre, fonction et signature de la personne chargée de remplir le présent formulaire Adresse (Contact téléphonique) :	<u>Nom, titre et fonction</u>
		<u>Date et signature</u>
3	Nom, titre, fonction de la personne chargée d'attester la réalisation du screening	<u>Nom, titre et fonction</u>
		<u>Date, signature et cachet</u>

Partie A : Brève description du sous projet

(activités prévues)

Comment le site du sous projet a-t-il été choisi?.....

1. Nombre de bénéficiaires directs:Hommes : Femmes : Enfants :

2. Nombre de bénéficiaires indirects : ...Hommes : Femmes : ... Enfants :

3. Origine ethnique ou sociale: Autochtones : Allogènes Migrants : Mixtes

4. Statut du site d'implantation du projet : Propriété : Location : Cession gratuite :
5. Y'a-t-il un acte attestant la propriété, la location ou la cession gratuite ? Oui : Non :

Si oui, nature de l'acte

Partie B : Identification des impacts environnementaux et sociaux

Préoccupations environnementales et sociales	Oui	Non	Observation
Ressources du secteur			
Le sous-projet occasionnera-t-il des prélèvements importants de matériaux de construction (sable, gravier, latérite, eau, bois de chantier, etc.) ?			
Le sous-projet nécessitera-t-il un défrichement important ?			
Le sous-projet nécessitera-t-il l'acquisition de terres publiques de façon temporaire ou permanente pour son développement ?			
Le sous-projet nécessitera-t-il l'acquisition de terres privées de façon temporaire ou permanente pour son développement ?			
Diversité biologique			
Le sous-projet risque-t-il de causer des impacts sur des espèces rares, vulnérables et/ou importantes du point de vue économique, écologique, culturel ?			
Y a-t-il des zones de sensibilité environnementale qui pourraient être affectées négativement par le sous-projet ? forêt, aire protégée, zones humides (lacs, rivières, bas-fonds, plaines inondables, etc.)			
Zones protégées			
La zone du sous-projet comprend-elle des aires protégées (parcs nationaux, réserve nationales, forêt protégée, site de patrimoine mondial, etc.) ?			
Si le sous-projet est en dehors, mais à faible distance, de zones protégées, pourrait-il affecter négativement l'écologie dans la zone protégée ? (P.ex. interférence avec les vols d'oiseau, avec les migrations de mammifères)			
Géologie et sols			
Y a-t-il des zones instables d'un point de vue géologique ou des sols (érosion, glissement de terrain, effondrement) ?			
Y a-t-il des zones à risque de salinisation ?			
Paysage / esthétique			
Le sous-projet entraînera-t-il une dégradation de la valeur esthétique du paysage ?			
Sites historiques, archéologiques ou culturels			
Le sous-projet pourrait-il changer un ou plusieurs sites historiques, archéologiques, ou culturels, ou nécessiter des excavations ?			
Perte d'actifs et autres			
Est-ce que le sous-projet déclenchera la perte temporaire ou permanente d'habitats, de cultures, de terres agricoles, de pâturage, d'arbres fruitiers ?			
Si oui, combien ?.....			
Est-ce que le sous-projet déclenchera la perte temporaire ou permanente et d'infrastructures domestiques ?			

Est-ce que le sous-projet déclenchera une restriction d'accès à une quelconque ressource naturelle ? (restriction d'accès à des aires protégées par exemple PFNL, faune)			
Est-ce que la réalisation du sous-projet nécessite le déplacement d'une ou plusieurs personnes ?			
Si oui, combien ?.....			
Est-ce que le sous-projet déclenchera la perte temporaire ou permanente d'infrastructures commerciales formelles ou informelles ?			
Pollution			
Le sous-projet pourrait il occasionner un niveau élevé de bruit ?			
Le sous-projet risque-t il de générer des déchets solides et/ou liquides ?			
Si « oui » le sous-projet prévoit- il un plan pour leur collecte et élimination ?			
Y a t il les équipements et infrastructures pour leur gestion appropriée?			
Le sous-projet pourrait il affecté la qualité des eaux de surface,			
Préoccupations environnementales et sociales	Oui	Non	Observation
souterraine, sources d'eau potable ?			
Le sous-projet risque t il d'affecter la qualité de l'atmosphère (poussière, gaz divers) ?			
Mode de vie			
Le sous-projet peut il entraîner des altérations de mode de vie des populations locales ?			
Le sous-projet peut il entraîner une accentuation des inégalités sociales ?			
Le sous-projet peut il entraîner des utilisations incompatibles ou des conflits sociaux entre les différents usagers ?			
Santé sécurité			
Le sous-projet peut il induire des risques d'accidents des travailleurs et des populations ?			
Le sous-projet peut il causer des risques pour la santé des travailleurs et de la population ?			
Le sous-projet peut il entraîner une augmentation de la population des vecteurs de maladies ?			
Le sous-projet peut il affecter négativement le fonctionnement des infrastructures socioéducatives et sanitaires environnantes ?			
Revenus locaux			
Le sous-projet permet il la création d'emploi ?			
Le sous-projet favorise t il l'augmentation des productions agricoles et autres ?			
Préoccupations de genre			
Le sous-projet favorise t il une intégration des femmes et autres couches vulnérables ?			
Le sous-projet prend t il en charge les préoccupations des femmes et favorise t il leur implication dans la prise de décision ?			
Préoccupations culturelles			

Le sous-projet favorise-t-il une intégration des divers groupes ethniques ?			
Le sous-projet bénéficie t-il d'un large soutien de la communauté?			
Le sous-projet peut-il causer d'autres nuisances environnementales ou sociales potentielles? Si oui, Lesquelles?			

Consultation du public

La consultation et la participation du public ont-elles été recherchées? (coopératives, populations, services techniques, ONG, mouvements associatifs locaux, etc.)

Oui ☐ Non ☐

Si "Oui", décrire brièvement les mesures qui ont été prises à cet effet.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Partie C : Mesures d'atténuation

Au vu de l'Annexe 2, pour toutes les réponses "Oui" décrire brièvement les mesures prises à cet effet.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Partie D : Classification du sous projet et travail environnemental et social

Travail environnemental nécessaire :

- Catégorie C: ☐

Pas de travail environnemental :

Pas besoin de mesures environnementales et sociales ou, appliquer les mesures environnementales et sociales ci – après : (Inclure les clauses environnementales et sociales dans les DAO présentées en Annexe 3 sur la base des résultats du screening et du CGES)

- Catégorie B: ☐

Constat d'Impact Environnemental et Social : élaborer les TDRs (cf. Annexe 5) pour la réalisation d'un CIES , inclure les clauses environnementales et sociales dans les DAO présentées en Annexe 3

- Catégorie A: ☐

Étude d'Impact Environnemental et Sociale (EIES): élaborer les TDRs (cf. Annexe 4) pour la réalisation d'une EIES approfondie, inclure les clauses environnementales et sociales dans les DAO présentées en Annexe 3

Critères d'inéligibilité

Les sous projets ci-dessous ne seraient pas éligibles au financement du Projet :

- sous projets susceptibles d'être mise en œuvre ou situés dans des zones classées habitats naturels (question 3 ci-dessus)
- sous projets susceptibles de porter atteinte aux ressources classées "patrimoine culturel national" (question 6 ci-dessus)

NOTA : Le PACCVA ayant été classé en catégorie A au regard de l'OP/PB4.01 de la Banque mondiale, tous les sous-projets des catégories A, B, C sont éligibles au financement du Projet.

Annexe 2 : Liste de contrôle environnemental et social

Pour chaque sous projet /infrastructure proposé, remplir la section correspondante de la liste de contrôle ; Le tableau du PGES présente plusieurs mesures d'atténuation; celles-ci peuvent être amendées si nécessaire.

Activité du projet	Questions auxquelles il faut répondre	OUI	NON	Si OUI,
Mise en œuvre et exploitation des sous projets du Projet	<ul style="list-style-type: none"> • Y aura-t-il perte de végétation quelconque pendant l'exploitation de l'infrastructure ? • Y a-t-il des services adéquats pour l'évacuation des déchets prévus pendant l'exploitation ? • Y a-t-il possibilité de générer des déchets d'amiante lors des travaux ? • Est-il possible que le projet génère des déchets biomédicaux ? • Les détritiques générés pendant la mise en œuvre et l'exploitation seront-ils nettoyés et éliminés écologiquement ? • Les équipements et matériel de sécurité et de secours en cas d'accident seront-ils disponibles pendant la mise en œuvre et l'exploitation ? • Y a-t-il des risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles par les activités du projet ? • Y a-t-il des zones écologiques sensibles dans les environs de la zone d'exploitation qui pourraient être impactés négativement ? • Y a-t-il des impacts sur la santé des populations riveraines et celle du personnel de mise en œuvre et d'exploitation ? • Y a-t-il des impacts visuels causés par les travaux ? • Y a-t-il des odeurs pouvant provenir du rejet des déchets issus de l'activité ? • Y a-t-il des établissements humains, ou des sites d'importance culturelle, religieuse, ou historique près du site du projet ? 			Si Oui, s'inspirer des mesures adéquates d'atténuation décrites dans le tableau du PGES

Mesures d'atténuation prévues

Mesures d'atténuation générales

Suivant les résultats de la sélection et de la classification des projets, certaines activités du projet pourraient faire l'objet d'une étude d'impact environnemental et social (EIES) avant tout démarrage ou d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) en cas de déplacements involontaires (délocalisation de personnes, pertes de biens, etc.). En plus, il s'agira : d'élaborer des manuels de procédures et d'entretien, des directives environnementales et sociales à insérer dans les marchés de travaux ; d'élaborer des indicateurs environnementaux. Les autres mesures d'ordre technique, à réaliser aussi bien lors de la phase de construction qu'en période d'exploitation, sont consignées dans le tableau cidessous.

Mesures d'atténuation générales pour l'exécution de tous les sous-projets

Mesures	Actions proposées
Mesures d'exécution générales	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Procéder au choix judicieux et motivé des sites d'implantation <input type="checkbox"/> Mener une campagne de communication et de sensibilisation avant les travaux <input type="checkbox"/> Veiller au respect des mesures d'hygiène et de sécurité des installations de chantiers <input type="checkbox"/> Procéder à la signalisation des travaux <input type="checkbox"/> Employer la main d'œuvre locale en priorité <input type="checkbox"/> Veiller au respect des règles de sécurité lors des travaux <input type="checkbox"/> Assurer la collecte et l'élimination des déchets issus des travaux <input type="checkbox"/> Prévoir dans le projet des mesures d'accompagnement (raccordement aux réseaux d'eau, électricité et assainissement, équipement ; programme de gestion et d'entretien) <input type="checkbox"/> Mener des campagnes de sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA <input type="checkbox"/> Impliquer étroitement les services communaux dans le suivi de la mise en œuvre <input type="checkbox"/> Impliquer étroitement les Directions Régionales de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable dans le suivi de la mise en œuvre

Annexe 3 : Clauses environnementales et sociales

Directives Environnementales pour les Contractants

Les directives ci-après seront parties intégrantes des contrats des entreprises

- Doter la base vie d'équipements sanitaires et des installations appropriées
- Disposer des autorisations nécessaires en conformité avec les lois et règlements en vigueur.
- Veiller au respect des mesures d'hygiène et de sécurité des installations de chantiers :
- Etablir un règlement de chantier (ce que l'on permet et ne permet pas dans les chantiers) ☐
- Protéger les propriétés avoisinantes du chantier
- Assurer la permanence du trafic et l'accès des populations riveraines pendant les travaux ☐

Installer des conteneurs pour collecter les déchets produits à côté des secteurs d'activité.

- Ne pas procéder à l'incinération sur site
- Assurer la collecte et l'élimination des déchets issus des travaux
- Informer et sensibiliser les populations avant toute activité de dégradation de biens privés.
- Eliminer convenablement les huiles et les déchets solides
- Procéder à l'ouverture et la gestion rationnelle des carrières/zones d'emprunt en respect avec la réglementation notamment le code minier
- Réaménager les zones d'emprunt après exploitation pour en restituer le plus possible la morphologie

d'un milieu naturel en comblant les excavations et en restituant la terre végétale mise en réserve ☐

Procéder à la réhabilitation des carrières temporaires

- ☐ Effectuer une plantation de compensation après les travaux en cas de déboisement ou d'abattage d'arbres
- ☐ Prévenir les défrichements et mesures de protection sur les essences protégées ou rares, le cas échéant reboiser avec des essences spécifiques
- ☐ Adopter une limitation de vitesse pour les engins et véhicules de chantiers
- ☐ Procéder à la signalisation des travaux :
- ☐ Veiller au respect des règles de sécurité lors des travaux
- ☐ Sensibiliser le personnel de chantier sur les IST/VIH/SIDA
- ☐ Installer des panneaux de signalisation et des ralentisseurs à la traversée des villages
- ☐ Organiser le stockage de matériaux, le stationnement et les déplacements de machines de sorte à éviter toute gêne
- ☐ Respecter des sites culturels
- ☐ Organiser les activités du chantier en prenant en compte les nuisances (bruit, poussière) et la sécurité de la population environnante ;
- ☐ Protégez le sol pendant la construction et procéder au boisement ainsi qu'à la stabilisation des surfaces fragiles;
- ☐ Assurer le drainage approprié lorsque nécessaire;
- ☐ Eviter la stagnation des eaux dans les fosses de construction, les carrières sources de contamination potentielle de la nappe d'eau et de développement des insectes vecteurs de maladie;
- ☐ Eviter tout rejet d'eaux usées, déversement accidentel ou non d'huile usagée et déversement de polluants sur les sols, dans les eaux superficielles ou souterraines, dans les égouts, les fossés de drainage, etc.
- ☐ Eviter au maximum la production de poussière
- ☐ Employer la main d'œuvre locale en priorité

Annexe 4 : TDR Type pour réaliser une EIES

I. Introduction et contexte

Cette partie sera complétée au moment opportun et devra donner les informations nécessaires relatives au contexte et aux approches méthodologiques à entreprendre.

II. Objectifs de l'étude

Cette section montrera (i) les objectifs et les activités du projet prévus dans le cadre du Projet, et (ii) indiquera les activités pouvant avoir des impacts environnementaux et sociaux et qui nécessitent des mesures d'atténuation appropriées.

III. Le Mandat du Consultant

Le consultant aura pour mandat de :

- Mener une description des caractéristiques biophysiques de l'environnement dans lequel les activités du Projet auront lieu, et mettre en évidence les contraintes majeures qui nécessitent d'être prises en compte au moment de la préparation du terrain, de la construction ainsi que durant l'installation des équipements, au moment de l'exploitation.
- Evaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels dus aux activités du projet et recommander des mesures d'atténuation appropriées y compris les estimations de coûts.
- Evaluer les besoins de collectes des déchets solides et liquides, leur élimination ainsi que leur gestion dans les infrastructures, et faire des recommandations.
- Mener une revue des politiques, législations, et les cadres administratifs et institutionnels en matière d'environnement ; identifier toutes les lacunes qui pourraient exister et faire des recommandations pour les combler dans le contexte des activités du Projet
- Examiner les conventions et protocoles dont la Côte d'Ivoire est signataire en rapport avec les activités du Projet
- Identifier les responsabilités et acteurs pour mettre en œuvre les mesures de mitigation proposées.
- Evaluer la capacité disponible à mettre en œuvre les mesures d'atténuation proposées, et faire des recommandations appropriées, y compris les besoins en formation et en renforcement des capacités ainsi que leurs coûts ;
- Préparer un Plan de Gestion Environnementale (PGES) pour le projet. Le PGES doit indiquer (a) les impacts environnementaux et sociaux potentiels résultant des activités du projet en tenant compte des mesures d'atténuation contenues dans le check-list des mesures d'atténuation du CGES; (b) les mesures d'atténuation proposées ; (c) les responsabilités institutionnelles pour l'exécution des mesures d'atténuation ; (d) les indicateurs de suivi ; (e) les responsabilités institutionnelles pour le suivi de l'application des mesures d'atténuation ; (f) l'estimation des coûts pour toutes ces activités ; et (g) le calendrier pour l'exécution du PGES ;
- Consultations du public. Les résultats de l'évaluation d'impact environnemental et social ainsi que les mesures d'atténuation proposées seront partagés avec la population, les ONG, l'administration locale et le secteur privé œuvrant dans le milieu où l'activité sera réalisée. Le procès-verbal de cette consultation devra faire partie intégrante du rapport.

IV. Plan du rapport

Pour la rédaction du rapport de l'EIES et de son contenu, le consultant devra se référer au modèle indicatif de l'annexe 4 du décret n°96-894 du 08 novembre 1996, déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'Impact Environnemental des projets de développement : - Page de garde

- Table des matières
- Liste des abréviations
- Résumé exécutif (en anglais et en français)
- Introduction
- Description des activités du sous projet proposé dans le cadre du Projet - Description de l'environnement de la zone de réalisation du sous projet
- Description du cadre politique, juridique et institutionnel

- Méthodes et techniques utilisées dans l'évaluation et analyse des impacts du projet proposé.
- Description des impacts environnementaux et sociaux des diverses composantes du projet proposé
- Analyse des options alternatives, y compris l'option « sans projet »
- Plan de Gestion Environnementale et sociale (PGES) du projet comprenant les mesures de mitigation des impacts négatifs et de bonification des impacts positifs du projet proposé, les acteurs de mis en œuvre, le suivi ainsi que les indicateurs de suivi et les différents acteurs à impliquer
- Recommandations
- Références bibliographiques
- Liste des individus/ institutions consultées
- Tableau de résumé du Plan d'Atténuation Environnementale

V. Profil du consultant

Le consultant doit disposer d'une forte expérience en évaluation environnementale de projets.

VI. Durée du travail et spécialisation

La durée de l'étude sera déterminée en fonction du type de sous-projet.

Annexe 5 : TDR type pour réaliser un CIES

I. Introduction et contexte

Cette partie sera complétée au moment opportun et devra donner les informations nécessaires relatives au contexte et aux approches méthodologiques à entreprendre.

II. Objectifs de l'étude

Cette section montrera (i) les objectifs et les activités du sous projet prévus dans le cadre du Projet, et (ii) indiquera les activités pouvant avoir des impacts environnementaux et sociaux et qui nécessitent des mesures d'atténuation appropriées.

III. Considérations d'ordre méthodologique

Le CIES doit être présenté d'une façon claire et concise et se limiter aux éléments pertinents à la bonne compréhension du sous-projet et de ses impacts. Ce qui peut être schématisé ou cartographié doit l'être, et ce, à des échelles adéquates. Les méthodes et les critères utilisés doivent être présentés et explicités en mentionnant, lorsque cela est possible, leur fiabilité, leur degré de précision et leurs limites d'interprétation. En ce qui concerne les descriptions des milieux biophysique et humain, il sera nécessaire de faire ressortir les éléments permettant d'apprécier leur qualité (localisation des stations d'inventaire et d'échantillonnage, dates d'inventaire, techniques utilisées, limitations). Les sources de renseignements doivent être données en référence. Le nom, la profession et la fonction des personnes ayant contribué à la réalisation du CIES doivent être indiqués.

IV. Consistance des travaux du sous projet

V. Mission du consultant

Au regard du contexte et des objectifs de l'étude, le consultant (firme) procédera à :

V.1 Description du sous-projet

Cette description du sous-projet inclura tous les détails utiles à l'identification des sources d'impacts et à la compréhension de leurs impacts sur les composantes pertinentes de l'environnement naturel et humain ainsi que des activités socioéconomiques susceptibles d'être affectées.

À cet égard, les éléments à décrire porteront sur les composantes, caractéristiques techniques, fonctionnements et activités pendant les différentes phases du sous-projet, y compris les activités connexes impliquées.

Cette description devra permettre de déterminer les activités sources d'impacts pour l'option retenue et de démontrer que le présent sous-projet est l'option choisie qui répond à la fois aux objectifs du sous-projet, tout en étant la plus acceptable au plan économique, social et environnemental. Cette description prendra en compte les points suivants :

- Localisation géographique du sous-projet: la localisation géographique concerne l'emplacement du site du sous projet à l'étude et doit apparaître clairement sur la carte y compris les voies d'accès, les installations ou types d'activités adjacents au site/itinéraires ainsi que les éléments sensibles et/ou vulnérables (zones humides, forêts classées, aires protégées, cultures, etc.) situés dans le milieu environnant.
- Justification du choix du site du sous-projet par la présentation des critères et/ou la démarche utilisés pour arriver au choix de l'emplacement retenu, en indiquant précisément comment les critères environnementaux et sociaux ont été considérés.
- Plan d'aménagement des sites du sous-projet
- Description du processus de mise en œuvre du sous-projet. Elle se fera à travers par la présentation de la technologie et équipements à mobiliser pour la réalisation du sous projet et la

mise en œuvre des mesures d'atténuation.

V.2 la présentation du cadre politique, juridique et institutionnel Dans cette partie, le consultant fera une synthèse:

- (i) des institutions publiques nationales, privées et autres dont les types d'intervention seront divers, à tous les stades de mise en œuvre du sous-projet.
- (ii) de la réglementation ivoirienne relative à la qualité de l'environnement, à la santé et la sécurité, à la protection des milieux sensibles, aux mesures de contrôle de l'occupation des sols et aux ouvrages; de même que les textes législatifs et réglementaires régissant le domaine d'activité.
- (iii) des conventions internationales et sous régionales signées ou ratifiées par la Côte d'Ivoire et traitant des aspects environnementaux et sociaux relatifs à ce type de projet.
- (iv) de la description des politiques de sauvegardes environnementales et sociales de la BAD applicables au PSGOUV dont il faut tenir compte dans le domaine de la protection de l'environnement biophysique et humain aux fins d'assurer la qualité du milieu récepteur aussi bien au plan national qu'à l'échelon local et régional lors de la réalisation des activités dans la zone concernée.

Par ailleurs, les textes inventoriés doivent être présentés dans une matrice comme suit :

Intitulés de la convention ou accord	Date de ratification par la Côte d'Ivoire	Objectif visé par la convention ou accord	Aspects liés aux activités du projet
la Convention de BAMAKO sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux			

V.3 - Description de l'état initial des sites

Cette section du CIES comprend la sélection d'un emplacement, la délimitation d'une zone d'étude et la description de l'état actuel des composantes des milieux naturels, socioéconomiques et humains pertinentes du sous-projet.

L'analyse du milieu récepteur a pour objectif de fait apparaître, autant que faire se peut, le niveau de sensibilité de chaque composante de l'environnement susceptible d'être perturbée par le sous-projet et l'évolution prévisible du milieu en l'absence d'aménagement.

V. 4 -.Identification et analyse des impacts potentiels du sous-projet

Il s'agit dans cette section d'analyser des conséquences prévisibles du sous-projet sur l'environnement. Cette partie du CIES permettra de : (i) identifier et analyser les impacts (négatifs et positifs) ; (ii) évaluer l'importance des impacts du sous-projet, lors des différentes phases de réalisation dudit sous-projet.

V.4.1- Identification et analyse des impacts

Le consultant procédera à l'identification et à l'analyse des impacts à travers la détermination et la caractérisation des impacts (positifs et négatifs, directs et indirects et, le cas échéant, cumulatifs, synergiques et irréversibles) sur les milieux physiques, biologiques et humains. Cette partie fera ressortir de façon claire et précise les impacts de la mise en œuvre du sous-projet sur les différentes composantes du milieu décrites ci-haut.

Conformément à l'approche méthodologique requise pour un CIES, les impacts seront déterminés en distinguant la phase de travaux et la phase d'exploitation du sous-projet ;

Tous les impacts significatifs sur chaque composante de l'environnement seront synthétisés dans une matrice, présentée ci-dessous.

Matrice de synthèse des impacts

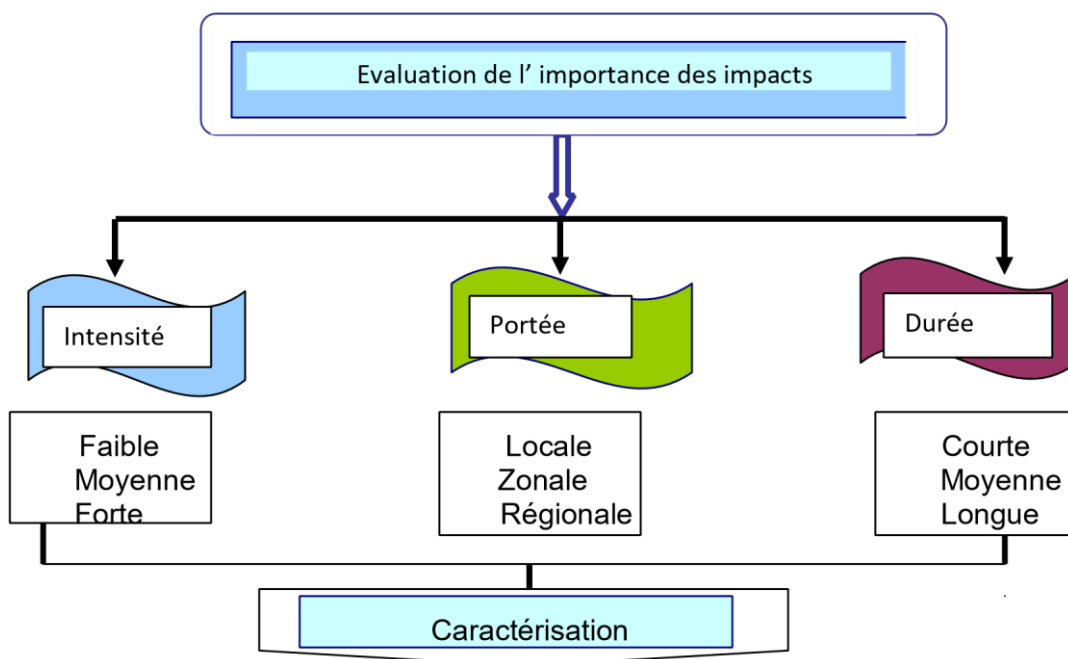
Phase du projet	Zone concernée	Activités/source d'impact	Composante du milieu affectée	Nature de l'impact

V.4.2 – Evaluation de l'importance des impacts

Le consultant effectuera l'évaluation de l'importance des impacts en utilisant une méthode et des critères appropriés pour classer les impacts selon divers niveaux d'importance.

Les critères à considérer sont : (i) l'intensité ou l'ampleur de l'impact, (ii) l'étendue ou la portée de l'impact, (iii) la durée de l'impact.

Sur la base des critères et hypothèses d'appréciation, le consultant déterminera un niveau d'importance de l'impact selon que l'impact est mineur, moyenne ou majeure. Le schéma cidessous peut aider à mettre en évidence la méthodologie proposée.



Importance mineure
Importance moyenne
Importance majeure

Pour l'évaluation de l'importance des impacts on retiendra ceci :

Intensité	Portée	Durée	Importance
Fa : Faible	Lo : Locale	Co : Courte	Mi : Mineure
Mo : Moyenne	Zo : Zonale	Mo : Moyenne	Mo : Moyenne
Fo : Forte	Re : Régionale	Lg : Longue	Ma : Majeure

La matrice ci-dessous met en évidence la présentation générale. Cette présentation devra concerner chaque phase du sous projet.

Phase du sous projet	Zone concernée	Activités/source d'impact	Composante du milieu affectée	Nature de l'impact	Evaluation de l'importance de l'impact			
					Intensité	Portée	Durée	Importance de l'impact

V.5 - Recommandations

Au regard de l'évaluation de l'importance des impacts, le consultant devra faire des recommandations visant à une intégration harmonieuse du sous-projet dans son environnement immédiat. Ainsi, il proposera des actions à mener pour une surveillance et un suivi environnemental et social adéquat et

efficace des activités du sous-projet en tenant compte des caractéristiques des composantes du milieu qui abrite ce sous-projet.

Ces actions devront être clairement identifiées et les moyens ou méthodes nécessaires pour l'accomplissement de chaque action devront être également précisés.

V.6 - Plan de gestion environnementale et sociale (PGES)

L'objectif majeur étant d'améliorer les conditions environnementale et sociale du sous-projet, il est indispensable de proposer un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) qui devra traduire les recommandations du CIES sous forme de plan opérationnel. Par conséquent, l'étude décrira les mécanismes mis en place (actions requises) pour assurer le respect des exigences environnementales et sociales et le bon fonctionnement des travaux, des équipements et des installations ainsi que le suivi de l'évolution de certaines composantes du milieu naturel et humain, affectées par le sous projet. L'élaboration du PGES comprendra :

- les mesures d'atténuation et/ou de compensation des impacts négatifs, - un programme de surveillance environnementale et sociale qui comprendra : - la liste des éléments nécessitant une surveillance,
- l'ensemble des mesures et moyens envisagés pour protéger l'environnement,
- les caractéristiques du programme de surveillance (échancier de réalisation, ressources humaines et financières affectées au programme),
- les engagements de l'initiateur quant au dépôt des rapports de surveillance (nombre, fréquence, contenu) à l'ANDE.
- un programme de suivi environnemental et social comprenant :
 - les raisons du suivi et la liste des éléments nécessitant un suivi,
 - les objectifs du programme de suivi et les composantes visées par le programme, méthodes scientifiques envisagées,
 - le nombre d'étude de suivi prévu ainsi que leurs caractéristiques (méthodes scientifiques, échancier de réalisation),
 - les modalités concernant la production des rapports de suivi (nombre, fréquence);
- un cadre institutionnel de mise en œuvre du PGES intégrant un programme de renforcement des capacités des acteurs de mise en œuvre et leurs responsabilités ;
- Budget de mise en œuvre du PGES;
- Une matrice de synthèse du PGES sera élaborée et tiendra compte des aspects suivants: les impacts et les mesures d'atténuation en fonction des différentes phases de mise en œuvre du sous projet et des indicateurs de suivi environnemental et social pertinents, mesurables et juxtaposables aux impacts.

Phase du sous projet	Zone concernée	Activité/source d'impact	Composante du milieu affectée	Nature de l'impact	Mesure d'atténuation	Responsable d'exécution	Responsable de suivi	Indicateurs de suivi	Coût	Source de financement

V.7 - Participation publique

La prise en compte du développement durable dans la conception du sous projet intègre le principe de l'équité sociale, de l'équilibre écologique et de la performance économique. Sur cette base, la participation des acteurs impliqués, des citoyens et communautés dans le processus de planification et de décision est une exigence dans la mise en œuvre des projets de développement.

Le consultant précisera l'étendue des consultations qu'il aura entreprises en vue de recueillir les points de vue et les préoccupations de toutes les parties intéressées par la réalisation du sous-projet. Pour ce

faire, un processus efficace d'information et de consultation des populations des zones directes et indirectes d'influence du sous-projet devra être mis en place.

Le consultant facilitera la coordination et la participation des ONGs, des secteurs privés et du secteur public pendant la réalisation du CIES ainsi que la formulation de ses conclusions et recommandations. Il documentera les différents échanges et sessions de concertation en mentionnant les propositions des parties prenantes.

VI – Durée et déroulement de l'étude

La durée totale de l'étude sera précisée pour la réalisation de la mission de terrain et la rédaction des rapports de CIES y compris les périodes de validation.

VII– Equipe du consultant

La Mission sera réalisée par un Consultant sélectionné qui devra proposer une liste des Experts et des spécialités requises pour l'élaboration du CIES. Cependant, il est recommandé de mettre sur pied une équipe pluridisciplinaire.

VIII – Contenu et présentation du rapport de CIES

Pour la rédaction du rapport du CIES et de son contenu, le consultant devra se référer au modèle indicatif de l'annexe 4 du décret n°96-894 du 08 novembre 1996, déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'Impact Environnemental des projets de développement :

- ☐ **Liste des Acronymes ;** ☐ **Table des matières;** ☐ **Résumé exécutif (français et anglais)** ☐ **Introduction**

- Objectifs de l'étude ;
- Responsables du CIES ;
- Procédure et portée du CIES ;
- Politique nationale en matière d'environnement ;
- Cadre institutionnel et réglementaire des CIES ; - Méthodologie et programme de travail.

- ☐ **Description du projet**

- Promoteur du projet ; - Site du projet ;
- Justification du projet ;
- Description du projet et de ses alternatives (incluant la situation sans le projet) ;
- Chronogramme de mise en œuvre des activités ; - Nécessité d'un CIES

- ☐ **Etat initial de l'environnement**

- Méthodes de collecte des données ;
- Données de base sur le cadre physique, biologique et le contexte socio-économique ; - Relations entre le projet et les autres activités de développement dans la région ;
- Tendances de l'état de l'environnement ; - Lacunes de données.

- ☐ **Identification, analyse/prédiction et évaluation de l'importance des impacts induits par le projet**

- Description et analyse des incidences potentielles des activités du projet sur les composantes biophysiques et socio-économiques (phases de construction et d'exploitation) ;
- Evaluation de l'importance des impacts ;

- Evaluation comparative des variantes ;
- Méthodes et techniques utilisées ;
- Incertitudes et insuffisances des connaissances.

☐ **Recommandations** ☐ **Plan de gestion environnementale et sociale** ☐ **Consultation publique** ☐ **Références bibliographiques** ☐ **Annexes**

- Liste des personnes rencontrées ;
- Participation du public (consultations publiques, etc.) ;
- Support de communication (coupures de presse, opinions écrites, etc.) ;
- Programme de collecte des données sur le terrain ;
- Contrat de cession du terrain ;
- Carte de situation du projet ;
- Plan général du site avec les différentes installations (Bureaux, système de collecte, etc.); -TDRs de l'étude.

8 IX– Sources de données et d'informations




Les personnes rencontrées, les ministères et structures consultés, le programme de collecte de données sur le terrain, les opinions écrites et la participation du public seront consignés dans le rapport de CIES. Les principales difficultés rencontrées dans la collecte des données seront aussi mentionnées dans cette partie du CIES.

9 X – Références bibliographiques

Le consultant mentionnera toute la documentation ayant servi à l'élaboration du rapport du CIES.

Annexe 6 : PV et liste des personnes rencontrées lors des consultations publiques

Département d'Odienné

CONSULTANT	ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) PROJET DE DESENCLOUVEMENT, DE DEVELOPPEMENT ET D'ENTRETIEN DES ROUTES RURALES (2DE2R)		QLT/ HS/ HSE/ 01/01
 	MAITRE D'OUVRAGE	MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE	Page 1/4
	Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	Direction Générale des Infrastructures Routières  Direction Générale des Infrastructures Routières	

PROCES-VERBAL DE LA CONSULTATION DU PUBLIQUE

LIEU : GBAGA DATE : 02 août 2019

Le 02 août 2019, s'est tenue à GBAGA à 11h 05min. sous la présidence de monsieur KONATE Youssouf Siréman, chef de service de la Direction de l'Équipement et de l'Entretien Routier du Kabadougou et du Folon, la réunion relative aux travaux du projet de désenclavement de développement et d'entretien des routes rurales (2DE2R). Étaient présents, voir liste de présence ci-joint.

- Ordre du jour
- 1- Présentation du projet.
 - 2- Présentation de la consistance de l'EIES.
 - 3- Échanges avec la population.
 - 4- Clôture de la réunion par les autorités coutumières.




1- Présentation du projet

Le Ministère de l'Équipement et de l'Entretien routier a reçu des fonds, pour financer le projet LDEER sur le territoire ivoirien. Ce projet vise à donner une réponse convenable aux sollicitations récurrentes des populations vivant dans les localités extrêmement enclavées, en raison de l'inexistence de routes carrossables permettra de faciliter le déplacement des personnes et leurs biens et notamment l'écoulement des produits agricoles.

2- Présentation de la Consistance de l'EIES

La notion de l'environnement définit l'EIES comme étant l'examen systématique en vue de déterminer si un projet a ou n'a pas une incidence défavorable sur l'environnement.

Dans la pratique, l'EIES évalue les effets négatifs et positifs sur l'environnement, puis propose des mesures d'atténuation et d'optimisation à mettre en œuvre afin de faciliter l'insertion dudit projet dans son environnement.

CONSULTANT	ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) PROJET DE DESENCLAVEMENT, DE DEVELOPPEMENT ET D'ENTRETIEN DES ROUTES RURALES (2DE2R)		QLT/ HS/ HSE/ 01/01
 	MAITRE D'OUVRAGE	MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE	Page 2/4
	Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	Direction Générale des Infrastructures Routières  Direction Générale des Infrastructures Routières	

3- Echanges avec la population

• Monsieur Doumbia ABDOULAYE (Notable) : L'agriculture est de loin la 1^{ère} activité économique de nos villages, l'écoulement de ses produits agricoles nous pose énormément de problème, je suis consentant à ce que les travaux se réalisent selon les dits de la Direction d'Adienné.

• Monsieur Fanny VAKABA (Planteur; Propriétaire Champ) : L'amélioration de la sécurité routière est une priorité pour tous, je suis d'accord à la réalisation du projet.

• Doumbia Sali (Propriétaire de champ) :
Demande au représentant (Président de séance) de privilégier autant que possible l'embauche de la main d'œuvre locale (homme et femme) et l'achat de produits locaux (nourriture, matériel de base)

• Monsieur KONE SIARA (Notable) : Demande au représentant de la Direction Régionale, si la route s'étendra sur son tracé actuel?

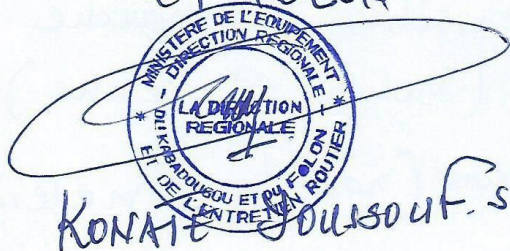
Tentative de réponse du Président de séance : Le tracé actuel de la route reste inchangé, mais les cultures des personnes affectées lors de la réalisation de ce projet (2DE2R) ne sera en aucun cas dédomagée.

4- Clôture de la réunion

Les chefs coutumiers des villages Koro Oule, Gbafa et Kimbula Sud sont d'accord à ce que lors de l'exécution des travaux routiers de l'Itinéraire Koro Oule - Gbafa - Kimbula Sud, les cultures se trouvant sous l'emprise de la chaussée subissent un endommagement et donne procuration à Mr Doumbia ABDOLAYE de répondre à la demande de la Direction Régionale d'ODIENNE, afin de lui faciliter les démarches à suivre pour la bonne mise œuvre du projet (2DE2R).




Président de Séance
(Représentant DR KARABOUGOU)

ET FOLON

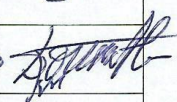



Secrétaire de Séance
Le notable

[Signature]
DOUMBIA Abdoulaye (ESS)

CONSULTANT	ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) PROJET DE DESENCLAVEMENT, DE DEVELOPPEMENT ET D'ENTRETIEN DES ROUTES RURALES (2DE2R)		QLT/ HS/ HSE/ 01/01
 	MAITRE D'OUVRAGE	MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE	Page 3/4
	Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier	Direction Générale des Infrastructures Routières  Direction Générale des Infrastructures Routières	




LISTE DE PRESENCE

N°	NOM ET PRENOMS	FONCTION	CONTACT	VISA
1	DOUMBIA SIAKA	chef inter-maire (GBAGA)	45 50 06 76	C
2	DOUMBIA ABDOULAYE (ISSA)	Notable	05 04 95 80 07 36 77 08	
3	CISSE TIEMOKO	Notable	46 65 90 39	b
4	KONE SIAKA	Notable	45 80 48 41	X
5	SYLLA MOYABI	Notable	56 53 73 55	S
6	DOUMBIA YAYA	Planteur	46 53 50 73 79 81 52 39	A
7	SYLLA ISSOUF	Planteur	44 60 41 57	C
8	SYLLA INZA	Planteur	56 53 73 55	
9	FANNY ADAMIA	Planteur	47 50 58 69	A
10	KONE MORY	Planteur	44 20 35 29	A
11	FANNY MOYABI	Planteur	79 00 74 87	X
12	FANNY VAKABA	Planteur	04 17 17 73	F
13	DOUMBIA VAZOUNANA	Planteur	54 21 52 99	A
14	DOUMBIA SALIF	Planteur	06 70 56 09	4

CONSULTANT	ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) PROJET DE DESENCLAVEMENT, DE DEVELOPPEMENT ET D'ENTRETIEN DES ROUTES RURALES (2DE2R)		QLT/ HS/ HSE/ 01/01
 	MAITRE D'OUVRAGE	MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE	Page 4/4
	Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier	Direction Générale des Infrastructures Routières  Direction Générale des Infrastructures Routières	

<u>15</u>	KONE BANIGALY	Planteur	06807589	~
<u>16</u>	KONE DRISSIA	Planteur	54693065	tt
<u>17</u>	FANNY SINDOU	Représentant chef canton MASSALA (KIMBIRITA Sub)	05543305	✓
<u>18</u>	FOFANA INZA	Représentant chef Koro-Oulé	49952164	✓
<u>19</u>				
<u>20</u>				
<u>21</u>				
<u>22</u>				
<u>23</u>				
<u>24</u>				
<u>25</u>				
<u>26</u>				
<u>27</u>				
<u>28</u>				
<u>29</u>				



CONSULTANT	ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) PROJET DE DESENCLAVEMENT, DE DEVELOPPEMENT ET D'ENTRETIEN DES ROUTES RURALES (2DE2R)		QLT/ HS/ HSE/ 01/01
 	MAITRE D'OUVRAGE	MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE	Page 1/4
	Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	Direction Générale des Infrastructures Routières  Direction Générale des Infrastructures Routières	

PROCES-VERBAL DE LA CONSULTATION DU PUBLIQUE

LIEU : YAGBEDOUGOU DATE : Lundi 05 Août 2019

Le 5 août 2019, à 10h 30 min, s'est tenue à YAGBEDOUGOU la réunion relative aux travaux de désenclavement, de développement et d'entretien des routes rurales (2DE2R). Etaient présents, voir liste de présence ci-joint.

Ordre du jour.

- 1- Présentation du projet
- 2- Présentation de la consistance de l'EIES
- 3- Echanges avec la population
- 4- Clôture de la réunion par l'autorité Coutumière.

1- Présentation du projet


Le Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier a reçu des fonds, pour financer le projet 2 DE 2R sur le territoire ivoirien.

Ce projet vise à donner une réponse convenable aux sollicitations récurrentes des populations vivant dans les localités extrêmement enclavées, en raison de l'inexistence de routes carrossables permettra de faciliter le déplacement des personnes et leurs biens et notamment l'écoulement des produits agricole

2- Présentation de la consistance de l'EIES

La gestion de l'environnement définit l'EIES comme étant l'examen systématique en vue de déterminer si un projet a ou n'a pas une incidence défavorable sur l'environnement.

Dans la pratique, l'EIES évalue les effets négatifs et positifs sur l'environnement, puis propose des mesures d'atténuation et d'optimisation à mettre en œuvre afin de faciliter l'insertion du dit projet dans son environnement.

CONSULTANT	ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) PROJET DE DESENCLAVEMENT, DE DEVELOPPEMENT ET D'ENTRETIEN DES ROUTES RURALES (2DE2R)		QLT/ HS/ HSE/ 01/01
 	MAITRE D'OUVRAGE	MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE	Page 2/4
	Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier	Direction Générale des Infrastructures Routières  Direction Générale des Infrastructures Routières	

3- Echanges avec la population

- Mr Kone Kosseni (Représentant chef du village KAHANLO):
L'accès aux services sociaux de base est pratiquement inexistant dans la quasi totalité de nos villages. La santé demeure dépendante de la pratique traditionnelle. Le paludisme constitue la maladie la plus prépondérante, l'exécution de ce projet est un bien pour tous.
- Mr KONE Solhino (Représentant chef du village ZANDOU)
Nos routes sont tout juste praticable en charrette, la communication et l'accès aux informations constituent des piliers de développement d'un village, on ne peut qu'adhérer à ce projet.
- MTR TRAORE ADAMA (SG MEDEF IEREMENDOUGOU)
L'économie de nos villages reste actuellement ancrée dans l'agriculture et l'élevage; le secteur industriel inexistant, une manque de piste en bon état est un frein à l'évacuation de nos produits.

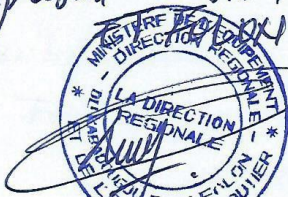
Je suis d'accord à la réalisation de ce projet.
M^r KONE AMASSOU (Représentant chef du village Sokorodougou): de projet sera bénéfique, le recrutement de main d'œuvre pour l'acquisition de matériaux et la construction se fait de préférence au niveau local.

Clôture de la réunion

Le Chef de Canton est d'accord à ce que lors de l'exécution des travaux routiers de l'itinéraire Sokorodougou - KAHANLO - ZANBOUGOU, on assiste à une libération d'emprise car l'itinéraire est dans un mauvais état. ~~Il~~ est impraticable surtout en saison des pluies. Le mauvais état de la route et l'absence d'ouvrage de franchissement au droit des ruisseaux et cours d'eau qui gonflent très rapidement en saison des pluies produisant des coupures de trafic pour les véhicules.

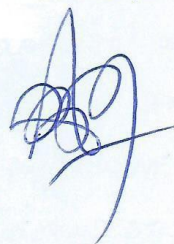
Il donne procuration à Monsieur TRAORE ADAMA de répondre aux besoins de la Direction du KABADOUBOU et du Tolon pour le bon déroulement du projet de désenclavement, de développement et d'entretien des routes rurales (2 DE 2R).

Président de séance
(Représentant du KABADOUBOU)






Konaté
Joussouf
Grimin

Secrétaire de séance

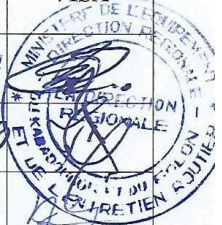





Traoré Amara






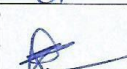
05 57 59 58
07 88 82 44

CONSULTANT	ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) PROJET DE DESENCLAVEMENT, DE DEVELOPPEMENT ET D'ENTRETIEN DES ROUTES RURALES (2DE2R)		QLT/ HS/ HSE/ 01/01
 	MAITRE D'OUVRAGE	MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE	Page 3/4
	Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier	Direction Générale des Infrastructures Routières  Direction Générale des infrastructures Routières	

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM ET PRENOMS	FONCTION	CONTACT	VISA
1	KONATE JOUSSOUF S	CHEF DE SERVICE	48 15 44 24	
2	BOUMBIA IBRAHIMA	CHAUFFEUR	47 80 11 09	
3	KONE YAYA	chef de Centre	78 69 18 50	
4	KONE LOSSENI	Représentant chef de village Kaba	75 37 77 21	
5	KONE SOLICHO	Représentant chef de village		4
6	Kone Kone	chef village Yagbedou	46 47 04 47	4
7	KONE Amadou	Représentant chef de village		2
8	Kone Boudou	Planteurs	46 56 73 88	4
9	Kone Broun	Planteurs	78 69 18 50	4
10	Troun Babary	Planteurs	45 38 82 50	4
11	Kone Broun	Planteurs	84 23 64 39	4
12	Sinogo Néma	Planteurs	47 22 67 28	4
13	Kone Dan da	Planteurs	46 15 56 46	4
14	Kone Mousa	Planteurs	45 34 75 82	4

CONSULTANT	ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) PROJET DE DESENCLEVEMENT, DE DEVELOPPEMENT ET D'ENTRETIEN DES ROUTES RURALES (2DE2R)		QLT/ HS/ HSE/ 01/01
 	MAITRE D'OUVRAGE	MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE	Page 4/4
	Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier	Direction Générale des Infrastructures Routières  Direction Générale des Infrastructures Routières	

<u>15</u>	TRAORE Amara	SG NUDF Firemanuwa	0788 82 64	
<u>16</u>	Kone Bouakary	plankeurs	04 103 181	
<u>17</u>	Donatien TRAORE	SG chef village Firemanuwa	4145 44 14	
<u>18</u>	Kone Soualika	chef village Gindri ma- Sekou	886 73 26	
<u>19</u>	TRAORE Adama	plankeurs	48 01 83 57	
<u>20</u>	KONE Nory	plankeurs	09 99 66 51	
<u>21</u>				
<u>22</u>				
<u>23</u>				
<u>24</u>				
<u>25</u>				
<u>26</u>				
<u>27</u>				
<u>28</u>				
<u>29</u>				



Département de Vavoua

MINISTRE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER
DIRECTION REGIONALE DU HAUT SASSANDRA
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES INFRASTRUCTURES DE
VAVOUA
Tél : 32 78 32 77 – 32 78 00 40
N/REF : 45-2019/MBER/DIRHS/DDE-3

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

PROCES VERBAL DE CONSULATATION PUBLIQUE

LIEUX : TENEFERO – PETIT OUAGA – KONANKRO - VROUO2
DATE : 01 / 08 / 2019
L'an deux mil dix neuf,
Nous soussignés :

- M. BAKAYOKO SIDIGUI, Directeur Départemental des Infrastructures Economiques de Vavoua,
- M. MAGONE BI ZAN DANIEL, Contractuel occasionnel recruté pour la circonstance,

Nous nous sommes transportés sur le tronçon Ténéféro - Vrouo2 en vue de mener une consultation publique à l'effet de recueillir les avis des populations riveraines.

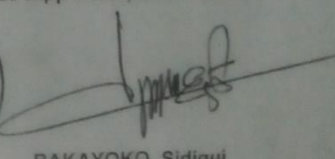

A l'issue de la consultation qui s'est déroulée sur quatre (04) différents sites, il ressort que la population bénéficiaire dudit projet, affirme avec bienveillance leur adhésion totale. Elle exprime ses vives satisfactions et promet de réserver un accueil favorable à l'entreprise attributaire du marché.

Au terme de la visite, la Direction territoriale ne constate que l'adhésion sans réserve des populations.

En conséquence, les travaux peuvent se faire dans les limites de l'emprise de la route projetée.

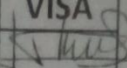



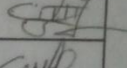
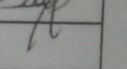


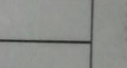
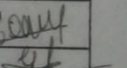
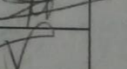
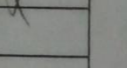
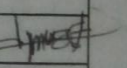
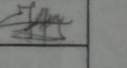
En foi de quoi, le présent procès-verbal est établi pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Vavoua, le 1 Août 2019
Le rapporteur, DTIR Vavoua



BAKAYOKO Sidigui

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM ET PRENOMS	FONCTION	CONTACT	VISA
① 01	SEHIRI Ernest	chef du village Tienkro	89 23 17 34 93 90 17 21	
② 02	ZARD Bi Golo Léon	Président des Jeunes (Tienkro)	87 69 35 32	
③ 03	SORO Nontouhoua	Maire de Tienkro	55 79 42 72	
④ 04	SILVE Tiningber	chef village Tienkro	06 33 64 99	
05	KONANKRO ou Petit	OUAGA (village)		
06	BISSA Alidou	fil du chef de village	67 80 07 73	
07	SAWABOGO Karim	"	89 52 03 47	
08				
09	VILLAGE "KONANKRO"			
10	ASSRI Kouassi Patrice	Comité de village		
11	YAO Konan Gerbois	Adjoint Comité	89 63 62 94	
12	YAO YAO Guillaume	habitant du village	58 42 97 26	
13				
14	VILLAGE VROUOZ			
15	ZELI Bi Pauli Lucien	chef village	59 73 06 23 05 55 41 95	
16	KINABOGO Moussa	Comité	47 00 47 00 06 89 87 58	
17	KABORE Dramane	05 82 01 34 08 39 07 35	Comité	
18				
19	DELEGATION BTIR			
20	BAKAYOKO Sidigui	BTIR	07 44 94 30 06 63 64 81	
21	MAGONE BI ZAN DANIEL		11 10 71 26 08 30 31 71	
22				
23				
24				
25				

Département de Biankouma

 	ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) PROJET DE DESENCLAVEMENT, DE DEVELOPPEMENT ET D'ENTRETIEN DES ROUTES RURALES (2DE2R)		QLT/ HS/ HSE/ 01/01
	MAITRE D'OUVRAGE Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE Direction Générale des Infrastructures Routières 	Page 1/4

PROCES-VERBAL DE LA CONSULTATION DU PUBLIQUE

LIEU : Mairie Gbonné DATE : D3-D8-2019

Ce jour du 03 Août 2019 à 14 heures 30 mn, une réunion sur la Consultation du publique s'est tenue à la mairie de Gbonné.

Etaient présents : Voir la liste de présence.

A l'ordre du jour, nous avons :

- 1- Information sur le projet
- 2- Validation du projet
- 3- Divers.

1 / Information sur le projet.

A ce sujet le Directeur des Infrastructures routières de Biankouma en la personne de Monsieur ATTEKE Danko Claude a pris la parole pour planter le drapeau.

CONSULTANT	ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) PROJET DE DESENCLAVEMENT, DE DEVELOPPEMENT ET D'ENTRETIEN DES ROUTES RURALES (2DE2R)		QLT/ HS/ HSE/ 01/01
 	MAITRE D'OUVRAGE	MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE	Page 2/4
	Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	Direction Générale des Infrastructures Routières  Direction Générale des Infrastructures Routières	

Il a expliqué le bien fondé de cette route. A la suite de
Monsieur le Directeur, Monsieur nommé Julien fils de Gboure,
qui joue le rôle de collaborateur extérieur à la D.T.R. a pris
la parole pour présenter le projet en langue locale, il a fait
comprendre aux personnes touchées par cette route qu'ils ne
devaient pas s'attendre à une quelconque indemnisation.

2- Validation du projet.

Après avoir informé les populations, le projet a été accepté sans
hésitation et il a été validé à l'unanimité.

3/ Divers

Au chapitre des oliviers,

la question qui est revenue le plus

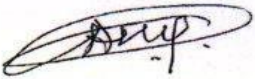
CONSULTANT  	ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) PROJET DE DESENCLAVEMENT, DE DEVELOPPEMENT ET D'ENTRETIEN DES ROUTES RURALES (2DE2R)		QLT/ HS/ HSE/ 01/01
	MAITRE D'OUVRAGE Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE Direction Générale des Infrastructures Routières  Direction Générale des Infrastructures Routières	Page 2/4

était de savoir à quand le début des Travaux.


La réunion a pris fin à 12 h 00 mn.


Trait à Gbanne' le 03- Août 2013

Pour le directeur des
Infrastructures routières


Adèle D. Choude

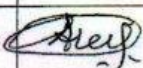
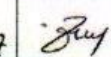

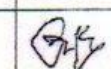
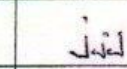




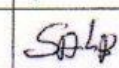

Secrétaire de
séance


Houngbé
Julien

Représentant
de la population
nommé Inoué


CONSULTANT	ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) PROJET DE DESENCLAVEMENT, DE DEVELOPPEMENT ET D'ENTRETIEN DES ROUTES RURALES (2DE2R)		QLT/ HS/ HSE/ 01/01
 	MAITRE D'OUVRAGE	MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE	Page 3/4
	Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier	Direction Générale des Infrastructures Routières  Direction Générale des Infrastructures Routières	

LISTE DE PRESENCE

N°	NOM ET PRENOMS	FONCTION	CONTACT	VISA
1	ATTETE Danho Claude	D. D	58510317	
2	Nomine' Julien	Secrétaire de séance	03.11.51.87	
3	Bogbe Kams	notable		X
4	Bogbe Zephirin	chef de Terre		
5	sheif Bogbe Albert	chef du village		
6	Kone Ibrahim	planteur		
7	Soumahoro Tia	planteur		
8	Nomine' Innocent	président des jeunes		
9	Tia Pauh	planteur		+
10	Goua Tiemoko	planteur		
11	Kams Demand.	planteur		
12	Zan Goue Kams	chef du village pays nouveau		X
13	Soumahoro Albert	planteur		
14	Namadou Toure'	Agent Rainie Gbanne'		

Annexe 7 : Termes de référence de la mission

I. Contexte

La Côte d'Ivoire enregistre depuis 2012, une croissance économique soutenue et a fait des efforts importants en matière d'investissement dans les secteurs sociaux en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations. Cependant, d'importants défis demeurent, notamment en terme de développement du capital humain tant pour soutenir la croissance que pour la rendre plus inclusive. Depuis la sortie de crise, le dynamisme des trois secteurs : primaire, secondaire et tertiaire de l'économie, a impulsé la croissance avec un taux moyen compris entre 8% et 10% depuis 2012. Le Gouvernement a fait d'importants efforts pour inverser la tendance haussière de la pauvreté depuis plus de 30 ans. Ainsi, le taux de pauvreté est passé de 51% en 2011 à 46,3% en 2015. Les dernières données sur la pauvreté ne sont pas encore disponibles. Toutefois, le niveau de la pauvreté reste encore élevé et le Gouvernement entend accélérer le rythme d'amélioration des conditions de vie des populations, notamment grâce au Programme Social du Gouvernement, qui met l'accent sur les couches de la population les plus vulnérables, notamment les jeunes et les femmes qui ont de plus grandes difficultés d'insertion professionnelle.

1) Programme Social du Gouvernement- PSGouv

En 2018, le Gouvernement de Côte d'Ivoire tenant compte de l'urgence à renforcer le rythme d'amélioration des conditions de vie des populations surtout en milieu rural, a décidé de la mise en œuvre d'un programme social, dénommé PSGouv, sur la période 2019-2020. Il vise à intensifier l'action sociale du Gouvernement pour avoir un impact plus important sur le quotidien des populations, notamment les couches les plus vulnérables, à travers un meilleur accès aux services sociaux de base et une réduction du coût de la vie.

Le PSGouv repose sur cinq axes stratégiques : (i) Santé et protection sociale ; (ii) Education; (iii) Accès aux biens de première nécessité ; (iv) Emploi/Autonomisation des jeunes et des femmes; et (v) Bien-être en milieu rural. Le PSGouv comporte douze (12) mesures prioritaires pour un coût total 727,5 milliards FCFA. Les financements acquis en 2019 portent sur un montant de 359,1 milliards FCFA. Les financements à mobiliser de diverses sources pour 2020 sont de 368,4 milliards FCFA.

2) Composante du projet :

- Composante 1 : Développement d'infrastructures sociales sensibles au genre
 - ✓ Sous composante : santé
 - ✓ Sous composante : pistes rurales
 - ✓ Sous composante : hydraulique
- Composante 2 : Amélioration des conditions de vie et renforcement de capacités
 - ✓ Sous composante : emploi des jeunes
 - ✓ Sous composante : sécurité alimentaire

II. Objectif de l'étude

L'objectif principal de l'étude est de procéder à une évaluation environnementale et sociale des opérations du projet Multi Sectoriel d'Appui au Programme Social du Gouvernement, en identifiant et analysant les impacts environnementaux et sociaux possibles de la mise en œuvre des activités prévues. De façon spécifique, il s'agira de produire un document qui encadrera le suivi environnemental et social du projet Multi Sectoriel d'Appui au Programme Social du Gouvernement, à savoir : un Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES).

1) OBJECTIFS DU CGES

Le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) est conçu comme étant un mécanisme de tri pour les impacts environnementaux et sociaux des investissements et activités inconnues avant l'évaluation du projet. Il se présente donc comme étant un instrument pour déterminer et évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels. En outre, le CGES devra définir le cadre de suivi et de surveillance, ainsi les dispositions institutionnelles pour la mise en place des mesures permettant d'atténuer ou réduire à des niveaux acceptables les impacts environnementaux et sociaux défavorables, durant la mise en œuvre du programme.

Les objectifs spécifiques du CGES incluront les mesures suivantes:

- Fixer les procédures et méthodologies explicites pour la planification environnementale et sociale ainsi que pour l'évaluation, l'approbation et la mise en œuvre des activités afférentes aux investissements devant être financées dans le cadre du projet;
- Préciser les rôles et responsabilités, et d'esquisser les procédures de compte rendu impératives pour gérer et suivre les préoccupations environnementales et sociales relatives à ces activités;
- Déterminer les besoins en formation, renforcement des capacités et autre assistance technique pour la mise en œuvre adéquate des dispositions du CGES;
- Fixer le montant du financement à pourvoir par le projet pour mettre en œuvre les conditions requises par le CGES ; et
- Fournir les moyens d'information adaptés pour exécuter le CGES.

2) Portée de l'étude

La portée de l'étude vise à définir un Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) concernant les investissements du projet, en conformité avec les politiques et les lignes directrices de sauvegarde environnementale et sociale du pays et de la Banque Africaine de Développement. Le CGES sert de guide à l'élaboration des évaluations environnementales et sociales spécifiques (EIES complète ou EIES simplifiée) des infrastructures à réaliser au cours du projet.

Le CGES devra prendre en compte les directives pertinentes de la Côte d'Ivoire et de la Banque Africaine de Développement. Le consultant comparera donc la réglementation de la République de Côte d'Ivoire et les directives pertinentes de la Banque Africaine de Développement.

3) Documents à consulter

Le consultant travaillera sous la Supervision de la Cellule de Coordination de projet Social du Gouvernement, avec la collaboration des Ministères techniques concernés par le projet et autres institutions pertinentes qui mettront à sa disposition tous les documents pertinents relatifs au projet et aux directives de la Banque Africaine de Développement, ainsi que toutes autres informations jugées nécessaires à la réalisation de la mission du consultant. Le Consultant devra identifier et passer en revue les règlements et les directives qui régiront la conduite du CGES.

Les documents à consulter comprennent aussi l'Aide-mémoire de la mission d'identification du projet et tout autre document pertinent.

Des consultations avec les acteurs et les personnes potentiellement affectées devront être organisées par le consultant et être reflétées dans le rapport du CGES.

III. Tâche du Consultant

Les tâches spécifiques suivantes, entre autres, seront exigées :

- Identifier, évaluer et mesurer l'ampleur des impacts positifs et négatifs potentiels directs et indirects et les risques environnementaux et sociaux dans les zones d'intervention du programme. Ceci concerne notamment (i) la phase d'implantation et travaux et (ii) la phase d'exploitation (mise en service) et de maintenance. Cette analyse préliminaire sommaire des impacts potentiels en attendant d'obtenir des informations précises sur les sites d'implantation des infrastructures portera sur les milieux biophysique, socioéconomique et culturel.
- Proposer en annexe une liste des impacts types rencontrés et les mesures correctives appropriées pour éviter ou atténuer ces impacts. Le Consultant présentera en annexe un tableau des impacts types et leurs mesures d'atténuation.
- Développer un cadre de programme de suivi-évaluation de ces mesures en spécifiant les indicateurs environnementaux et sociaux types pour leur suivi-évaluation, ainsi que la méthodologie de leur mise en œuvre (donnée de référence, fréquence des collectes, responsabilités, etc.). Le programme de suivi-évaluation devra comporter en outre un plan spécifique de surveillance environnementale et sociale pour s'assurer du contrôle efficace des questions environnementales et sociales
- Décrire le mécanisme et les arrangements institutionnels de mise en œuvre du CGES en clarifiant les rôles et responsabilités des agences et de toutes les parties prenantes (au niveau local, communal, district et national) impliquées dans sa mise en œuvre. Décrire le processus, le mécanisme et dans quelles circonstances les évaluations environnementales spécifiques (EIES complète ou EIES simplifié) pour chaque infrastructure se déroulent. Il s'agit, en particulier : de la prise de décision pour la conduite de l'EIES/CIES pour chaque sous-projet dès lors que leur nature et site ont été définis, l'élaboration/approbation des TDRs et des rapports des EIES/CIES pour ces infrastructures, de même que la mise en œuvre et le suivi de leur PGES.
- Évaluer la capacité du Gouvernement et des agences d'exécution impliquées dans la mise en œuvre du CGES, y compris la sensibilisation aux problématiques environnementales et sociales du projet, et proposer des mesures pour la sensibilisation, le renforcement institutionnel et/ou le renforcement des capacités techniques des parties prenantes concernées.
- Préparer un budget récapitulatif de toutes les actions et activités proposées dans le CGES. Ce budget comprendra également un coût approximatif des EIES des sous-projets spécifiques de même que celui de leurs mesures d'atténuation.
- Développer un plan de consultation du public, impliquant toutes les parties prenantes du projet, y compris les bénéficiaires et les personnes affectées par le projet. Ce plan de consultation est à inclure en annexe dans le rapport du CGES.

IV-Produits Attendus

Le consultant fournira un rapport du CGES. Le rapport devrait essentiellement se focaliser sur les résultats pertinents, conclusions et recommandations. Le consultant produira le rapport provisoire en trois (3) versions physique et vingt cinq (25) versions numériques (clé USB). Le rapport final en trois (3) versions physique et cinq (5) versions numériques (clé USB). La version finale comportera un sommaire exécutif en Anglais.

La version provisoire du document CGES devra être soumise à l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE) pour validation et commentaires avant transmission à la Banque Africaine de Développement pour commentaires.

V. CONTENU ET PLAN DU RAPPORT D'ETUDE

Le Contenu du Rapport Relatif à la CGES se présentera comme suit:

- a. Liste des acronymes ;
- b. Un résumé exécutif
- c. Une introduction décrivant la finalité du CGES, ses objectifs, ses principes et la méthodologie suivie ;
- d. une description du projet mettant en exergue les composantes des investissements; des zones cibles ; des dispositifs de coordination et de mise en œuvre.
- e. Une présentation sommaire et générale des conditions du milieu naturel (physique et biologique), du milieu humain, socioéconomique et culturel dans la zone d'intervention du projet ;
- f. Le cadre juridique, réglementaire et un aperçu des politiques de sauvegarde environnementales applicables aux infrastructures de transport et de distribution électriques, ainsi qu'une discussion des conditions requises par les différentes politiques;
- g. Le cadre institutionnel en détaillant les dispositions institutionnelles relatives à la mise en place et au suivi des mesures environnementales et sociales relatives aux investissements du projet;
- h. Une description du renforcement des capacités, de la formation et de l'assistance technique, si besoin en est, nécessaire à la mise en œuvre du CGES ;
- i. Le Cadre de suivi et évaluation avec des indicateurs types, un calendrier de monitoring et les parties responsables de la mise en œuvre du ce plan
- j. Un budget de mise en œuvre du CGES ; et
- k. Des annexes techniques aidant à la mise en œuvre du CGES ;
 - Résumé des politiques de sauvegarde de la Banque Africaine de Développement.
 - Grille de Contrôle environnemental, comprenant la grille d'impact environnemental et les mesures d'atténuation;
 - Formulaire de sélection des activités
 - Une matrice type présentant les composantes du plan de gestion environnemental et social
 - Détails des consultations du CGES, incluant les locations, dates, listes de participants, problèmes soulevés, et réponses données.
 - Références.

VI - Profil du Consultant

Le Consultant devra avoir une expérience avérée dans la préparation de documents d'évaluation d'impact environnemental, notamment la réalisation d'un Cadre de Gestion Environnemental et Social (CGES) et consultation de populations selon les standards de la Banque Africaine de Développement. Il aura une bonne connaissance des projets sociaux. Il devra maîtriser les exigences et les procédures de

la Banque Africaine de Développement en matière d'études environnementales et sociales. Une expérience dans le pays ou la sous région sera un atout. Le consultant devra avoir une bonne maîtrise du Français.

VII - Calendrier de l'étude

Sous la supervision de la Coordination Générale du Programme Social du Gouvernement, l'étude sera conduite en deux semaines.

Annexe 8 : Equipe principale de l'élaboration du CGES

Profil des membre de l'Equipe	Nom et rôle
Hydrogéologue -Environnementaliste Chef de l'équipe/Coordonnateur	Dr. DJOMBO Adomon Valentin , Hydrogéologue, Spécialiste en modélisation des ressources en eau, Expert en Sauvegarde Environnementale Coordonnateur du CGES. 09 71 39 34 / djombovalentin@yahoo.fr
Environnementaliste Chef de mission	M. AKESSEY Léon , Environnementaliste, Spécialiste en gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, Chef de mission du CGES. 08 26 70 48 / akesseyleon@yahoo.fr
Ingénieur des Mines/Environnementaliste	M. KOUAKOU Kouassi Lanzaré , Ingénieur mine Expert en sauvegarde Environnementale. 57 50 02 23 / kklanzare@gmail.com
Sociologue	M. DOH Jean-Luc , Sociologue-économiste, chargé des aspects socio-économiques, du cadre institutionnel et réglementaire et des consultations publiques. 07 82 14 83 / dohjeanluc@gmail.com
Ingénieur des TP	M. GNADOU Richard , chargé des aspects relatifs à l'aménagement des routes rurales. 07 64 03 21 / koudourichard@yahoo.fr
Biologiste	SORO Yénilougou , chargé de faire l'inventaire de la faune et de la flore. 08 29 55 25 / soroyenilougou@gmail.com